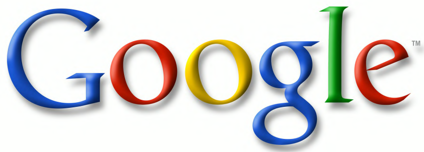
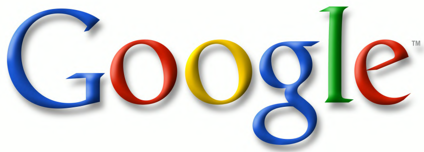





SE TAIRE
FAIRE



HISTOIRE GÉNÉRALE

DE PORTUGAL.

IX.

IMPRIMERIE DE FÉLIX LOCQUIN,
RUE NOTRE-DAME-DES-VICTOIRES, N° 16.

HISTOIRE GÉNÉRALE

DE PORTUGAL,

DEPUIS

L'ORIGINE DES LUSITANIENS

JUSQU'A LA RÉGENCE DE DOM MIGUEL,

Par M. le Mis de Fortia d'Urban,

MEMBRE DE PLUSIEURS ACADÉMIES DE FRANCE, D'ITALIE ET D'ALLEMAGNE,

et M. Mielle,

Officier de l'Université de France, ancien professeur à la Faculté de Leyde.

TOME IX.



A PARIS,

CHEZ GAUTHIER FRÈRES ET Cie, LIBRAIRES,

RUE ET HÔTEL SERPENTE, N° 16,

A BESANÇON,

MÊME MAISON DE COMMERCE, GRANDE-RUE, N° 86.

1829.


SE TAIRE
FAIRE



HISTOIRE GÉNÉRALE

DE PORTUGAL.

IX.

reux, désintéressé, et dévoué entièrement à la Reine, ce qui lui attirait des ennemis; mais sa conduite toujours conforme aux règles de la raison et au zèle qu'il devait aux véritables intérêts de l'État, le firent triompher de toutes les cabales qu'on trama pour le perdre. Il partageait la confiance de la Reine avec dom Antoine-Louis de Ménésès, comte de Cantanhède, conseiller d'État, personage d'une illustre naissance, profond dans les affaires du cabinet, sage à la tête des armées, et propre également à commander et à obéir. Le comte d'Odémira était affable, poli, insinuant; le comte de Cantanhède, vif, promt, et quelquefois trop sincère. Pierre Vieira de Silva, secrétaire d'État, et Gaspard de Faria Sévérim, secrétaire des dépêches, s'étaient entièrement attachés à ces deux seigneurs. L'ambition de vouloir attirer à chacun d'eux toute l'autorité, causait souvent de la division entre Vieira et Gaspard; mais la Reine rétablissait par sa prudence l'union et l'intelligence parmi eux.

Avec le secours de ces ministres et de quelques autres personages qui formaient le Conseil-d'État, la Reine ne désespéra point de donner un Gouvernement sage et utile à ses sujets. Elle se détermina à poursuivre la guerre, et à attaquer vivement les Castillans dans l'Estramadure, pour effacer de l'esprit des Espagnols, et même de presque tous les

peuples de l'Europe, les fâcheuses impressions qu'on avait conçues de la conduite du feu Roi Jean IV, dans les dernières années de son règne. On s'était imaginé qu'on manquait de tout dans le Portugal, et que les peuples, rebutés d'une si longue guerre, refusaient de fournir les choses nécessaires pour la faire avec succès.

D'abord la Reine chargea don Juan de Costa, comte de Soure, qui était dans la province d'Alentéjo, d'aller visiter toutes les places de la frontière, et de les mettre en état de défense. Elle ordonna en même tems une levée de nouveaux soldats, pour recruter et augmenter l'armée, afin de pouvoir tenir la campagne, et de jeter dans les places des garnisons en état de repousser l'effort des ennemis. Elle confirma dans leurs gouvernemens d'Almeida et de Pénamacor, dom Rodrigue de Castro, et Sanche Emmanuel. Elle envoya commander dans la province d'Entre-Douro-et-Minho le vicomte de Poñt de Lima; et dans celle de Tras-os-Montès, dom Juan Mendès de Vasconcellos.

Ces différens mouvemens et ces préparatifs ne purent se faire sans éclat, et ils répandirent l'alarme parmi les Castillans. Le Roi catholique s'était flatté de réduire enfin les Portugais; et il vit avec une espèce de désespoir que la régente allait lui causer plus d'embarras que ne lui en avait fait éprouver Jean IV, son époux. On tint un Conseil à ce sujet,

et Philippe, toujours faible, toujours indéterminé, toujours le jouet de ses ministres, ne put s'y résoudre à prendre un parti de lui-même. Ceux qui composaient ce Conseil n'étaient pas moins irrésolus ni moins embarrassés. Les uns voulaient qu'on donnât la paix aux Portugais, les autres qu'on fît un dernier effort pour réunir ce beau royaume à la couronne de Castille. Au milieu de ces divers sentimens, Louis de Haro, favori et premier ministre de Philippe, dont le pouvoir égalait auprès de ce prince celui d'Olivarès, encouragé par le succès qu'on avait remporté sur les Catalans, soutint qu'il fallait réduire les Portugais, et venger sur cette nation les outrages qu'on en avait reçus. « Nous le pouvons avec d'autant plus de facilité, » dit-il, « que la Catalogne est soumise, et que les » troupes qui ont triomphé des fiers Catalans, triompheront facilement des faibles Portugais. La » France ne saurait secourir ces derniers comme » elle a secouru ces premiers. Les forces de cette » puissante monarchie sont occupées ailleurs : la » fortune, et les conjonctures, tout favorise nos » desseins. Ainsi les Portugais ne doivent espérer » aucun secours de l'étranger. Ils manquent de tout. » Ils sont sans chefs expérimentés, et sans soldats; » la confusion règne dans l'intérieur de leur » royaume; la cabale, l'intrigue divisent les Grands; » la haine et la défiance règnent dans leurs Conseils;

» le peuple gémit; tout l'État enfin est réduit dans » une affreuse misère : il n'attend qu'un dernier » effort de notre part pour éclater contre le nou- » veau Gouvernement. Quelque courage, quelque » fermeté que fasse paraître la Régente, elle ne » peut se soutenir. On la regarde comme une » étrangère, comme une Espagnole; les Portugais » la haïssent; ils ne prendront jamais de confiance » en elle. Si nous nous présentons, elle est perdue; » le Portugais se soumet, et rentre sous nos lois. » Mais pour assurer le succès de nos desseins, il ne » s'agit plus de borner le cours de nos conquêtes » sur les frontières : il faut marcher sur Lisbonne » même. C'est là que nous devons porter nos armes » pour donner le dernier coup à la liberté des Por- » tugais. La chute de la capitale entraînera celle de » tout le royaume. Cette ville ouverte de toutes » parts ne peut nous résister. Ne délibérons donc » plus; agissons, et je réponds du succès. »

La plupart de ceux qui assistaient au Conseil, pour faire leur cour au favori, applaudirent à ce discours; mais ceux que l'intérêt particulier ne dominait pas, ceux à qui l'État était encore cher, et qui ne se laissaient point aveugler par la passion, combattirent par des raisons solides cette espèce de déclamation de dom Louis de Haro. Le duc de Médina de la Torrès fut un de ceux qui y répondit avec le plus de courage. « Je conviens, » dit-il, « qu'il

» serait aussi glorieux et aussi utile de soumettre
» les Portugais qu'il l'a été de soumettre les Cata-
» lans; mais l'un est bien plus difficile que l'autre.
» D'ailleurs, nous ne devons la victoire que nous
» avons remportée sur ces derniers, qu'à des circons-
» tances favorables qui ne sont plus les mêmes.
» Les Catalans ont occupé toutes nos forces pen-
» dant l'espace de plusieurs années, quoiqu'ils
» n'eussent pas les mêmes ressources que les Por-
» tugais. Au reste, vous ne les auriez jamais domptés
» si la France ne les eût abandonnés dans un mo-
» ment décisif. Si Marsin ne se fût retiré, les Cata-
» lans seraient encore triomphans dans Barcelone :
» vous ne devez la conquête de cette place qu'à la
» retraite de ce général. Cependant vous étiez alors
» bien plus en état de poursuivre la guerre que
» vous ne l'êtes aujourd'hui; vous aviez des soldats
» et de l'argent : aujourd'hui vous manquez de l'un
» et de l'autre. Le royaume est épuisé de toutes
» manières : la guerre a consommé les finances, et
» les Indes achèvent d'en faire un désert. Vous ne
» sauriez aujourd'hui composer une armée assez
» considérable pour exécuter l'entreprise qu'on
» vient de vous proposer. Les Portugais sont d'au-
» tant plus redoutables dans les conjonctures pré-
» sentes, que leur courage, forcé par la nécessité,
» va se tourner en désespoir et en fureur. Tout est
» à craindre de pareils ennemis; d'ailleurs, c'est une

» erreur de croire que la France et l'Angleterre » l'abandonneront au pouvoir de nos armes : ces » deux puissances, toujours mortelles ennemies de » notre gloire et de notre grandeur, fourniront par » mer aux Portugais les soldats, les munitions, les » capitaines qui leur seront nécessaires pour nous » opposer une longue et vigoureuse résistance. » Mais quand ces deux puissances même les aban- » donneraient, vous ne sauriez porter l'effort de » vos armes dans le Portugal, qu'en affaiblissant » vos armées de Flandre et d'Italie, et alors vous » exposez ce pays à toutes les forces de la France, » qui déjà menacent les Pays-Bas et le Milanais. » Il est presque évident que vous ne sauriez rien » gagner en Portugal, et que vous pourriez tout » perdre ailleurs. Je crois donc qu'il est de la sa- » gesse de ne point exposer la monarchie à un dan- » ger aussi pressant; je crois enfin qu'il faudrait » attendre un tems plus favorable pour recouvrer » le Portugal; ce qui ne serait point difficile, si l'on » pouvait parvenir à marier l'Infante Marie-Thé- » rèse, fille de Philippe IV, avec Louis XIV, roi de » France, et terminer par cette alliance les haines » et les guerres qui divisent depuis si long-tems » nos nations. Les Portugais, dans l'espérance de » participer à cette paix, se livreraient au repos, » leur courage s'amollirait, la France les priverait » de ses secours, et alors, pouvant réunir sans

» danger toutes nos forces, il nous serait facile de » les réduire au point où nous les souhaitons. »

Ce discours, tout rempli de sagesse qu'il était, fut regardé comme suspect, parce que le duc de las Torrès était allié à la maison de Bragance. Cependant, tandis qu'on délibérait à Madrid, le comte de Soure agissait sur la frontière. Étant à Elvas, il apprit que Villeneuve-de-Barcarota n'avait qu'une faible garnison qu'on pouvait surprendre et forcer. Le château de cette place était assez fort; et comme il n'était éloigné que de quatre lieues d'Olivença, cette conquête pouvait devenir d'une grande importance pour les Portugais. Le comte de Soure se disposa donc à l'attaquer. Il se mit en marche l'an 1657, avec deux mille cinq cens chevaux, trois mille hommes d'infanterie, six pièces de canon, et toutes les munitions nécessaires. Il passa la Guadiana à Juréména, et alla coucher à Olivença. Le lendemain il prit la route d'Alconchel, pour se rendre à Barcarota; mais les chemins étaient si mauvais, qu'on ne put aller plus loin à cause de l'artillerie. Le comte envoya alors André d'Albuquerque, général de la cavalerie, avec six cens chevaux et quelques ingénieurs, pour voir si on ne pourrait pas réduire la place sans canon. Albuquerque s'acquitta de sa commission, et rapporta que cela était presque impossible. On tint Conseil de guerre, et après avoir long-tems dé-

libéré, on convint qu'il fallait abandonner l'entreprise. Le comte de Soure retourna à Elvas, et ramena les troupes dans leurs quartiers.

Cette retraite, qui était l'effet de sa prudence, fut taxée par les Espagnols de lâcheté. La nouvelle en parvint bientôt à Madrid, et dom Louis de Haro s'en servit utilement pour faire approuver l'entreprise qu'il avait proposée. On se détermina donc à entrer en campagne au commencement du printems suivant, et à ne rien épargner pour reconquérir le Portugal. Le Roi ordonna à deux mille chevaux qui étaient dans la Catalogne de marcher vers les frontières de l'Alentéjo; il chargea deux commissaires de lever de nouvelles troupes, et fit faire des magasins pour l'entretien de l'armée. Les Grands lui offrirent de fournir tous les chevaux nécessaires à la remonte de ses troupes, et de les réunir à Badajoz; et le Roi déclara qu'il se mettrait lui-même à la tête de son armée.

Le comte de Soure, informé de tous ces grands préparatifs, en fit aussitôt avertir la Reine-régente, afin qu'elle disposât tout pour faire avorter les desseins des Espagnols. La Reine en parla à son Conseil de guerre, et l'on applaudit au zèle du comte. Cependant celui-ci voyant qu'on ne travaillait que faiblement aux choses nécessaires pour repousser les efforts des Espagnols, laissa le commandement de la province à André d'Albuquerque, et partit

pour Lisbonne sur la fin du mois de janvier, afin de hâter par sa présence l'armement qu'il demandait. La Reine le reçut avec toutes les marques d'une véritable estime; mais on ne se hâta pas pour cela davantage de remplir ses désirs : on lui opposait à tous les instans quelque nouvelle difficulté. Le comte avait des ennemis, on voulait le rebuter, et le camérier-major était l'auteur de toutes ces intrigues.

Le comte de Soure n'avait jamais pu s'accorder avec le comte de Saint-Laurent; et Jean IV, qui avait conçu beaucoup d'estime pour le premier, l'avait, par un décret, affranchi de toute obéissance envers le second. Celui-ci, qui commandait dans l'Alentéjo, se soumit au décret, dans le dessein de le faire abolir à la première occasion favorable qui se présenterait. Étant devenu Conseiller d'État, il en fit parler à la Reine par André Fernandès, évêque du Japon, ennemi du comte de Soure. L'évêque fit entendre à la régente que le décret était injurieux pour le comte de Saint-Laurent, et qu'il était de sa justice de l'abroger. La Reine en fit parler au comte de Soure par le secrétaire d'État Pierre Vieira, auquel le comte fit la réponse suivante : « Qu'il reconnaissait dans le comte de Saint-» Laurent de l'honneur, de la vertu, et tout ce » qui pouvait rendre un homme estimable; qu'il » n'avait jamais demandé le décret en question,

» pour donner aucune atteinte à sa réputation, » mais pour pouvoir activer plus efficacement le » service du Roi, et pour éviter des contestations » qui auraient pu nuire aux intérêts de l'État; qu'il » l'avait aussi cru nécessaire, pour servir de témoi- » gnage authentique au zèle avec lequel il servait « son prince et son pays; zèle que le comte de Saint- » Laurent n'avait jamais voulu reconnaître, s'étant » déclaré hautement son ennemi dans toutes les oc- » casions; qu'il suppliait donc Sa Majesté de main- » tenir le décret dans toute sa force, pour ôter à » ses ennemis tout moyen de lui nuire, et de le » traverser dans les projets qu'il méditait pour » l'intérêt du royaume et la gloire de Sa Majesté. »

Le secrétaire d'État rendit compte à la Reine de cette réponse, à laquelle cette princesse, trop complaisante pour le camérier-major, ne fit aucune attention, puisqu'elle abrogea le décret. Le comte de Soure ressentit vivement cet affront: il dissimula cependant sa douleur, pour ne pas augmenter le triomphe de ses ennemis, et il continua à presser avec la même ardeur l'armement nécessaire pour se mettre en campagne.

En sortant un jour du palais, vers le soir, dans son carrosse, il fut arrêté par un soldat qui lui demanda l'aumône. Le comte se mit en devoir de la lui donner, et cet acte de charité lui sauva la vie. Comme il mettait la tête à la portière, deux

hommes montés à cheval, et armés chacun d'une carabine, tirèrent sur lui et le manquèrent. Le comte sortit promtement de son carrosse, mit l'épée à la main, et poursuivit les assassins avec ses domestiques. Sa poursuite fut vaine : ils disparurent et se dérobèrent ainsi au châtiment que méritait leur crime. Cependant le peuple et quelques gentilshommes, attirés par le bruit, s'assemblèrent autour du comte, et le reconduisirent en triomphe chez lui. La nouvelle de cet indigne assassinat parvint bientôt à la Cour, et presque tous les seigneurs allèrent trouver le comte de Soure pour lui offrir leur service. Cet instant fut flatteur pour lui. Le peuple surtout disait hautement que l'intérêt de l'État était attaché à la conservation de cet homme, et qu'il fallait faire les dernières perquisitions pour découvrir et punir ceux qui avaient osé attenter à sa vie.

Le lendemain, la Reine l'envoya chercher, et lui témoigna d'une manière obligeante combien elle avait été sensible au danger qu'il avait couru : elle l'assura qu'elle avait donné des ordres à dom Rodrigue de Ménésès, lieutenant-criminel, de faire toutes les diligences possibles, pour découvrir les auteurs de l'assassinat médité contre sa personne; et que si on pouvait les découvrir, la promte punition qu'elle en ferait faire servirait de preuve authentique de l'estime particulière qu'elle

avait pour lui. « Je rends grâces à Votre Majesté, » répondit le comte de Soure avec modestie; « je » redoublerai mes efforts pour mériter tant de » bontés, en servant avec zèle mon Roi et ma » patrie. D'ailleurs, je méprise un ennemi qui n'ose » se montrer. La bassesse de son courage est un » supplice assez grand pour lui, et je suis assez » vengé, puisque Sa Majesté daigne jeter quelques » regards favorables sur moi. »

Cependant on fit de très-grandes perquisitions pour découvrir les auteurs de cet indigne attentat; on promit même une somme considérable à ceux qui pourraient y parvenir; mais tout devint inutile. On ne put que s'abandonner à des conjectures, et chacun, conduit par sa passion, s'arrêta sur ceux qu'il haïssait; mais aucun ne put justifier son soupçon par des preuves certaines.

La charge de mestre-de-camp-général de l'armée de la province de l'Alentéjo vint alors à vaquer. Le comte de Soure, généreux dans toutes ses actions, et toujours prêt à sacrifier ses intérêts au bien de l'État et au service de son maître, demanda qu'on élevât à cette dignité André d'Albuquerque, quoiqu'il eût sujet de se plaindre vivement de cet officier. Il lui avait manqué en plusieurs occasions; mais il était d'ailleurs plein de valeur et de mérite, et le comte de Soure aurait cru se déshonorer et manquer à l'État, s'il ne lui eût pas rendu justice dans

cette occasion. Il serait à désirer qu'un exemple si beau et si grand servît de règle à ceux qui se trouvent à la tête des armées. Tout officier de mérite serait dignement récompensé, et l'État serait dignement servi.

La Reine eut égard à la demande du comte de Soure, et d'Albuquerque fut honoré de la charge vacante. Celle de général de la cavalerie, que celui-ci occupait, fut demandée par François de Mélo, général de l'artillerie. Il avait toutes les qualités et tous les talens nécessaires pour en remplir dignement les fonctions, mais sa santé ne lui permettait pas d'être long-tems à cheval. Le comte de Soure, pour l'obliger à se désister de sa prétention, le fit nommer à l'ambassade d'Angleterre, et le fit honorer du titre de conseiller de la guerre, avec une commanderie. En même tems il proposa pour général de la cavalerie et de l'artillerie François d'Azévédo, et Antoine de Mélo de Castro. L'un et l'autre avaient également bien servi; ils avaient de la valeur, de l'expérience, du courage, et un zèle infatigable. Enfin ils étaient dignes des postes pour lesquels on les proposait : mais les ennemis du comte de Soure s'étant réveillés, employèrent tout leur crédit pour empêcher la Reine d'accorder les charges qu'on demandait pour eux.

Les ennemis du comte de Soure ne laissaient échapper aucune occasion de lui nuire, et de le dé-

goûter du service; au moment où il éprouvait une attaque de goutte, ils engagèrent la Reine à lui envoyer des ordres pour partir incessamment, afin de rassembler promtement l'armée. Pierre Vieira, secrétaire d'État, lui porta ces ordres, en lui disant que les Castillans étant sur le point d'entrer dans le Portugal, sa présence était absolument nécessaire dans la province d'Alentéjo. Le comte, comprenant qu'on ne cherchait qu'un prétexte pour l'éloigner du commandement, répondit ainsi au secrétaire : « Je serais déjà parti, malgré mes incommodités, » si l'on m'eût accordé à tems les secours que je » demandais pour défendre la province d'Alen- » téjo; mais on n'a pas daigné m'entendre. Cepen- » dant l'armée destinée pour la défense de cette » province manque de tout; et je ne la rejoindrai » point qu'on ne l'ait mise en état de pouvoir agir » efficacement : je n'irai point servir de triomphe » aux Castillans. »

Le comte demeura inébranlable dans ces sentimens. La Reine lui fit parler une seconde fois par Vieira et par le comte d'Odémira, et ils lui dirent qu'apparemment sa santé ne lui permettant pas de partir, il ne devait pas être étonné si on nommait un autre à sa place : « Ma santé, » leur répondit le comte, « est toujours bonne lorsqu'il s'agit de servir » l'État; mais comme Sa Majesté connaît sans doute » des sujets plus dignes du commandement que

» moi, elle est la maîtresse de faire ce qu'elle jugera » à propos. » La Reine ayant reçu cette réponse, nomma aussitôt pour gouverneur de la province d'Alentéjo le comte de Saint-Laurent. Le comte de Soure fut extrêmement sensible à la manière dont on le traitait; il croyait mériter plus d'égards, et ses services en méritaient en effet; mais les services, de l'espèce de ceux qu'il avait rendus, ne sont pas toujours ceux qui excitent davantage la reconnaissance des princes.

Le comte de Saint-Laurent se rendit promtement à la Cour pour remercier la Reine de la grâce qu'elle venait de lui faire. Il assura cette princesse qu'il allait incessamment partir pour l'Alentéjo, et il lui promit de ne rien épargner pour justifier le choix qu'elle avait daigné faire de lui pour commander dans cette province. Du consentement de la Reine, le comte de Saint-Laurent conféra les charges de généraux de la cavalerie et de l'artillerie à Emmanuel de Mélo, mestre-de-camp et gouverneur de Moura, et à Alfonse Furtado de Mendoce, aussi mestre-de-camp et gouverneur de Campo-Major. On renforça de deux nouveaux régimens d'infanterie l'armée de l'Alentéjo, commandés l'un et l'autre par Louis Alvarès de Tavora, comte de Saint-Jean, et par dom Juan Mascarégnas, comte de la Torré. Celui-ci obtint encore le gouvernement de Campo-Major.

Le gouvernement d'Olivença était aussi vacant. Emmanuel de Saldagne, mestre-de-camp, y commandait la garnison; on avait résolu de l'envoyer aux Indes avec le comte de Villapoca; mais le comte de Saint-Laurent fit changer cette disposition, en lui fesant donner le gouvernement d'Olivença. Enfin, au commencement du mois d'avril, le comte de Saint-Laurent partit pour l'Alentéjo, avec tous les officiers destinés à servir sous lui. Il arriva bientôt à Elvas, où il fut reçu avec beaucoup de satisfaction. André d'Albuquerque, qui, pendant l'absence du gouverneur-général, s'était appliqué à réparer les fortifications de quelques places, à maintenir la discipline militaire dans toute sa force, à faire faire tous les trains d'artillerie nécessaires pour entrer en campagne, écrivit au nouveau général pour l'informer des grands préparatifs que les Espagnols fesaient dans Badajoz, du danger auquel la plupart des places frontières étaient exposées, par la faiblesse de leurs garnisons, et par la disette de vivres et de munitions. Il lui apprenait en même tems que les remontes et les recrues qu'on avait ordonné de faire dans les autres provinces du royaume, n'étaient point encore arrivées; qu'au contraire, le général espagnol ne perdait point de tems, qu'il employait la force et l'adresse pour s'introduire dans le royaume, et qu'il était dangereux, si on ne se hâtait

de se mettre promtement en campagne, qu'il ne parvînt à son but.

Le comte de Saint-Laurent en informa la Reine, en la suppliant d'envoyer partout des ordres rigoureux, afin que toutes les troupes qui devaient composer son armée le joignissent au plutôt. La Reine expédia sans différer les ordres tels qu'on les lui demandait : le comte de Mirande, mestre-de-camp, et dom Rui Laurent de Tavora, se rendirent avec leurs régimens dans l'Alentéjo, où ils furent bientôt joints par un régiment étranger.

On veilla en même tems à la défense des autres provinces; mais comme le fort de la guerre allait se passer dans celle de l'Alentéjo, on y envoya les meilleures troupes du royaume. La Reine permit au comte de Saint-Laurent de nommer à toutes les compagnies d'infanterie et de cavalerie les officiers qui viendraient à y manquer. Au reste, toute la noblesse attachée à la Cour courut sur la frontière pour défendre la patrie, et partager le péril et la gloire qui accompagnent ordinairement les armes. Les Espagnols, de leur côté, ne montraient pas moins d'ardeur et de zèle. D'abord on publia que leur armée était composée de treize mille hommes d'infanterie et quatre mille chevaux; mais lorsque le duc de Saint-Germain se mit en campagne, ce qu'il fit le 12 d'avril, elle ne monta qu'à six mille piétons et à deux mille cinq cens chevaux effectifs.

Il avait pour officiers généraux dom Diègue Cavalhéro, mestre-de-camp général; dom Pèdre Giron, duc d'Ossuna, général de la cavalerie, et dom Gaspard de la Cuéva, frère du duc d'Albuquerque. Tous ces officiers avaient de la réputation et de l'expérience, du courage et de la valeur.

Le duc de Saint-Germain se détermina à commencer la campagne par le siége d'Olivença. Son dessein ayant été découvert, dom Juan de Silva introduisit dans la place un convoi considérable de vivres et de munitions. Le lendemain à la pointe du jour, il retourna à Juréména, comme les Castillans commençaient à paraître dans la plaine, où la ville d'Olivença est située. Cette plaine est terminée par des collines qui aboutissent d'un côté à la montagne d'Olor, et de l'autre, regardant Badajoz aux montagnes dePoceyrao et Castello-Velho qui dominent la ville, mais sans danger pour elle, à cause de leur éloignement. Au reste, les fortifications intérieures de la place étaient en bon état; mais le chemin couvert, les fossés et un ouvrage à corne avancé, communiquant du chemin couvert à la porte du Calvaire, étaient sans défense, parce qu'on n'avait pas eu le tems de les réparer. La garnison montait à quatre mille hommes d'infanterie avec cent chevaux, commandés par Étienne-Auguste Castilho et deux ingénieurs, Diègue de Aguiar et Jean Gilot.

Emmanuel de Saldagne, comme il a été déjà dit, était gouverneur de la place. Il avait de la valeur, du courage, et un désir extrême de se signaler; mais il était sans expérience, et il en donna une preuve par la lettre qu'il écrivit à André d'Albuquerque. Il lui demanda s'il ne devait pas, en cas qu'on l'assiégeât, abandonner le chemin couvert sans le défendre, ignorant que la défense d'une place dépend presque toujours de celle du chemin couvert, et que lorsqu'il est emporté la place ne tarde guère à se rendre.

Dès que les Castillans furent arrivés devant Olivença, ils travaillèrent à leurs lignes de circonvallation. Ils ouvrirent leurs tranchées, dressèrent leurs batteries, et firent un feu assez considérable, sans endommager beaucoup la place. Les Portugais répondirent par un feu à peu près égal, mais aussi sans causer de perte aux Espagnols qui se tenaient toujours dans leurs tranchées larges et profondes; en sorte qu'ils avançaient peu leurs travaux; mais ils les avançaient sans presque courir aucun danger.

Le comte de Saint-Laurent forma le dessein de jeter quelques secours dans la place. Il ne pouvait l'exécuter que par la forêt d'Olor, et en l'exécutant par cet endroit, il s'exposait à une action générale avec l'ennemi; ce que la Reine lui avait expressément ordonné d'éviter, de crainte que l'événement

ne secondant point l'espérance des Portugais, le royaume ne demeurât exposé à toute l'insolence du vainqueur. Cependant de jour en jour le danger pressait devant Olivença; l'armée castillane recevait de nouveaux secours, et elle montait déjà à dix mille hommes d'infanterie et à quatre mille chevaux. Le comte de Saint-Laurent, pour ne pas leur donner le tems de se fortifier davantage, de l'avis du Conseil de guerre, se détermina à se mettre en campagne, sans attendre les troupes qui marchaient de tous côtés pour renforcer son armée. Il espérait, par cette démarche, suspendre ou faire lever le siége d'Olivença aux Espagnols, enlever leurs convois, insulter leurs quartiers, empêcher leurs fourrages, et exécuter toutes ces choses, sans être obligé d'en venir à une bataille.

Il partit donc de la ville d'Elvas avec dix mille hommes d'infanterie, deux mille chevaux, quatorze pièces de canon, et un bagage proportionné. L'infanterie était divisée en vingt bataillons, et la cavalerie en vingt-huit escadrons. On plaça l'artillerie à la droite de l'avant-garde, et le bagage après l'arrière-garde. Les comtes de Saint-Jean et de la Torré, le baron d'Alvito, qui avait succédé au gouvernement d'Emmanuel de Mélo, Simon Corréa de Silva, Pierre de Mélo, dom Emmanuel Henriquès, Augustin d'Andréade Freire, Juan Leyte d'Oliveira, et Diègue Sanchès de Poço, comman-

daient les régimens de la province de l'Alentéjo, et celui de la ville de Lisbonne marchait sous les ordres de Rui-Laurent de Tavora cömte de Mirande. Les troupes auxiliaires avaient à leur tête leurs sergens-majors.

Le général choisit pour capitaine de sa garde dom Louis de Ménésès, à qui le comte de Soure avait accordé la même charge; mais dom Louis, qui brûlait de se signaler, pria instamment le comte de Saint-Laurent de lui permettre de marcher à la tête de l'avant-garde de la cavalerie, poste convenable à la charge qu'il occupait dans cette même cavalerie. Le comte de Saint-Laurent y consentit, et choisit pour commander sa garde le capitaine dom Sébastien de Costa. L'armée marcha pendant toute la nuit du côté de Juréména, où l'on avait résolu de passer la Guadiana. Ce passage vraisemblablement devait être difficile, à cause des pluies qui avaient grossi la rivière, et de l'opposition qu'on devait s'attendre de la part des Espagnols; mais ces derniers le laissèrent faire tranquillement, et toute l'armée portugaise passa sur un pont de bateaux. On campa sous le canon de Juréména : la tête du camp s'étendait vers Olivença, et la queue vers la Guadiana. Deux mille hommes d'infanterie et deux cens chevaux vinrent joindre le comte de Saint-Laurent. L'armée, moyennant ce nouveau secours, se trouva en apparence assez redoutable pour em-

barrasser les Espagnols. Elle était magnifiquement habillée, l'émulation régnait parmi le soldat : l'officier était rempli d'ardeur et de courage; mais l'officier et le soldat étaient l'un et l'autre presque sans expérience. L'armée ne se composait, pour ainsi dire, que de nouveaux soldats et de nouveaux officiers : ainsi toute la campagne ne fut q une suite d'erreurs et de fautes, même de la part des Espagnols, quoiqu'ils eussent à leur tête des officiers courageux et expérimentés.

En effet, on ne comprend pas comment ces derniers ne disputèrent point le passage de la Guadiana aux Portugais; car quoique ce passage se fît sous le canon de Juréména, comme ils étaient supérieurs en cavalerie, ils eussent pu l'empêcher, ou du moins le faire acheter chèrement aux ennemis. Ils demeurèrent également quinze jours devant Olivença, ne poussant que faiblement leurs travaux, sans faire attention que cette lenteur pouvait donner le tems aux Portugais de secourir la place, où de faire lever le siége. En effet, le comte de Saint-Laurent, naturellement hardi et entreprenant, malgré les ordres qu'il avait reçus de ne rien hazarder, céda à l'empressement de ses troupes, et se détermina à attaquer les Castillans dans leurs retranchemens. Auparavant il songea à s'emparer de la montagne de Castello-Velho, qui n'était éloignée du camp ennemi que de la portée du mous-

quet. Il espérait tirer plusieurs avantages de ce poste. Le premier, c'était d'assurer ses convois; le second, d'empêcher ceux des ennemis d'entrer dans leur camp; et le troisième de pouvoir canoner avec succès les ennemis, sans le danger de recevoir d'eux un seul coup de canon, et enfin de causer une diversion; car il s'imaginait que les Espagnols, contraints de veiller à la garde de leurs retranchemens, seraient obligés de suspendre ou du moins de travailler faiblement à la perfection de leurs attaques.

Avant d'exécuter ce dessein, il fit construire deux redoutes à la tête du pont de bateaux, afin d'empêcher l'ennemi de s'en emparer. Ce travail achevé, il se mit en marche le quatre de mai, et le lendemain il continua de s'avancer en ordre de bataille, et à pas lents, à cause de l'artillerie qu'il avait placée à la première ligne de son infanterie. A l'égard de sa cavalerie, il la jeta toute sur l'aile droite, parce que l'aile gauche était couverte par la rivière d'Olivença, qui va se perdre dans la Guadiana.

Le duc de Saint-Germain ayant été informé par ses espions de la marche des Portugais, laissa quelques soldats d'élite pour garder les tranchées, et rangea dans son camp le reste de son armée en ordre de bataille, résolu d'attendre l'ennemi. Tandis qu'il disposait toutes choses pour repousser vigoureusement les Portugais, le feu prit aux ba-

raques des soldats : le vent était violent, et la flamme étant portée de tous côtés, on ne vit bientôt qu'un long embrasement. Ce feu ayant été aperçu par les batteurs d'estrade de l'armée portugaise, ils s'imaginèrent que les Castillans brûlaient eux-mêmes leur camp pour se retirer. Ils coururent pour en avertir le comte de Saint-Laurent. Cette nouvelle répandit une joie universelle dans l'armée, et le comte chargea Tamaricut, lieutenant-général de la cavalerie, d'aller avec cinq cens chevaux s'informer si elle était fondée. Tamaricut s'avança jusque sur une éminence, d'où l'on pouvait découvrir le camp des ennemis. Il le vit tout en feu, sans apercevoir les Castillans, qui étaient rangés en bataille dans un endroit qu'on ne pouvait voir de celui où Tamaricut était. Il douta si peu de la retraite des Espagnols, qu'il envoya prier le comte de Saint-Laurent de faire avancer quelques escadrons pour attaquer l'arrière-garde des ennemis, et enlever leur canon. Le comte aussitôt fit partir un courrier, pour avertir la Cour de la fuite des ennemis, et il marcha en même tems vers le camp des Espagnols. Mais il apprit bientôt que ceux-ci, bien loin de s'enfuir, l'attendaient en bon ordre, ayant la tête de leur armée postée sur la montagne de Castello-Velho, et le reste sur celle de Poceyrao.

A cette vue, les Portugais demeurèrent frappés

d'étonnement : cependant ils firent bonne contenance. André d'Albuquerque monta sur une éminence pour observer la campagne, et choisit un endroit commode pour y faire camper l'armée. Il découvrit les jardins d'Amoreyra, où l'on pouvait trouver de l'eau, du bois, et tout ce qui était nécessaire pour un campement. On marcha de ce côté, et le comte de Saint-Laurent résolut de s'y loger, quoique les ennemis pussent facilement l'incommoder avec leur canon. S'ils avaient même su profiter du trouble que leur rencontre imprévue avait causé parmi les Portugais, ils les eussent battus, s'ils eussent osé les attaquer. Mais le duc de Saint-Germain n'osa risquer la bataille, si toutefois c'était la risquer, que de charger une armée déconcertée par la fausse démarche qu'elle venait de faire si légèrement.

D'abord que les Portugais furent arrivés et logés dans les jardins d'Amoreyra, le duc de Saint-Germain quitta Poceyrao, et rentra dans son camp, où il se contenta de doubler ses gardes ordinaires. Les Portugais, accablés de fatigues, passèrent toute la nuit sous les armes; cependant Emmanuel de Saldagne, informé de leur arrivée, se livrait à la joie la plus vive, dans l'espérance que le comte de Saint-Laurent ne manquerait pas le lendemain de jeter quelque secours dans la place. De son côté, il se préparait à faire une sortie pour favoriser

l'entrée de ce secours; mais ses espérances furent vaines. Le comte de Saint-Laurent ne fit aucun mouvement; il demeura dans l'inaction, et les Castillans, de leur côté, suspendirent les attaques de la ville.

Cependant les Portugais ne cessaient pas de tenir des Conseils pour délibérer sur le parti qu'ils devaient prendre. Les uns voulaient qu'on tentât le secours de la place; les autres, qu'on attaquât les ennemis dans leurs retranchemens, ou qu'on se retirât, et qu'on abandonnât le poste où ils étaient, et où le canon des ennemis les incommodait beaucoup. Quelques-uns étaient d'avis qu'on se retranchât où l'on était, et qu'on étendît davantage le camp. On embrassa cet avis. Le général de la cavalerie partit aussitôt avec une partie du corps qu'il commandait, pour faire des fascines dans un endroit peu éloigné de l'un et l'autre camp. Les Castillans s'étant aperçus de ce mouvement, firent sortir la meilleure partie de leur cavalerie, avec un détachement de fusiliers pour interrompre le travail des Portugais. Les chefs qui commandaient ceux-ci les firent retirer, et tous rentrèrent dans le camp, à l'exception de quelques officiers et de quelques soldats, qui, emportés par leur courage, voulurent attendre l'ennemi. Ils l'attendirent en effet, et soutinrent l'effort des Castillans pendant un tems assez considérable. Ce combat se passait

à la vue des deux camps. Les Portugais, voyant leurs compagnons aux mains, étaient transportés de fureur. Ils eussent voulu partager le péril; ils murmuraient de ce que le général les empêchait de sortir. Le général, à son tour, informé de leurs murmures, songea à prendre un parti plus honorable que l'inaction où il restait, et qu'on blâmait hautement. « Car, » disait-on, « que peut-on attendre » de tant de circonspection? On découragera le » soldat, on inspirera du mépris pour nous à l'en- » nemi. On perd le tems en de vaines délibéra- » tions : on devait secourir Olivença, et on n'en » fait rien; on nous fait camper dans un endroit » où l'on ne peut raisonnablement tenir; on laisse » échapper toutes les occasions de vaincre l'en- » nemi, on envoie la cavalerie à la fascine; celle des » Castillans a l'imprudence de sortir de ses retran- » chemens; au lieu de saisir cette occasion pour la » combattre, on fait honteusement retirer la nôtre; » on laisse enfin fortifier l'ennemi dans ses retran- » chemens, et l'on se conduit de manière qu'on » ne peut plus leur causer la moindre perte, sans » s'exposer à être entièrement défaits. »

En effet, il était moralement impossible de forcer les Castillans dans leur camp. On leur avait laissé tout le tems nécessaire pour réparer le dommage que le feu leur avait causé; car, si on les eût attaqués dans cet instant, il est certain qu'on les

eût battus, ou du moins contraint à lever le siége; mais le trouble que causa la méprise des batteurs d'estrade, et ensuite celle de Tamaricut sur leur retraite, fut la source de leur salut. Cependant le comte de Saint-Laurent crut pouvoir tout réparer en se déterminant au siége de Badajoz. Pour commencer à exécuter ce dessein, il fit partir le général de l'artillerie avec huit cens hommes d'infanterie, afin de s'emparer d'abord du fort de Saint-Christophe. Alfonse de Furtado se mit en marche pendant la nuit, dans le dessein d'attaquer ce fort à la pointe du jour; mais une tempête affreuse ayant redoublé l'obscurité de la nuit, les Portugais s'égarèrent, et furent obligés de se retirer à Elvas pour s'y reposer des fatigues qu'ils venaient d'éprouver.

Le jour suivant, le 11 mai, l'armée portugaise abandonna le camp d'Amoreyra, et reprit la route de celui de Juréména; les ennemis ne s'en aperçurent que quand toute l'armée fut en pleine marche. Le duc d'Ossuna la poursuivit avec trente escadrons; mais comme l'armée portugaise était d'un côté couverte par ses chariots, et de l'autre par la Guadiana, et que la cavalerie défendait l'arrière-garde, les Espagnols se contentèrent de l'observer, sans oser l'insulter.

Cependant le duc de Saint-Germain fit sommer le gouverneur d'Olivença de se rendre en lui fesant

dire qu'il n'y avait plus espérance de secours pour lui, et que s'il ne se soumettait au plus tôt, la garnison et les habitans mêmes de la ville seraient traités avec la dernière rigueur. Saldagne répondit fièrement qu'il était résolu de périr plutôt que de se rendre. Alors on poussa vivement les attaques, on battit la ville sans relâche, on s'approcha du chemin couvert, on s'empara d'un ouvrage avancé, et l'on réduisit bientôt les assiégés à la dernière extrémité, par l'ignorance de Saldagne, qui avec du courage défendait très-mal la place.

Le comte de Saint-Laurent, avant de se mettre en marche vers Badajoz, voulut tenter encore une fois la prise du fort de Saint-Christophe; mais le succès en fut tout aussi malheureux que la première fois. Néanmoins cet échec ne put le détourner du dessein qu'il méditait sur Badajoz : il fit marcher quelques régimens vers cette place sous les ordres du mestre-de-camp-général, qui se logea avec ses troupes dans les jardins de la ville, malgré le feu terrible qu'on fit sur lui. Y étant arrivé lui-même, il se prépara d'abord à donner un assaut. Ce dessein parut téméraire; mais rien ne put en détourner le général. Un soldat déserta de l'armée des Portugais, et en alla avertir la garnison et les habitans, qui avaient reçu un secours considérable, sans que les Portugais s'en fussent aperçus. Cependant ces derniers disposèrent tout pour l'exécution de leur projet:

ils se présentèrent en effet à l'assaut avec beaucoup de valeur; mais leurs échelles étant trop courtes, ils furent accablés par les pierres et par les feux d'artifice qu'on lançait sur eux, sans qu'ils pussent s'en venger; enfin on fut obligé de battre la retraite et de se retirer. Le nombre des morts se monta à soixante et dix hommes, et celui des blessés à trois cens. Parmi le nombre des morts on trouva Rodrigue Laurent de Tavora, mestre-de-camp, illustre par sa naissance, et recommandable par sa valeur; Diègue Sanchès de Poço, aussi mestre-de-camp, Castillan de nation, et attaché au service des Portugais; Sébastien Vasconcellos, troisième fils du comte de Castel-Melhor; Emmanuel d'Acugna, Manuel Arnau, capitaine d'infanterie dans le régiment de Simon de Corréa, et Alvarès Mesquita, du régiment d'Augustin d'Andréade. Parmi les blessés on compta le comte de Pénagiano, camérier-major, qui reçut un coup au visage; Simon Corréa de Silva, qui fut blessé à la cuisse, et Antoine-François Saldagne, unique et seul héritier du brave Ayrès-Pierre de Saldagne, son père.

On augmenta considérablement la perte des Portugais dans les nouvelles publiques de la Cour de Madrid; on y vanta à l'excès le courage, la valeur, la prudence de Simon Castagna, gouverneur de la place; et l'on ne manqua point de prodiguer des louanges exclusives aux soldats de la garnison, aux

habitans de la ville, et surtout aux prêtres et aux moines, qui, dans cette occasion, combattirent courageusement.

Le comte de Saint-Laurent était désespéré de ce mauvais succès: il tenait sans cesse des Conseils de guerre, il envoyait à tous les instans des courriers à la Cour, et cependant il ne pouvait prendre aucun parti raisonnable; enfin on prit celui de se retirer tout-à-fait de devant Badajoz; on passa la Guadiana, et on alla camper sur les bords de la Caya. Le lendemain on marcha vers Juréména, dans l'espérance de relever par ce voisinage le courage de ceux qu'on assiégeait dans Olivença. Mais le gouverneur fit avertir le comte de Saint-Laurent qu'il manquait déjà de munitions, et qu'il serait obligé de se rendre bientôt, s'il n'était promtement secouru. Pour toute réponse, le comte de Saint-Laurent en écrivit à la Reine, et fit partir en même tems le comte Alfonse Furtado, général de l'artillerie, avec quatre régimens d'infanterie et six escadrons de cavalerie, commandés par Denis de Mélo et Castro, lieutenant-général, pour aller attaquer Valence d'Alcantara, place fortifiée par l'art et la nature. On échoua également dans cette entreprise, et alors le comte de Saint-Laurent résolut de secourir Olivença à quelque prix que ce fût. Mais il prit cette détermination trop tard: Saldagne avait pris son silence pour un ordre de se rendre; et en conséquence il avait

envoyé Juan Rodrigue Coëllo, sergent-major de la place, pour régler les articles de la capitulation avec Juan Alvarès Barbuda; ensuite il fit partir, pour les communiquer au comte de Saint-Laurent, Juan Mendez Mexia, accompagné d'Antoine Barbosa et Brito, de Ferdinand Gomès-Cabréra, du père Antoine de Mattos-Mexia, de Laurent Gallégo-Fajardo, de Gilles-Laurent Cabésa, et de Bénédictin de Mattos-Mexia. Le comte reçut ces députés très-mal; il s'emporta, il les menaça, et dans le fond, ce n'était point leur faute, mais celle de leur gouverneur et même la sienne.

Cependant il dépêcha dans l'instant un courrier à la Reine pour lui demander s'il devait signer ou non la capitulation. La Reine écrivit à Saldagne de la rompre, et au comte de sauver à quelque prix que ce fût Olivença. Elle fit en même tems partir pour l'armée le comte de Castel-Melhor et le comte de Sabugal, pour concourir avec le comte de Saint-Laurent à la réparation des fautes passées. Castel-Melhor obéit promtement aux ordres de la Reine, et se rendit au camp de Juréména, d'où il envoya la lettre de la Reine à Saldagne. Il lui écrivit aussi lui-même pour l'assurer qu'il allait tout hazarder pour le secourir ou le délivrer; que cependant il se gardât bien de tenir la capitulation.

Les commissaires que Saldagne avait députés

vers le comte de Saint-Laurent se chargèrent de ces deux lettres. Saldagne aussitôt assembla les principaux officiers de la garnison, les magistrats et les principaux habitans de la ville, pour leur communiquer les ordres qu'il venait de recevoir. On contesta beaucoup sur ces ordres : Saldagne et quelques officiers voulaient les exécuter ponctuellement; mais le plus grand nombre s'y opposa, en soutenant qu'il fallait se conformer aux engagemens pris avec les Espagnols : qu'il ne fallait point s'exposer aux suites fâcheuses d'une ville prise d'assaut, ce qui ne pouvait manquer d'arriver si on n'acceptait point la capitulation. Saldagne ne pouvant les faire changer de sentiment, prit acte de tout ce qui venait de se passer, voulant s'en servir en tems et lieu pour sa justification. On lui remit cet acte, et la place fut livrée aux Espagnols le 30 du mois de mai. La garnison portugaise, composée de deux mille trois cens hommes d'infanterie et d'une compagnie de cavalerie, en sortit avec tous les honneurs militaires. Les habitans abandonnèrent la ville, et emportèrent leurs biens mobiliers, comme il avait été réglé par la capitulation. Les Espagnols firent les derniers efforts pour les engager à demeurer dans la ville, leur promettant une pleine jouissance de tous leurs biens et de tous leurs priviléges; mais rien ne put les retenir, la

haine triompha de l'intérêt, ils aimèrent mieux vivre dans la pauvreté avec leurs compatriotes, que riches dans leurs maisons avec les Castillans.

Le général portugais envoya à Olivença des chariots pour transporter leurs biens mobiliers; et la Reine, touchée d'une fidélité si généreuse, ordonna qu'on envoyât toutes ces familles en différentes villes de la province d'Alentéjo, et qu'on leur procurât tout ce qui leur serait nécessaire, tant pour s'établir, que pour se dédommager de la perte qu'elles venaient de faire. A l'égard de Saldagne, à peine fut il arrivé avec la garnison dans le camp de Juréména, que le comte de Saint-Laurent le fit arrêter, et l'envoya prisonnier dans le château de Villaviciosa. Il fit aussi arrêter les principaux officiers de la garnison, Jean Alvarès Barbuda, mestre-de-camp; Étienne-Augustin Castillo, capitaine de cavalerie; Jean-Rodrigue Coëllo, sergent-major; François de Fur, lieutenant-général de l'artillerie, et Antoine Barbosa et Brito, qui cependant n'avaient rien à se reprocher, ayant tous rempli le devoir de soldat et d'officier pendant tout le siége. On les transféra à Lisbonne, et Emmanuel de Saldagne, après une longue prison, fut exilé dans les Indes à perpétuité. Alvarès Barbuda fut réservé à une disgrâce plus humiliante. Au reste, la perte d'Olivença causa une consternation générale. La Reine, les ministres, tout le Portugal

ressentirent vivement la perte d'une place si considérable. C'était la première qui se fût rendue volontairement aux Castillans, depuis que la guerre avait commencé; et l'on y était d'autant plus sensible, qu'on ne pouvait ignorer la faiblesse avec laquelle les Espagnols l'avaient attaquée; en sorte qu'on ne pouvait douter qu'ils ne dussent cette conquête à la lâcheté de ceux qui la défendaient.

La Reine surtout était inconsolable; elle craignait qu'on n'attribuât ce malheur à sa conduite. Elle eût souhaité que l'armée eût tenté quelque entreprise, pour effacer les fâcheuses impressions qu'on voulait donner de son ministère. Mais cela était impossible; l'armée castillane était supérieure à l'armée portugaise, et il était de la dernière conséquence de ne rien hazarder. Tandis qu'on s'occupait à Lisbonne de ces tristes réflexions, le duc de Saint-Germain, après avoir demeuré huit jours à Olivença pour faire réparer les fortifications de cette place, retourna triomphant à Badajoz, ne se promettant pas moins que d'envahir bientôt toute la province d'Alentéjo. La Reine envoya des ordres au comte de Saint-Laurent de mettre en état Juréména, et de soutenir un siége, en cas que les Espagnols vinssent attaquer cette place.

Le comte de Saint-Laurent obéit, et envoya des soldats dans toutes les places les plus exposées. Le duc de Saint-Germain, dont l'armée avait été con-

sidérablement augmentée par des troupes nouvelles qui lui étaient arrivées de différentes parties de l'Espagne, garnit aussi ses places, et marcha ensuite avec dix mille hommes d'infanterie et quatre mille chevaux pour assiéger Mourao, qu'il investit le 13 de juin. Mourao est située à une petite lieue de Monçaraz, et à cinq lieues d'Olivença. Cette ville n'était défendue que par un vieux château environné de murailles, qui tout au plus pouvaient tenir trois ou quatre jours : en sorte que les provisions qu'on y jeta pour quatre mois, étaient aussi inutiles que la garnison qu'on y fit entrer sous les ordres de Juan Féreira d'Acugna. Le comte de Saint-Laurent ne l'ignorait pas. Aussi, dans l'espérance de surprendre les assiégeans, il marcha avec l'armée dans le dessein de les attaquer; mais en arrivant sur les bords de la Guadiana, la cavalerie espagnole se présenta de l'autre côté pour l'arrêter. Alors il conçut le dessein d'aller tenter le passage vers Porto de Moura, à cinq lieues de l'endroit où il était. Le tems pressait, et il craignait que les Castillans ne se rendissent maîtres de Mourao. Trente soldats portugais offrirent de s'y introduire à travers l'armée ennemie. Cette noble résolution réveilla le courage du reste de l'armée; plusieurs autres soldats se joignirent aux trente premiers, et se rendirent en effet pendant la nuit à Mourao. Le comte de Saint-Laurent fit partir en même tems,

pour Moura, Emmanuel de Mélo, afin d'y préparer tout ce qui serait nécessaire au reste de l'armée pour le passage de la Guadiana.

Les Espagnols donnèrent cependant un assaut au château de Mourao; il fut vivement attaqué et courageusement défendu, et les Espagnols furent même contraints de se retirer avec perte. Ils se préparèrent à livrer un second assaut; ils sommèrent auparavant Emmanuel d'Acugna de se rendre : Emmanuel rejeta cette proposition avec fierté. Alors ses officiers et ses soldats lui représentèrent qu'on ne pouvait sans témérité entreprendre de défendre davantage la place. Son courage céda à sa prudence : il battit donc la chamade, il obtint une capitulation honorable, et se rendit auprès du comte de Saint-Laurent, avec la garnison et les habitans. Le comte le mit aux arrêts; mais informé qu'il avait fait au-delà de ce qu'il devait, s'il eût agi dans les règles étroites de la prudence, il le remit en liberté, et fit même publiquement son éloge.

Dès que le duc de Saint-Germain eut réparé les brèches de Mourao, et qu'il eut ajouté quelques nouvelles fortifications aux anciennes, il prit la route de Jurémêna avec son armée. Sa cavalerie alla reconnaître la place : sur le rapport qu'elle fit, il jugea qu'il était dangereux d'en former le siége, surtout dans la saison où l'on était, où les chaleurs

sont excessives dans cette partie de l'Espagne, et causent de grandes maladies. Ainsi il revint à Badajoz, et renvoya l'armée dans ses quartiers. Celle des Portugais partit de Monçaras pour revenir dans son camp de Juréména. Là, le comte de Saint-Laurent tint un Conseil de guerre pour délibérer sur ce qu'on ferait; les avis y furent partagés : les uns voulaient qu'à l'exemple des Castillans on fît rentrer l'armée dans ses quartiers, et les autres qu'on allât recouvrer Mourao, pour réparer en quelque manière la gloire de la nation flétrie par les conquêtes que les Castillans venaient de faire sous ses ieux. Le comte de Saint-Laurent, goûtant l'avis de ces derniers, en informa la Reine, et sans attendre sa réponse, il marcha à Mourao.

Comme le courrier du comte de Saint-Laurent arrivait à Lisbonne, don Juan Mendès de Vasconcellos, gouverneur de la province de Tras-os-Montès y arrivait aussi. Sa valeur, sa prudence, et son expérience dans l'art de la guerre, étaient généralement reconnues; ses amis avaient inspiré à la Reine de l'appeler à la Cour, comme le seul capable de réparer les malheurs qu'on venait d'essuyer sur la frontière de l'Alentéjo. Le peuple, persuadé de la même chose, l'accompagna jusqu'au palais, avec des acclamations, et en lui donnant le titre flatteur de défenseur du royaume. Ainsi Vasconcellos, qui, sous le règne du feu Roi, s'était vu, pour ainsi dire,

Lisbonne. Albuquerque et Sanche Emmanuel, au contraire, tinrent un Conseil dans lequel on résolut de retourner à Jurémèna, et de là de renvoyer l'armée dans ses quartiers : ce qui fut exécuté. Ensuite d'Albuquerque écrivit à la Reine pour la remercier des nouvelles grâces que Sa Majesté lui accordait, et représenta dans cette même lettre, avec toute la modération et le respect possibles, le tort irréparable qu'on fesait à Emmanuel de Mélo, en le déposant de sa charge; que la conduite de ce brave officier avait été pendant toute la campagne digne de louange, et qu'il n'y avait que ses ennemis, à qui son mérite portait ombrage, qui osassent dire le contraire. Le Conseil de guerre établi à Lisbonne, piqué de ce que la Reine, contre sa coutume, avait fait ces changemens sans lui en faire part, représenta également à cette princesse l'injustice qu'on fesait à Mélo; que, bien loin de mériter un châtiment, il méritait une récompense, et que Sa Majesté devait révoquer ses ordres à son égard. La Reine répondit qu'elle connaissait le mérite de ses sujets, et surtout celui de Mélo, mais qu'elle avait des raisons pour maintenir ce qu'elle avait fait. On raisonna beaucoup sur cette réponse; mais tout le monde justifia Mélo, et l'on n'approuva que le rappel du comte de Saint-Laurent, dont la conduite en effet avait été pitoyable.

Cependant Vasconcellos partit de Lisbonne pour

commander dans la province de l'Alentéjo, avec le titre de lieutenant de roi. Il arriva et s'arrêta quelques jours à Estrémos. Emmanuel de Mélo prit la poste pour se rendre à la Cour. Toute l'armée vit son départ avec regret. Il avait du courage, de la prudence, et ces manières nobles qui gagnent le soldat, et le préviennent favorablement. Tandis que Vasconcellos était encore à Estrémos, les Castillans allèrent avec deux corps de cavalerie ravager les territoires de Mençaras, de Villaviciosa, et d'Elvas. Ils firent des ravages si considérables, que les paysans des campagnes s'en plaignirent à la Reine, accusant Vasconcellos, qu'ils haïssaient, de les avoir vu faire sans se donner aucun mouvement pour les empêcher.

La Reine écrivit aussitôt à Vasconcellos pour qu'il eût à mettre la province hors d'insulte, à disposer la cavalerie, de sorte qu'elle pût facilement courir au secours de ceux qu'on attaquerait, et à communiquer au comte de Prado tout ce qu'il entreprendrait. Ce dernier article mortifia Vasconcellos, parce qu'il aimait peu le comte de Prado : cependant, dissimulant la peine que cet ordre lui causait, il répondit à la Reine qu'il obéirait, et qu'il informerait exactement de tout le comte de Prado, de qui il avait toujours recherché l'estime et l'amitié.

Enfin Vasconcellos se rendit à Elvas, et aussitôt

il fit partir pour Moura dom Sanche-Emmanuel, afin de garder avec cinq régimens d'infanterie tout le pays qui s'étend depuis cette place jusqu'à Estrémos. Ensuite il s'informa exactement de l'état de l'armée castillane. Ayant appris qu'elle ne ferait que de faibles efforts pendant la campagne de l'automne, il forma le dessein d'aller assiéger Mourao, quoique les Espagnols l'eussent assez bien fortifiée depuis qu'ils en étaient maîtres. Il disposa toutes choses pour exécuter son dessein. Tandis qu'il travaillait aux préparatifs, on fesait des courses de part et d'autre; il s'y passa même une action à laquelle le duc de Saint-Germain se trouva en personne. Il était sorti de Badajoz avec dix-huit cens chevaux, pour aller reconnaître Campo-Major. Il rencontra François de Moura qui battait l'estrade avec quelques escadrons de cavalerie. Moura soutint les premiers efforts de l'ennemi avec beaucoup d'intrépidité, et donna le tems à la garnison de Campo-Major de courir à son secours. André d'Albuquerque sortit aussi d'Elvas avec cinq escadrons. Dom Juan Vanicelli, italien de nation, et commissaire-général, lui représenta qu'il aurait été de la prudence d'envoyer quelqu'un pour reconnaître les ennemis, avant de s'engager plus avant. Albuquerque méprisa ce conseil. Il continua sa marche : cependant réfléchissant sur sa conduite, il s'arrêta, et chargea dom François de Souza Coutigno, capi-

taine de cuirassiers, d'aller avec sa compagnie pour reconnaître le pays. A peine Souza fut-il séparé du corps que commandait Albuquerque, qu'il fut chargé par treize escadrons de cavalerie espagnole. Le duc de Saint-Germain voyant qu'il ne pouvait aller à Campo-Major, avait tourné ses pas vers Elvas, dans l'espérance de rencontrer et d'enlever quelques-uns des détachemens de la cavalerie portugaise qui battait sans cesse l'estrade autour de cette ville. Souza, à la vue des Espagnols, s'enfuit pour rejoindre Albuquerque. Les Espagnols le poursuivirent. Leur arrivée jeta Albuquerque dans l'embarras; s'étant approché de Vanicelli, il lui dit : « Eh bien! que ferons-nous présentement? » Vanicelli qui avait de la valeur, mais qui était piqué du mépris qu'Albuquerque avait fait de ses conseils, lui répondit froidement : « Fuir, c'est le seul parti » qui reste à ceux qui se conduisent imprudem- » ment à la guerre. »

Cependant Albuquerque rappelant son courage, pour ne pas achever de se perdre, se détermina à se retirer, mais lentement et en bon ordre. Il marcha donc vers les oliviers d'Elvas. Là, l'avant-garde castillane le joignit, et attaqua son arrière-garde; dom Juan de Silva, et dom Louis de Ménésès soutinrent ce premier choc avec leurs compagnies. Les Castillans, à mesure qu'ils arrivaient, redoublaient leurs efforts; mais ne pouvant s'étendre

à cause des bois, pour envelopper les Portugais, leur supériorité leur devint presque inutile. Enfin Albuquerque arriva près d'Elvas; dom Juan Mendès fit sortir un régiment d'infanterie pour dégager sa cavalerie. Alors les Castillans se retirèrent. La perte fut à peu près égale de part et d'autre : on se rendit les prisonniers, et les Portugais, peu de jours après cette action, enlevèrent un convoi aux Castillans.

A l'entrée du mois d'octobre, on résolut de ne plus différer le siége de Mourao, d'autant plus qu'on avait fait partir pour la Catalogne une partie de l'armée castillane, afin de contenir les habitans de ce royaume, où de nouvelles étincelles de rébellion commençaient à eclater. Vers le 23 du mois, l'armée portugaise, composée de neuf mille hommes d'infanterie et de douze cens chevaux, partit d'Elvas, laissant toutes les places frontières bien munies, et les magasins de Monçaraz bien remplis. L'armée étant arrivée à Téréna, le général envoya dom Sanche-Emmanuel pour investir la place, devant laquelle Vasconcellos se rendit avec le reste de l'armée, malgré une grosse pluie, qui incommoda beaucoup le soldat. On ouvrit la tranchée, et l'on dressa les batteries sans différer. Dom François d'Avila Orécon commandait dans la place, ayant sous ses ordres quatre cens hommes d'infanterie et quarante chevaux, avec toutes les provisions de bouche et de guerre nécessaires pour

une longue défense. Néanmoins il ne tint que quatre jours : le 28 du même mois, il demanda à capituler ; le 30, il évacua la place, et se retira à Olivença.

Le duc de Saint-Germain s'était rendu dans cette ville, à la nouvelle du siége de Mourao, pour y assembler en corps d'armée toutes les troupes castillanes qui étaient en quartier d'hiver dans le voisinage. D'abord qu'il eut appris la reddition de Mourao, il retourna à Badajoz, et congédia son armée. Vasconcellos, de son côté, ramena ses troupes à Elvas ; mais avant de se mettre en marche, il nomma au gouvernement de Mourao Augustin d'Andréade Freyre, mestre-de-camp, vieux soldat, et expert dans l'art des fortifications. Andréade remercia le général de l'honneur qu'il lui fesait, et alors le gouvernement fut donné à François Pachéco Mascarégnas, mestre-de-camp, qui s'appliqua à fortifier la place, de manière qu'en peu de tems il la mit en état de soutenir un long siége. Vasconcellos, en arrivant à Elvas, renvoya Sanche Emmanuel à son gouvernement de la province de Beira, licencia les troupes auxiliaires, et congédia les autres dans leurs quartiers d'hiver. Lui-même partit pour la Cour, afin d'y régler les opérations de la campagne suivante, laissant à André d'Albuquerque le commandement dans l'Alentéjo pendant son absence. Dans les autres pro-

vinces comme celles de Beira, de Tras-os-Montès, et d'Entre-Douro-et-Minho, on repoussa avec succès les Castillans pendant toute cette campagne.

Le bruit des armes et les embarras de la guerre n'empêchaient point la Reine de veiller avec soin à l'éducation du Roi son fils. Nicolas Monteyro, personage d'un mérite solide, son précepteur, et le comte d'Odémira, son gouverneur, secondaient avec tout le zèle possible les desseins de cette princesse. Mais le Roi abusant de l'autorité que lui donnait la couronne, méprisait leurs conseils : prières, remontrances, rien ne le touchait; il se livrait à toute la fougue de son tempérament vif, brusque et impétueux. Nous présenterons sous le même coup d'œil toute la suite de ses actions, quand nous aurons détaillé toutes les actions militaires et politiques qui s'exécutèrent sous la régence de la Reine sa mère. Cette méthode nous paraît nécessaire, pour ne pas interrompre l'intérêt qui résulte des unes et des autres.

A l'exemple du feu Roi, la Reine, voulant entretenir une étroite correspondance avec les puissances étrangères, songea à envoyer dans leurs Cours des personnes habiles pour y ménager les intérêts de sa couronne. En 1658, le père Dominique du Rosaire, Irlandais de nation, se rendit en France par ses ordres; mais ce moine échoua dans toutes ses né-

gociations. François de Souza Coutigno était à Rome. Cette Cour, qui avait paru assez disposée à accorder enfin à celle de Portugal ce qu'elle demandait, changea de sentiment, lorsqu'elle apprit la mort du feu Roi, et l'armement considérable que les Castillans fesaient pour recouvrer le Portugal. Cette conduite aussi injuste qu'indécente détermina la Reine à ordonner à son ambassadeur de revenir en Portugal, si, dans le cours de l'année où l'on était, il ne terminait enfin quelque chose avec la Cour de Rome. François de Mélo partit pour Londres, où Cromwell le reçut avec distinction, et ratifia les traités passés avec la couronne de Portugal. En Hollande, Antoine Raposo et Jérôme Nuñès de Costa travaillaient à maintenir la paix avec cette république, qui avait bien de la peine à digérer la perte de Fernambuco dans le Brésil, où commandait le comte d'Atougia. Dom Ferdinand de Ménésès, comte d'Ériceira, était gouverneur de Tanger, et Alexandre de Souza-Freire de Massagnan en Afrique. Les Maures et les Castillans tentèrent tour à tour, mais en vain, d'enlever ces places aux Portugais.

A l'époque de la mort de dom Juan, le comte de Sarcédas, vice-roi des Indes, rendit aussi le dernier soupir, et laissa le Gouvernement entre les mains d'Emmanuel Mascarégnas, de François de Mélo et Castro, et d'Antoine de Souza Coutigno,

qui s'étaient trouvés dans l'île de Ceilan, lorsque les Hollandais en avaient entièrement chassé les Portugais. Ils proclamèrent dans Goa l'infant dom Alfonse comme légitime successeur du roi dom Juan. Ensuite ils réglèrent de leur mieux les affaires des Indes, qui allaient toujours en empirant, tandis que celles des Hollandais y prospéraient de jour en jour.

Mais pour revenir à la Cour de Lisbonne, dom Juan Mendès de Vasconcellos s'y rendit, comme nous l'avons dit, presqu'immédiatement après la prise de Mourao. La perte d'Olivença avait tellement irrité la Reine, que pour réparer ce malheur et la gloire de la nation, elle s'affermit dans le dessein de faire offensivement la guerre aux Castillans, et de la pousser avec tant de vigueur, qu'ils perdissent à jamais l'espérance de subjuguer de nouveau le Portugal. Cette généreuse résolution fut généralement applaudie; en conséquence Vasconcellos proposa le siége de Badajoz, et s'engagea à conquérir cette place pour les Portugais, pourvu qu'on lui donnât dix mille hommes d'infanterie, trois mille chevaux, un train convenable d'artillerie, et un bagage proportionné. La Reine embrassa avidement ce projet, et son Conseil de guerre l'approuva, à l'exception du comte de Sabugal, qui parla ainsi à la Reine pour l'en détourner : « Les Castillans ne sauraient, au commence-

» ment du printems prochain, former une armée » assez considérable pour tenir la campagne sur » les frontières de l'Alentéjo. Cette province étant » donc en sûreté, il serait de la prudence des Por» tugais de profiter de l'occasion, pour réparer dans » la province d'Entre-Douro et-Minho les ravages » que les Castillans y avaient faits. De la conserva» tion de cette province dépend celle des provinces » de Tras-os-Montès et de Beira. Il est donc plus » utile de jeter toutes les forces dans la province » d'Entre-Douro-et-Minho, et d'aller enlever aux » Castillans le fort de Saint-Louis-Gonzague, d'où » ils infestent impunément cette province. Cette » conquête peut devenir très-importante, parce » que de là on peut facilement tomber sur Tuy, et » sur Bayona, et mettre à contribution presque » toute la Galice. Ces avantages sont réels, au lieu » que l'entreprise de Badajoz, quand même elle » aurait tout le succès qu'on en espère, n'en peut » produire aucun par la stérilité du pays. »

On ne fit nulle attention à ce discours, et le siége de Badajoz fut résolu. Comme le secret est l'âme et le mobile de presque tous les succès heureux, la Reine le recommanda sur cette entreprise, en défendant qu'on en parlât jusqu'au moment où tout serait prêt pour l'exécuter. Mais le duc de Saint-Germain, à la vue des préparatifs qu'on fesait, pénétra leur dessein, et munit la place de vivres et

de munitions. Ensuite il en informa dom Louis de Haro, premier ministre, à qui l'entreprise parut si invraisemblable, qu'il fit dire au duc de Saint-Germain qu'il prît à son service des espions plus fidèles ou mieux instruits, que le siége de Badajoz par les Portugais était au rang des choses impossibles; ainsi qu'il eût à se tranquilliser à cet égard.

Cependant le tems de recommencer la guerre étant arrivé, Vasconcellos se disposa à partir pour l'Alentéjo. On lui donna pour second mestre-de-camp-général dom Rodrigue de Castro, ce qui déplut à Vasconcellos, parce que dom Rodrigue avait été de tout tems étroitement lié avec le comte de Soure. Néanmoins, dissimulant le chagrin qu'il en ressentait, il ne songea, dès qu'il fut arrivé à Elvas, qu'à hâter ses préparatifs. Pour détourner les regards des Castillans de son objet principal, il ordonna à Denis de Mélo et Castro, lieutenant-général de la cavalerie, d'aller piller et ravager le territoire d'Alcantara; ce qu'il exécuta heureusement, malgré quatre cens chevaux castillans qui voulurent s'y opposer.

Enfin on vint à découvrir dans l'armée portugaise que Vasconcellos allait assiéger Badajoz. L'entreprise parut téméraire, et dom Louis de Ménésès fut chargé par les principaux officiers d'en écrire à la Reine. Il le fit en ces termes : « L'état » où se trouve l'armée rend le siége de Badajoz

» extrêmement hazardeux. Cette place est grande, » bien fortifiée, et remplie de braves soldats et de » vieux guerriers consommés dans la science de » la guerre. Le siége d'Albuquerque serait plus » facile et tout aussi utile, premièrement parce » que cette place servirait pour couvrir des incur» sions des Castillans les pays voisins appartenans » aux Portugais; et secondement, parce que de là » on pourrait facilement ravager les terres environ» nantes des ennemis : enfin la conquête de cette » place coûterait moins de sang, et moins de dé» pense, ce qui mérite considération.»

La Reine en convint; mais portée par son génie aux choses difficiles, elle persista dans son dessein. Tout étant donc prêt vers la fin du mois de mai, Rodrigue de Castro se rendit à Elvas pour prendre possession de sa charge. Le comte de Prado, dont la valeur et la prudence étaient également reconnues, s'y rendit aussi pour commander dans cette place, pendant que l'armée tiendrait la campagne. On tint enfin un Conseil, où tous les officiers généraux furent appelés. Vasconcellos les exhorta à seconder ses efforts pour la conquête de Badajoz, et dit que cette conquête était nécessaire pour le service du Roi, pour celui de la Reine, et la gloire de la nation; qu'il ne doutait point du succès, d'autant plus que le duc de Saint-Germain avait dégarni cette place, pour mettre les autres en état de dé-

fense; qu'au reste, avant d'aller à Badajoz, il fallait s'emparer du fort Saint-Christophe, et commencer la campagne par cette conquête. Deux jours avant de se mettre en marche, il tint un second Conseil dans le couvent de Saint-François, où il admit les officiers subalternes, afin de leur communiquer son dessein. « La Reine, » leur dit-il, « de l'avis du » Conseil de guerre établi à Lisbonne, souhaite » que son armée s'emploie au siége de Badajoz. » Après avoir mûrement réfléchi sur les intérêts » de l'État, et sur ce qu'il convenait de faire pour » la gloire de la nation, elle a vu et jugé qu'il fallait » assiéger Badajoz. Cette place manque de vivres » et de munitions; elle ne saurait soutenir un long » siége. » Les officiers voyant par ce discours qu'on avait pris la dernière résolution sur cette entreprise, répondirent sans autre réplique qu'ils étaient prêts d'obéir.

Ensuite le général leur demanda si avant d'attaquer Badajoz, il ne convenait point de s'emparer auparavant du fort Saint-Christophe. Lassarte, français de nation, ancien et habile ingénieur, dans lequel on avait beaucoup de confiance, assura que la prise de ce fort assurait celle de Badajoz. Tous les officiers approuvèrent cet avis, à l'exception de Simon Corréa de Silva, qui dit qu'il n'y avait rien de si téméraire, et même de si inutile, que le projet d'enlever aux Castillans le fort de

Saint-Christophe; que ce poste, fortifié à la moderne, et situé avantageusement, arrêterait trop long-tems l'armée, et que les ennemis en profiteraient pour jeter toutes leurs forces dans Badajoz; qu'au reste la prise de Saint-Christophe n'était point nécessaire pour réduire cette dernière ville, parce qu'on n'avait qu'à s'emparer du pont par lequel on allait de Saint-Christophe à Badajoz. Simon avait raison; mais le général persista dans son dessein, et le 12 de juin, veille de Saint-Antoine, l'armée partit d'Elvas. Elle montait à quatorze mille hommes d'infanterie et à trois mille chevaux, conduisant avec elle vingt pièces de canon, deux mortiers, et toutes les provisions de bouche et de guerre qu'on pouvait désirer. On ne devait espérer que des succès heureux d'un si grand armement, d'autant plus que le soldat plein d'ardeur et de courage marchait avec beaucoup de bonne volonté. Plusieurs seigneurs joignirent cette armée pour y servir en qualité de volontaires, entre autres, le duc de Cadaval, en faveur duquel la Reine écrivit à Vasconcellos, afin qu'on rendît à ce prince tous les honneurs dus à son rang et à sa naissance. Pierre Vieira, secrétaire d'État, écrivit aussi à Albuquerque pour lui recommander la même chose, en l'assurant que Sa Majesté désirait que ce duc commandât la cavalerie la campagne suivante.

L'armée alla camper sur les bords de la Caya, où elle éleva un fort pour assurer ses convois. On l'appela le fort Saint-Antoine, et on y laissa une garnison suffisante pour le garder. Le 13 de juin, l'armée passa la Caya, et se rendit à Sainte-Engrace, lieu situé près du fort Saint-Christophe. Tandis que l'armée travaillait à former son camp, la cavalerie s'avança vers Badajoz en bon ordre, et s'arrêta hors de la portée du canon. La cavalerie ennemie sortit de la ville, et vint se ranger en bataille vis-à-vis la cavalerie portugaise. On se regardait de part et d'autre, sans faire aucun mouvement, lorsqu'un Castillan vint vers Martin Ségurado, lieutenant de cuirassiers dans la compagnie de dom Louis de Ménésès, pour le provoquer au combat. Ségurado alla pour le combattre; mais à son approche le Castillan s'enfuit, et rentra dans son rang. Aussitôt ses compagnons s'avancèrent pour tuer le Portugais; les Portugais marchèrent de leur côté pour secourir Ségurado. On se chargea enfin de part et d'autre, et le combat devint très-vif. Alors le général de la cavalerie ordonna à dom Louis de Ménésès de s'avancer avec toute sa troupe pour soutenir les siens. Il obéit, et mit en fuite les Espagnols, dont le nombre des morts et des prisonniers fut assez considérable. Les Portugais, encouragés par ce succès, se déterminèrent à donner un assaut au fort.

La ville de Badajoz était située sur les bords de

la Guadiana : elle était environnée d'une ancienne et haute muraille hors d'état de résister au canon. Le fort de Saint-Christophe s'élevait sur une éminence, de l'autre côté de la Guadiana, dont les eaux étaient considérablement grossies du côté de la Castille par la rivière Calamon, et du côté du Portugal par la Caya et le Xévora. La ville avait deux portes principales : l'une vis-à-vis le pont, qui lui servait de communication avec le fort Saint-Christophe, et l'autre appelée la porte de la Trinité, qui regardait la Castille. Le duc de Saint-Germain était dans Badajoz avec dom Diègue Cavalhéro, mestre-de-camp-général; dom Pierre Giron, duc d'Ossuna, général de la cavalerie, et dom Gaspard de la Cuéva, général de l'artillerie et frère du duc d'Albuquerque. La garnison était composée de quatre mille hommes d'infanterie et de deux mille chevaux.

A l'approche des Portugais, le duc de Saint-Germain envoya courrier sur courrier à la Cour, pour informer le Roi du péril qui le menaçait, et qu'il ne pouvait éviter, si on ne le secourait promtement d'hommes et de vivres, dont il commençait à ressentir la disette. Cependant les Portugais commencèrent leurs attaques du fort Saint-Christophe sous les ordres d'Alfonse Furtado de Mendoce, général de l'artillerie. Les mestres-de-camp, le comte de Saint-Jean, le comte de la Torré, dom

Jean et le comte de la Torré employèrent tous leurs soins pour le consoler, et voulurent lui persuader de recommencer l'attaque pour réparer l'échec qu'on venait de recevoir; mais Vasconcellos, considérant combien un second échec pouvait ternir sa réputation, n'y voulut jamais consentir. On continua cependant les attaques, et l'on versa de part et d'autre beaucoup de sang. Enfin le général se détermina à abandonner le fort et à attaquer la ville, que les ennemis avaient eu le tems de pourvoir de toutes choses. On tint un Conseil, et André d'Albuquerque fut d'avis d'informer la Reine de tout ce qui se passait, avant de faire aucune démarche. A peine eut-on expédié le courrier, que Vasconcellos en reçut un de la part de ses amis, qui l'informaient qu'on se plaignait généralement de sa conduite, que la Reine paraissait vouloir rétablir le comte de Soure dans le commandement de l'armée, et qu'il ne pouvait éviter cet affront, s'il ne se hâtait de dissiper les plaintes qu'on dirigeait contre lui, par quelque succès prompt et heureux. Cette nouvelle causa un violent chagrin à Vasconcellos. Il gagna quelques prisonniers castillans que Pierre-César de Ménésès avait faits, et il les engagea à publier qu'il n'était entré que de faibles secours dans Badajoz. En conséquence de ce faux bruit, il écrivit à la Reine qu'il allait passer la Guadiana pour assiéger Badajoz du côté

de la Castille. Il chargea de cette lettre Diègue Gomès de Figuéyédo, son intime ami; Diègue persuada aisément à la Reine que le projet de Vasconcellos ne pouvait manquer d'être suivi d'un succès favorable. Et cette princesse chargea Gomès de porter les ordres au général pour qu'il eût à exécuter son dessein.

Aussitôt Vasconcellos, pour ne pas donner le tems à la Reine de changer de sentiment, passa, le 15 de juillet, la Guadiana, et il investit Badajoz. On s'empara d'une éminence appelée la Montagne du Vent, où l'on dressa une batterie. On commença les attaques. On les poussa avec vigueur, et enfin on se prépara à donner un assaut au fort Saint-Michel. André d'Albuquerque fut chargé d'en faire la disposition. Il sépara la cavalerie en trois corps pour soutenir l'infanterie, et pour repousser la cavalerie castillane, en cas qu'elle fît une sortie. Il plaça Diègue Gomès et le comte de la Torré aux ailes de l'attaque avec leurs régimens, et il les chargea d'empêcher que les troupes qui étaient dans le fort de Saint-Christophe ne secourussent celles de la ville. Ferdinand Mesquita, Emmanuel Enriquès, Augustin Andréade, Simon Corréa, le baron d'Alvito, et Pierre de Mélo, devaient monter à l'assaut avec leurs régimens. On leur distribua les échelles, les grenades, et tous les instrumens nécessaires pour l'attaque. Ils s'animaient les uns

les autres; et attendaient avec impatience le signal pour marcher à l'assaut.

Dès que ce signal fut donné, les Portugais s'ébranlèrent, et partirent avec une ardeur incroyable. Les Castillans envoyèrent aussitôt des troupes pour secourir ceux qu'on allait attaquer dans le fort Saint-Michel; mais les Portugais les repoussèrent, et les taillèrent en pièces. Dom Louis de Ménésès s'apercevant du trouble où étaient les Castillans, saisit cet instant pour les charger avec la cavalerie, et dans un moment il tua, blessa, ou fit prisonniers près de huit cens hommes.

Enfin la garnison du fort Saint-Michel fut obligée de se rendre à discrétion. Elle était composée de cinq cens hommes Espagnols et Irlandais. On désarma les Espagnols. C'était la fleur des soldats de l'armée castillane : on les avait choisis dans tous les régimens; la longue et vigoureuse résistance qu'ils firent justifia ce choix. Mais s'ils se défendirent avec courage, ils furent attaqués avec intrépidité, et les Portugais joignirent à cette attaque toute la prudence imaginable. André d'Albuquerque qui en était chargé, fit voir dans cette occasion des talens supérieurs pour la guerre. Le duc de Cadaval donna des preuves d'une rare valeur; il s'exposa comme un simple soldat; il se montrait partout, et reçut deux blessures. Denis de Mélo, François Corréa de Silva, François Silva de Moura, George

de Mélo, et Emmanuel de Paiva Soarès furent aussi blessés. Mirande Enriquès, François Sodre Péreira, et Antoine de Franca furent tués sur la place. Le frère de ce dernier, Édouard de Franca, le voyant tomber à ses côtés, rempli d'une fureur qui ne respirait que la vengeance, marcha sur le corps de son frère, porta une échelle contre le boulevard, et monta des premiers à l'assaut.

Le nombre des soldats blessés fut considérable. Les Portugais les portèrent dans le couvent de Saint-Gabriel, où l'on vit un triste effet des fureurs de la guerre. A l'un on coupait un bras, à l'autre une jambe. Les uns poussaient des cris douloureux; les autres, déplorant leur sort, observaient un morne silence. Quelques-uns succombant à la douleur de leurs blessures, imploraient la mort; quelques autres sur le point d'expirer osaient espérer encore, et demander du secours. De tous côtés on n'entendait que des cris, des plaintes et des gémissemens, on ne voyait que des pleurs couler.

Le lendemain de la reddition du fort Saint-Michel, les Portugais s'approchèrent du corps de la place, et travaillèrent à une seconde ligne de circonvallation qu'ils achevèrent en peu de tems. Tandis qu'on était encore occupé à ce travail, on apprit que les Castillans préparaient un convoi dans Albuféra, à deux lieues de Badajoz. André d'Al-

buquerque monta à cheval avec la cavalerie, partit pendant la nuit, traversa secrétement la rivière Calemon, et alla se mettre en embuscade dans un endroit par où le convoi devait passer pour se rendre à Badajoz. A peine fut-il arrivé dans cet endroit, que ses espions vinrent l'avertir que le convoi était déjà passé, mais qu'il pouvait avec un peu de diligence le rejoindre bientôt. Albuquerque, sans perdre le tems, ordonna à dom Louis de Ménésès de courir promtement avec sa compagnie après les Castillans. Dom Louis les joignit; mais ayant trouvé que le convoi était escorté par trois escadrons de cavalerie, il s'en retourna sans oser les attaquer. Il rencontra à quelque distance de là dom Juan Silva de Souza avec une partie de la cavalerie portugaise; il revint avec lui sur ses pas, on rejoignit les Castillans, et on se rendit maître du convoi. Le soldat, impatient de partager le butin, mit le feu aux poudres. Aussitôt les chariots sautèrent en l'air avec un fracas et un bruit épouvantable. Cet accident fit périr beaucoup de monde, et fut cause qu'on ne retira que de médiocres avantages de l'enlèvement du convoi.

Cependant le siége de Badajoz continua. Les Castillans fesaient fréquemment des sorties, et l'on se battait toujours de part et d'autre avec beaucoup de courage et de valeur. Ce fut dans ces circonstances que le duc de Saint-Germain se détermina

néanmoins à en sortir avec toute la cavalerie. Il exécuta son dessein, comme on le dira bientôt.

Cependant la Cour de Madrid ne s'était que faiblement alarmée, lorsqu'elle avait appris le siége de Saint-Christophe par l'armée portugaise. Elle crut même, en apprenant que les Portugais avaient passé la Guadiana, qu'ils n'oseraient jamais entreprendre le siége de Badajoz, et sur cette confiance elle ne se donna d'abord aucun mouvement pour secourir cette place. Mais lorsque la nouvelle du siége fut confirmée, l'alarme y fut générale, le peuple et la noblesse commencèrent à murmurer, et tout le monde, passant à la fureur et à l'indignation contre les ennemis, demandait qu'on marchât promtement sur la frontière, pour ravager et mettre en feu tout le Portugal. « Comment, » ajoutait-on avec cet orgueil si naturel aux Espagnols, « les » Portugais, après s'être soustraits à notre domina- » tion, prétendraient-ils nous subjuguer à leur » tour? Rien n'égale leur insolente témérité. Ren- » fermés dans un petit espace, sans forces, sans » expérience, ils se précipitent aveuglément dans » les entreprises les plus hardies. Ne tardons point » à dessiller leurs ieux; leurs desseins seulement » sont une offense pour nous. »

Tandis que le peuple et la noblesse s'entretenaient ainsi, le Roi et son Conseil s'appliquaient à développer les ressorts politiques qui avaient osé

inspirer aux Portugais l'audace d'assiéger Badajoz. Ils ne pouvaient se persuader qu'ils s'y fussent déterminés par eux-mêmes, et ils ne doutaient point que ce ne fût l'ouvrage de quelque puissance étrangère. L'armement considérable qu'on fesait actuellement en France et en Angleterre, tant par mer que par terre, fit croire qu'il y avait quelque traité secret entre ces trois puissances contre l'Espagne; et cette idée qui portait en effet un caractère de vraisemblance, inquiéta beaucoup le Roi et ses ministres. On tint enfin un grand Conseil, où tous les ministres furent appelés. On y délibéra pendant fort long-tems sur le parti qu'il fallait prendre dans les conjonctures présentes, et sur les moyens qu'il fallait employer pour délivrer Badajoz, dont la perte ouvrait les portes de la Castille à l'ennemi. Le duc de Médina Las-Torrès, après s'être quelque tems défendu de donner son avis, parla enfin de cette manière : « Pour rassurer les peuples, et pour » engager la noblesse à la défense du royaume, il » faut que Sa Majesté marche en personne pour » secourir Badajoz. On ne saurait délivrer cette » place sans une grande armée, et l'on ne peut » former cette armée qu'en fesant marcher le Roi » lui-même. Tout le monde s'empressera de com» battre sous ses étendards. Au reste, la conserva» tion de Badajoz est importante, le salut de la » monarchie en dépend, et le Roi seul peut en

» personne la sauver des armes de l'ennemi. »

Cette proposition fit frémir dom Louis de Haro, favori et premier ministre du Roi. Il sentit que le Roi ne pouvait faire ce voyage qu'en déposant pendant son absence les rênes du Gouvernement entre les mains de la Reine, princesse qui le haïssait mortellement, à cause du pouvoir absolu qu'il s'était acquis sur l'esprit du Roi. Il se rappelait d'ailleurs qu'un voyage à peu près semblable avait été la source de la ruine entière du duc d'Olivarès son oncle. Il n'avait pas moins de répugnance pour l'avis de ceux qui proposaient qu'il se mît lui-même à la tête des armées. Il connaissait la Cour et les courtisans, et ne doutait point que ses ennemis et ses concurrens ne profitassent de son absence pour lui enlever la faveur de son maître. La confiance extrême, et l'attachement que celui-ci paraissait avoir pour lui, ne le rassurait point contre sa faiblesse, et il se regardait comme un homme perdu s'il s'éloignait, et si le succès surtout ne répondait point aux espérances que l'on ne manquerait pas de concevoir de son voyage. Toutes ces idées se présentaient en foule à son esprit, et lui causaient des inquiétudes mortelles.

Cependant, forcé par la nécessité de laisser partir le Roi, ou de partir lui-même, il se détermina en homme habile à se faire un mérite de cette néces-

sité, et il dit au Roi que le salut de l'État dépendant de sa conservation, ce serait le compromettre, en laissant exposer Sa Majesté aux fatigues de la guerre; qu'il allait donc se mettre à la tête des armées, pour le convaincre que le sacrifice de sa gloire, de son repos et de sa vie, ne lui coûtait rien, lorsqu'il s'agissait du service de Sa Majesté. Le Roi, charmé de cette résolution, lui en témoigna sa reconnaissance par les expressions les plus vives; et lorsque dom Louis fut sur le point de partir, « Allez, » lui dit le Roi, « soyez tranquille, reposez-» vous sur moi de votre fortune, ne craignez point » vos ennemis; je vous aime, et soyez assuré que » personne ne pourra occuper dans mon cœur la » place que vous y occupez. »

Dès qu'on eut déclaré que dom Louis allait commander l'armée, toute la noblesse se mit en devoir de le suivre. On eût cru se déshonorer, de demeurer dans le repos, tandis que le favori, le premier ministre, celui enfin qui disposait de la suprême puissance, s'arrachait du sein des plaisirs, pour aller essuyer toutes les fatigues de la guerre sur la frontière. Dom Louis partit donc pour Mérida, ville qu'on avait choisie pour servir de place d'armes. Il y donna rendez-vous à toutes les troupes qui devaient composer son armée, et il envoya des ordres au duc de Saint-Germain, pour qu'il vînt aussi l'y trouver avec toute la cavalerie et les prin-

cipaux officiers qu'il avait auprès de lui. Ce fut en conséquence de ces ordres que le duc sortit de Badajoz, ne laissant que quinze compagnies de cavalerie et cinq mille hommes d'infanterie, tant de troupes réglées que de milices, dans la place, qui d'ailleurs était abondamment pourvue de vivres et de munitions, contre l'idée des Portugais qui la croyaient réduite à l'extrémité.

Le duc de Saint-Germain, en sortant de Badajoz, força un quartier des Portugais, et prit le chemin d'Albuquerque. Vasconcellos le fit poursuivre par toute sa cavalerie, et les Portugais joignirent son arrière-garde, non loin d'Albuquerque. Ayant laissé respirer un moment leurs chevaux pour se préparer au combat, les Castillans profitèrent de cet instant pour entrer dans la place. On prit cependant quelques cavaliers avec leurs chevaux; mais cette prise ne dédommagea point les Portugais d'une centaine d'hommes qu'ils perdirent dans la poursuite des Castillans. Le reste était couvert de poussière et de sueur, et les soldats étaient accablés sous le poids de leurs armes, que la chaleur du soleil rendait insuportable. Albuquerque qui les commandait, voyant l'épuisement où ils étaient, se tourna vers dom Louis de Ménésès, en lui disant : « Des journées pareilles sont de ces journées » signalées, que le soldat se rappelle souvent pour » en faire part à ses petits-fils. » Dom Louis lui ré-

pondit en riant : « Qui fait le métier que nous fe- » sons, ne voit point ses petits-fils. » En effet, les troupes étaient si fatiguées, et les maladies causées par le travail et la fatigue, si violentes, qu'il en périssait tous les jours une quantité prodigieuse. On les recrutait en vain; la mortalité était si grande, que presque tous les régimens étaient réduits aux deux tiers.

Cependant les grands préparatifs que fesaient les Castillans pour secourir Badajoz, engagèrent Vasconcellos à presser plus vivement cette place. Il commanda deux attaques: l'une du côté du quartier de Réviglia, sous les ordres du comte de Pennaguiao, Camérier-Major; et l'autre du côté du moulin, dont on s'était emparé près du couvent de Saint-Gabriel, conduite par le comte de Mesquitella. Le général apprit sur ces entrefaites qu'il était arrivé à deux lieues de Badajoz cinq compagnies de cavalerie espagnole. Il chargea André d'Albuquerque d'aller les enlever avec quinze cens chevaux et quatre régimens d'infanterie. Les Castillans en furent avertis, et se retirèrent précipitamment à Montijo, où ils arrivèrent avant que les Portugais fussent parvenus à Talavéra. Albuquerque livra cette ville au pillage. Après cette expédition, il alla se mettre en embuscade dans une vallée voisine, par laquelle devait passer un train d'artillerie que les ennemis envoyaient d'Albuféra à Olivença. Il y

demeura trois jours sans entendre parler des ennemis. Au quatrième, comme il s'en retournait, il rencontra Pierre Navarre qui sortait d'Olivença pour aller servir d'escorte à cette artillerie, l'attaqua, tua une partie des soldats qui composaient son détachement, et le fit lui-même prisonnier.

Ces avantages ne décidaient rien; les assiégeans perdaient beaucoup de monde, on murmurait du peu de progrès qu'on fesait, on désespérait de réduire la place, on était rebuté de tant de résistance : tous les officiers généraux tenaient le même langage, ils eussent souhaité qu'on eût levé le siége: Vasconcellos seul s'obstinait à le poursuivre. Soit qu'il ne doutât point que Badajoz ne se rendît incessamment, soit qu'il n'osât avouer qu'il s'était trop légèrement engagé dans cette entreprise, il persista dans son dessein : il ordonna à André d'Albuquerque d'aller brûler sur la Guadiana les moulins qui appartenaient aux Castillans, ce qui fut exécuté. Il ne donnait pas un moment de relâche à ses troupes: une entreprise succédait à l'instant à une autre, et l'armée, succombant totalement, dépérissait de jour en jour. André d'Albuquerque, le comte de Mesquitella, Alfonse Furtado de Mendoce, le comte Camérier-Major, le comte de Saint-Jean et de la Torré tombèrent malades. La discorde se mit parmi les autres officiers généraux. Le baron d'Alvito et dom François Lobo son frère se prirent de que-

relle avec dom Louis de Mirande Enriquès, et dom Vasco de Gama. Ils sortirent du camp pour se battre. Vasconcellos en ayant été informé, fit partir dom Juan de Silva pour les arrêter; mais lorsqu'il les joignit, le baron d'Alvito et son frère étaient morts, Louis de Mirande expirait, et Gama était couvert de blessures. Cet accident causa une douleur générale dans le camp, et fit qu'André d'Albuquerque introduisit dans la suite une coutume extrêmement louable : il établit qu'on ne pourrait réparer les affronts de particulier à particulier, que par des actions d'éclat contre l'ennemi commun de la patrie; que celui-là serait regardé comme vainqueur, qui aurait par devers lui plus d'actions de cette espèce. Mais cet usage ne put entièrement abolir la fureur des duels si communs en Europe, surtout parmi les chrétiens : ce qui obligea le Roi dom Pèdre, dans la première année de son gouvernement, à publier une loi sévère contre ceux qui feraient de leur valeur un emploi si pernicieux à la patrie, et si honteux à la raison (1).

La Reine cependant nomma de nouveaux officiers généraux pour remplacer ceux qui étaient morts, ou ceux à qui les maladies ne permettaient

(1) On trouvera une histoire complète des duels jusqu'au règne de François I, formant un fort volume in-8°, dans une longue note de la Vie du brave Crillon, imprimée par Didot. Paris, 1825, tomes 2 et 3. Les Portugais n'y sont pas oubliés.

pas de remplir les fonctions de leurs charges. Elle donna celle de général de l'artillerie à Jacques Magallanès. Cet officier, voyant le siége traîner en longueur, le soldat épuisé et languissant, alla trouver Vasconcellos dans sa tente, et lui tint ce discours : « Monseigneur, nous ne donnerons point » le premier exemple, en abandonnant une entre- » prise qu'on s'était flatté de terminer heureuse- » ment. La fortune se joue souvent de la prudence » des hommes. L'histoire ancienne et moderne » fournit une foule de pareils exemples. La ville » de Badajoz, que nous avons attaquée avec plus » de courage que de bonheur, en est elle-même un » remarquable. Le roi Alfonse Henriquès, après un » siége aussi long que vigoureux, vit devant ses » murailles flétrir toute la gloire et la réputation » de ses armes. Dom Juan I, roi de Castille, » voyant ravager son armée par une maladie sem- » blable à celle qui ravage la nôtre, fut contraint » de lever honteusement le siége de Lisbonne; et » il y a peu d'années que le marquis de Torrécusa » subit une fortune plus malheureuse encore de- » vant Elvas. Les exemples qui s'offrent sous nos » ieux, dans notre propre patrie, suffiront pour jus- » tifier notre conduite. Nous ne pouvions pas pré- » voir la résistance du fort Saint-Christophe, ni » que les ennemis auraient le tems de pourvoir » Badajoz de toutes les munitions nécessaires pour

» la conservation de cette place. Nous avons fait
» tout ce qui dépendait de notre courage et de
» notre valeur. Notre cavalerie a taillé en pièces
» celle des ennemis commandée par le duc d'Ossuna.
» Après avoir passé la Guadiana, nous avons
» chassé les Castillans du poste avantageux de
» Maja; nous avons forcé le fort Saint-Michel avec
» des circonstances si glorieuses pour la nation,
» qu'une bataille gagnée en rase campagne lui ferait
» moins d'honneur que cette conquête. Je passe
» sous silence plusieurs autres actions, toutes dignes
» d'être à jamais consacrées à la postérité. A la
» vérité, de cruelles maladies ont rempli d'amertume
» ces heureux succès; mais que peut la prudence
» humaine contre les décrets de la Providence?
» Nous avions promis à la Reine d'assiéger
» Badajoz, nous l'avons exécuté, nous avons fait
» voir à l'univers entier avec quel courage la nation
» portugaise sait se porter aux grandes actions;
» c'était là notre devoir, notre honneur. Tout ce
» que nous ferions de plus dans les circonstances
» présentes, deviendrait témérité, deviendrait imprudence.
» Les fatigues continuelles que nous
» avons essuyées pendant quatre mois, l'insupportable
» ardeur du soleil que nous avons bravée, les
» combats fréquens qu'on a livrés, trois des principaux
» chefs malades, six cens officiers hors d'état
» de faire le service : toutes ces raisons doivent nous

» engager à nous retirer, sans qu'on puisse nous
» condamner. D'ailleurs, nous ne serions point
» excusables, dans l'état où nous sommes, d'atten-
» dre l'armée castillane qui se prépare à venir se-
» courir cette place. Cette armée est composée des
» meilleures troupes de la monarchie espagnole,
» de vieux soldats aguerris dans les guerres d'Italie
» et de Flandre, et commandés par le favori du
» Roi, qui prodiguera les récompenses, pour l'en-
» gager à braver les plus grands périls. Ainsi, pour
» prévenir de plus grands malheurs, nous devons,
» sans perdre un moment, lever le siége, et con-
» duire notre armée dans ses quartiers pour l'y
» laisser reposer, et se refaire des fatigues d'une si
» pénible campagne. Enfin, il est de notre prudence
» de faire volontairement une démarche à laquelle
» on peut nous forcer. Par-là nous sauverons
» notre honneur, nous conserverons de vaillans
» soldats, et nous n'exposerons point le royaume,
» et surtout la province d'Alentéjo, aux fureurs
» d'une armée qui nous aurait honteusement
» chassés. »

Vasconcellos, ébranlé par ce discours, assembla, en conséquence, un Conseil général de guerre. Après avoir exposé les raisons de Magallanès, il ajouta : « Je ne puis cependant les mettre à exé-
» cution, attendu que la Reine m'a bien permis de
» faire le siége de Badajoz, mais non pas de le lever.

» Je ne puis faire cette démarche sans exposer » ma tête. » Dom Louis de Ménésès lui répondit avec la liberté généreuse d'un véritable guerrier : « Imitez le sage Curtius, il sacrifia sa vie pour le salut » de sa patrie. » — « Je sacrifierai donc la mienne, » répliqua Vasconcellos, « et je ferai rougir la for» tune d'avoir trahi mon courage. » Ensuite il renvoya le Conseil, expédia un courrier pour informer la Reine des raisons qui l'obligeaient à lever le siége de Badajoz, et sans attendre la réponse, il ordonna à George de Franca de faire incessamment transporter à Elvas les provisions de guerre et de bouche, avec le gros bagage; ce que Franca exécuta avec une diligence incroyable.

Le 11 d'octobre, vers le milieu du jour, comme Vasconcellos disposait tout pour décamper la nuit suivante, on vint l'avertir du quartier de Révilha, qu'on avait vu de ce côté-là l'armée castillane qui s'avançait en ordre de bataille, et que la cavaerie de l'avant-garde n'était qu'à une petite lieue du camp. Cette nouvelle jeta Vasconcellos dans de sérieuses réflexions sur la fortune qui venait ainsi tenter son courage. Après avoir resté quelque tems comme enseveli dans ces réflexions, il revint entièrement à lui, donna des ordres pour qu'on retirât les soldats des postes qu'ils gardaient, et envoya dom Juan Leite et d'Oliveira pour faire sauter le pont qui était sur la rivière de Xévora.

Leite partit, mais avant d'exécuter les ordres qu'il avait reçus, il s'avança dans le voisinage, pour s'informer s'il était vrai que l'armée castillane fût si près de Badajoz. Il découvrit que la nouvelle était fausse : ce qui y avait donné lieu, c'étaient quelques compagnies de cavalerie espagnole qui étaient venues au fourrage dans ces quartiers-là, et que les espions portugais avaient prises pour l'avant-garde de l'armée. Il en donna aussitôt avis à Vasconcellos, qui suspendit le décampement jusqu'à la nuit, comme il l'avait d'abord projeté. La nuit étant survenue, il l'exécuta avec tout l'ordre et toute la prudence possibles. L'armée, qui montait à neuf mille hommes d'infanterie et à dix-huit cens chevaux, passa tranquillement la Guadiana, et se rendit à Elvas, d'où on la distribua dans les places voisines.

Dès que le gouverneur de Badajoz s'aperçut que les Portugais décampaient, il voulut envoyer des couriers à Talavéra pour en donner avis à dom Louis de Haro, qui était déjà arrivé dans cette ville avec toute l'armée espagnole. Mais les couriers du gouverneur furent arrêtés par quelques détachemens de cavalerie portugaise que Vasconcellos avait laissés aux environs de Badajoz pour cet effet: en sorte que le favori du Roi catholique ne put être informé de ce qui se passait que lorsque toute l'armée portugaise fut en sûreté. La nouvelle de sa

retraite combla cependant de joie le général espagnol : il craignait qu'on ne le forçât d'en venir aux mains, et l'incertitude de l'événement lui causait de vives inquiétudes. Ces inquiétudes étaient la source de la lenteur avec laquelle il marchait pour secourir Badajoz. Dès qu'il fut assuré qu'il n'y avait plus d'ennemis à combattre devant cette place, il s'y rendit promtement, et y fut reçu en triomphe. Les serviles flatteurs de la Cour, ces hommes à qui l'on prodigue les titres de Grands, et dont les âmes, flétries par tous les vices, sont ordinairement si basses et si petites, poussèrent l'impudence de leurs flatteries jusqu'à l'appeler le libérateur de Badajoz, l'appui et le restaurateur de la monarchie espagnole.

Quelques jours avant de partir de Mérida, dom Louis avait écrit une lettre au Roi catholique, par laquelle il lui marquait que Badajoz serait délivré avant d'être secouru, parce que les Portugais, manquant de tout dans leur camp, seraient obligés d'en lever le siége; ainsi, qu'il était résolu d'aller avec l'armée assiéger lui-même la ville d'Elvas, avant que les Portugais pussent y jeter les troupes et les munitions nécessaires pour la mettre en état de défense; que son Conseil de guerre approuvait son dessein; qu'il le soumettait cependant à l'examen de Sa Majesté, et qu'il se conformerait aux ordres qu'elle lui ferait l'honneur de lui donner; que sa

promte obéissance lui prouverait son zèle et sa fidélité. Le Roi, par la réponse qu'il fit à cette lettre, le laissa maître de tout. Lorsque dom Louis la reçut, il avait déjà passé la rivière de Caya pour aller à Elvas. Il la communiqua à tous les officiers généraux. Le duc de Saint-Germain s'opposait cependant au siége d'Elvas : il craignait qu'il n'arrivât à dom Louis ce qui était arrivé au marquis de Torrécusa, qui avait été obligé de le lever quelques annéès auparavant. Il appuyait son avis sur la proximité de l'hiver, sur les fortifications de la ville qui étaient bonnes, et sur la forte garnison qui y était. Il était persuadé qu'on ferait beaucoup mieux d'assiéger Campo-Major, ou Juréména. Outre ces raisons, il en avait une qui l'intéressait davantage, c'était une raison de vanité; il sentait que si on réussissait, l'honneur du succès serait entièrement attribué à dom Louis; et il eût voulu se ménager cette conquête importante. Mais dom Louis persista dans son dessein; il fallut que le duc de Saint-Germain se soumît, et parût même content de sa soumission. Les autres officiers généraux, dom Rodrigue Muxica, mestre-de-camp-général, dom Pierre Giron, duc d'Ossuna, général de la cavalerie, et dom Gaspard de la Cuéva, général de l'artillerie, applaudirent aveuglément à tous les projets du favori.

Au reste, toute la noblesse la plus qualifiée du

royaume servait dans l'armée castillane en qualité d'officiers ou de volontaires. Cette armée montait à quatorze mille hommes d'infanterie effectifs et à cinq mille chevaux. L'artillerie était considérable, les équipages superbes, les vivres abondans, les munitions prodigieuses. Le soldat paraissait plein d'ardeur et de zèle, et le dernier soldat de l'armée ne se promettait pas moins que de remporter à lui seul une grande victoire.

Le siége d'Elvas étant donc résolu, quelques partis de l'armée castillane coururent d'abord le pays, et s'emparèrent de Sainte-Eulalie, et de Villabouim, où Vasconcellos n'avait laissé, pour garder ces places, que quelques compagnies de mercenaires. Les Castillans n'employèrent que cinq jours à ces deux conquêtes; ensuite leur cavalerie marcha pour investir Elvas. Tamaricut en était sorti pour observer leurs mouvemens; n'ayant pu découvrir leurs desseins, il rentra dans la place, persuadé qu'ils n'oseraient s'engager dans un siége si considérable; mais à peine fut-il rentré que leur arrivée le détrompa entièrement. Trois régimens d'infanterie allèrent d'abord s'emparer du monastère de Saint-François : il n'était gardé que par une compagnie d'infanterie, qui n'ayant pas eu le tems de se retirer, fut contrainte, après une vigoureuse résistance, de se rendre à discrétion. Le comte de Pénaguiao, camérier-major, étant tombé malade,

s'était fait transporter dans ce monastère. Il fut pris par les Espagnols. Ils l'amenèrent dans leur camp, où trois heures après il rendit le dernier soupir. Les Castillans rendirent son corps. On le porta dans Elvas, et on lui fit des obsèques magnifiques. Il fut généralement regretté. Il avait de la valeur, de la prudence, et un zèle inconcevable pour la conservation de la liberté et le repos du royaume. Son mérite lui avait attiré une considération particulière de la part du feu roi Jean IV, et l'estime et l'attachement du peuple. Il se laissait prévenir, et quelquefois mal. Malgré ce défaut, il était vraiment estimable.

Vasconcellos voulut tenter de chasserles Castillans du monastère de Saint-François; mais ses efforts furent inutiles : les ennemis s'y maintinrent et tuèrent beaucoup de monde aux Portugais, entre autres, George de Souza, qui emporta tous les regrets de l'armée, dont il avait su mériter l'estime et l'amitié. Les Portugais furent donc obligés de rentrer dans la ville, et de laisser les Castillans maîtres du monastère. En arrivant, ils trouvèrent Vasconcellos aux arrêts par ordre de la Reine. Dès que cette princesse eut reçu la lettre qui lui donnait avis de la levée du siége de Badajoz, elle assembla tous les conseillers d'état et de la guerre, auxquels elle communiqua la nouvelle qu'elle venait d'apprendre. Cette nouvelle fit naître de tristes réflexions, et des

réflexions on passa à l'indignation, dont le résultat fut de faire arrêter Vasconcellos. La Reine en expédia l'ordre dans le moment, avec celui qui conférait, en attendant, le commandement à André d'Albuquerque. Ainsi, Vasconcellos fut arrêté dans sa propre maison, et la même garde qu'on lui avait donnée pour lui faire honneur servit pour faire éclater sa disgrâce. Tels sont les jeux de la fortune : pour faire sentir plus vivement ses revers aux hommes, elle change souvent en objet d'humiliation l'objet de leur complaisance et de leur orgueil.

Tandis que cet événement occupait tous les esprits dans Elvas, les Castillans travaillaient avec ardeur à leurs lignes de circonvallation. Au reste, la place était en meilleur état, comme nous l'avons dit, qu'en 1644, lorsque le marquis de Torrécusa l'avait assiégée. Les murailles étaient bonnes et défendues par de bons bastions, les fossés larges et profonds, et le chemin couvert régulier et capable d'une longue défense. Les portes de Saint-Vincent d'Esquina et d'Olivença étaient également bien fortifiées. De la porte d'Olivença on communiquait au fort de Sainte-Luce, composé de quatre bastions. La colline appelée de Casarano, située entre les portes de Saint-Vincent et d'Olivença, était couronnée d'un bon ouvrage qui communiquait également avec le corps de la place; et comme la colline de Saint-Pierre dominait sur celle de Casarano, on

la fortifia avec des redoutes de terre et avec des fascines. Les troupes qu'on y jeta s'y maintinrent pendant tout le siége. Enfin la ville était en état de le soutenir vigoureusement, d'autant plus qu'elle avait une garnison nombreuse et pourvue de toutes choses.

Les Castillans, après s'être emparés du monastère de Saint-François, se rendirent maîtres du fort situé sur la montagne de Notre-Dame-de-Grâce, vis-à-vis la porte de Saint-Vincent. Ils en bâtirent un autre avec deux pièces de canon, dont on confia le commandement à dom Juan de Zuniga, fils du marquis d'Avila Fuenté. Le commandement du monastère de Saint-François fut donné à Martin Sanche Pardo, mestre-de-camp. Les officiers généraux et les ingénieurs ayant reconnu tous les dehors de la place, disposèrent le campement de l'armée en quatre quartiers : ils se communiquaient par le moyen des lignes de circonvallation, qui d'espace en espace étaient soutenues par de petits forts, ainsi que l'avaient pratiqué les Portugais devant Badajoz. Le premier quartier, appelé le quartier du Roi, était situé entre la fontaine des Ferreurs et la vallée de Révelles, commandé par le duc de Saint-Germain, et destiné pour le logement du capitaine général dom Louis de Haro. Le second fut placé dans la vallée de Marmélo, sous les ordres de dom Gaspard de la Cuéva, général de l'artillerie. Le troisième

s'étendait depuis Villabouim jusqu'à la Table du Roi, lieu appelé de ce nom : on le confia au duc d'Ossuna; et le quatrième dans la prairie qui regarde Campo-Major, sous le commandement de dom Bonaventure Tarragone. Comme le quartier du duc d'Ossuna regardait Estrémos et Villaviciosa, on y laissa la plus grande partie de la cavalerie, parce que la campagne était entièrement ouverte de ce côté.

Avant que cette disposition de l'armée castillane fût achevée, André d'Albuquerque, pour obéir aux ordres de la Reine, se prépara à sortir d'Elvas avec tous les officiers et la cavalerie qui n'était pas nécessaire à la défense de la place, dont il confia le commandement à dom Sanche Emmanuel. André fit d'abord partir la cavalerie avec les malades et toutes les bouches inutiles. Elle se mit en marche vers Juréména, contre le sentiment de dom Juan de Silva, qui était d'avis qu'on allât à Campo-Major. En effet, la route était plus sûre et plus commode; mais Albuquerque négligea cet avis, et il eut lieu de s'en repentir. Les Castillans s'étant aperçus du départ des Portugais, les poursuivirent, les joignirent, et mirent en désordre toute la cavalerie qui se sépara en trois corps. L'un gagna Juréména, l'autre Campo-Major; le troisième rentra dans Elvas, d'où il sortit deux jours après, séparé en deux troupes, commandées par Tamaricut et par Gilles-

Vas-Lobo. L'une se rendit à Estrémos, et l'autre à Campo-Major. Peu de jours après, le convoi qu'on attendait de Campo-Major entra dans Elvas. André d'Albuquerque et Alfonse Furtado en sortirent par la porte de Saint-Vincent, pour aller assembler l'armée qu'on destinait à secourir cette place.

Dom Sanche Emmanuel resta donc gouverneur d'Elvas, ayant pour général de l'artillerie Pierre-Jacob Magallanès, et pour mestres-de-camp de l'infanterie le comte de Saint-Jean, Simon Corréa de Silva, Diègue Mendoce Furtado, Diègue Gomès Figueiredo, Juan Leite d'Oliveira, Augustin d'Andréade Freire, Bernardin Sichéra, Antoine Sà de Ménésès, Emmanuel Souza de Castro, le comte de la Torré, et François Pachéco Mascarégnas. La cavalerie était commandée par le commissaire-général dom Juan de Silva. Elle consistait en deux cent cinquante chevaux, divisés en huit compagnies, dont étaient capitaines dom Louis de Ménésès, Diègue Mesquista, Jérôme Borgès de Costa, Juan Boccaro Quaresma, Antoine-Ferdinand Marchésé, Jacob de Mélo Péreira, et Emmanuel-Rodriguès Adibé. Outre ces officiers, il s'était jeté dans la place beaucoup de gentilshommes et de personnes de qualité, entre autres, le comte de Prado, avec trois de ses fils, dom Antoine, dom Juan et dom Pierre de Souza; Ferdinand Silveira, dom Louis d'Almada, avec son fils dom Antoine; dom Michel Carlos de

Tavora, frère du comte de Saint-Jean; Juan Furtado, Pierre Furtado de Mendoce, dom Antoine d'Ataïde, Louis Lobo de Silva, et plusieurs autres personnes considérées par leur naissance et leur valeur.

Les Castillans commencèrent donc le siége dans toutes les règles, et les Portugais firent tous leurs efforts pour en retarder le progrès. Ces derniers firent une sortie sur le quartier du Roi, qui eut tout le succès qu'on pouvait espérer. Mais ces avantages ne pouvaient réparer les pertes que les maladies causaient tous les jours dans la place. Les soldats et les officiers y mouraient en foule, et la consternation y régnait de toutes parts. L'air était infecté, et l'on ne pouvait suffire à donner la sépulture aux victimes de cette espèce de contagion, qui devenait de jour en jour plus dangereuse par l'épuisement du travail qu'il fallait supporter, et la mauvaise nourriture à laquelle on était réduit.

Les Castillans ne souffraient pas moins dans leur camp. Éprouvant l'intempérie de l'air comme les Portugais, ils étaient dans un tel épuisement, qu'on ne pouvait trop s'étonner comment ils résistaient aux fatigues que le service exigeait. Aussi les soldats rebutés désertaient en foule, et passaient du côté des Portugais. François de Brito Freyre, gouverneur de Juréména, et Pierre de Mélo, gouverneur de Villaviciosa, favorisaient cette désertion : ils

donnaient à chaque cavalier qui désertait avec son cheval et ses armes quatre-vingts écus, et cinq à chaque fantassin. Ensuite ils les engageaient à écrire à leurs camarades pour leur apprendre le bon traitement qu'ils recevaient. Leurs lettres se répandaient par le moyen des vivandiers dans tous les quartiers des Espagnols, et ceux qui les lisaient allaient presque tous les trouver. Dom Louis de Haro, peu accoutumé aux fatigues de la guerre, commençait à se lasser de la longueur du siége. Ce fut alors qu'il apprit la naissance d'un prince, à qui l'on donna le nom de Ferdinand. On célébra cette naissance dans le camp; mais les réjouissances qu'on fit à cette occasion furent bientôt suivies des regrets que causa sa mort prématurée.

Cependant André d'Albuquerque s'était transporté à Estrémos pour y hâter le secours d'Elvas. Dom Juan Forgas, comte de la Fiéra, commandait dans ce district. Comme Albuquerque n'avait que de simples ordres pour commander dans la province de l'Alentéjo, Forgas, Pierre de Mélo, gouverneur de Villaviciosa, et Antoine de Souza et Ménésès refusérent de lui obéir. Albuquerque en informa la Reine. La régente, pour obvier à tous les inconvéniens, nomma pour gouverneur de la province d'Alentéjo dom Raimond d'Alencastro, duc d'Aveiro. Ce choix reçut l'assentiment universel. La naissance illustre, et les grandes qualités qui

brillaient avec éclat dans la personne du duc, le justifiaient. Le duc accepta d'abord l'honneur que la Reine lui fesait; mais peu de jours après il la remercia, et donna des excuses si frivoles, qu'il fit faire des réflexions peu avantageuses à son honneur.

Cette conduite piqua vivement la Reine; mais elle dissimula son ressentiment, et ne songea qu'à nommer en sa place quelque sujet, dont la prudence et la capacité fissent oublier le choix qu'elle avait d'abord fait du duc d'Aveiro. Ce fut le comte de Cantanhède, ancien ministre, personage grave, dont la valeur répondait à la grande naissance, et dont nous avons déjà parlé. Dès qu'il eut appris sa nomination, il alla remercier la Reine qui lui parla ainsi : « Comte, j'attends tout de votre valeur, de » votre courage, de votre capacité et de votre fidé» lité. Conservez Elvas à l'État, c'est le rempart de » la province d'Alentéjo. Partez sans délai pour » Estrémos, et comptez que je vous mettrai en état » de combattre avec avantage les Castillans. » « Je » vais partir, madame, » lui répondit le comte, « et » je vais faire tous mes efforts pour mériter l'estime » de Votre Majesté; j'espère bientôt revenir vain» queur de vos ennemis, et déposer à vos piés la » gloire de nos armes. »

Il partit en effet le 20 de novembre, et arriva bientôt à Estrémos, où il eut une conférence avec

André d'Albuquerque, sur lequel il se reposa du choix des troupes et de tous les préparatifs nécessaires à l'exécution de ses desseins. Albuquerque méritait cette confiance. Nul officier ne le surpassait en valeur; avec une longue expérience de la guerre, il était actif, vigilant, infatigable, et il avait un zèle à toute épreuve pour le service du Roi. D'ailleurs, accoutumé à vivre avec les soldats, il avait toute leur confiance : ainsi donc le comte de Cantanhède ne pouvait faire un meilleur choix pour assembler son armée.

Albuquerque, pour répondre à l'honneur qu'on lui fesait, se transporta dans toutes les places voisines pour passer en revue les troupes qui y étaient, et voir celles qui étaient en état de se mettre en campagne. Il les trouva toutes dans un état pitoyable, et ne put rassembler que deux mille hommes d'infanterie et huit cens chevaux. Il en informa aussitôt le comte de Cantanhède, qui, ne se décourageant point, écrivit à la Reine pour l'assurer qu'il espérait délivrer Elvas malgré les obstacles qu'il rencontrait. « Cependant », ajoutait-il dans sa lettre, « le courage ne suffit pas pour exécuter de semblables entreprises, et Elvas est tellement pressée qu'on ne saurait trop tôt secourir cette place. L'armée de la compagnie générale du Brésil étant sur le point de partir, Votre Majesté devrait ordonner de suspendre ce départ, et se servir de ses

» troupes dans l'Alentéjo pour conserver cette pro-
» vince à l'État. Son intérêt doit être préféré aux
» intérêts de quelques particuliers. Tout est excu-
» sable dans de telles conjonctures, surtout quand
» il en doit résulter un bien général, et il n'est
» pas douteux que la conservation d'Elvas ne re-
» garde tous les peuples du royaume. »

La Reine fit part de cette lettre au Conseil de guerre, où l'on avait appelé le comte de Soure. Celui-ci dit que la Reine, pour obliger toute la nation à prendre les armes, devait se porter en personne à Estrémos; que les maux extrêmes demandaient des remèdes promts et efficaces. Ce conseil parut salutaire, et le peuple y applaudit vivement. Mais autant qu'il plut au peuple, autant il déplut au Conseil d'État, qui fit à la Reine les remontrances suivantes :

« Il n'est point d'inconvéniens fâcheux auxquels
» on ne doive s'attendre, si Votre Majesté exé-
» cute le voyage qu'on lui a conseillé de faire à
» Estrémos. Le secours qu'on destine pour Elvas
» ne dépend point d'une multitude d'hommes ra-
» massés, mais de bonnes troupes disciplinées, de
» soldats aguerris et capables de vaincre, ou de
» mourir glorieusement les armes à la main. L'en-
» nemi qu'on veut attaquer est nombreux, campé
» avantageusement, bien retranché, et commandé
» par le premier ministre de la monarchie espa-

» gnole. Il faut à un tel ennemi opposer des forces
» dignes de lui : il serait honteux à la gloire de la
» nation, à celle de Votre Majesté, d'aller servir de
» triomphe à ses armes. Au reste, ce serait man-
» quer de politique, d'envoyer, pour combattre les
» Castillans, des troupes destinées pour aller com-
» battre ailleurs : ce serait convenir de sa propre
» faiblesse, et manquer à la parole royale que Sa
» Majesté a donnée à ceux qui ont formé la com-
» pagnie du Brésil, de ne jamais violer leurs privi-
» léges, en se servant de leurs troupes ailleurs que
» dans les lieus pour lesquels elles étaient desti-
» nées. Ainsi donc si vos sujets ne suffisent point
» pour sauver Elvas, pour défendre le royaume,
» pour soutenir la gloire de votre trône, il faut
» appeler l'étranger à notre secours, et en atten-
» dant permettre au comte de Cantanhède de
» recourir à tous les expédiens les plus efficaces,
» pour détourner ou suspendre les malheurs qui
» nous menacent. »

A ces remontrances le marquis de Niza, ajouta un mémoire qui acheva de persuader la Reine que le voyage d'Estrémos était non-seulement inutile, mais même dangereux et peu convenable. Cependant on prit des mesures pour mettre le comte de Cantanhède en état de combattre l'ennemi. On fit marcher des troupes de tous côtés vers l'Alentéjo, pour joindre ce général. On fit transporter à

Estrémos des vivres, des munitions, des armes, de l'artillerie, des chevaux, et de toutes les provisions nécessaires pour l'entretien de l'armée. Ainsi le comte se vit en peu de tems en état de la rassembler et d'exécuter ses desseins.

Comme il travaillait avec une ardeur incroyable à mettre la dernière main à ce grand ouvrage, vers la fin du mois de décembre, il reçut des nouvelles de dom Sanche Emmanuel, gouverneur d'Elvas, qui, en son nom, et au nom de tous ceux qui partageaient les fatigues et les périls du siége avec lui, l'assurait qu'ils étaient tous résolus de s'ensevelir sous les ruines de la place, plutôt que de se soumettre aux Castillans; que quoique de toutes les troupes qui composaient la garnison, il n'y eût que mille hommes en état de faire le service, ils croiraient tous se déshonorer, s'ils songeaient seulement à se rendre; qu'ils aimaient mieux devenir les victimes des fureurs des Castillans, que leurs esclaves; que néanmoins ils le suppliaient tous de secourir promtement la place, non pour conserver leur vie qui appartenait à l'État, mais pour sauver des mains de l'ennemi une ville importante, dont la gloire et le salut de tout le royaume dépendaient absolument. Ce noble courage, et cette fidélité généreuse rassura les esprits, et reçut les éloges de toute la nation.

La province de l'Alentéjo n'était pas le seul

endroit dans le Portugal, où la guerre se fit vigoureusement. Le comte de Castel-Melhor commandait toujours dans la province d'Entre-Douro-et-Minho, et malgré les rigueurs de l'hiver, il avait tenu la campagne, pour s'opposer aux incursions de la garnison du fort Saint-Louis-Gonzague, et des peuples de la Galice. Les soldats portugais, succombant aux fatigues d'une guerre si pénible, désertaient en foule. Le comte tint un Conseil de guerre, où se trouva le vicomte de Villeneuve. On y résolut de bâtir quatre petits forts pour servir de barrière aux ennemis, et pour y loger les troupes. On y résolut aussi d'aller surprendre la ville de Tuy, peu fortifiée, quoiqu'elle servît de place d'armes. Le comte espérait par cette conquête faire tomber le fort Saint-Louis, et assurer le repos de la province.

On communiqua ce dessein à la Reine, qui, comme on projetait alors le siége de Badajoz, s'opposa à l'entreprise de Tuy. En conséquence, le comte de Castel-Melhor ne s'attacha qu'à perfectionner les petits forts dont nous avons parlé, et à faire échouer les projets des Castillans, qui se préparaient, disait-on, à entrer en campagne avec une armée considérable. En effet, elle passa le Minho sur un pont de bateaux, le 25 d'août, sous le canon du fort Saint-Louis. Elle se campa entre le fort et le camp des Portugais. Elle était commandée

par le marquis de Viana, ayant pour officiers généraux Baltasar de Roxas-Pantoja, le marquis de Pénalva, dom François de la Cuéva, dom Juan Taboada, et dom Christophe Zorrilha.

Le comte n'avait d'abord à opposer à ses ennemis que mille hommes tout au plus, divisés en deux régimens, dont François Pérès de Silva et Diègue de Brito-Coutigno étaient mestres-de-camp. Le reste de ses troupes était en garnison dans Camignan, Villeneuve, Valença, Lapella, Monçao, Salvatierra, Melgazzo et Lindoso. Castel-Melhor ordonna aux troupes auxiliaires, alors dans la province, de le venir joindre; elles étaient au nombre de deux mille cinq cens hommes, avec treize compagnies de cavalerie. Nuño d'Acugna, et Michel Lascol devaient servir dans cette petite armée, le premier en qualité de mestre-de-camp général, et le second de lieutenant-général de la cavalerie. Toute la noblesse du pays et plusieurs étrangers vinrent joindre Castel-Melhor, entre autres, le vicomte de Villeneuve, dom Louis de Souza, fils aîné du comte de Castel-Melhor, dom Simon son frère, Louis de Mélo, fils aîné du comte de Saint-Laurent, Mathias et Emmanuel d'Acugna, avec François Rolim.

Néanmoins ce corps de troupes ne méritait point le nom d'armée, et il était trop faible pour rien entreprendre de remarquable. Cependant, comme

on était à portée de l'ennemi, il n'y avait point de jour qu'elle ne soutînt quelque escarmouche contre les Castillans. Ces petits combats ne décidant rien, Baltasar Pantoja, vieux soldat et capitaine de beaucoup de valeur et d'expérience, disposa le marquis de Viana à profiter de la faiblesse des ennemis, pour faire quelque conquête importante dans la province. Le marquis approuva ce conseil, et le premier de septembre, il commanda six escadrons de cavalerie, et six cens fusiliers, pour aller s'emparer d'un poste avantageux, situé à la droite du camp des Portugais, et à la gauche de Valença, et du fort de Bethléem qu'on venait de fortifier tout récemment. Leurs batteurs d'estrade s'avancèrent d'abord pour enlever une sentinelle portugaise qu'on avait placée sur le haut d'une colline, d'où l'on pouvait découvrir tous les pays circonvoisins. La compagnie qui était ce jour-là de garde, y courut pour la défendre. On commença une seconde escarmouche, qui fut si vive et si longue, qu'elle engagea toute l'infanterie et toute la cavalerie portugaise à prendre les armes. Le marquis de Viana, de son côté, sortit de son camp avec toutes ses forces. Le combat devint général. On se chargea de part et d'autre, à plusieurs reprises, avec beaucoup de valeur et d'intrépidité. Nuño d'Acugna, Antoine d'Almada, commissaire-général, et Diègue Péreira se comportèrent avec une prudence

extraordinaire, et forcèrent enfin les Castillans à rentrer honteusement dans leur camp, laissant plusieurs des leurs morts, blessés, ou prisonniers sur la place.

Les Portugais, quelques jours après, payèrent chèrement cette victoire. Éblouis, plutôt qu'encouragés par le dernier succès, ils crurent pouvoir enlever un convoi qu'on envoyait de Villeneuve aux Castillans sous une forte escorte. Ils allèrent donc l'attaquer. Les Espagnols, qui l'avaient prévu, avaient fait monter à cheval toute leur cavalerie, et fait prendre les armes à leur infanterie. Dans le moment que les Portugais attaquaient le convoi, ils les chargèrent, les mirent en déroute, et les forcèrent d'abandonner leur dessein. La perte des Portugais fut si considérable, que Castel-Melhor, craignant qu'on ne vînt le forcer dans son camp, l'abandonna, se retira sur la montagne de Covra, fit fortifier le pont de Saint-Martin et tous les autres postes par lesquels on devait passer pour parvenir jusqu'à son nouveau camp. En même tems il écrivit à la Reine, pour lui représenter le danger qui menaçait toute la province, si on ne le secourait promtement.

Cependant le marquis de Viana, au lieu de profiter des avantages qu'il pouvait retirer de sa victoire, laissa échapper une occasion si favorable, et ne se mit en état d'agir que vers le trente de

septembre, jour où il se rendit avec son armée devant le château de Lapella, situé sur les bords du Minho, entre Valença, et Monçao. D'abord il se logea dans le bourg, qui avait été abandonné. Le deux d'octobre, il donna à la pointe du jour, au château, un assaut qui fut soutenu et repoussé vigoureusement par Gaspard Lobato de Lansois, gouverneur de la place. Alors le marquis en forma le siége dans toutes les formes. Lobato avait imprudemment reçu plusieurs dames, et leurs enfans, des bourgs voisins. Leurs cris, leurs plaintes, et leurs larmes le contraignirent à battre la chamade, et à se rendre prisonnier de guerre avec cent cinquante soldats, quoiqu'il eût des provisions de bouche et de guerre pour tenir encore quelques jours.

Après cette conquête, le marquis de Viana tailla en pièces cent cinquante soldats que la comtesse de Castel-Melhor envoyait au comte son mari pour recruter son armée. Il alla ensuite mettre le siége devant Monçao, place située sur le Minho, environnée d'une ancienne muraille, avec des tours de distance en distance. Laurent-Antoine Péreira Amorim en était gouverneur, et la garnison était composée de six cens soldats, qui avaient à leur tête de braves officiers. Au reste, on avait des vivres pour soutenir un long siége; mais on manquait de munitions, et l'on ne pouvait remédier à cet incon-

vénient que par le moyen d'un secours difficile à faire entrer dans la place.

On commença à battre la place avec l'artillerie le sept d'octobre. Baltazar Pantoja fit marcher un régiment d'infanterie pour s'emparer de quelques maisons hors de la ville, qu'un sergent-major gardait avec quarante soldats. Le sergent ayant été mortellement blessé, les Portugais abandonnèrent aux ennemis les maisons. Ensuite ils donnèrent un assaut au tenaillon de Saint-Antoine, qu'Étienne Barbetta, enseigne, soutint, en obligeant les ennemis à se retirer. Ils le recommencèrent le lendemain à la pointe du jour, s'imaginant trouver les Portugais hors d'état de défense; mais ils se trompèrent: on y avait fait passer des troupes toutes fraîches, et Barbetta était sur ses gardes. Ainsi les Castillans furent une seconde fois repoussés avec perte.

Le marquis de Viana, comprenant dès ce moment que Monçao lui coûterait plus cher que Lapella, se détermina à continuer le siége avec précaution et dans toutes les règles. Il fit donc élever deux plates-formes, l'une dans la place du monastère des Bénédictins, situé dans le bourg, dont il s'était emparé en arrivant, et l'autre dans l'ermitage de Saint-Julien, où il dressa des batteries de six pièces de canon. Il en dressa une autre dans le fort d'Aitona, d'où il canona toutes les maisons de la campagne, et enfin une quatrième

sur les bords de la rivière, où il plaça un mortier, qui servit à bombarder la ville.

Les assiégés ne perdirent point courage, et ils inspirèrent la même fermeté aux femmes, enfermées dans la place, qui servaient les malades, pansaient les blessés, et leur procuraient toutes les commodités qu'on pouvait espérer dans une ville assiégée. Le marquis de Viana acheva de perfectionner la ligne de circonvallation, défendue par de petits forts qu'il avait fait élever de distance en distance. Pantoja, chargé des attaques, les poussa vivement, malgré les fréquentes sorties des Portugais. Ils en firent, entre autres, une le 17 d'octobre, où ils comblèrent les tranchées des ennemis, et renversèrent tous leurs travaux. Toute l'armée castillane prit les armes pour les repousser. Les Portugais se retirèrent en combattant toujours, laissant les tranchées couvertes des corps morts des ennemis. Le courage des assiégés et leurs succès relevèrent un peu celui du comte de Castel-Melhor, abattu par l'impossibilité où il était de faire lever le siége de la place, qui ne pouvait manquer de tomber en la puissance des ennemis, si on ne la secourait promtement.

Le comte de Mirande, gouverneur de Porto, informé de l'impuissance où se trouvait le comte de Castel-Melhor, rassembla huit cens soldats, et alla le trouver dans son camp de Covra.

Ayant tenu un Conseil de guerre, ils résolurent de faire tous leurs efforts pour introduire dans la place un secours d'hommes et de munitions. Ferdinand de Souza-Coutigno s'offrit d'aller reconnaître le camp des ennemis, afin de voir par quel endroit on pourrait tenter le secours médité. Le comte accepta ces offres, et voulut que ses deux fils, Mathias d'Acugna, et Diègue Péreira Araugio, capitaine de cavalerie, et qui avait une grande connaissance du pays, l'accompagnassent. Ils se mirent en marche pendant la nuit du 19 d'octobre. Étant arrivés à la portée du mousquet du quartier du général ennemi, Coutigno et Péreira se mirent à pié, passèrent à travers la compagnie de cavalerie qui était de garde hors du camp, examinèrent avec attention la situation de ce même camp, la hauteur des retranchemens, l'étendue des lignes de circonvallation, la division des troupes; enfin ils prirent connaissance de tout avec une exactitude qu'il serait à souhaiter qu'observassent tous ceux qui se chargent ou que l'on charge d'une pareille commission.

Sur le rapport de Coutigno, Castel-Melhor ne désespéra plus de pouvoir secourir la place. Il écrivit à Antoine d'Almada Carvallaës, gouverneur de Salvatierra, qu'il eût à préparer des barques pour quatre cens soldats, et toutes les munitions qu'on destinait pour Monçao. Ces ordres donnés,

il fit partir, le 21 d'octobre, Dominique de Pont, galicien, et lieutenant-général de cavalerie, à la tête de trois cens chevaux, et Ferdinand Souza-Coutigno à la tête de quatre cens hommes d'infanterie. Ils descendirent à Salvatierra dans les barques, avec trente barils de poudre, huit de balles, et seize chargés d'autres provisions. Tandis qu'ils suivaient le cours de la rivière jusqu'à Monçao, la cavalerie portugaise devait aller attaquer les gardes avancées des Castillans, et donner une alarme à tout le camp. Tout réussit au gré des Portugais, et le secours entra dans Monçao.

Néanmoins le marquis de Viana résolut de donner un assaut à la place, et il l'exécuta la nuit du 25 d'octobre. D'abord, les soldats s'approchèrent des fossés par où l'on devait attaquer, et les comblèrent de fascines; ensuite ils posèrent les échelles, et montèrent courageusement. Les Portugais les reçurent avec intrépidité, renversèrent leurs échelles, jetèrent sur eux une quantité prodigieuse de feux d'artifice, et firent un feu terrible de leur canon et de leur mousquéterie. Enfin, après plusieurs heures de combat, les Castillans abandonnèrent l'attaque, et se retirèrent dans leur camp, laissant quatre cens de leurs plus braves soldats morts, avec presque autant de blessés sur la place. Du côté des Portugais, il n'y eut que soixante hommes de tués et environ cinquante blessés. On

compta parmi les premiers les capitaines Antoine Ferras, Joseph Péreira Caldas, et Juan Gomès de Souza, Ferdinand Lète Pitta, qui avait servi à introduire le secours dans Monçao, Ferdinand de Figueira de Palharès, Juan Péreira Pinto, François Pita Malheyro, et François Nuñès Pachéco, à qui une grenade emporta une main.

Le lendemain on fit demander au gouverneur de la place une suspension d'armes, pour donner la sépulture aux morts. On l'accorda, et l'on rendit les derniers devoirs à tous ceux qui avaient péri dans l'assaut. Le tems de la suspension étant expiré, les Castillans recommencèrent leurs attaques, et les poussèrent jusqu'aux retranchemens qui servaient de défense aux faubourgs. Ils se logèrent tout près du petit fort appelé Montinho, qu'ils minèrent. Le gouverneur, malgré un nouveau secours de quatre-vingts hommes qu'il avait encore reçu, désespéra de sauver la place, si l'on ne venait promtement faire lever le siége à l'ennemi. Il en fit avertir le comte de Castel-Melhor par Alvarès Galé, trésorier-général de la province, et par Fernand Taveyra de Palharès, qui sortirent déguisés de la ville, et se rendirent à Parédès, où était alors le quartier des Portugais. Le comte était absent, il avait été en différens endroits de la province, pour tâcher d'assembler un corps de troupes assez considérable, afin d'attaquer et de forcer les Castil-

lans dans leur camp : mais ses soins furent inutiles.

Les fatigues continuelles qu'il essuya, jointes à une profonde tristesse qui s'empara de lui, lui causèrent une fièvre qui l'obligea de se retirer à Ponté-de-Lima, pour éprouver si le changement d'air ne rétablirait pas sa santé. Mais son mal ne fit qu'empirer; et enfin après avoir langui quelque tems, il vit terminer ses jours avec la constance d'un guerrier intrépide, et la résignation d'un homme pénétré des grandes vérités de sa religion. Dom Juan Rodriguez de Vasconcellos, comte de Castel-Melhor, était doué d'une valeur singulière. Il avait beaucoup d'érudition, et des connaissances solides dans l'art de la politique. Zélé pour la liberté de sa patrie, il prodigua en plusieurs occasions sa vie pour le bien de l'État. Infatigable, dur à lui-même, il était plein d'indulgence pour les autres, et voulait toujours que leur travail fût suivi de quelque repos. Il aimait la justice; mais il l'exerçait toujours sans rigueur, se prêtant volontiers aux faiblesses de l'humanité, pourvu que l'ordre et le bien public n'en souffrissent pas jusqu'à un certain point. Il savait que l'extrême indulgence et l'extrême rigueur étaient également préjudiciables ; que la première attire le mépris, et la seconde la haine, et que l'art d'un grand ministre et d'un grand général consiste à concilier la justice avec l'indulgence, sans que l'une donne atteinte à l'au-

tre. Quoiqu'il fût le cadet de ses trois frères, il devint par son mérite le soutien de sa maison. Au reste, sa taille était médiocre; mais il avait le visage agréable, et accompagné de ces traits heureux qui préviennent toujours favorablement ceux qui fixent sur eux leurs regards. Il laissa pour successeur dom Louis de Souza Vasconcellos, qui éprouva tour à tour les revers et les faveurs de la fortune.

Aussitôt que Nuño d'Acugna eut appris la nouvelle de sa mort, il en informa la Reine, en l'invitant à nommer promtement quelque personne capable de commander dans la province, où le péril croissait de jour en jour, non-seulement pour Monçao, mais encore pour Salvatierra, et même pour tout le pays. En attendant, le vicomte de Villeneuve, le comte de Mirande, dom François d'Azévédo et Balso de Lessa Frey, Diègue de Mélo Péreira, convinrent d'obéir à Nuño d'Acugna, jusqu'à ce que la Reine eût nommé quelqu'un à la place de Castel-Melhor. Nuño aussitôt assembla un Conseil de guerre : on s'y détermina à quitter l'endroit où l'on était, et à aller camper près des bourgades de Choças, situées dans une vallée, environnée de hautes montagnes, arrosée par la rivière de Vez, abondante en toute sorte de vivres, et si peu éloignée du quartier des ennemis, que du haut des montagnes l'on découvrait tout le territoire de Monçao. Nuño s'y rendit donc avec trois mille

hommes, dont la plus grande partie était sans expérience. Les meilleures troupes garnissaient les places voisines pour les défendre contre les entreprises de l'ennemi. La cavalerie que Nuño avait avec lui ne valait pas mieux que la plus grande partie de son infanterie : d'ailleurs, elle ne montait qu'à quatre cens chevaux. Néanmoins d'Acugna voulut tenter, malgré sa faiblesse, de jeter un nouveau secours dans Monçao, persuadé que la conservation de la province dépendait absolument de la conservation de cette place. On tint donc un Conseil là-dessus. Les uns voulaient qu'on s'approchât davantage du camp des Espagnols, pour être à portée de profiter de toutes les occasions qui s'offriraient pour exécuter le dessein d'Acugna. Les autres souhaitaient qu'on se contentât d'élever un fort sur les bords du Minho, pour empêcher les convois ennemis d'arriver au camp. Quelques-uns voulaient qu'on allât rompre le pont qu'ils avaient sur cette même rivière, et par lequel ils recevaient sans cesse de nouvelles troupes; et quelques autres enfin, qu'on allât les attaquer jusques dans leur camp, en disant que la valeur tenait souvent lieu de nombre, et que ce ne serait pas la première fois qu'une armée supérieure aurait succombé aux efforts d'une armée inférieure.

D'Acugna fit voir tous les obstacles qui s'opposaient à l'exécution de ces avis différens, et il ra-

mena tout le monde au sien, qui était de secourir Monçao par la même voie que Ferdinand de Souza l'avait déjà secourue deux fois. Il ordonna donc à Juan Figueira et Gajo de faire construire vingt-cinq barques, qu'on réduisit ensuite à six. Ces six furent en état de naviguer le 4 de décembre. Nuño, pour favoriser l'embarquement du secours destiné pour Monçao, quitta les bourgades de Choças, et alla se camper entre les rivières de Mouro et de Valadarès. Cependant les Espagnols ne se rebutaient point : ils donnèrent un nouvel assaut à la place, qui fut suivi d'un succès aussi malheureux que les premiers. Ils vinrent trois fois à l'attaque, et trois fois ils furent repoussés.

La longueur du siége, les maladies, les combats fréquens qui se livraient, ruinèrent insensiblement l'armée des Castillans. La Cour donna des ordres pour la recruter. Les Portugais, de leur côté, concevant de nouvelles espérances, se déterminèrent à périr sous les ruines de la ville, plutôt que de la livrer aux ennemis. Ayant aperçu du fort Saint-Antoine quelques troupeaux de bœufs qui pacageaient dans le voisinage du camp ennemi, un lieutenant alla les enlever avec un seul détachement de vingt soldats, sans que les ennemis osassent s'y opposer. Felix Péreira de Castro, capitaine-major de la place, mourut alors de maladie. Le gouverneur donna son emploi à François d'Acugna

de Silva. Comme le nombre des malades était considérable, et qu'ils consommaient trop de vivres, il en fit embarquer soixante dans des barques pour les envoyer à Salvatierra, et dans d'autres lieus où ils pussent rétablir leur santé; mais les Castillans les firent périr en chemin.

L'attaque du fort Saint-Antoine se poussa vigoureusement, et les ennemis s'étant logés tout auprès, commencèrent à le miner. Les Portugais éventèrent leurs mines. Les Castillans les portèrent d'un autre côté, firent sauter l'angle saillant du boulevard, et se présentèrent immédiatement à l'assaut. François de Castro Araugio, commandant du fort, suivi du capitaine Soarès Malharès, de Dominique Nogueira, enseigne, qui fut le seul officier tué dans cette occasion, de François Souza-Lucéna, de Rocco-Gonsalvès et de Mathias Alvarès-Galé, courut pour soutenir le premier choc des ennemis. Il le fit avec tant de succès, qu'ils ne purent monter au haut de la brèche. Cependant, au bruit qu'avait fait la mine en éclatant, le gouverneur s'y transporta en diligence, mit l'épée à la main, et se tint pendant toute l'action sur la brèche. Les ennemis recevaient à tous les instans de nouvelles troupes; mais enfin, lassés d'une résistance si opiniâtre, Pantoja, qui commandait cette attaque, fit sonner la retraite. C'était un triste spectacle de voir la brèche couverte de morts, et ce spectacle plongeait le

soldat castillan dans un morne silence, qui tenait du découragement. Les Portugais ne perdirent que peu de monde; mais cette perte, quoique médiocre, était d'une extrême conséquence pour eux.

Tandis que cela se passait au dedans et au dehors de la place, le jour destiné par d'Acugna pour faire embarquer le secours dont nous avons parlé, arriva enfin. Comme on travaillait encore à cet embarquement, on reçut des ordres de la Cour, qui portaient qu'on eût à reconnaître pour gouverneur-général de la province le vicomte de Villeneuve, homme de mérite, généralement estimé, d'une grande naissance, et puissamment riche. Tous les officiers se conformèrent aux ordres de la Cour, et conçurent des idées favorables de son gouvernement. Le vicomte songea d'abord à faire partir les six barques destinées à secourir Monçao, chargées de quatre cens mesures de grains, de beaucoup de légumes, de drogues pour les malades, et de toute sorte d'autres provisions, tant de guerre que de bouche. D'ailleurs, le vicomte prit toutes les précautions nécessaires pour s'assurer du succès de l'entrée de ce secours dans la ville. Les ennemis avaient construit un pont de bateaux sur le Minho, au-dessus de la place assiégée, et il fallait trouver un expédient pour rompre ce pont, afin que les barques pussent passer. Le vicomte fit jeter dans la rivière quantité de

grosses pièces de bois pointues par le bout, qui portées avec violence par la rapidité de l'eau, rompirent les cordages qui attachaient les barques, et rendirent le passage libre. Cette manœuvre et l'approche des Portugais ne laissèrent pas douter un moment au marquis de Viana que les ennemis ne voulussent jeter quelque secours dans Monçao. Ne pouvant rétablir son pont de bateaux, il fit étendre une chaîne dans le même endroit, et en confia la défense aux plus braves soldats de son armée, divisés dans six barques, et commandés par dom Alfonse Pita. Ce nouvel obstacle n'étonna point les Portugais, ils partirent : trois barques, emportées par l'impétuosité du courant, franchirent la chaîne; deux arrivèrent heureusement à Monçao, et la troisième ne put s'arrêter qu'à Salvatierra. Les trois autres furent arrêtées, forcées de combattre, et coulées à fond, après un long combat.

Les assiégés témoignèrent par des marques éclatantes de joie le plaisir qu'ils ressentaient de l'arrivée de ce nouveau secours. Le marquis de Viana, au contraire, en ressentit un chagrin si violent, qu'il eût levé le siége sans les autres officiers qui l'en empêchèrent. Il devint cependant plus circonspect : il ne donna plus d'assaut, et se contenta de canoner et de bombarder la ville sans relâche. En même tems le général de sa cavalerie

lui proposa d'aller enlever deux forts qui défendaient le pont de la vallée de Vez, à deux lieues du camp des Portugais, et à une lieue des magasins de Choças, d'où les ennemis recevaient leurs vivres, assurant que si l'on pouvait parvenir à s'emparer de ces deux forts, les Portugais seraient contraints de se retirer loin de leur camp. Le marquis y consentit, et le général de la cavalerie, Portugais de nation, partit le 7 décembre, pour exécuter son dessein, avec deux mille hommes d'infanterie et trois cens chevaux. Il attaqua les deux forts. Ceux qui les gardaient les abandonnèrent lâchement, et s'enfuirent. Les Espagnols les poursuivirent, les joignirent, et en firent un carnage horrible; ainsi ils furent punis par les ennemis mêmes de leur lâcheté. Les Espagnols, maîtres des deux petits forts, s'avancèrent jusqu'à Choças, et y brûlèrent une partie des magasins de l'armée portugaise.

Pendant la même nuit que le général de la cavalerie espagnole exécutait son entreprise avec tant de succès, le vicomte tenta de faire entrer dans Monçao un nouveau secours. Il fit donc partir quatre barques par le chemin ordinaire; mais celles des Espagnols qui gardaient la chaîne dont nous avons parlé, et dont le nombre était même augmenté, les arrêtèrent et en coulèrent une à fond. Les matelots ayant abandonné les trois autres, elles furent emportées par le courant de l'eau, et allè-

rent se briser contre les rochers. Le vicomte reçut en même tems la nouvelle de la perte de deux forts, de l'incendie de ses magasins, et du naufrage de ces barques. Ce triple malheur le détermina à retourner avec ses troupes dans le quartier de Choças, pour y rétablir les deux forts, et ses magasins, sans lesquels il lui était impossible de tenir la campagne, et de suspendre les progrès des ennemis dans la province. Avant de partir, il fit rompre le pont qui était sur la rivière de Mouro, et qui facilitait les courses des Espagnols dans les villages voisins : ensuite on partit.

Le capitaine Gonsalve Mendez se prit de querelle avec son colonel. Celui-ci le menaça d'une canne qu'il tenait à la main. Mendez ne pouvant soutenir un tel affront, le jeta mort par terre d'un coup de pistolet. Il fut arrêté et mis en prison. Il trouva bientôt le moyen de briser ses fers : il s'enfuit, passa à Rome, entra dans l'ordre ecclésiastique, revint dans sa province, et y parvint aux dignités de l'église.

Cependant l'éloignement de l'armée portugaise releva le courage des Castillans, sans abattre celui des assiégés, qui jurèrent de nouveau de s'ensevelir sous les ruines de Monçao, plutôt que de la livrer aux ennemis.

Au moment où l'on rappela de la province de Tras-os-Montès dom Juan Mendez de Vasconcel-

los, pour l'envoyer commander dans celle de l'Alentéjo, on nomma Rodrigue de Castro pour le remplacer dans la première. Mais il ne put s'y rendre, ayant été employé en qualité de mestre-de-camp-général au siége de Badajoz. Antoine Jacob de Paiva se chargea donc du commandement de Tras-os-montès. Il imita la conduite qu'avait tenue Vasconcellos. Il entretint la paix avec les Castillans de ce côté; et si, de part et d'autre, on fesait quelque course, on se rendait aussitôt tout le butin qu'on enlevait. Cependant les Castillans se lassant d'observer cette espèce de trève, entrèrent dans le territoire de Mirande, le pillèrent, et le saccagèrent avec d'autant plus de facilité, que les peuples, qui ne se doutaient point d'une pareille invasion, étaient sans défense. Paiva ressentit vivement cette perfidie; mais comme les troupes de la province avaient été envoyées, partie dans la province de l'Alentéjo, et partie dans celle d'Entre-Douro-et-Minho, il n'en put tirer aucune vengeance. Dans la province de Beira la guerre se fit assez faiblement, et la perte y fut égale de part et d'autre.

Toutes les opérations militaires en Europe, pendant le cours de l'année 1658, se rapportent aux événemens qu'on vient de faire connaître. En Afrique, le comte dom Ferdinand de Ménésès commandait dans Tanger; il ne cessait pas de battre la campagne et de harceler les Maures. Dans les

Indes, après la mort d'Emmanuel Mascarégnas, François de Mélo et Castro, et Antoine de Souza Coutigno, se mêlèrent du gouvernement. Comme les Hollandais croisaient aux environs de Goa, on nomma pour capitaine-major des *Sanguias* qui devaient garder le port, Bernard Corréa. Les vaisseaux de haut bord furent confiés à Louis de Mendoce. Il mit le 5 janvier à la voile, pour aller combattre les Hollandais. Son départ fut presque suspendu par une dispute qui survint entre Vérissimo Péreira, et Barthélemi de Vasconcellos. Celui-ci était arrivé tout récemment de Portugal, avec la qualité de capitaine-major. Néanmoins Mendoce voulut que Vérissimo Péreira remplît les fonctions de cette charge. Lorsque Vasconcellos reçut de la part de Mendoce les ordres de partir, il les déchira, et les foula aux piés. Mendoce s'en plaignit à Antoine de Souza Coutigno, qui nomma pour commander le vaisseau de Vasconcellos, Emmanuel Mascarégnas. Alors Vasconcellos, par une bizarrerie peu commune, servit en qualité de simple volontaire dans le même vaisseau qu'il avait refusé de commander comme capitaine.

Quand cette brouillerie fut apaisée, il en survint une autre qui fit encore plus d'éclat. Emmanuel Lobo de Silveira abandonna son vaisseau, en publiant hautement qu'Antoine de Souza Coutigno avait chargé quelques-uns de ses soldats de le tuer.

Ce discours surprit d'autant plus qu'on ne pouvait en pénétrer les raisons. Cependant Lobo avait du mérite et de la considération; on ne savait qu'en croire, on suspendait son jugement. On calma enfin ce nouvel orage, et l'on tâcha de réunir les esprits, dont la division jusqu'alors avait causé tant de pertes et tant de malheurs à l'intérêt général. Enfin la flotte sortit du port, et gagna le large. On rencontra bientôt les Hollandais, qu'on mit en fuite. Quelques jours après ils se présentèrent avec huit vaisseaux et cinq pataches devant Manara, dans l'île de Ceilan. Ils portèrent sur leurs bords deux mille hommes européens, et cinq mille Ceilanais avec quelques autres troupes indiennes. Antoine Amaral de Ménésès commandait dans cette partie de l'île, où les Portugais s'étaient maintenus jusqu'alors. Dès qu'il aperçut l'armée ennemie, il envoya pour la combattre quatre vaisseaux et quatre sanguias dont Caneyro-Girao était capitaine-major, ayant pour amiral Alvarès Rodriguès Borralho, et pour capitaines François Péreira, Antoine d'Aguiar de Mendoce, Pantaléon Gomez Brandam, Juan Péreira, Juan d'Abreu, et Antoine Toscano. Les Portugais, quoiqu'inférieurs, combattirent pendant trois jours de suite les Hollandais, avec tant de succès, qu'ils les empêchèrent de jeter leurs troupes à terre.

Cependant les ennemis étaient si supérieurs,

que le général portugais craignant avec raison qu'ils ne triomphassent à la longue, ordonna au capitaine-major d'aller au pont de Talamanar, pour sauver les vaisseaux d'une perte inévitable. Girao obéit sans réplique, et se fit jour à travers la flotte ennemie, sur laquelle il jeta une quantité prodigieuse de feux d'artifice et de grenades, qui causèrent beaucoup de dommage aux Hollandais. Le lendemain de cette action qui s'était passée pendant la nuit, les ennemis, à la faveur du feu de leur canon, débarquèrent pour attaquer par terre la forteresse. Le général se défendit, et fut tué avec Bénédic de Souza et Simon d'Orta. Peu de jours après, Mendès d'Aragna abandonna Marana, et se retira à Jafanapatan. Les Hollandais l'y suivirent, et assiégèrent cette ville. Les Portugais la défendirent pendant quatre mois avec toute la valeur imaginable. Alors la peste ayant fait périr une partie de la garnison, qui commençait d'ailleurs à manquer de tout, le gouverneur, Juan de Mélo Sampayo, ménagea une capitulation honorable. Entre autres choses, les Hollandais accordèrent aux Portugais la permission d'emporter tous leurs effets mobiliers; mais à peine ces derniers eurent-ils ouvert les portes de la citadelle pour l'évacuer, que Henri Lof, général des premiers, par une perfidie indigne de tout honnête homme, viola le traité de la capitulation, en fesant désarmer les Portugais,

en outrageant leurs femmes d'une manière honteuse pour l'humanité, et enfin en permettant à ses soldats d'exercer les dernières fureurs sur les habitans. Il poussa plus loin l'horreur de son action : il envoya à Batavia tous les officiers, et tous les soldats en Europe. Le général Juan Macuca, gouverneur de Batavia, condamna cette trahison de Henri Lof, en traitant les officiers avec la plus grande politesse. La perte de Jafanapatan fut suivie de celle de Négapatan, et par-là les Hollandais demeurèrent presque maîtres absolus de toute l'île.

En Portugal, l'an 1659, la ville d'Elvas était de plus en plus resserrée par les Castillans. La rigueur de l'hiver, les maladics, la disette la plus grande ne pouvaient les rebuter. Cependant, au commencement de cette nouvelle année, le comte de Cantanhède trouva le moyen de faire rendre une lettre à Sanche Emmanuel, gouverneur de la place, par laquelle il l'assurait que, malgré tous les obstacles, il espérait être bientôt en état de le secourir, et de le délivrer de ses ennemis. Il le priait cependant d'assembler en Conseil de guerre tous les principaux officiers de la garnison, et de demander leur avis sur la manière dont il devait s'y prendre pour jeter du secours dans la place, ou pour attaquer les ennemis dans leurs retranchemens.

Sanche Emmanuel obéit, et assembla aussitôt le Conseil. Après qu'on y eut débattu cette affaire

importante, on s'arrêta à deux avis. Le premier fut ainsi expliqué par dom Louis de Ménésès : « L'armée, » dans les circonstances où nous sommes, n'a que » deux partis à prendre : l'un dépend de la ruse, » et l'autre de la force ouverte. Pour exécuter le » premier, il faut jeter dans Campo-Major le plus » de provisions de bouche et de guerre que l'on » pourra. Ensuite l'armée doit passer par cette ville, » camper sur les bords de la Caya, et s'y empa- » rer des cinq ports qui y sont, et par où les Castil- » lans reçoivent tous les vivres qui leur sont nécessai- » res. N'en pouvant plus recevoir, ils seront bientôt » contraints de lever le siége, et de se retirer en » repassant la Caya, ou en marchant vers Valence. » Alors les Portugais, à la faveur de cette rivière » et de Campo-Major, pourront les combattre avec » avantage. Si l'on ne veut point embrasser ce parti, » à cause de l'inexpérience des nouveaux soldats » dont l'armée est composée, on doit se déterminer » à celui de la force ouverte, mais en observant les » précautions suivantes, afin de ne point légère- » ment hazarder une armée, d'où dépend le salut » de l'État. Il faut donc marcher vers le camp des » ennemis, se loger tout aussi près de ce camp » qu'il sera possible, choisir quatre mille hommes » des plus braves de l'armée, et les placer à l'ar- » rière-garde, avec des fascines, des échelles, et » tous les instrumens propres à un assaut. On doit

» également donner à la cavalerie des fascines et
» des grenades, et il faut envoyer à l'entrée de la
» nuit plusieurs partis de cavalerie, pour donner
» l'alarme à tous les quartiers des ennemis. En
» même tems l'avant-garde attaquera les retranche-
» mens d'un seul, de manière cependant à lais-
» ser croire aux Castillans qu'on veut les attaquer
» tous à la fois. Avant de commencer cette manœu-
» vre, il faut que les quatre mille hommes d'infan-
» rie, avec treize cens chevaux, s'approchent de
» l'endroit qu'on nomme Amoreira, où les retran-
» chemens sont très-faibles, et qu'ils s'emparent du
» fort de la Grâce. Si les quatre mille hommes ne
» suffisent point, il faut faire mettre la cavalerie à
» pié, l'amener à l'assaut, et faire faire en même
» tems une sortie à la garnison de la ville. Le fort
» ne peut manquer d'être emporté de cette ma-
» nière ; et si une fois il est emporté, la place peut
» être secourue sans coup férir, parce que les Cas-
» tillans ne pourraient plus empêcher l'armée por-
» tugaise d'entrer par cet endroit dans la ville, à
» moins de vouloir essuyer tout le feu de l'artillerie
» de la place et de ce même fort. »

Ce plan parut sage, et digne d'un homme expert dans la guerre, à Sanche Emmanuel, au comte de Saint-Jean, et à dom Juan de Silva; mais tous les autres officiers le condamnèrent, et suivirent celui de Diègue Gomez Figueirédo, qui dit : « Que

» tant de précautions ne convenaient point au ca-
» ractère ni à la valeur des Portugais; que l'armée,
» composée de nouvelles milices, n'était point en
» état d'observer tant de choses, surtout pendant
» les ténèbres de la nuit, où il fallait redoubler de
» soins et d'attentions; que ce qu'on proposait
» demandait un profond jugement, une grande
» expérience, et beaucoup de bonheur; qu'ainsi il
» fallait y renoncer, faire marcher l'armée droit à
» Elvas par le chemin ordinaire, attaquer l'ennemi
» l'épée à la main dans ses retranchemens, et faire
» faire en même tems une sortie par la garnison de
» la place; qu'il fallait se reposer de l'événe-
» ment sur la valeur des troupes, et la bonté du
» ciel. »

Le comte de Cantanhède ayant reçu par écrit ces deux avis, les communiqua dans un Conseil particulier à André d'Albuquerque, à Rodriguès de Castro, à Alfonse Furtado et au comte de la Fiéra. On approuva généralement celui de Diègue Gomez, comme plus hardi et plus convenable au génie de la nation, dont la valeur impétueuse et même quelquefois téméraire n'éclate jamais avec tant de succès, que dans les attaques vives et promtes. On résolut donc de le suivre, et le comte de Cantanhède en avertit dom Sanche, en le priant de lui envoyer cinq soldats qui connussent bien le pays, pour servir de guides à l'armée. Ces guides

furent faits prisonniers par les batteurs d'estrade de l'armée espagnole. On les interrogea, on les menaça de les faire mourir, pour les obliger de parler, et tous les cinq avouèrent qu'ils allaient servir de guides à l'armée portugaise qui devait venir secourir Elvas du côté des Mirthes.

Aussitôt dom Louis de Haro fortifia de nouveau les retranchemens de ce côté, doubla les gardes, et fit faire des rondes avec tant d'exactitude, qu'il s'écoula plusieurs jours sans que l'armée portugaise et la garnison d'Elvas pussent se donner aucun avis respectif. Enfin, Gomez Freire d'Andréade et Marc Teyceira, tentèrent néanmoins de sortir d'Elvas, et ils arrivèrent heureusement à Estrémos, l'un pour prendre possession d'une compagnie de cavalerie, et l'autre pour être provéditeur général de l'artillerie.

Sur ces entrefaites, le gouverneur de Juréména donna avis au comte de Cantanhède qu'il arrivait sans cesse de nouvelles troupes pour renforcer l'armée castillane. Le comte déroba la connaissance de cette nouvelle à son armée, de crainte de ralentir l'ardeur qu'elle fesait éclater pour cette entreprise, d'où dépendait le salut de l'État. Enfin il partit d'Estrémos le 11 janvier. Il avait pour son premier mestre-de-camp-général André d'Albuquerque, commandant général de la cavalerie; dom Rodrigue de Castro, comte de Mesquitella, était second mes-

tre-de-camp-général; Alfonse Furtado de Mendoce, l'était de l'artillerie; Tamaricut et Denis de Mélo de Castro étaient lieutenans-généraux de la cavalerie de la province de l'Alentéjo; Emmanuel Freyre d'Andréade et Gilles Vas Lobo commandaient celle de la province de Beira; Pierre La Lande, la cavalerie du royaume d'Algarve. Dom Juan Silva de Souza en était commissaire-général, avec Juan Vanichéli. L'infanterie montait à huit mille hommes, dont deux mille cinq cens étaient des troupes réglées, le reste auxiliaires ou des milices, le tout divisé en seize bataillons, chacun ayant à la tête des mestres-de-camp, qui se nommaient Pierre de Mélo, dom Manuel Henriquès, Antoine Galvan, Fernandès Mesquita Pimentel, Alvarès d'Azévédo Coutigno, Gabriel de Castro Barbosa, Louis de Souza de Ménésès, Louis de Mesquita Pimentel, Alvarès d'Azévédo Barrélo, Antoine de Sà Péreira, et Grégoire de Castro de Moraès. Le régiment de Manuel Velho, mort depuis peu à Estrémos, était commandé par Alfonse de Barros Torvam, lieutenant-colonel; celui de Mertola, par Lucas Barroso Sembrano, capitaine-major; celui de Moura, par Balthasar de Sà Sotto-Major; celui du comte de Torré, par Nuñès Leytam, capitaine-major; celui de François Pachéco Mascarégnas, par Manuel de Silva d'Orta, sergent-major. Diègue Gomez Figueiredo, qui avait joint l'armée, Manuel Lobato

par de petits forts disposés de distance en distance, d'où l'on pouvait commodément faire un feu terrible sur les assaillans. Cette découverte inquiéta Albuquerque, qui en parla au comte de Cantanhède, comme le comte venait de recevoir par François de Brito Freyre la confirmation d'un secours de trois mille hommes d'infanterie et cinq cens chevaux, qui étaient entrés dans le camp ennemi. Malgré cet avis, et le rapport d'Albuquerque, il persista dans son premier dessein, et ayant assemblé ses officiers, il leur dit que le tems de reculer était passé, que la retraite leur serait plus fatale que l'attaque; ainsi, qu'il fallait secourir Elvas, vaincre, ou périr.

Tous les chefs de l'armée approuvèrent la noble résolution du comte de Cantanhède. On observa le même ordre de bataille qu'on avait suivi pendant la marche, et le lendemain les troupes ayant mangé de bonne heure, se mirent en état d'exécuter ce qu'on avait médité. Dom Louis de Haro assembla de son côté son Conseil de guerre où assistèrent les principaux officiers de son armée, tant d'infanterie que de cavalerie. Dom Louis leur proposa de sortir des lignes pour livrer bataille aux Portugais, ne doutant pas qu'on ne les vainquît facilement, d'autant plus que ce n'étaient que des troupes ramassées, dont la plus grande partie n'avait jamais vu l'ennemi, et dont le nombre était

bien inférieur au nombre des troupes castillanes. « En » effet, nous avons, » ajouta-t-il, « quatorze mille » hommes d'infanterie et trois mille cinq cens che- » vaux, qui pourront tous agir efficacement en rase » campagne; au lieu qu'une partie, en demeurant » derrière nos retranchemens, sera obligée de rester » dans l'inaction. D'ailleurs, en prenant ce parti, la » garnison d'Elvas ne saurait nous nuire, au lieu » qu'elle pourrait faire une sortie au fort de l'atta- » que, forcer quelqu'un de nos quartiers, y ré- » pandre le désordre, ce qui deviendrait d'une » conséquence extrême. » Tous les officiers condamnèrent cet avis, et opinèrent à attendre les Portugais derrière les retranchemens, persuadés que leur supériorité était même une raison pour ne point les abandonner; cette supériorité les mettant en état de pouvoir les défendre avec plus de succès, en rafraîchissant souvent les troupes qui soutiendraient les postes attaqués. Dom Louis, après avoir réfléchi quelque tems sur ce qu'on lui disait, se rangea enfin de leur parti, et il fut résolu d'attendre l'ennemi derrière les retranchemens. Comme le quartier qui regardait les mirthes était le plus faible, et qu'on croyait, sur le rapport des cinq soldats qu'on avait faits prisonniers, que les Portugais s'y présenteraient, dom Louis y envoya quelques régimens d'infanterie et de cavalerie. Il ordonna en même tems à dom Juan Quintanal, commissaire

général, de se tenir prêt pour s'opposer aux sorties qu'on pourrait faire de la ville pendant l'action, et à Juan Pachéco, de marcher avec quelques escadrons pour observer les mouvemens de l'armée ennemie.

Pachéco s'avança jusqu'à la vue de son camp: c'était pendant la nuit du 13 au 14 janvier. Y voyant régner un calme profond, il s'en retourna pour dire à dom Louis qu'il n'y avait rien à craindre de la part des Portugais, pour le jour suivant. Cependant à la pointe du jour toute l'armée prit les armes; on déploya les étendards et les drapeaux, et dans un moment tout le monde fut prêt à partir. Le comte de Cantanhède, un instant avant de se mettre en marche, se fit voir sur une éminence, et fesant venir auprès de lui presque tous les officiers, il leur tint ce discours : « Valeureux Portugais, une » longue suite d'années et une expérience con- » tinuelle m'ont appris à pénétrer dans l'avenir. » Malgré l'incertitude des événemens de la guerre, » malgré les fatigues et les soins qui l'accompa- » gnent, j'ai quitté le ministère, j'ai quitté le repos » permis à l'âge où je suis, pour avoir l'honneur de » vous commander, et pour sacrifier, s'il le faut, » ma vie au salut de la patrie. Servons-la donc, » Messieurs, cette patrie; sauvons Elvas de la fu- » reur des Castillans, ou périssons aujourd'hui en » combattant généreusement. Je vois avec plaisir

» l'impatience où vous êtes d'en venir aux mains » avec vos ennemis. Cette impatience m'est d'un » présage heureux pour le succès. Nos ennemis » vont éprouver les terribles effets de votre cou- » rage. J'ose le dire, nous n'avons rien à craindre » du leur. Dom Louis de Haro, leur général, n'a » aucun avantage sur moi; les autres chefs de son » armée ont souvent servi de triomphe à votre » valeur, et la supériorité du nombre de leurs sol- » dats a toujours cédé à la supériorité de la valeur » des nôtres. Ainsi donc, braves guerriers, renou- » velez dans cette occasion les preuves que vous » avez données tant de fois de votre courage, de » votre audace, de votre fidélité pour votre Roi, » et de votre amour pour votre patrie. Ces retran- » chemens que nous allons attaquer n'ont été » faits que pour servir de triomphe à votre cou- » rage. Les habitans d'Elvas vous attendent avec » impatience pour vous proclamer leurs libéra- » teurs. Tout le royaume vous regarde comme les » restaurateurs de la liberté, et tout le monde sera » forcé d'avouer que les Portugais sont toujours » invincibles, lorsqu'ils combattent pour la gloire » et pour le salut de leur patrie. »

On applaudit par des cris de joie au discours de Cantanhède, et l'on se mit en marche à l'instant même, tambour battant, trompettes sonnantes, dans l'ordre suivant : Dom Diègue Gomez Fi-

gueyrédo, mestre-de-camp-général précédait l'avant-garde, accompagné de cinq sergens-majors, et suivi de mille soldats choisis dans toute l'infanterie. Ils étaient armés de mousquets, de pistolets, de pertuisanes et d'épées, ayant la tête couverte d'une espèce de casque. Chacun d'eux portait une fascine pour remplir le fossé du retranchement. L'avant-garde suivait ces mille hommes, conduite par le comte de Mesquitella; elle était composée de trois mille hommes d'infanterie, divisés en cinq bataillons, qu'André d'Albuquerque soutenait à la droite avec six cens chevaux en huit escadrons, et à la gauche, Tamaricut, avec dom Juan de Silva et Souza, commissaire-général, avec un nombre pareil, ce qui fesait seize escadrons. Le corps de bataille suivait, composé de deux mille hommes, soutenu par seize escadrons de cavalerie, divisés comme ceux de l'avant-garde, huit à l'aile droite sous les ordres de Gilles Vas Lobo, et huit à la gauche sous Emmanuel Freyre d'Andréade. L'arrière-garde montait à deux mille encore, avec huit cens chevaux, commandés par Pierre La Lande, lieutenant-général. Alfonse Furtado de Mendoce général de l'artillerie, la plaça avantageusement sur une colline qui dominait sur le camp des ennemis, et alla aussitôt se mettre à la tête de l'avant-garde. Le comte de Cantanhède choisit pour son capitaine des gardes Pierre César de

Ménésès, à la place de Louis de Ménésès, qui était enfermé dans Elvas. Il se mit à la tête de la bataille, suivi de Juan Forgas Péreira, comte de Feyra, de Garcie de Mélo, grand-veneur, qui avait joint l'armée avec quatre cens habitans de Mertola, armés de pertuisanes, de Christophe de Mélo, fils aîné du Porteyromor Louis de Mélo, de Louis de Saldagne, de Gonçalez Pérès de Carvaillo, d'Emmanuel Freire d'Andréade, gouverneur de la forteresse de Péniche, du capitaine Michel Alvarès Galvan, de Manuel Lobato-Pinto, lieutenant de mestre-de-camp-général, et du capitaine Mathias Corréa de Faria.

Au premier mouvement que fit l'armée en partant, dom Sanche Emmanuel en fut averti par les sentinelles; il ordonna au comte de Saint-Jean, à Simon de Corréa et Silva, et à Diègue Gomez de Figueyrédo, sous les ordres duquel l'infanterie de la garnison avait passé toute la nuit dans la contrescarpe, de se transporter sur les bords de la rivière de Chinchès, qui séparait le fort de la Grâce de la ville, de s'y former, et de faire attention à tous les mouvemens des ennemis. Il donna les mêmes ordres à dom Juan de Silva, commissaire-général, qui, sans perdre le tems, alla joindre l'infanterie sur les bords du Chinchès avec cent cinquante chevaux et cinquante hommes armés de pertuisanes. Il envoya en même tems deux déta-

chemens d'infanterie commandés par les capitaines Michel Charles de Tavora, frère cadet du comte de Saint-Jean, et Juan Furtado de Mendoce, pour observer de plus près l'armée castillane, avec ordre de l'informer à tous les instans des mouvemens qu'elle ferait, pour en profiter avantageusement. Ferdinand de Silveira, homme intrépide et aguerri, pour qui le péril semblait avoir des charmes, voulut les accompagner, malgré les efforts que firent pour l'en détourner le comte de la Torré et dom Louis de Ménésès, ses neveux.

Les sentinelles espagnoles aperçurent bientôt l'armée portugaise, et bientôt on entendit dans leur camp le son des trompettes et le bruit des tambours. Aussitôt dom Louis de Haro, le duc de Saint-Germain, dom Rodrigue Moxica, mestre-de-camp-général, le duc d'Ossuna, général de la cavalerie, et dom Gaspard de la Cuéva, général de l'artillerie, montèrent à cheval. Comme les uns venaient d'un côté, et les autres d'un autre, on ne put éviter le désordre dans la distribution des troupes qui devaient les premières soutenir l'attaque des Portugais. Les uns les envoyaient à un poste, les autres à l'autre; on n'entendait de toutes parts que des cris confus. L'épouvante avait succédé à l'audace. L'approche du péril qu'on croyait encore éloigné, changea tout de face dans un moment. On s'était même toujours flatté que les Portugais

n'oseraient tenter l'attaque des retranchemens, et le contraire causa une telle surprise aux Castillans, que c'est peut-être en partie à cette surprise que les Portugais durent leur victoire.

Dom Louis de Haro, qui n'était pas moins troublé que ses troupes, se retira dans le fort de la Grâce, d'où il pouvait regarder toute l'action sans péril. On ne put tirer d'autres paroles de lui que celles-ci: « qu'on marche pour défendre nos retranche-» mens, qu'on soutienne l'honneur de la nation » et la gloire de nos armes. » Le duc de Saint-Germain et Moxica, en braves capitaines, se mirent à la tête des bataillons, et les conduisirent à leurs postes. Le duc d'Ossuna alla se mettre à la tête de la cavalerie, qu'il eut beaucoup de peine à disposer en ordre de bataille, tant elle était en désordre. Les seigneurs, les principaux officiers, et tous les gentilshommes volontaires qui étaient dans l'armée, se portèrent courageusement dans l'endroit où le péril semblait devoir être le plus grand.

Tandis que les Castillans se préparaient avec plus de précipitation que de diligence à la défense de leur camp, Figueyrédo avec les mille hommes d'élite qui précédaient l'avant-garde de l'armée portugaise, était déjà arrivé sur les bords du fossé Dans un moment on vit tout l'espace qui s'étendait depuis le couvent de Saint-François jusqu'au fort de la Grâce, occupé par les Portugais. Au

même instant les fossés furent comblés de fascines, les palissades renversées, la terre qui les soutenait éboulée, et malgré les fréquentes décharges des Castillans, les régimens d'Antoine Galvan et de Barthélemi d'Azévédo entrèrent dans les retranchemens. Comme ces deux régimens se formaient en bataille, dom Juan Quintanal, commissaire-général de la cavalerie espagnole, les aperçut du haut de la montagne de Notre-Dame-de-Grâce, et se mit en devoir de les aller charger. Alors dom Juan de Silva, sans faire attention à la faiblesse de sa troupe, quitta son poste du Chinchès, et attendit les Espagnols dans l'intervalle qui les séparait encore des deux régimens portugais. Aussitôt que Quintanal fut à portée, Silva les chargea avec tant d'impétuosité, qu'il les renversa, et les força à s'enfuir en partie hors des retranchemens qui étaient près de la montagne. Les Portugais les poursuivirent, mais ils furent arrêtés par un nouveau corps de cavalerie, qui venait du quartier de la Vergada. Ils se rallièrent promtement, et recommencèrent un second combat, qu'ils soutinrent, quoiqu'inférieurs de beaucoup aux Castillans, pendant un espace considérable de tems, sans perdre un pouce de terrain.

Cependant ils prirent le parti de se retirer; ce qu'ils firent lentement, et en combattant toujours. Dom Juan de Silva, le comte de la Torré, dom

Louis de Ménésès, Joseph Passagna, Louis Lobo et tous les autres officiers se mirent à la queue de la troupe. En se retirant ainsi, le cheval du comte de la Torré se cabra avec violence, et jeta son maître par terre. Les Castillans coururent pour le tuer ou pour le faire prisonnier; mais Antoine Hector, François Velho Fonséca et Emmanuel Gonsalvès, simples soldats, repoussèrent les Castillans, et aidèrent le comte de la Torré à remonter sur son cheval. Comme il s'était considérablement blessé en tombant, il fut obligé de rentrer dans Elvas pour se faire panser. Cependant ses compagnons parvinrent au haut de la colline, où ils furent joints et secourus par la cavalerie portugaise de l'aile gauche, qui avait forcé les retranchemens de ce côté-là. Les Castillans, à leur arrivée, se retirèrent avec précipitation vers le quartier de la Vergada. Les Portugais, en revenant sur leurs pas, rencontrèrent Michel Carlos de Tavora et Juan Furtado, qui allaient avec leurs détachemens joindre leurs régimens. Au même instant le comte de Saint-Jean et Simon Corréa, impatiens de demeurer simples spectateurs, laissèrent Figueyrédo dans le poste où Sanche Emmanuel les avait placés, passèrent le Chinchès, et allèrent attaquer les retranchemens qu'ils avaient en face; ainsi les ennemis se trouvèrent entre deux feux, et furent forcés dans le moment.

Alors la terreur s'empara de dom Louis de Haro, qui voyait tout ce qui se passait dans le fort de la Grâce. Sans attendre davantage, il monta à cheval, et s'enfuit avec une diligence incroyable à Badajoz, laissant dans le fort dom Louis Moxica, qui, peu de tems après, imita l'exemple qu'on venait de lui donner. Telle était la situation des Portugais à l'aile gauche; mais à la droite ils éprouvaient plus de résistance. Le duc de Saint-Germain s'y appliquait avec beaucoup de courage à tenir ferme avec son infanterie, et le duc d'Ossuna avec sa cavalerie. L'action était donc extrêmement vive et dangereuse de ce côté. Ferdinand Mesquita, avec son régiment, trouva une résistance très-longue dans l'attaque d'un des forts du retranchement; mais le comte de Mesquitella l'ayant joint avec le régiment d'Alvarès Azévédo Barréto, on l'emporta enfin, et ils passèrent au fil de l'épée tous ceux qui le défendaient. Alors le duc de Saint-Germain s'attacha à conserver un autre fort, voisin de celui qu'on venait de forcer. Il y envoyait à tous les instans des troupes fraîches, et le régiment de dom Louis de Souza et Ménésès qui en fesait l'attaque, rebuté de tant de résistance, commençait à plier, malgré leur mestre-de-camp, qui, tout blessé qu'il était, tentait les derniers efforts pour ranimer ses soldats. André d'Albuquerque, apercevant son embarras, se porta à cheval dans le centre du régiment, et l'arrêta en

lui reprochant sa lâcheté. Ensuite il le ramena jusqu'au pié de la palissade, et montrait au soldat avec son bâton de commandement de quelle manière il devait s'y prendre pour arracher les palissades. Le soldat honteux reprit courage, et recommença l'attaque avec fureur. Dans ce moment André d'Albuquerque reçut un coup de mousquet au-dessous du bras droit, dont il tomba mort sur la place. Sa perte empoisonna toute la gloire de cette journée. George de Franca provéditeur général de l'armée, et Antoine Torrès trésorier, coururent pour le secourir; mais le trouvant sans vie, ils enlevèrent son corps, et l'emportèrent dans Elvas.

Presque au même moment le duc de Saint-Germain fut aussi blessé à la tête, d'un coup de mousquet. Lui seul était en quelque manière l'âme de la résistance que les Castillans opposaient aux Portugais. Ils lâchèrent le pié dès que le duc fut retiré: les Portugais entrèrent de tous côtés dans les retranchemens. Leur arrière-garde, qui n'avait encore rien fait, s'avança, et traversa le camp ennemi avec toutes les provisions destinées pour le secours de la ville. Sanche Emmanuel alors alla au devant du comte de Cantanhède avec les principaux officiers de la garnison, laissant pour commander dans la place Pierre-Jacob Magallanès, qui n'avait pas peu contribué au succès de cette journée.

Le comte, ayant fait camper son armée victorieuse dans la vallée qui est entre le fort de la Grâce et la ville, se rendit dans Elvas, et il y fit son entrée aux acclamations générales du peuple. Il alla dans l'église cathédrale pour faire chanter en actions de grâces le *Te Deum laudamus*; ensuite il revint dans le camp pour chasser les Castillans du fort de la Grâce, où commandait dom Juan de Zuniga, et d'un autre fort défendu par Nicolas Fernandès de Cordoue. Le comte ordonna à Alfonse Furtado, général de la cavalerie, de se tenir prêt à l'entrée de la nuit pour attaquer le premier fort avec les régimens du comte de Saint-Jean, et de Simon Corréa de Silva, et quelques compagnies détachées des autres régimens. On obéit, on marcha, on attaqua; l'action fut vive, et les Portugais furent repoussés. Ils retournèrent dans leur camp.

L'armée espagnole, profitant de la nuit, s'enfuit à Badajoz avec tant de désordre et de précipitation, qu'il périt un nombre considérable de soldats au passage de la Caya et de la Guadiana. A la pointe du jour, Sanche Emmanuel se mit à la tête de la cavalerie portugaise pour la poursuivre. Il fit beaucoup de prisonniers, et enleva un butin considérable. Le même jour on pilla le camp des ennemis, on s'empara de leur artillerie, et de leurs provisions de guerre et de bouche, qui étaient immenses. Le

soldat trouva aussi de quoi satisfaire sa cupidité: la tente de dom Louis de Haro, et celles des autres officiers furent une source féconde de richesses pour eux. Au reste, l'attaque des retranchemens, et les combats qui se donnèrent avant et après, durèrent pendant toute la journée.

Dom Juan de Zuniga et Nicolas de Cordoue, demeurant sans espérance de secours, rendirent les forts où ils étaient enfermés, et le comte de Saint-Jean reçut leur capitulation. Les Portugais alors ne songèrent qu'à exercer leur piété envers ceux qui avaient été tués, en leur procurant la sépulture. Le nombre était considérable de la part des Espagnols. Cette journée leur coûta plus de sept mille hommes, avec les prisonniers, parmi lesquels se trouvèrent une partie des principaux officiers. Le comte de Cantanhède en renvoya soixante à Badajoz, à cause de leurs blessures. Du côté des Portugais, le nombre des morts fut assez grand, et l'on compta parmi eux André d'Albuquerque, général de la cavalerie et mestre-de-camp-général, Louis Souza de Ménésès, mestre-de-camp, Juan Féreira d'Acugna, capitaine de cavalerie, André de Gatin, dix capitaines d'infanterie, deux lieutenans et dix enseignes. Les blessés furent le comte de Saint Jean, le comte de la Torré, Simon Corréa de Silva, Barthélemi d'Azévédo Coutigno, Antoine Galvam, Ascense Alvarès Barréto, lieutenant de

mestre-de-camp-général, Louis-François Barem, quatre sergens-majors, un aide-de-camp, vingt-trois capitaines d'infanterie, huit lieutenans, vingt-deux enseignes, trente-deux sergens et six cens soldats. Les morts furent inhumés dans l'église d'Elvas avec tous les honneurs militaires, en raison de leurs grades. Mais les funérailles les plus remarquables furent celles qu'on fit dans le couvent de Saint-François à André d'Albuquerque. Sa vertu et sa valeur méritaient cette distinction. Il avait commencé à apprendre le métier des armes, comme simple soldat volontaire, dans la guerre du Brésil. Il avait passé par tous les grades militaires avant de parvenir à celui dont il était honoré actuellement; il avait appris à obéir avec promtitude, et à commander avec sagesse. Son discernement était exquis pour démêler les différens talens des soldats, et il savait proportionner ses discours et ses récompenses selon leurs actions, leurs caractères et leurs mérites. Lorsqu'il était obligé d'en punir, le châtiment qu'il ordonnait partait toujours d'un fond d'équité, que l'humeur ou la passion ne pouvaient jamais altérer. Il serait à souhaiter que ceux qui commandent observassent toujours cette justice et cette modération : elles feraient honneur à la raison et à l'humanité. Doux et sévère tout ensemble, il était aimé et respecté de ceux qu'il récompensait, sans être haï de ceux que le devoir et la discipline l'o-

bligeaient de punir. Brave soldat, capitaine prudent, l'audace n'était point en lui une témérité, ni la prudence une circonspection timide, souvent aussi funeste que la témérité même. Il fut tué à l'âge de trente-neuf ans, au moment où il allait épouser Dona Anne de Portugal, fille cadette de Juan d'Alméida. Toute l'armée honora son tombeau de ses larmes.

Elle ne fut pas moins sensible à la mort de Ferdinand de Sylveira, frère du comte Sarcédas et conseiller de guerre. Il laissa une mémoire honorable de sa sagesse et de sa valeur, qu'il avait commencé à exercer dans sa jeunesse, dans les guerres de Flandre, en qualité de capitaine de cavalerie. De retour dans sa patrie, il suivit l'armée navale que le comte de la Torré conduisit au Brésil, et il combattit courageusement avec son vaisseau contre l'armée hollandaise. Sous le roi Jean IV il parvint au grade de chef d'escadre, et il eût mérité les premiers emplois dans la marine, si ses indispositions ne l'eussent contraint de quitter le service de la mer: il continua de servir sur terre, et mourut glorieusement en combattant pour sa patrie.

Après avoir rendu les derniers devoirs à ceux qui étaient morts dans la bataille, l'armée s'occupa à détruire tous les forts des ennemis, à renverser tous leurs retranchemens, à combler leurs fossés, et à rétablir enfin les environs d'Elvas dans leur

état ordinaire; ce qui fut l'ouvrage de plusieurs jours. Ensuite on envoya les malades et les blessés dans les hôpitaux d'Elvas, d'Évora et d'Estrémos; enfin on fit partir pour leurs quartiers les troupes auxiliaires, et l'on divisa celles de la province en différentes garnisons, afin qu'elles pussent s'y reposer des fatigues qu'elles venaient de supporter.

Le comte de Cantanhède, de son côté, confiant à dom Sanche Emmanuel le gouvernement de la province, partit pour Lisbonne, où la Reine l'appelait. Cette princesse avait reçu la nouvelle de sa victoire, pendant que le Roi, avec toute la Cour, entendait un sermon dans l'église paroissiale de Sainte-Engrace. La noblesse portugaise célébrait tous les ans une fête, pendant laquelle on exposait trois jours de suite le Saint-Sacrement, en réparation d'une insulte faite à cette sainte par un voleur, dans le tems que le Portugal gémissait encore sous la tirannie des Rois catholiques. Aussitôt on fit cesser le panégiriste de la sainte, et l'on chanta le *Te Deum*, qui fut suivi de réjouissances publiques. Tous les habitans de la ville se répandirent dans les rues, pour témoigner par leurs cris de joie la part qu'ils prenaient au bien public. Les dames se placèrent dans leurs balcons, et applaudissaient par leurs chants et leurs battemens de mains à l'allégresse publique. Le Roi, en sortant de l'église, marcha au milieu de ce peuple pour se rendre au palais.

Les choses se passaient bien autrement dans Madrid et dans toute la Castille; il y avait peu de maisons qui n'eussent à craindre ou à pleurer la prison, ou la mort de quelque ami, ou de quelque parent. Dès que dom Louis de Haro fut arrivé à Badajoz, il écrivit au Roi une longue lettre, où il se gardait bien d'avouer qu'il eût si lâchement abandonné le champ de bataille. Il mandait simplement qu'il avait été obligé de se retirer à Badajoz. Mais par les lettres des autres officiers, on fut bientôt informé de toutes les circonstances de la perte qu'on venait de faire; et quoique ces lettres fussent écrites avec beaucoup d'artifice, on pénétra que la victoire des Portugais était complète. Le roi Philippe fut assiégé des plaintes des Grands, et des murmures du peuple contre la conduite de son favori. Le duc de Médina de las Torrès surtout, rival de Haro, lui en parla avec une franchise tout-à-fait offensante pour son ministre. Le Roi envoya des ordres à dom Louis pour qu'il eût à revenir promtement à la Cour, où l'on disait ouvertement, « que ce » prince, par son indolence, avait perdu la meilleure » partie de la monarchie, que ses glorieux ancêtres avaient formée avec tant de valeur et une » si grande sagesse; que ce malheur ne provenait, » que de la confiance aveugle que Philippe avait » eue, dès le commencement de son règne, pour » le comte duc d'Olivarès, qui pendant l'espace de

» vingt ans, l'avait retenu dans une espèce d'escla-
» vage, ne lui laissant voir les objets que confor-
» mément à ses intérêts, tandis que les intérêts de
» l'État dépérissaient, et s'absorbaient de jour en
» jour; qu'à peine ce prince avait ouvert les ieux
» sur les calamités publiques, sur la décadence de
» la monarchie, sur la honte qui ternissait à chaque
» instant la gloire du nom espagnol; qu'il s'était
» rejeté, pour se décharger du poids du gouver-
» nement, dans les fers de Haro, aussi ambitieux,
» mais moins habile encore que le duc d'Olivarès;
» mais que d'ailleurs, quand il serait vrai qu'il eût
» toute la capacité requise pour le gouvernement
» politique, il ne fallait pas s'imaginer qu'il fût
» doué des qualités nécessaires pour commander
» les armées; qu'on pouvait être un très-bon mi-
» nistre et un fort mauvais général; qu'un général
» ne se formait jamais que par l'expérience, et
» qu'ainsi on avait fait une très-grande faute, de
» mettre à la tête d'une armée un homme qui n'a-
» vait pas les premiers élémens de l'art militaire;
» qu'on venait de l'éprouver à la honte de toute la
» monarchie. Mais que pouvait-on espérer après ses
» premières démarches?» ajoutait-on. « Il est à la
» tête d'une armée nombreuse et toute fraîche,
» et il laisse retirer de devant Badajoz l'armée
» ennemie, réduite à la dernière misère, et hors
» d'état de se défendre si on l'eût attaquée. Il va

» assiéger Elvas, place forte, munie d'une excel-
» lente garnison, et pourvue d'armes, de vivres,
» de munitions, d'une bonne artillerie, et néglige
» de s'emparer d'Évora ou d'Estrémos, où tout
» manquait à la fois, hommes, vivres et munitions.
» Enfin il forme le siége d'une place, et il donne le
» tems aux ennemis d'assembler une armée pour
» la secourir. Il s'enfuit honteusement lorsqu'on
» l'attaque, et même avant d'être vaincu, au lieu de
» suivre l'exemple du duc de Saint-Germain, qui
» combat vaillamment, qui s'expose à mille périls,
» et qui ne cède la victoire que lorsque tout est
» désespéré, et qu'il est lui-même accablé de fa-
» tigues, et couvert du sang qui coule de ses
» blessures.» Tels étaient les discours, qu'on ré-
pétait hautement dans Madrid contre le favori du Roi. Le monarque cependant, dès que dom Louis fut arrivé, le reçut avec bienveillance, le loua de son zèle, le consola de sa disgrâce, et lui donna des preuves incontestables que son infortune n'avait porté aucun préjudice à la faveur qu'il occupait dans son cœur.

La Cour et le peuple de Lisbonne firent une réception bien différente au comte de Cantanhède. En arrivant dans cette ville, tout le monde sortait dans les rues pour le voir passer, tout le monde le suivait en poussant des cris de joie, et il fut ainsi accompagné jusqu'au palais. Là, les seigneurs de la

Cour lui firent un second cortége, qui, pour être moins sincère, n'était cependant pas moins flatteur pour lui. En arrivant devant le Roi, ce prince marcha quelques pas au-devant de lui. Le comte d'Odémira, son gouverneur, lui avait inspiré de lui faire cet honneur, qui fut généralement approuvé : on disait qu'on ne devait pas moins au libérateur de la patrie.

Peu de jours après, Juan Mendez de Vasconcellos arriva en secret à Lisbonne. Rodrigue de Lémos procureur fiscal du Conseil de guerre, à la sollicitation de ses ennemis, présenta une requête contre lui, dans laquelle il l'accusait de s'être entendu avec les Castillans pendant qu'il avait été à la tête des armées. La Reine renvoya cette affaire à quelques conseillers d'État, avec le billet suivant : « François » de Souza Coutigno, conseiller de mon Conseil » d'État, le docteur Ferdinand de Mattos et Car» vallosa de mon Conseil, et désembargador de la » Cour, le docteur George de Silva Mascarégnas, » de mon Conseil, et député du tribunal de con» science, sont chargés par mes ordres d'examiner » les accusations intentées par Rodrigue Rodri» guez de Lémos, procureur fiscal de mon Conseil » de guerre, contre Juan Mendez de Vasconcellos, » au sujet de sa conduite devant Badajoz. Et » comme il ne serait pas juste qu'on l'accusât sans » lui donner le tems et le moyen de se justifier, on

» examinera soigneusement l'accusation faite par » Rodrigue Rodriguez, et on lui communiquera, » avant de procéder juridiquement, toutes les » raisons qu'on allègue contre sa fidélité et sa » conduite. »

Les commissaires ayant pesé et examiné avec un soin extrême la requête en question, y répondirent ainsi : « Qu'après avoir discuté tous les chefs d'accu» sation contenus dans la requête, ils avaient » trouvé que tous ces chefs d'accusation étaient » vagues et sans preuve; qu'il paraissait que Vas» concellos avait fait son devoir en fidèle sujet, » qu'il avait ponctuellement obéi aux ordres de la » Reine, et qu'il n'avait fait aucune démarche, que » du consentement des autres chefs qui comman» daient l'armée; que le malheur arrivé devant » Badajoz avait été l'effct de la fortune, et non de » la conduite du général; que la prudente retraite » qu'il avait faite pour ne pas livrer l'armée aux » Espagnols, était une preuve incontestable de sa » fidélité; car s'il eût trahi sa patrie, il n'avait qu'à » demeurer devant Badajoz, où il eût pu faire périr » toute l'armée, à laquelle on devait depuis en » partie la conservation d'Elvas, et la victoire si» gnalée qu'on venait de remporter devant cette » place; que dom Louis de Haro avait fait des » fautes plus graves, et essuyé de plus tristes re» vers, et que cependant les Espagnols ne l'accu-

» saient pas pour cela d'avoir trahi son Roi ; qu'il » était de la dernière injustice de regarder comme » trahison l'infortune d'un général, surtout quand » ce même général avait rendu des services impor- » tans comme Vasconcellos, qui dans cette même » occasion avait défait le duc d'Ossuna au passage » de la Caya, pris le fort Saint-Michel, et enlevé » un convoi considérable, destiné pour Badajoz ; » que toutes ces actions méritaient récompense » au lieu de châtiment, et qu'ainsi Sa Majesté de- » vait non-seulement rendre la liberté à Juan Men- » dez de Vasconcellos, mais encore le rétablir dans » tous ses honneurs, et le dédommager du tort » que la prison avait fait à sa réputation. »

La Reine se conforma à cette réponse, et fit rendre par le Conseil de guerre un décret dans la forme suivante, en sa faveur : « Par l'avis de mes » Conseillers d'État et de mes Conseillers du Con- » seil de guerre, j'avais fait arrêter Juan Mendez de » Vasconcellos ; mais ayant fait examiner plus par- » ticulièrement les raisons qui m'avaient déter- » minée à faire arrêter ce général, j'ai trouvé » qu'elles étaient mal fondées. Ainsi j'ordonne par » le présent décret qu'il soit remis en liberté, qu'on » cesse toute information contre sa personne, et » qu'on donne acte du présent décret à Juan » Mendez. »

Tous les honnêtes gens applaudirent à ce décret,

parce qu'en effet Vasconcellos n'était pas responsable des événemens de la fortune. Si ceux qui s'attachent au service des princes en devaient être responsables jusqu'à un certain point, le danger auquel on s'exposerait éteindrait tout zèle et toute émulation. Il n'y aurait point de personne sensée qui voulût s'y exposer. Sanche Emmanuel, qui était resté à Elvas, avait envoyé les prisonniers castillans en différentes places, et il avait retenu et logé au palais du parlement d'Elvas le comte de Médélim, légèrement blessé. Celui-ci se sauva de sa prison avec les draps de son lit qu'il attacha à la fenêtre de la chambre où il couchait; ensuite il se rendit sur le rempart, et avec une corde arrêtée à l'affût d'un canon, il descendit dans le fossé, gagna la campagne, où il trouva des chevaux tout prêts, et se rendit heureusement à Badajoz.

Peu de jours après, le duc de Saint-Germain écrivit à dom Sanche pour le prier de lui renvoyer tous les prisonniers qu'on avait faits devant Elvas, jusqu'aux deux mestres-de-camp inclusivement, en vertu du traité fait à ce sujet, en 1653, entre le marquis de Léganès et le comte de Saint-Laurent, alors gouverneur général de la province de l'Alentéjo. Sanche en donna avis à la Reine, qui ordonna qu'on s'y conformât, ne voulant point, quoiqu'il eût été de la politique de n'en rien faire, manquer

à sa parole royale. Aussitôt Sanche fit revenir à Elvas tous les prisonniers, et les fit tous partir pour Badajoz. Ensuite il s'appliqua à faire rétablir les fortifications d'Elvas et des autres places de la province, pour ôter l'envie aux Castillans de les assiéger au printems suivant. Il se transporta même à Estrémos, ville située dans le centre de la province, et qui pouvait, dans la suite, servir de place d'armes, d'où l'on pourrait facilement secourir toutes les autres places de la frontière. En partant, il laissa, pour commander dans Elvas, Pierre Jacob Magallanès; Alfonse Furtado que cet honneur regardait, étant allé à Lisbonne pour accompagner, avec le comte de Mesquitella, le comte de Cantanhède.

En même tems il envoya une partie de la cavalerie vers le territoire d'Olivença, pour observer les mouvemens des Castillans. On prit deux cavaliers espagnols, qui assurèrent que le duc de Saint-Germain se disposait à aller assiéger Alconchel. Aussitôt Sanche en donna avis à la Reine, en lui conseillant de faire démanteler cette place, devenue inutile depuis la perte d'Olivença. Cependant il y envoya un convoi de toute sorte de provisions; et comme les deux prisonniers avaient dit que les préparatifs de ce siége se fesaient dans Olivença, il fit marcher Antoine Coello de Goès, avec cinquante chevaux, afin d'enlever quelques soldats de

la garde avancée de cette place, pour être informé plus exactement de ce qui s'y passait. Coello obéit, il attaqua la garde et fit trente prisonniers.

Sanche reçut la réponse de la Reine, au sujet d'Alconchel, par laquelle elle et son Conseil de guerre désapprouvaient ce qu'il proposait au sujet du démantèlement de cette place. Elle était située avantageusement, et en état de se défendre assez de tems, pour pouvoir assembler une armée à Elvas, secourir d'Alconchel, et causer une diversion capable de dédommager de la perte de cette place en cas que les ennemis vinssent à s'en emparer. On lui ordonnait donc de munir cette ville de toutes les choses nécessaires pour une longue et vigoureuse défense. Comme il travaillait à exécuter ces ordres, Goës vint le trouver avec ses trente prisonniers. Sanche les interrogea séparément, et tous répondirent que les Espagnols, bien loin de songer à tenter quelque nouvelle entreprise, n'étaient occupés qu'à se mettre en état de se défendre de celles qu'on pourrait faire contre eux. Cette nouvelle fut confirmée par les correspondances secrètes que les officiers entretenaient avec les ennemis; ce qui rassura entièrement dom Sanche et la Cour, sur le siége d'Alconchel.

L'assurance où l'on fut à cet égard réveilla ceux qui allaient ordinairement en parti. Ils recommencèrent leurs courses avec une fureur où la justice,

et l'humanité étaient également violées et méprisées. Cependant comme les Portugais ne pouvaient remonter leur cavalerie sans les prises que fesaient ceux qui composaient ces partis, on était contraint de les tolérer au préjudice de la discipline, et souvent de l'honneur de la nation. Pour obvier à cet inconvénient, qui ne procédait en partie que de l'inaction des troupes, dom Juan de Silva d'Andréade, commissaire général, proposa d'aller donner une alarme à la cavalerie espagnole, en quartier dans le territoire de Valence. Pour favoriser l'exécution de ce dessein, Peire de La Lande, lieutenant-général, promit de s'emparer du pont de Solor Céver, avec les compagnies de Portalègre et de Castelvide. Dom Sanche y consentit. Silva partit avec les compagnies de Campo-Major et d'Aronchès; mais en entrant dans le pays ennemi, il fut découvert, par la faute de La Lande, qui au lieu de s'emparer simplement du pont, avait marché en avant pour enlever le butin, et la gloire de cette action à Silva. Tous les officiers lui conseillèrent de se retirer à Montalvan, et d'abandonner La Lande, qui s'était, en désobéissant, jeté si imprudemment dans le péril. Silva ne pouvant goûter ce conseil, continua son chemin, et rencontra La Lande, qui déjà s'en retournait avec un butin assez considérable. Il marchait si lentement, que quelques compagnies castillanes qui

étaient dans la ville de Brossas, eurent le tems d'être informées de ce qui se passait, de monter à cheval, et d'aller joindre ceux qui étaient dans la ville de Saint-Vincent, afin de poursuivre les Portugais. Ils les joignirent bientôt, et, sans leur donner le tems de se mettre en état de défense, les chargèrent avec tant de furie, qu'ils les rompirent, et les taillèrent en pièces dans un moment. Silva et La Lande furent faits prisonniers, avec deux cens soldats; le reste fut tué, ou se sauva à la faveur de la nuit, sans laquelle tout eût péri misérablement. La Reine, informée de cet échec, dont La Lande était la cause, le dégrada de son poste; et La Lande, pour aggraver la honte de sa faute, y joignit l'opprobre de la perfidie, en s'engageant au service des Espagnols. Silva fut bientôt remis en liberté, et fut fait lieutenant-général de la cavalerie de la province de Beira, où Sanche Emmanuel, après avoir assuré la frontière de l'Alentéjo, retourna pour reprendre son poste de commandant de cette province.

Le comte de Saint-Laurent fut en même tems nommé pour la troisième fois généralissime de l'armée et gouverneur de la province de l'Alentéjo. La charge de mestre-de-camp-général fut donnée au comte d'Atougia, quoiqu'il eût commandé déjà en chef dans le Brésil et dans la province de Tras-os-Montès. Il accepta sans balancer, sacrifiant généreu-

sement sa délicatesse à cet égard, au service du Roi et de l'État. Alfonse Furtado de Mendoce, fut nommé général de la cavalerie, et Pierre-Jacob Magallanès de l'artillerie. On conféra les autres emplois à des officiers de mérite qui s'étaient tous distingués à l'affaire d'Elvas.

Cependant le comte de Cantanhède n'avait pas lieu d'être satisfait. Le service qu'il venait de rendre à l'État, loin d'augmenter son crédit, semblait le diminuer. Le comte d'Odémira, son rival, avait profité de son éloignement de la Cour pour fixer sur lui seul la faveur de la Reine. Cette princesse n'agissant plus que par ses conseils, Odémira avait entièrement fait pencher la balance de son côté. Cantanhède ne lui causait plus aucun ombrage, et Odémira voulut le lui faire sentir, en lui fesant des offres de service. La vanité de faire sentir la supériorité de sa faveur avait plus de part à ces offres que l'estime ou le désir noble et véritable d'obliger. Cantanhède le comprit, et remercia Odémira, en lui disant que les récompenses étaient inutiles pour un homme qui avait bien servi l'État; que cet honneur devait tenir lieu de tout à tout seigneur portugais qui chérissait l'honneur et suivait la vertu; que les récompenses devaient être réservées pour la noblesse inférieure, et peu avantagée de la fortune; mais que pour lui et ses pareils, qui, par leur seule naissance, jouissaient de tous les

honneurs, ils ne pouvaient les accepter qu'en causant un préjudice infini à cette noblesse qui se sacrifiait si généreusement pour l'État. Cette réponse si remplie de véritable grandeur, fut accueillie du public, d'autant plus que le comte de Cantanhède avait peu d'imitateurs. Les Grands envahissaient tous les honneurs, et obtenaient toutes les récompenses pour les moindres services : avidité honteuse de leur part, et politique pernicieuse de celle du gouvernement qui les leur accordait.

Le comte d'Atougia, toujours actif et vigilant, partit pour la province d'Alentéjo, voulant s'assurer par lui-même de l'état des places, et travailler à remplir les magasins de toutes les munitions nécessaires pour la campagne prochaine. Il permit à Alfonse Furtado de faire une course du côté de Badajoz, afin de tenir le soldat en haleine. Furtado ayant passé la Caya, détacha Emmanuel de Paiva Soarès, avec deux escadrons, pour enlever la garde avancée de la place. De retour à Elvas, il apprit que le comte d'Atougia venait d'être informé par Pierre Mélo, gouverneur de Serpa, et par Augustin d'Andréade, gouverneur de Moura, que les Castillans se préparaient à faire une course dans leur territoire. Furtado, par ordre du comte d'Atougia, fit partir trois compagnies de cavalerie pour Serpa, et manda au gouverneur de Moura et à Denis de Mélo, lieu-

tenant-général de la cavalerie, en quartier à Villaviciosa, de tenir prêtes à marcher toutes les troupes qui hivernaient dans Monçaras, Téréna, Landroal, Villaviciosa, et les autres quartiers qui s'étendaient jusqu'à Mourao.

A peine on eut donné et reçu ces ordres, que les Castillans parurent en effet de ce côté. Denis de Mélo partit de Villaviciosa, et se rendit à Monçaras. Là, il chargea dom Louis de Costa d'aller à la découverte des ennemis avec deux escadrons. Il les rencontra, les tailla en pièces, et les força d'abandonner un butin considérable qu'ils avaient déjà fait. Le combat fut long et rude. Alfonse Furtado, pour empêcher la garnison de Badajoz de secourir ceux qui avaient été en course, s'avança jusque sous le canon de cette place avec quelques compagnies de cavalerie. Il répandit une telle terreur parmi les Castillans, qu'ils n'osèrent hazarder une sortie. Cependant Silva en profita : il alla, par ordre de Furtado, enlever une compagnie de cavalerie dans Montijo, et ravager tout le pays jusqu'à Talavéra. Cette action fut en quelque sorte la dernière de la campagne dans la province d'Alentéjo. Le comte d'Atougia voulut que les troupes se reposassent; d'autant plus qu'il ne doutait point que la campagne prochaine ne fût extrêmement vive de la part des Espagnols, qui venaient de faire des ouvertures de paix avec la France, sans y comprendre le Por-

tugal. Atougia en informa la Reine, afin qu'elle donnât de nouveaux ordres pour mettre la frontière en sûreté.

Tandis que la fortune favorisait les Portugais dans la province de l'Alentéjo, elle leur fesait éprouver ses plus tristes revers dans celle d'Entre-Douro-et-Minho. Le siége de Monçao, qu'on avait commencé dans l'année 1658, fut continué par les Castillans dans l'année 1659. Le marquis de Viana s'opiniâtrait de jour en jour à réduire cette place, où l'on vint bientôt à souffrir beaucoup. Les femmes de la ville, qui d'abord s'étaient occupées à panser les blessés et à servir les malades, s'accoutumant insensiblement aux fatigues et aux veilles, devinrent de braves soldats qui prirent les armes pour la défense de leur patrie, sous les ordres d'Hélène Pérès, veuve de Juan Figueira. Elle conduisit sa nouvelle troupe sur la brèche, et lui fit affronter les plus grands périls. Une d'entre elles reçut un coup de fusil sur le ventre. On en vit sortir aussitôt les entrailles, qu'elle retint avec ses deux mains, en priant ceux qui étaient auprès d'elle de la transporter dans l'église du Saint-Esprit. Là, elle prit quelque argent qu'elle avait dans sa bourse, le donna à des prêtres pour les engager à implorer la miséricorde de Dieu pour elle, et elle mourut un instant après, avec une constance digne des plus fermes courages.

La fermeté et la bravoure qui régnaient parmi les assiégés, rassuraient un peu le comte de Villeneuve; mais d'un autre côté il désespérait de pouvoir secourir plus long-tems la place. Quoique les débordemens du Minho eussent rompu les ponts de bateaux que les Castillans avaient faits pour arrêter les barques qu'on envoyait de tems en tems à Monçao, ces mêmes barques ne pouvaient plus y parvenir, à cause d'un fort que les ennemis avaient élevé près du pont de Mouro, d'où ils commandaient toute la rivière. Ainsi le secours qu'on avait préparé à Melgaço devint inutile.

Sur ces entrefaites, le marquis de Viana reçut un courier de la part des ministres du Roi catholique. On lui apprenait la défaite des Espagnols devant Elvas, et on lui ordonnait en même tems de lever le siége de Monçao, de crainte que l'armée victorieuse n'allât le forcer à le lever d'une manière honteuse. Cette nouvelle désespéra le marquis de Viana. Il se voyait dans un moment frustré de l'espérance qu'il avait conçue de soumettre Monçao, dont la chute devait entraîner nécessairement celle de Salvatierra. Il perdait enfin le travail de plusieurs mois, et cela dans l'instant où il touchait, pour ainsi dire, au but qu'il s'était proposé. Ne pouvant donc se résoudre à obéir, il assembla son Conseil de guerre. Les uns soutenaient qu'il fallait lever le siége, sans attendre qu'on le leur fît lever,

comme on le publiait déjà; les autres, qu'il fallait sans différer donner un assaut général, et faire les derniers efforts pour emporter la place. Le marquis de Viana embrassa cet avis, comme plus conforme à son courage, et plus glorieux pour sa réputation. Comme il se préparait à l'exécuter, un sergent de la place vint le trouver, pour lui dire que la garnison était réduite à l'extrémité, qu'elle avait consommé tous les vivres, mangé jusqu'aux chevaux, et même qu'elle se serait nourrie de la chair de ses compagnons tués sur la brèche, sans François d'Araugio Bello, et Juan Péreira Pinto, qui s'y étaient opposés; que les femmes étaient réduites au nombre de trente, et qu'enfin ce n'étaient que des femmes, dont on ne tirait que de faibles secours : ainsi, qu'il ne doutait pas qu'on n'emportât la place, si on l'attaquait avec vigueur, d'autant plus que le gouverneur ne s'attendait point du tout à cet assaut.

Celui-ci, réduit à la dernière extrémité, voulut en informer le vicomte de Villeneuve, afin de l'engager, par la peinture de l'état déplorable où il se trouvait, à tenter quelque nouvel effort pour le secourir. Malgré le péril qu'il y avait à sortir de la place, Martial Ferreira, sergent, offrit d'aller trouver le vicomte. On le descendit au pié des murailles, du côté des jardins de la ville, et il traversa le camp ennemi sans rencontrer aucun obstacle;

mais en sautant du haut en bas des retranchemens, il fut aperçu et arrêté par les sentinelles. On le mena devant le général, on l'interrogea, on le menaça, sans qu'on pût l'obliger à parler. Sa fidélité brava l'intérêt et la crainte : on ne tira aucun éclaircissement de lui.

Cependant le vicomte fut informé par ses espions des préparatifs que les ennemis fesaient pour donner l'assaut à Monçao. Afin d'en instruire les assiégés, il fit écrire une grande quantité de billets. On les enferma dans un nombre pareil de courges, qu'on jeta dans la rivière. Une de ces courges flotta heureusement jusqu'à Monçao. On la retira de l'eau, on l'ouvrit, on trouva et on lut le billet qu'elle renfermait ; et le gouverneur mit à profit l'avis qu'on lui donnait, en se disposant à recevoir l'ennemi de son mieux. Mais il n'avait plus que cinq cens hommes, dont une partie était même hors de combat, ou par les blessures qu'ils avaient reçues, et dont ils n'étaient pas encore rétablis, ou par l'épuisement où ils étaient, épuisement causé par les veilles, par les fatigues continuelles qu'ils essuyaient, et la mauvaise nourriture qu'ils prenaient. Néanmoins tous protestèrent qu'ils périraient en défendant leurs murailles, aimant mieux s'ensevelir sous leurs ruines, que de se soumettre aux ennemis.

Les Espagnols fixèrent le jour de l'assaut au pre-

mier février. L'attaque principale devait se faire du côté de l'église de Saint-Benoît. Tous les autres mouvemens ne devaient être que de fausses attaques, afin de diviser les forces des assiégés. Le premier du mois, ils prirent donc les armes pour exécuter leur dessein. Les assiégés, de leur côté, se postèrent dans les endroits des murailles où il y avait le plus à craindre. Le gouverneur allait de poste en poste pour rassurer le soldat et l'officier; et il trouvait partout le même zèle et le même courage. Hélène Pérès, voulant partager le péril de cette journée, conduisit toutes les femmes de la ville sur la brèche. Les Espagnols s'y présentèrent avec audace. Plusieurs même, tant soldats qu'officiers, parvinrent jusqu'au haut des murailles; mais on fit un feu si grand, on jeta tant de pierres sur eux, qu'on les précipita en bas. Les femmes se comportèrent dans cette occasion avec une intrépidité digne des hommes les plus courageux. Les hommes portèrent l'audace jusqu'à descendre avec les mêmes échelles qui avaient servi à l'ennemi, au pié de la muraille, pour dépouiller les morts et braver les assiégeans. Néanmoins toute la valeur des Portugais ne put empêcher que les ennemis ne demeurassent maîtres du chemin couvert. Il y avait tout auprès une maison qui servait d'hôpital. Les malades, au bruit des combattans, se levèrent de leurs lits, prirent leurs épées, et se traînant jus-

qu'à l'endroit où le combat se passait, allèrent immoler pour le salut de la patrie les restes languissans de leur vie.

Les Espagnols, maîtres du chemin couvert, continuèrent à battre en ruine les autres défenses de la place. Ouverte enfin de toutes parts, et la garnison étant hors d'état de pouvoir soutenir un second assaut, le gouverneur assembla son Conseil, où l'on se détermina enfin à capituler. En effet, on avait perdu toute espérance de secours, et la garnison était réduite à deux cens hommes en état de combattre : tout le reste était malade, blessé, ou mort. Ainsi donc le sept de février l'on battit la chamade; les ennemis suspendirent leurs attaques; et l'on dressa les articles de la capitulation, aux conditions que le gouverneur sortirait par la brèche, balle en bouche, enseignes déployées, tambour battant, avec une pièce de canon; que les Espagnols fourniraient des chariots pour transporter les blessés et les malades, avec les biens mobiliers des habitans, jusqu'à Portella, et qu'on se donnerait de part et d'autre des otages pour la garantie des autres articles contenus dans la capitulation.

Balthasar Pantoya entra dans la place avec un détachement de troupes castillanes, au moment même qu'Amorim en sortit par la brèche, avec deux cent trente soldats, si pâles, si exténués, que les Espagnols ne pouvaient concevoir comment ils

avaient seulement la force de soutenir leurs armes. Pantoya en fut si étonné, qu'il appela ses officiers. « Que l'exemple de ces braves soldats, vous ap» prenne, » leur dit-il, « votre devoir envers votre » patrie! ce sont des hommes dignes d'être imi» tés. » Cette louange, toute flatteuse qu'elle était pour les défenseurs de Monçao, était au-dessous des actions de valeur, de fidélité, de courage, de patience, qu'ils avaient faites pendant tout le siége. Le marquis de Viana observa tous les articles de la capitulation avec la plus grande exactitude.

Amorim se rendit avec toute sa garnison dans le camp des Portugais, où il fut reçu avec tous les honneurs dus à son mérite. Cependant, immédiatement après son arrivée, et la nouvelle de la reddition de Salvatierra, le vicomte, persuadé que le marquis de Viana ne manquerait pas de le venir attaquer dans ses lignes, se détermina à retourner dans son camp de Choças. En effet, le neuf, les espions du vicomte vinrent l'avertir que les Espagnols se disposaient à venir l'attaquer. Le vicomte, sans se troubler de cette nouvelle, leva son camp, et se mit en marche en bon ordre, résolu, si l'ennemi le poursuivait trop vivement, de le combattre. On marcha cependant avec toute la diligence possible, et lorsqu'on fut arrivé sur une hauteur voisine du camp, d'où l'on découvrait toute la campagne, on aperçut

les ennemis qui passaient dans ce moment la rivière. La cavalerie portugaise se posta avantageusement pour suspendre leur poursuite. Elle y réussit, et soutint tous les efforts des ennemis pendant la journée entière. L'infanterie avec le bagage se mit en sûreté. La cavalerie elle-même profita de la nuit suivante pour se retirer sans danger. Le lendemain, le marquis de Viana retourna sur ses pas, et envoya ses troupes dans leurs quartiers d'hiver. Le vicomte en fit de même, distribuant les siennes dans les villes frontières de la province, et donnant des ordres pour qu'on eût à travailler aux fortifications de Camignam, la place la plus exposée aux entreprises de l'ennemi.

La Reine n'avait pu secourir efficacement Monçao à cause d'Elvas, dont la perte eût été d'une conséquence très-dangereuse pour le royaume. Aussitôt que rien ne fut plus à craindre pour la province de l'Alentéjo, cette princesse songea à la défense de la province d'Entre-Douro-et-Minho. Elle y envoya dom Juan Nuñès d'Acugna, avec ordre de lever quelques nouveaux régimens d'infanterie et de cavalerie, de faire des magasins de toute sorte de provisions de bouche et de guerre pour l'entretien d'une armée; non-seulement de défendre la province, mais encore de porter la guerre dans le sein de la Galice. D'Acugna s'acquitta de sa com-

mission, avec autant d'intelligence que de promtitude. Fertile en ressources, on lui dut la conservation de tout le pays.

Le comte de la Torré y fut envoyé mestre-de-camp-général, le comte de Saint-Jean, général de la cavalerie, et Simon de Corréa et Silva, comte de Castanheyra, général de l'artillerie. Le comte de Mesquitella eut ordre de se rendre sans délai pour commander dans la province de Tras-os-Montès, et secourir celle d'Entre Douro-et-Minho toutes les fois que les Espagnols y feraient quelque invasion. Lorsque le comte de la Torré arriva dans cette dernière province, d'Acugna avait déjà levé quatre nouveaux régimens d'infanterie, avec quelques milices, et avait ramassé un nombre assez considérable de chevaux, pour remonter toute la cavalerie. Il avait exécuté tout, sans qu'il en eût presque rien coûté au Roi, et sans fouler les peuples: aussi la province ne pouvait se lasser d'exalter sa conduite.

Cependant les Espagnols enlevèrent le fort de Portella de Vez, où il y avait cent cinquante hommes de garnison. D'Acugna, pour se dédommager de cette nouvelle perte, proposa au comte de Villeneuve d'aller, sans différer, avec les troupes qu'on avait déjà rassemblées, attaquer la ville de Tuy dans la Galice. Le vicomte goûta cette proposition; mais avant tout il la communiqua à la Reine, qui ordonna d'en suspendre l'exécution,

jusqu'à ce qu'on eût formé toute l'armée destinée pour agir sur cette frontière. Ainsi la campagne finit dans cette province par la perte de Portella. Dans celles de Tras-os-Montès et de Beira, les peuples y jouirent presque toujours d'une profonde tranquillité; ou les choses qui s'y passèrent furent si peu importantes, qu'elles ne méritent point d'être rapportées.

Quoique la victoire d'Elvas eût entièrement relevé le courage des Portugais, cependant une guerre si longue et si opiniâtre épuisait insensiblement le royaume. La plupart des villes manquaient d'habitans, les campagnes étaient désertes, le commerce languissait; tout se ressentait des terribles effets de la guerre. La Reine, dont le courage ferme et vigoureux embrassait tout le poids du gouvernement, vit qu'elle ne pouvait soulager ses peuples sans le secours de quelque puissance étrangère. Ainsi que le roi Jean IV, elle avait toujours entretenu une étroite correspondance avec la France, quoiqu'ils n'eussent l'un et l'autre jamais retiré aucun secours efficace de cette puissance. Malgré cette triste expérience, elle résolut d'y envoyer un ambassadeur: ce fut le comte de Soure, qui accepta l'honneur qu'on lui fesait, sacrifiant au bien public son ressentiment sur les injustices qu'on lui avait faites. Ses instructions portaient de représenter vivement à la Cour de France que

quoique les Portugais eussent été presque toujours victorieux, ils se trouvaient totalement épuisés de soldats; de prier donc cette Cour de leur envoyer quatre mille hommes d'infanterie et mille chevaux, et que ces troupes fussent payées, pendant qu'elles seraient au service du Portugal, par sa majesté très-chrétienne; de leur permettre aussi de choisir deux officiers généraux, pour les engager à leur service, et que le cardinal Mazarin répondît de leur fidélité et de leur capacité; de mettre enfin la dernière main à la ligue offensive et défensive entre les deux Couronnes contre l'Espagne, cette ligue tant de fois proposée et tant de fois différée.

Tels étaient les chefs principaux sur lesquels devait rouler l'ambassade du comte de Soure. Il partit le 13 avril de Lisbonne, sur un vaisseau anglais, escorté par trois autres vaisseaux de guerre. Il emmena pour son secrétaire d'ambassade, Édouard Ribeiro de Macédo, estimé par sa prudence et sa capacité. Le vent fut si fâcheux pendant tout le tems de sa navigation, qu'il fut quarante jours avant de pouvoir entrer dans la Manche. Là il rencontra trois frégates anglaises qui lui apprirent la situation de leur pays.

Cromwell était mort dès le 13 septembre 1658. On prétend qu'avant de mourir il voulut faire le prophète. Son médecin paraissant alarmé de sa maladie: « Ne craignez rien, » lui dit-il; « Dieu me

» révèle que je n'en mourrai point. » Ce discours étonna ceux à qui on le tenait. Cromwell ajouta : « Vous êtes étonnés, ne le soyez point : si j'en re- » viens, me voilà prophète décidé, et je puis tout » entreprendre avec nos Anglais : si je meurs, on » me regardera comme un visionnaire; mais que » m'importe ce que l'on dira de moi lorsque je ne » serai plus? » Cet aveu naïf d'un mourant n'est pas fort vraisemblable. Quoi qu'il en soit, Cromwell mourut tranquille, sans donner la moindre marque de crainte à l'aspect de la mort; et il fut enterré dans le tombeau des rois, dont il avait renversé le trône. Les Anglais virent sa mort sans regret, par cette inconstance naturelle qui les porte toujours à la nouveauté; et si le peuple en témoigna quelque douleur, ce ne fut que par l'incertitude du sort qui l'attendait.

Richard Cromwell, son fils, avait d'abord été proclamé Protecteur à Londres dès le 14 septembre 1658. Il avait ainsi succédé au gouvernement suprême; mais bientôt après, c'est-à-dire le 8 mai 1659, le parlement, dissous par son père, avait été rétabli par les officiers de l'armée. Ce parlement s'était emparé de toute l'autorité.

D'un autre côté, la paix entre la France et l'Espagne était près d'être conclue, et déjà il y avait une suspension d'armes en Flandre.

Ces nouvelles causèrent beaucoup d'inquiétudes

au comte de Soure. Il voyait tout d'un coup changer la face des affaires, et il ne lui restait d'espérance que celle de faire comprendre le Portugal dans cette paix. Agité de cette pensée, il fut obligé de relâcher à Plimouth, où il reçut confirmation de la nouvelle qu'on lui avait donnée. Il en informa la Reine, et il écrivit en même tems à François de Mélo, ambassadeur de Portugal à Londres, pour l'instruire des motifs de son voyage en France. Ensuite il remit à la voile, et arriva au Havre-de-Gràce le 28 de mai.

Louis XIV entrait pour lors dans sa vingtième année. La reine sa mère, Anne d'Autriche, sœur de Philippe IV, roi d'Espagne, gouvernait toujours la France, avec le secours du cardinal Mazarin, son premier ministre. Le prélat avait forcé le prince de Condé de quitter la France, et de s'attacher à l'Espagne; il avait abattu tout le parti opposé à son ministère, et porté la France au plus haut dégré de gloire, par les victoires continuelles qu'avait remportées le vicomte de Turenne, ce sage, ce modeste, ce grand capitaine, cet homme le modèle de toutes les vertus, l'honneur enfin de l'humanité, et dont le nom seul fera éternellement la gloire des fastes de cette époque.

La Cour de France ne s'entretenait alors que du mariage de son Roi, pour lequel on proposait quatre princesses : dona Catherine, infante de Portugal,

qui depuis fut reine d'Angleterre; Henriette d'Angleterre, depuis duchesse d'Orléans; Marguerite de Savoie, qui devint duchesse de Parme; et l'infante d'Espagne, dona Marie-Thérèse. On préféra cette dernière à toutes les autres, d'abord parce que la Reine-régente était sa tante et penchait pour elle, et ensuite parce qu'on espérait trouver de plus grands avantages dans l'alliance de l'Espagne que dans celle de Portugal, d'Angleterre ou de Savoie. Toutes les vues, toutes les intrigues du cardinal Mazarin et de la Reine ne tendaient donc qu'à ce but. Les négociations qu'on entretenait tantôt avec la Savoie, tantôt avec l'Angleterre, et tantôt avec le Portugal, n'avaient pour objet que d'inquiéter l'Espagne, pour la déterminer à cette alliance. Comme cette monarchie ne respirait que la paix avec la France, monsieur de Lionne, qui avait été envoyé à Madrid pour travailler à cette paix, déclara aux ministres de Philippe IV qu'on ne devait jamais espérer de la conclure qu'à cette condition. Philippe, qui n'avait plus qu'un fils unique, qui régna après lui sous le nom de Charles II, craignant, si ce jeune prince venait à mourir, que la France ne vînt inonder l'Espagne de ses troupes, pour s'assurer de sa succession, ne pouvait se résoudre à donner son consentement au mariage qu'on proposait. Cependant lorsque la Reine son épouse se trouva enceinte en 1658, il parut s'éloi-

gner beaucoup moins de l'alliance de la France. Alors la Régente, pour achever de l'y déterminer, feignit de ne plus y penser; et le comte de Cominges, ambassadeur en Portugal, négocia publiquement le mariage de Louis XIV avec l'infante Catherine. Ensuite on assura que le jeune monarque allait enfin épouser Marguerite de Savoie; et pour ne laisser aucun doute à cet égard, on publia que la Régente allait se rendre à Lyon avec le Roi son fils, pour conclure cette alliance avec la duchesse de Savoie sa belle-sœur. En effet, cette dernière partit de Turin pour Lyon, avec les princes ses enfans, et la princesse Marguerite, qui réunissait en elle la beauté, les grâces et l'esprit.

On apprit cette nouvelle à Madrid à l'instant où la Reine accoucha de l'infant de Castille. La naissance de ce jeune prince avait rassuré Philippe IV au sujet de la succession de son royaume, qu'il ne pouvait se résoudre à voir passer dans la maison de Bourbon. Persuadé qu'il n'avait plus rien à craindre à cet égard, il se repentit de n'avoir point consenti au mariage de Marie-Thérèse, sa fille, avec le roi de France. Voulant le renouer, et rompre celui qu'on projetait, il fit partir en poste pour Lyon Antoine Pimentel. On l'y reçut d'abord assez froidement; mais il ne se rebuta point, et il arrêta enfin la conclusion du mariage de Louis XIV avec Marguerite de Savoie. Les deux

Cours se séparèrent : celle de France reprit le chemin de Paris, et l'autre la route de Turin. Madame Royale de Savoie partit fort mécontente de la régente et du cardinal. Cependant la nouvelle négociation de Pimentel prenait de jour en jour un tour favorable. Ce fut dans ces conjonctures que les Castillans perdirent la bataille d'Elvas. Dom Louis de Haro en conçut une haine implacable contre les Portugais. Résolu d'en tirer une haute vengeance, il se prépara à tout sacrifier pour y parvenir. Mais pour y réussir, il fallait nécessairement faire la paix avec la France, et cette paix ne pouvait se terminer que par le mariage de l'infante d'Espagne avec Louis XIV.

Il se servit donc de tout l'ascendant qu'il avait sur l'esprit du Roi, pour le faire consentir à ce mariage. Mais le prince de Condé, qui s'était attaché à l'Espagne, et que les Espagnols voulaient qu'on rétablît en France dans tous les honneurs, charges et prérogatives de prince, était un nouvel obstacle. Mazarin, qui le haïssait autant qu'il en était haï, ne pouvait consentir à ce rétablissement. Pour détacher les Espagnols de ses intérêts, il leur opposait sans cesse le Portugal, leur fesant cependant entrevoir qu'il pourrait se relâcher à cet égard, s'ils voulaient, de leur côté, se relâcher sur le prince de Condé. La négociation roula donc sur ce nouveau plan ; et l'on délibéra en même tems, dans un Con-

seil tenu à Madrid, pour savoir de quelle puissance de l'Europe on se servirait pour être médiatrice dans cette affaire. D'abord on proposa le pape, ensuite l'empereur, et enfin la république de Venise. Mais on ne se servit ni des uns ni des autres. On convint que le cardinal Mazarin et dom Louis de Haro se rendraient tous deux sur les frontières, pour terminer à eux seuls de si grands différends. On régla cependant les préliminaires, et ce fut en conséquence que la suspension d'armes, dont nous avons parlé, fut publiée en Flandre au commencement du mois d'avril.

Ce fut donc dans ces circonstances que le comte de Soure arriva au Havre-de-Grâce. Il se rendit à Rouen, et lorsqu'il y fut arrivé, il reçut un exprès de la part de Félician Dourato, résident pour le Portugal à Paris, par lequel il lui mandait, de la part du cardinal, de se rendre *incognito* à Paris. Son éminence ne croyait pas qu'il fût à propos de recevoir une ambassade publique du Portugal, au moment où il était disposé à sacrifier ce royaume aux Espagnols. Cette nouvelle causa un chagrin mortel au comte de Soure. Il partit néanmoins pour Paris, où il arriva le 4 juin, et il obtint audience du cardinal. Après les premiers complimens, il lui exposa le sujet qui l'amenait. Ensuite il lui dit : « J'apprends de toutes parts que la » France va conclure la paix avec l'Espagne, sans

» y comprendre le Portugal. Ce bruit public me
» paraît incroyable. Votre éminence veille trop
» attentivement aux intérêts de cette monarchie,
» pour abandonner ainsi un royaume à l'Espa-
» gnol dont la puissance n'est encore que trop re-
» doutable. Si le Portugal retombe en son pou-
» voir, il reprendra bientôt sur la France tout le
» pays qu'il sera obligé de lui céder actuellement
» par le nouveau traité de paix dont on parle.
» Pour contenir l'Espagnol, le cardinal de Riche-
» lieu avait senti qu'il fallait lui enlever le Por-
» tugal, et qu'il n'y avait que ce seul moyen pour
» réprimer son ambition démesurée. Mais peut-
» être que votre éminence, par un raffinement de
» politique, prétend faire la paix en apparence
» avec la Castille, et lui faire la guerre en même
» tems, en nous fournissant en secret les secours
» nécessaires. Cette conduite était bonne avec les
» Hollandais. Leur pays, par sa situation naturelle,
» peut facilement arrêter les progrès de ceux qui
» oseraient l'attaquer. Avec leurs écluses, ils peu-
» vent suspendre la course d'un vainqueur, et
» attendre sans danger le secours de leurs alliés.
» Mais il n'en est pas de même des Portugais : leur
» pays ne peut être secouru de leurs alliés que par
» mer. Si un vent contraire arrête trop long-
» tems ce secours, ils sont perdus avant d'être se-
» courus, après la perte de quelque grande ba-

» taille, s'ils n'ont prévu un pareil malheur, en
» tenant une seconde armée toute prête, pour
» suspendre la furie du vainqueur. L'épuisement
» où est le royaume ne leur permet pas d'avoir
» sur pié cette armée, sans le secours de la France,
» dont les véritables intérêts consistent dans la
» désunion du Portugal et de la Castille. Ainsi
» donc nous espérons que vous nous donnerez ce
» secours; il nous a été promis par Louis XIII; ses
» lettres que j'ai avec moi en font foi. Votre émi-
» nence se fera un honneur de dégager sa pa-
» role. »

Le cardinal écouta le comte de Soure avec une attention extrême. Lorsqu'il eut achevé de parler, il lui répondit avec un air d'amitié et de franchise, en langue espagnole, qu'il parlait assez bien. « Il
» est de la dernière importance pour la France de
» faire la paix. Tout le royaume murmure sur le
» retard du mariage du Roi. Ce mariage devant
» nécessairement se faire pour la tranquillité des
» peuples, la Reine désire que le Roi son fils
» épouse l'infante de Castille sa nièce, plutôt que
» toute autre princesse. D'ailleurs, le changement
» arrivé dans le gouvernement d'Angleterre, vient
» de détacher cette puissance de nos intérêts. Par-
» là nous manquons d'alliés, et l'empereur menace
» la Flandre espagnole. Nous ne pouvons repousser
» ses efforts qu'en nous débarrassant de l'Espagnol.

» Ce n'est pas tout : les peuples de la France sou-
» pirent après la paix avec cet ancien ennemi, à
» cause du commerce. Si nous nous y opposions,
» étant en notre pouvoir de la leur procurer d'une
» manière glorieuse pour la Nation, au moindre
» revers, les partisans du prince de Condé se ré-
» veilleraient, et nous verrions renouveler dans le
» sein de la France toutes les horreurs des guerres
» civiles, qui l'ont si long-tems déchirée; que ces
» guerres l'avaient tellement affaiblie dans les der-
» niers tems, que les Portugais même, pour n'ê-
» tre pas obligés de la secourir de quelques som-
» mes d'argent dans une extrémité si grande,
» avaient refusé de faire une ligue avec elle; que
» cela ne l'avait point empêché de faire tous ses
» efforts pour les faire comprendre dans le traité
» de paix; qu'il avait même offert toutes les places
» que la France avait conquises en Italie, en Flan-
» dre et en Catalogne; places qui étaient les fruits
» de vingt ans d'une guerre continuelle, de dépen-
» ses immenses, et de la perte d'un nombre pro-
» digieux de soldats courageux et de braves offi-
» ciers; qu'il les avait cependant offertes seulement
» pour obtenir en faveur du Portugal une trève de
» trois mois, afin de pouvoir, pendant ce tems-là,
» trouver quelque expédient pour accorder la
» Cour de Castille et celle de Portugal. A l'égard
» des officiers, que vous me demandez, j'y pense-

» rai avec soin, pour faire un bon choix, et je pen-
» serai également à la manière dont je pourrai,
» sans commettre la France, faire passer des trou-
» pes en Portugal. Cependant vous pouvez vous
» préparer à faire votre entrée publique, et à agir
» dans cette Cour en conséquence du caractère
» dont vous êtes revêtu. »

Le comte de Soure comprit par cette réponse du cardinal qu'il n'avait rien à espérer de la France. Il fit donc partir pour le Portugal un gentilhomme, afin d'informer la Reine de tout ce qui se passait, et pour lui demander de nouvelles instructions. Le vicomte de Turenne arriva dans ces circonstances à la Cour de France, comblé de gloire par la bataille qu'il venait de gagner tout récemment devant Dunkerque sur l'armée espagnole commandée par dom Juan d'Autriche. M. de Turenne, dans toutes les occasions, avait témoigné hautement une estime singulière pour la valeur des Portugais. Il disait toujours, à l'exemple du duc de Rohan, qu'il était aussi important à la France de désunir le Portugal de l'Espagne, que l'Espagne de l'Empire. Le comte de Soure, qui connaissait les sentimens favorables du vicomte pour sa patrie, lui rendit une visite. M. de Turenne le reçut avec cette noble modestie qui lui était ordinaire : il lui offrit ses services, et lui promit de procurer à son pays tous les avantages qui dépendraient de lui, avec des of-

ficiers d'un mérite reconnu pour commander les armées de Portugal. Le premier qu'il fit partir pour ce royaume fut Jérémie Giovet en qualité de colonel de cavalerie. Il servit en Portugal avec distinction, tant que dura la guerre; ensuite il passa en Allemagne au service du prince de Lunebourg.

Bientôt après, le cardinal ayant parlé de la paix qu'il allait faire avec l'Espagne, au vicomte de Turenne, ce général lui dit : « Si, en la fesant, vous » sacrifiez les Portugais, vous tomberez dans une » faute de la plus fâcheuse conséquence; vous ren- » drez à l'Espagne qui a toujours été notre ennemie, » toute sa puissance, et vous perdrez toute la con- » fiance de nos alliés. » Il accompagna ce discours de raisons si solides, qu'il ébranla le cardinal; mais la Reine, qui brûlait de placer sa nièce sur le trône de France, n'y fit aucune attention.

On apprit alors que dom Louis de Haro était parti de Madrid pour se rendre à Fontarabie. Le cardinal se disposa donc aussi à faire ce voyage, dans lequel on devait terminer les longues querelles, qui divisaient la France et l'Espagne. Deux jours avant de partir, il donna une audience au comte de Soure, qui lui demanda la permission de le suivre, dès qu'il aurait reçu les nouvelles instructions qu'il attendait de la Cour de Portugal. Le cardinal lui répondit « qu'il ne désirait rien avec tant d'ardeur, » que de pouvoir contribuer à la tranquillité de sa

» patrie, par rapport aux intérêts de la France, et » par rapport au respect profond qu'il portait à la » Reine, mère du roi de Portugal; que cependant » il se trouvait fort embarrassé pour lui accorder » les officiers français qu'on lui demandait, à cause » des Espagnols, qui ne manqueraient pas de re- » garder cette conduite comme une infraction au » traité de paix qu'il allait conclure avec eux; que » néanmoins il lui indiquerait deux sujets excel- » lens, et d'une grande réputation, dont ils de- » vaient se servir dans les conjonctures présentes; » que l'un était le comte de Schomberg, Allemand » de nation; et l'autre le comte d'Inchiquin, Irlan- » dais; que l'un et l'autre seraient charmés de s'atta- » cher au service du roi de Portugal, ne pouvant » plus être employés en France à cause de la paix; » qu'au reste, il saisirait toutes les occasions pour » procurer aux Portugais tous les avantages qui » dépendraient de lui, et qu'il leur promettait une » année de repos, la paix une fois conclue, les trou- » pes espagnoles qui étaient en Flandre et en Ita- » lie, ayant besoin de ce tems avant de pouvoir » se rendre sur les frontières de Portugal; qu'au » reste, il pouvait se disposer à faire son entrée pu- » blique, et qu'il l'informerait ensuite dans quel » tems il pourrait se rendre à Baïonne. »

Le vicomte de Turenne approuva le choix qu'avait fait le cardinal, du comte de Schomberg et

du comte d'Inchiquin. Celui-ci partit le premier, et s'embarqua à La Rochelle. En arrivant sur les côtes de Portugal, il fut attaqué par trois corsaires algériens. Après un long et rude combat, le comte fut pris et mené avec son fils, esclave à Alger. La Reine de Portugal les racheta. Le comte revint dans le royaume, et se rendit dans la province d'Alentéjo; mais à peine y fut-il arrivé, qu'il en repartit, ayant appris le rétablissement du roi Charles II sur le trône de la Grande-Bretagne.

Cependant le comte de Soure fit son entrée publique dans Paris, avec toute la magnificence convenable à la qualité d'ambassadeur. Il partit ensuite pour Fontainebleau, où était alors la Cour, et il rencontra sur son chemin les carrosses du Roi, de la Reine et du duc d'Orléans, qui venaient à sa rencontre. Il fut reçu dans celui du Roi par le duc d'Aumont, qui le conduisit dans l'appartement qu'on lui avait destiné. Le lendemain, le comte de Soissons, fils du prince Thomas de Savoie, alla le prendre pour le mener à l'audience du Roi et de la Reine. Ensuite le maréchal Du Plessis, qui avait été gouverneur du duc d'Orléans, le conduisit chez ce prince, d'où il partit pour Paris. Là, voulant dissiper les fâcheuses impressions que les ministres de la Cour de France donnaient au public pour excuser leur conduite à l'égard des Portugais, il publia un manifeste en français, contenant

vingt-sept motifs, qui devaient empêcher la France de faire la paix avec l'Espagne sans le Portugal.

Ce manifeste fut applaudi généralement, et l'on se déchaîna tellement contre la Cour, que le cardinal, pour toute réponse, en ordonna la suppression, et fit mettre en prison celui qui l'avait imprimé. On voulut même arrêter celui qui avait traduit ce manifeste du portugais en français; mais il se réfugia dans la maison du comte de Soure. M. de Brienne alla trouver l'ambassadeur de la part du cardinal, pour lui représenter que son manifeste pouvant altérer la tranquillité publique, on le priait de vouloir en retirer tous les exemplaires qu'on avait répandus, de pareils écrits n'étant faits que pour être lus par des personnes d'État, et non par la multitude, toujours sujette à l'erreur en matière de politique. Le comte de Brienne lui insinua en même tems que s'il ne le fesait pas, on serait obligé de s'en plaindre à la Cour de Portugal. « Monsieur, » lui répliqua le comte de Soure, « en publiant mon manifeste, je l'ai fait pour instruire les ministres du roi de France des raisons « qui doivent engager le Roi Très-Chrétien, à » maintenir les droits du roi de Portugal, mon maître, » contre les prétentions injustes de l'Espagne. D'ailleurs, je n'ai pas cru qu'un pareil manifeste pût » troubler en aucune manière le repos public, ni » qu'on pût me blâmer pour expliquer clairement

» à nos alliés les puissans motifs qui doivent nous » unir plus que jamais. Si, contre mon intention, » on imagine le contraire, il me reste encore huit » exemplaires du manifeste que je consens de sup- » primer. »

Le cardinal fut si peu satisfait de cette réponse, qu'il s'en plaignit à la reine de Portugal; mais cette princesse, bien loin de blâmer son ministre, loua hautement sa conduite. Néanmoins le comte de Soure, pour adoucir un peu le chagrin du cardinal, fit partir pour Saint-Jean-de-Luz, où il était déjà prêt d'arriver, Félician Dourato, avec une lettre de créance : premièrement, pour demander qu'il fût permis au comte de se rendre sur la frontière; et secondement, pour offrir un million de crusades, et l'archevêché d'Évora, dont la France pourrait disposer au gré de ses désirs, aux conditions que le Portugal serait compris dans le traité de paix qu'on allait conclure.

Dourato arriva sur la frontière au moment où le cardinal et dom Louis de Haro étaient sur le point de se voir pour la première fois. Il remit au premier la lettre du comte de Soure, à laquelle Mazarin ne voulut rien répondre d'abord. Mais dès qu'il eut eu une conférence avec dom Louis, il dit à Dourato « qu'il mandât au comte qu'il était permis » à tous les ministres des princes étrangers de » venir où ils étaient. » On conclut de ce discours

qu'il n'avait différé sa réponse que pour prévenir le ministre espagnol. Dourato alors lui parla des offres qu'il était chargé de lui faire. « Monsieur, » lui dit le cardinal, en croisant les deux mains, et en poussant des soupirs, « je donnerais deux mil- » lions pour pouvoir faire comprendre le Portugal » dans le traité de paix. » Mais sa conduite démentait ce discours. Il était résolu de sacrifier les Portugais, pourvu qu'il y trouvât quelque avantage; et si quelquefois il soutenait leurs intérêts, ce n'était que pour embarrasser les Espagnols, et les amener au but qu'il s'était proposé.

Cependant, au premier avis que reçut le comte de Soure de la part de Dourato, il partit pour Saint-Jean-de-Luz, où il arriva le 27 d'octobre 1659. Vers cette partie de la mer océane, où les monts Pirénées commencent à séparer la France de l'Espagne, se tint donc ce célèbre congrès où le cardinal Mazarin et dom Louis de Haro conclurent la fameuse paix qu'on a toujours appelée la paix des Pirénées. On avait choisi pour le lieu des conférences l'île des Faisans, formée par la rivière de Bidassoa, qui sépare Fontarabie, dernière place de la province de Guipuscoa, appartenant à l'Espagne, d'avec la ville d'Andaie, dans la Biscaïe française. Au milieu de cette île, on construisit une espèce de palais de bois, qui servit d'abord aux conférences des deux ministres, ensuite à l'entrevue des deux

monarques contractans, et enfin à la conclusion du mariage de l'infante d'Espagne avec le roi de France. On se rendait à ce palais par deux ponts de bateaux, l'un du côté de la France, et l'autre du côté de l'Espagne. Ils aboutissaient à une grande salle, d'où l'on pouvait voir les deux extrémités des ponts. La salle était partagée en deux portions égales; l'une dans la partie de la France, et l'autre dans la partie de l'Espagne. On passait de l'une dans l'autre par une grande porte de communication. A cette même salle aboutissaient deux corridors de l'un et de l'autre côté, qui conduisaient à une chambre richement ornée, où l'on trouvait deux siéges pour les deux Rois, tous les deux placés dans la partie qui était de la dépendance de leur royaume. A côté des deux corridors étaient encore deux chambres et deux cabinets, que chacune des deux puissances avait meublés à ses dépens. Dom Louis et le cardinal, pendant tout le tems que durèrent les conférences, se retiraient la nuit l'un à Fontarabie, et l'autre à Saint-Jean-de-Luz.

D'abord que le comte de Soure fut arrivé dans cette dernière ville, le cardinal l'envoya complimenter par un de ses gentilshommes; et tous les ministres étrangers en firent de même. Ensuite le comte de Soure eut une conférence avec le cardinal. Après avoir l'un et l'autre déployé toutes les ressources de leur esprit pour parvenir respectivement au but

qu'ils se proposaient, le cardinal dit au comte : « Mais » enfin quels avantages voulez-vous faire aux Cas» tillans, pour qu'ils vous comprennent dans cette » paix? » Le comte lui répondit sans hésiter : « Tout » ce que dom Louis de Haro demandera, et que » votre éminence approuvera, pourvu que notre » royaume demeure libre et indépendant. » — « Eh » bien! » ajouta le cardinal, « j'y emploîrai tous mes » soins, et je vais envoyer le marquis de Chouppe à » Lisbonne, pour communiquer les conditions à la » reine de Portugal. » Ce discours acheva de convaincre l'ambassadeur que son éminence n'agissait pas de bonne foi. En effet, son parti était pris d'abandonner le Portugal, pourvu qu'on lui sacrifiât le prince de Condé; mais bientôt après il sacrifia son ressentiment contre ce prince, en faveur de sa nièce, qu'on proposa de marier au prince de Conti. Il ne tint ferme que par rapport au Portugal, dont il ne pouvait rien espérer pour ses intérêts particuliers ou ceux de sa famille.

Sur ces entrefaites, le duc de Lorraine, après avoir souffert une longue prison en Espagne, arriva à Saint-Jean-de-Luz. Aussitôt que le duc de Guise et le comte d'Harcourt en apprirent la nouvelle à Paris, ils se rendirent en poste sur la frontière, pour l'aider de leurs conseils. Le duc de Guise (1) alla

(1) Ce duc de Guise est Henri II de Lorraine, duc de Guise,

visiter, de la part du duc de Lorraine, l'ambassadeur de Portugal, pour l'assurer qu'il avait toujours été dévoué à la maison de Bragance, et qu'il était prêt d'envoyer deux mille hommes à son secours, sous les ordres du comte de Vaudémont, son fils bâtard. Le comte d'Harcourt s'offrit également pour aller commander dans la province d'Alentéjo, et promit d'y mener deux régimens d'infanterie, dont ses deux fils seraient colonels, pourvu qu'on pût seulement obtenir un consentement tacite de la France. On régla cette affaire à Paris, mais elle devint inutile. L'accommodement du duc de Lorraine devint de jour en jour plus difficile; et non-seulement le cardinal défendit au comte d'Harcourt d'aller en Portugal, mais même son éminence lui dit que s'il persistait dans son dessein, on lui ôterait la charge de grand-écuyer, accordée en survivance à son fils le comte d'Armagnac. On voit par-là combien peu le cardinal méritait les reproches qu'on lui a faits d'avoir trompé les Espagnols à cet égard. Jamais peut-être ce fameux ministre n'a observé un traité plus religieusement que celui des Pirénées, dans ce qu'il avait promis au sujet du Portugal.

pair et grand-chambellan de France, né le 4 avril 1614, chef de l'expédition à Naples avec le comte de Modène, en 1647. Les Mémoires qui ont paru sous son nom ne sont qu'un roman. On doit consulter pour tous ces faits l'*Histoire des révolutions de la ville et du royaume de Naples*. Paris, 1826, 2 vol. in-8°. Il en a paru une seconde édition l'année suivante.

Cependant on communiqua au comte de Soure les instructions données au marquis de Chouppe, qui consistaient en trois articles. Dans le premier, on s'efforçait d'insinuer que le cardinal n'avait épargné ni soins ni peines pour faire comprendre le roi de Portugal dans le traité de paix des Pirénées; que n'ayant pu y réussir, il avait cherché quelque expédient pour terminer une guerre qui ne pouvait qu'entraîner la ruine du royaume. Dans le second, il proposait de remettre le Portugal dans la même situation où il était en 1640, et d'oublier de part et d'autre tout le passé. Dans le troisième, il promettait de faire rétablir la maison de Bragance dans tous ses honneurs et prérogatives, biens et domaines, et de faire créer à perpétuité les ducs de cette maison gouverneurs et vice-rois de Portugal. La France s'offrait d'être garante de tous ces articles.

Dès que le comte eut achevé de les lire, il alla trouver le cardinal, pour le prier d'épargner au marquis de Chouppe le voyage du Portugal, l'assurant que le Roi son maître n'adhérerait jamais à de pareilles propositions. Néanmoins le cardinal le fit partir; et après son départ, le cardinal dit au comte: « Monsieur le comte, on ne sera peut-être pas si » difficile à Lisbonne que vous l'êtes à Saint-Jean-» de-Luz, surtout si l'on considère que le Portugal » n'a aucun secours à espérer de l'Angleterre, où » les troubles domestiques règnent de tous côtés. »

sa part, par laquelle elle l'avertissait que le duc d'Aveiro avait quitté imprudemment le Portugal, dans le dessein de se jeter dans le parti des Castillans; ainsi qu'il priât le Roi Très-Chrétien de le faire arrêter. Peu de jours après il reçut la réponse du duc, par laquelle il le remerciait de ses offres, et finissait sa lettre en lui disant qu'il doutait qu'ils pussent jamais avoir une entrevue ensemble : car, ajoutait-il, en citant ce passage d'Euclide, *Duæ lineæ parallelæ quanquàm in infinitum protrahantur, non tanguntur.* Alors le comte fit partir un courrier pour supplier le cardinal de détourner le duc d'Aveiro du dessein de passer en Castille. Le cardinal lui fit dire que si le duc venait en France pour les affaires de sa maison, ou pour des affaires qui le regardassent personnellement, il serait reçu à la Cour avec les honneurs dus à sa naissance; que s'il passait par la France pour d'autres raisons, le passage était libre pour tout étranger, et que le Roi son maître ne s'en mêlait point. Mais peu de jours après, il envoya, à la sollicitation de l'Espagne, un passe-port au duc d'Aveiro qui s'était rendu à Bordeaux. Dourato qui s'y trouva, fit tous ses efforts pour détourner le duc de son dessein. Il ne put rien gagner sur lui, non plus qu'une lettre que le comte de Soure lui écrivit, dans laquelle il lui représentait avec toute la force imaginable le précipice où il se jetait. Le duc, après l'avoir lue, lui manda pour toute

réponse : « qu'il avait toujours reconnu beaucoup « de zèle dans son Excellence pour le bien public; « qu'il lui promettait pour récompense de le faire « grand-enseigne, lorsqu'il serait roi de Portugal. » Cette réponse piqua si vivement le comte de Soure, qu'il voulut l'appeler en duel : mais le départ du duc l'empêcha d'exécuter ce dessein. Au reste, le duc se rendit à la Cour d'Espagne, où il eut lieu de se repentir bientôt après de la démarche qu'il avait faite, par tous les dégoûts que lui donnèrent les Grands de ce royaume.

Pendant que tout cela se passait en France, le marquis de Chouppe arriva sur la frontière de Portugal, d'où il fut conduit honorablement à Lisbonne. Après avoir obtenu sa première audience, la Reine nomma le comte d'Odémira, le comte de Cantanhède, et Pierre Vieira secrétaires d'État, pour conférer avec cet envoyé. Ils s'assemblèrent dans la chambre de la secrétairerie. Là, le marquis de Chouppe, après avoir représenté dans un discours fort long et fort étudié la situation des affaires de l'Europe, dit que l'extrémité où les peuples de la France étaient réduits, avait obligé son maître à faire la paix avec l'Espagne; qu'on avait fait tout ce qu'on avait pu pour y faire comprendre le Portugal; mais que les Espagnols n'avaient voulu entendre à aucun accommodement, qu'aux conditions qu'on avait déjà communiquées à Paris au comte de

Soure. Il lut ces conditions, qu'on rejeta avec indignation, surtout Cantanhède qui était vif et impétueux. On se sépara donc, fort mécontens les uns des autres. La Reine néanmoins fit demander au marquis de Chouppe, par le comte de Prado, s'il n'avait pas quelque instruction particulière à lui communiquer. Le marquis lui ayant répondu que non, la Reine lui donna son audience de congé; le marquis partit pour la France le 23 de décembre, par terre, et Philippe d'Almada par mer, afin de porter de nouvelles instructions au comte de Soure.

Au moment que le duc d'Aveiro passa en Portugal, dom Ferdinand Tellès, ambassadeur en Hollande, imita son exemple à l'insu de Louis Alvarès Ribeyro, secrétaire de l'ambassade. Enfin, averti par le cardinal Mazarin, qui découvrit le dessein de l'ambassadeur, Ribeyro eut bien de la peine à se persuader une telle perfidie de la part de Tellès; il lui en fit même parler par son confesseur. Tellès se défendit d'une pareille accusation; mais sa trahison ayant éclaté, il se réfugia dans le palais de l'ambassadeur d'Espagne. Ribeyro en demeura confondu. Cependant il informa promtement la Reine de tout ce qui se passait. Dom Ferdinand Martin Corréa avait suivi Ferdinand Tellès en Hollande. Aussitôt qu'il apprit son action, il partit pour Lisbonne, où il mérita par ses services d'être fait vicomte d'Asséca. Au reste, Ferdinand Tellès passa

en Italie, et de là en Espagne. Aussitôt qu'il y fut arrivé, il demanda qu'on envoyât des ordres pour faire arrêter Valentin, secrétaire de dom Juan d'Autriche, qui avait révélé au cardinal Mazarin ses liaisons avec l'Espagne. Ensuite il publia un manifeste, qui ne servit qu'à augmenter l'indignation qu'on avait conçue contre lui en Portugal. On lui fit son procès à Lisbonne, et il fut condamné à avoir la tête tranchée en effigie, son corps brûlé, ses cendres jetées au vent, et l'on ordonna d'élever une colonne dans l'endroit où se ferait l'exécution, pour perpétuer à jamais la honte et l'infamie de Ferdinand. A l'égard du duc d'Aveiro, on différa de lui faire son procès jusqu'en 1663. Cependant on confisqua tous ses biens.

Au reste, la Reine fit partir, pour remplir l'ambassade de Hollande, le comte de Mirande, homme d'un mérite reconnu, et d'une fidélité à toute épreuve. Tels furent les principaux événemens de l'année 1659, dans le Portugal, ou du moins ceux qui intéressèrent immédiatement cette Couronne. Les affaires en Afrique s'y maintinrent dans la même situation, par les soins du comte d'Ériceira qui commandait toujours à Tanger. Dans les Indes, les deux gouverneurs François de Mélo et Castro, et Antoine de Souza Coutigno travaillèrent avec une grande application à l'armement de quelques galions que commanda Ignace Sarmiento Carvaillo.

Les gouverneurs ayant appris que les Hollandais fesaient tous leurs efforts pour engager le Zamorin à aller assiéger Cochim, y envoyèrent Sarmiento pour mettre cette place en état de défense, en cas qu'on l'attaquât. Sarmiento reçut aussitôt l'ordre de pourvoir abondamment les forteresses de Coulan et Cranganor. Cette précaution fit évanouir les desseins des Hollandais.

Lorsque la paix entre le roi de France et le Roi catholique fut conclue et signée, les Espagnols et leurs adhérens en Italie ne doutèrent plus que le Portugal ne succombât enfin sous l'effort de leurs forces réunies. Dans les autres Cours de l'Europe, on en parlait diversement, selon le plus ou le moins d'intérêt qu'on prenait aux affaires des Portugais, ou selon le plus ou le moins de haine qu'on portait aux Espagnols. Les Portugais, fondant toutes leurs espérances sur leur courage et sur leur valeur, se déterminèrent à faire les derniers efforts pour contraindre les Castillans à faire la paix. Les uns et les autres employèrent toute l'année 1660 à augmenter considérablement leurs troupes, à fortifier leurs places, à rétablir les finances épuisées, et à se faire de nouveaux alliés. Ainsi les opérations militaires furent peu considérables. Dans l'Alentéjo, elles se bornèrent à un combat de cavalerie, où les Portugais demeurèrent vainqueurs. Le vicomte de Villeneuve ne pensa qu'à mettre à couvert des in-

sultes de l'ennemi les places de la province d'Entre-Douro-et-Minho, dont le comte de Prado obtint le gouvernement général. Le comte de Saint-Jean, commandant dans celle de Tras-os-Montès, à la place du comte de Mesquitella, prit d'assaut Alcanizza, dans la Vieille-Castille, et ravagea tout son territoire. Emmanuel Freyre d'Andréade fit échouer sur la frontière de Beira tous les desseins des Castillans, auxquels il enleva le château d'Albergaria.

Cependant le comte de Soure était retourné à Paris, où il avait réglé ce qui concernait les officiers qui devaient passer avec le comte de Schomberg au service du roi de Portugal. Ces officiers étaient au nombre de six cens, et l'on trouvait parmi eux d'excellens bombardiers, et de très-bons ingénieurs. Le comte de Fuensaldagna, ambassadeur du Roi catholique à la Cour de France, voulut s'opposer à leur départ; mais le vicomte de Turenne, qui s'était toujours vivement intéressé pour le Portugal, dissipa tous les obstacles par son crédit. Lorsque le comte de Soure voulut partir, Fuensaldagna tenta vainement de lui faire refuser son audience de congé; car non-seulement le comte l'obtint avec les honneurs ordinaires; mais il fut reçu parfaitement par le Roi et par le cardinal, qui, pour lui donner des marques authentiques de la haute estime qu'ils avaient conçue pour lui, lui firent l'un et l'autre des présens considérables.

Le cardinal de Retz revint alors à Paris. Le cardinal Mazarin lui demanda s'il n'avait point vu l'ambassadeur de Portugal : « Non, » répondit le cardinal de Retz. « Voyez-le avant qu'il parte, » répliqua le cardinal Mazarin ; « c'est un homme « d'un mérite supérieur, digne d'être connu de tous « ceux qui en ont eux-mêmes. » Le cardinal de Retz le vit, et conçut pour le comte une véritable estime. Il partit enfin, et se rendit au Havre-de-Grâce, avec les six cens Français qu'il avait engagés au service de son maître. Ayant été obligé de séjourner quelque tems au Havre-de-Grâce pour attendre trois vaisseaux que le comte de Schomberg avait été fréter en Angleterre pour son passage, Fuensaldagna trouva le moyen de soulever la populace de cette ville, sous prétexte que le comte de Soure enlevait ou consommait toutes ses provisions. Cette émeute fut apaisée par les ordres de la Cour, et le comte de Soure partit enfin avec le comte de Schomberg et les six cens Français le 29 octobre. Ils arrivèrent à Lisbonne le 11 de novembre. La Reine reçut le comte de Soure avec beaucoup de distinction, et toute la Cour applaudit à la modération et à la sagesse avec lesquelles il s'était conduit en France. On ne rendit pas moins d'honneurs au comte de Schomberg; et les autres officiers français furent tous extrêmement contens de la réception qu'on leur fit.

Si le succès des négociations du comte de Soure en France n'avait pas été aussi favorable qu'on l'avait espéré, le succès des négociations de François de Mélo en Angleterre était encore moins heureux. Tout était en combustion dans ce pays, qu'on pourrait justement appeler le pays des révolutions. Le fils de Cromwell avait bien succédé à son pouvoir; mais il n'avait point succédé à sa capacité. Il avait son ambition, sans avoir les mêmes talens pour la guider avec dextérité, et la soutenir avec courage. Enfin il ressemblait à son père par ses vices, sans lui ressembler par la moindre de ses vertus. Aussi le parlement le dépouilla-t-il bientôt de toute l'autorité: mais le gouvernement n'en alla pas mieux. Les membres qui le composaient, guidés par leurs intérêts, aveuglés par leurs haines, entraînés par leurs jalousies, ne pouvaient jamais s'accorder. Sous prétexte de soutenir la liberté, ils exerçaient la tirannie du despotisme le plus outré. Les Anglais, au lieu d'un tiran, s'en étaient fait plusieurs, et leurs chaînes devenaient de jour en jour insupportables.

Malgré ces troubles qui déchiraient l'Angleterre, Mélo poursuivait sa négociation avec une ardeur incroyable; mais la plupart des membres du parlement, vendus aux Castillans, fesaient chaque jour naître quelque difficulté pour rompre l'intelligence qui régnait entre le Portugal et l'Angleterre. L'emprisonnement de Thomas Mainard, occupant la

place de consul de la nation à Lisbonne, acheva de tout perdre. Cet emprisonnement servit de prétexte aux partisans de la Castille pour soulever toute la nation contre les Portugais. Voici cependant de quoi il s'agissait. Marguerite Trogmont s'était faite de calviniste catholique, et de catholique elle redevint calviniste. Les juges du saint-office, ayant pris connaissance de ce nouveau changement de religion, voulurent la faire arrêter. Marguerite se réfugia chez Mainard. Les inquisiteurs demandèrent cette femme, et sur le refus qu'en fit Mainard, on l'arrêta lui-même, et on ne le remit en liberté qu'au bout de six jours. Le peuple de Londres, animé par les agens secrets de la Castille, voulut hautement venger la conduite qu'on avait tenue à l'égard de leur consul; mais Mélo trouva le moyen d'apaiser le tumulte, et de réparer le tort qu'avait fait aux intérêts de sa patrie un zèle mal entendu pour la religion. Après avoir donc entièrement dissipé cet orage soudain et imprévu, il fit un nouveau traité d'alliance avec les Anglais, qui portait, entr'autres choses : « Que le roi de Portugal pourrait lever dans » les trois royaumes d'Angleterre dix mille hommes d'infanterie et deux mille cinq cens chevaux, pour défendre ses États contre le Roi catholique; que le même roi pourrait fréter jusqu'à » vingt-quatre vaisseaux de guerre à juste prix, pour » s'en servir à sa disposition; qu'ils seraient tous

» montés par des officiers anglais, mais tous nom-
» més par l'ambassadeur de Portugal; qu'on lui
» permettait d'acheter en Angleterre toutes les ar-
» mes nécessaires aux troupes tant de mer que de
» terre, et que le roi de Portugal ferait passer ses
» troupes dans son royaume, lorsqu'il le jugerait à
» propos; que l'ambassadeur nommerait également
» tous les officiers, tant supérieurs que subalternes,
» dans les troupes de terre, lesquels, avant de pas-
» ser en Portugal, promettraient solennellement
» de ne jamais porter les armes contre leur patrie.»

Ce nouveau traité fut très-favorable aux Portugais dans les circonstances présentes. Ils obligeaient les Castillans à rétablir leur marine; ce qui ne pouvait manquer de leur causer de grands embarras. La reine de Portugal en ressentit une joie extrême. Mais sur ces entrefaites un accident imprévu pensa tout perdre. L'ambassadeur tenait aux arrêts le père Antoine Vaz, confesseur de Ferdinand Tellez. Marc Dias, Portugais, qui servait d'espion aux Espagnols dans la ville de Londres, s'en plaignit au Conseil-d'État, et demanda que l'ambassadeur de Portugal eût à remettre en liberté le père Antoine. François de Mélo s'en défendit, en disant qu'Antoine ayant favorisé la trahison de Ferdinand Tellez, il était en droit de le punir comme un traître. Marc Dias ne se rebuta point, et il obtint enfin la liberté d'Antoine, à condition toutefois que

ce dernier retournerait en Portugal. Antoine le promit, et n'en fit rien. Il passa à Madrid, où il demeura jusqu'à ce que la paix fût faite entre la Castille et le Portugal. Alors il revit sa patrie, où il trouva le moyen de se justifier du crime dont on l'accusait.

La tirannie de ceux qui étaient à la tête du Gouvernement en Angleterre, hâta le rappel de Charles II sur le trône de ses aïeux. Le nombre de ses partisans, qu'on désignait par le nom de royalistes, croissait de jour en jour. Le plus ardent de tous était le général Monck. Il déclamait contre les tirans de l'Angleterre, plaignait d'une manière touchante les malheurs de la Famille royale; il prouvait l'horrible injustice qu'on avait commise envers le feu Roi, ajoutant que le ciel ne manquerait pas d'en prendre une terrible vengeance sur la nation, si on ne se hâtait de réparer ce crime inouï, en rendant la couronne au prince son fils. Le peuple anglais, avide de tout ce qui frappe et remue vivement l'imagination, écoutait ce discours que Monck accompagnait tantôt de prières, et tantôt de menaces. Il offrait tour à tour à ce peuple inquiet et turbulent la punition et la récompense. Enfin, ayant levé des troupes de tous côtés, et mis à leur tête des officiers hardis et fidèles, il exécuta son dessein.

Le peuple de Dublin fut le premier qui osa proclamer Charles II roi des trois royaumes qui com-

posent la monarchie de la Grande-Bretagne. Le Conseil-d'État, ou de la régence, vit cette proclamation, sans rien faire pour en arrêter les progrès.

Lambert, l'ennemi obstiné de la maison royale, trouva alors le moyen de s'évader de la tour de Londres où il était enfermé. S'étant mis à la tête de trois cens hommes, de ces hommes dévoués à tous les crimes, et d'autant plus dangereux, qu'ils savaient voiler leurs plus infâmes actions du fanatisme de la liberté, et de l'entousiasme de la religion, il tenta de s'opposer aux desseins des royalistes. Mais heureusement le colonel Inglesbegh le combattit, le fit prisonnier, et le ramena à la tour.

Cependant le roi Charles se rendit, au commencement du mois d'avril, à Bréda, où un grand nombre de seigneurs et une partie de la noblesse allèrent le trouver. Le 5 de mai, le parlement s'assembla, et il ne se trouva presque composé que de royalistes. Le Roi lui adressa une lettre pleine de bienveillance, et de protestations d'observer les lois du royaume, et de maintenir la religion protestante. Cette lettre fut reçue avec tant d'applaudissemens, qu'on fit un présent de huit mille écus à celui qui l'avait apportée. Le Roi écrivit également au corps des pairs et des lords, aux magistrats de la ville de Londres, et au général Monck. La souscription de la lettre adressée à celui-ci était conçue en

ces termes : *A notre fidèle et bien-aimé général Monck, pour la communiquer au président du Conseil-d'État.* Le 18 de mai, le roi Charles fut proclamé dans Londres, avec des démonstrations de joie si vives et si impétueuses, qu'on n'eût jamais pu croire que c'était ce même peuple, si content, si enivré de sa fortune présente, qui avait fait périr sur un échafaud l'infortuné Charles I, le père enfin de celui qu'il proclamait actuellement Roi, qu'il appelait son père, son souverain, l'unique appui de sa liberté.

Les premières actions du nouveau Roi furent des actes de reconnaissance. Il donna l'ordre de la Jarretière aux généraux Monck et Montagu, et répandit de nouvelles grâces dans les maisons des principaux seigneurs. Comme les Espagnols avaient rendu quelques services au roi Charles II, l'ambassadeur portugais ne douta point que ce prince ne rompît tous les traités passés entre les couronnes de Portugal et d'Angleterre. Néanmoins, il composa un mémoire qu'il présenta au Roi et à ses premiers ministres. Il disait dans ce mémoire : « Que » le roi dom Jean IV, immédiatement après sa pro- » clamation, avait, par une ambassade solennelle, » rétabli l'ancienne alliance entre les deux Cou- » ronnes, par un traité que le roi Charles I avait » signé en 1641, malgré toutes les oppositions de » la maison d'Autriche; que le roi Jean IV avait été

» si sensible au malheur arrivé à Charles I, qu'il » s'était même presque brouillé avec ses cruels op- » presseurs; et que tandis que le roi d'Espagne leur » envoyait des ambassadeurs pour les féliciter sur » leur tirannie, le roi de Portugal avait ordonné à » son ministre de quitter Londres; qu'il avait se- » couru Charles II d'une somme d'argent considé- » rable, et avait recueilli dans ses ports le prince » Robert, s'exposant par-là à toute la haine de » Cromwell. Enfin, il y démontrait qu'il était de » l'intérêt de l'Angleterre de maintenir la liberté du » Portugal contre la tirannie des Castillans; et il y » soutenait que le roi d'Angleterre devait, non- » seulement comme roi, mais encore comme homme » généreux et reconnaissant, secourir de toutes ses » forces le roi son maître. »

Mélo ne se contenta pas de ce mémoire : il en composa un autre, au nom de tous les négocians de la ville de Londres, par lequel ils suppliaient très-instamment le Roi de ne point abandonner les Portugais, dont le commerce était extrêmement utile à l'État. Enfin, Mélo se replia de tant de manières, qu'il sut fixer sur lui les bonnes grâces de Charles II, et il en obtint la ratification du traité arrêté d'abord par le Conseil-d'État, malgré les oppositions du prince de Ligne, ambassadeur du Roi catholique, homme de poids et de considération. Mélo fut parfaitement bien secondé dans tout le

cours de sa négociation par le père Roussel, Anglais, et depuis évêque de Viseu en Portugal, par François de Sa Ménésès, secrétaire de l'ambassade, et par Rodrigue Tellès de Ménésès, l'un et l'autre consommés dans l'art épineux des négociations les plus délicates.

Le comte de Mirande, comme on l'a dit, avait été envoyé en Hollande pour remplacer Ferdinand Tellès. Il tentait de son côté les derniers efforts auprès des États-généraux des Provinces-Unies, pour terminer les querelles qui divisaient les deux nations. On le renvoya par-devant le grand pensionnaire de la république, avec lequel il eut plusieurs conférences, tendantes à rétablir la paix. Les propositions extraordinaires que le pensionnaire fit d'abord, rebutèrent le comte de Mirande. Cependant, comme il était de l'intérêt présent du Roi son maître d'être en paix avec les Hollandais, il l'offrit aux mêmes conditions qu'on l'avait conclue avec les Anglais. A peine daigna-t-on écouter cette proposition. Les Hollandais voulaient profiter des conjonctures fâcheuses où se trouvait le roi de Portugal, et ne doutaient point que ce prince ne fût obligé de consentir à tout ce qu'ils demanderaient. Plus ils paraissaient ardens à saisir l'occasion pour améliorer l'état de leurs affaires avec les Portugais, plus l'ambassadeur de ces derniers se roidissait contre leurs propositions. Enfin, par sa constance, il par-

vint à surmonter toutes les difficultés; et il avait amené les Hollandais au point où il les souhaitait, lorsqu'il reçut avis, de la part de François de Mélo, de ne rien conclure avec les Hollandais, que le traité de paix qu'il avait arrêté à Londres avec les Anglais ne fût publié dans toute l'Angleterre.

Cette conduite parut singulière au comte de Mirande; cependant, connaissant la sagesse et l'expérience de Mélo, il se conforma à l'avis qu'il lui donnait, et ne pressa plus la conclusion du traité. Cette froideur subite mit en fureur les Hollandais: ils s'imaginèrent que le comte de Mirande ne cherchait qu'à les amuser, comme François de Souza Coutigno l'avait fait dans l'affaire du Brésil. Ils en parlèrent au comte de Mirande avec tant de hauteur, que celui-ci, craignant qu'ils ne se portassent à quelque extrémité, se détermina à signer le traité de paix qu'il avait déjà réglé avant que Mélo lui eût écrit d'en suspendre l'exécution. Au reste, Mélo lui avait donné cet avis, dans l'espérance qu'il avait conçue que le traité qu'il venait de passer avec les Anglais rendrait les Hollandais moins difficiles; et en effet il avait lieu de l'espérer. Les choses étaient donc dans cet état, lorsque George Uning arriva en Hollande, où le roi d'Angleterre l'envoyait pour servir de médiateur entre le comte de Mirande et les ministres de la république. C'était là le prétexte; mais le motif véritable de son voyage était de s'in-

former exactement des conditions du traité de paix que le comte de Mirande avait arrêtées avec les Hollandais. Dès qu'il en fut informé, il en instruisit son maître, qui en écrivit en ces termes au comte de Mirande: « J'ai appris avec chagrin que le Portugal allait faire la paix avec les Hollandais, aux » mêmes conditions qu'ils l'ont faite avec les Anglais. Je vous avertis de ne rien terminer sans mon » consentement : si vous le faites, il en pourrait résulter de grands inconvéniens. Cependant je suis » avec une véritable estime, etc. »

Cette lettre jeta dans un grand embarras le comte de Mirande: il ne savait à quoi se déterminer. Quelque parti qu'il prît, il voyait qu'il allait déplaire nécessairement aux Hollandais ou au roi d'Angleterre. Dans cette situation, il se ménageait dans toutes ses démarches et dans tous ses discours; et par cette conduite il tenait en suspens les uns et les autres. Cependant le jour qu'on avait désigné pour conclure le traité arriva. Les députés des États s'assemblèrent avec l'ambassadeur du roi de Portugal et l'envoyé du roi d'Angleterre, chez le grand pensionnaire. Celui-ci voulut qu'on s'en tînt aux articles déjà arrêtés par le comte de Mirande et lui; mais l'envoyé d'Angleterre lui dit qu'étant venu pour être médiateur, il ne pouvait signer ces articles, qu'il ne les eût auparavant examinés. Les commissaires, à qui ce discours déplaisait: « Que répon-

» dez-vous à cette proposition, monsieur l'ambas-» sadeur? » dirent-ils. « Elle est juste et raisonnable, » et comme telle je l'approuve, » répliqua Mirande. Cette réponse acheva d'outrer les commissaires, qui ne doutèrent point que l'ambassadeur et l'envoyé d'Angleterre ne fussent d'intelligence. Néanmoins, dissimulant leur ressentiment, ils donnèrent côpie des articles à l'envoyé, et lui accordèrent quinze jours pour les examiner. Le comte de Mirande fit part au roi de la Grande-Bretagne de tout ce qui se passait, en lui représentant que les quinze jours expirés, il fallait qu'il signât la paix, ou qu'il déclarât la guerre : ainsi, qu'il suppliait sa majesté de lui prescrire promtement la manière dont il devait se comporter. Les quinze jours expirèrent sans que le roi d'Angleterre eût fait aucune réponse. Alors le grand-pensionnaire s'expliqua très-sérieusement avec l'ambassadeur, en lui disant: qu'il fallait rompre toute négociation, ou signer la paix. Le comte de Mirande, se voyant ainsi pressé, lui dit : « Monsieur, les Hollandais ont différé pen-» dant deux ans la conclusion du traité dont il s'agit, » pour mettre à profit les embarras où le roi de Por-» tugal se trouvait. Présentement je ne vous cache-» rai point qu'il est de l'intérêt de mon maître d'en » différer à son tour la conclusion, et de chercher » d'autres alliés que les Hollandais. On vient de con-» clure tout récemment avec le nouveau roi d'An-

» gleterre un traité d'alliance dont j'ignore les con» ditions : la reine de Portugal n'a pu encore m'en » informer. J'ai expédié un vaisseau à Lisbonne, » vers cette princesse, pour demander de nouvelles » instructions; et cette raison m'empêche de con» clure un traité avec les Hollandais, de crainte » qu'on ne désavoue ce traité, ou qu'il ne soit con» traire à celui d'Angleterre : de manière qu'au lieu » de signer la paix, j'ouvrirais peut-être la porte à » quelque nouvelle guerre. Ainsi j'ai résolu d'at» tendre les instructions que j'ai demandées, pour » éviter tout inconvénient; à moins que vous ne » vouliez, par quelques articles particuliers, vous » engager à suivre en tout le traité qu'on fera avec » les Anglais, lorsqu'on sera informé du contenu de » ce traité. »

Le Pensionnaire crut entrevoir de la sincérité dans cette proposition, et promit de porter les commissaires à signer les articles particuliers qu'on exigeait; mais l'envoyé d'Angleterre refusa d'en faire de même. Après beaucoup de contestations, il demanda du tems pour en écrire au Roi son maître, et pour recevoir la réponse. Les Hollandais lui dirent que si dans l'espace de dix jours il ne rendait pas une réponse positive, non-seulement on romprait toute négociation, mais même qu'on se déterminerait à faire la guerre. Les esprits s'aigrirent à un tel point, que l'envoyé d'Angleterre, craignant qu'on

ne fit quelque insulte à l'ambassadeur de Portugal, lui proposa de venir loger dans son hôtel. L'ambassadeur de Portugal lui dit : « Mirande n'a pas besoin de la maison de l'envoyé d'Angleterre pour » sa sûreté, la sienne suffit : il n'a rien à craindre » pour lui comme ambassadeur; et, comme comte » de Mirande, le péril ne saurait l'étonner. D'ailleurs, » si dans les dix jours votre maître ne répond pas » quelque chose de positif, je signe la paix avec les » Hollandais. »

En effet, le comte de Mirande, le tems fixé étant expiré, demanda une conférence aux commissaires des États-généraux. On s'assembla, et l'on signa enfin un traité de paix, par lequel le Brésil demeurait en entier au pouvoir des Portugais. Immédiatement après, le comte obtint son audience de congé, et il partit pour le Portugal avec Gilbert de Witt, chargé de la part de leurs hautes-puissances de se rendre à Lisbonne, pour examiner le traité de paix passé entre la couronne de Portugal et celle d'Angleterre, et voir s'il n'était point contraire aux intérêts de la république. Le comte et de Witt s'embarquèrent sur un vaisseau de guerre, et arrivèrent vers la fin de septembre à Lisbonne, où ils furent parfaitement reçus de la Cour. La Reine remit le traité de paix avec la Hollande à son Conseil-d'État, qui, après l'avoir examiné, déclara que le comte de Mirande, en le signant, avait rendu un service important à

tout le Portugal. A l'égard de Witt, la Reine lui fit dire qu'il pouvait retourner en Hollande, parce que s'il se trouvait quelque article dans le traité de paix avec l'Angleterre, qui fût contraire aux intérêts de la république, elle promettait de la dédommager de quelque autre manière, et de s'engager à ce dédommagement par un article séparé, qu'on ajouterait au traité déjà conclu. Cette conduite déplut à de Witt, ce qui obligea la Reine à renvoyer en Hollande le comte de Mirande, comme le seul qui pût, par son habileté, prévenir les difficultés que sa proposition pouvait faire naître. Le comte repartit en effet sur la fin de la même année.

Le comte d'Éricceira commandait toujours dans Tanger, et défendait cette place contre les Maures. François de Mélo et Antoine de Souza Coutigno avaient toujours le gouvernement des Indes. On éprouva, pendant tout le cours de l'année 1660, des malheurs et des revers continuels. On négligea d'armer les galions, dans l'espérance que les Hollandais n'oseraient se présenter devant Goa; en sorte qu'on n'arma que quelques galères sous les ordres de dom François de Lima. Les Hollandais arrivèrent cependant, et infestèrent toutes les mers de Goa, de manière qu'il fut impossible de faire partir la flotte ordinaire destinée pour le Portugal. En même tems, Henri Lofu, un de leurs généraux, assiégeait et pressait vivement Cochim. Bernard Cor-

réa secourut cette place avec six galères, et l'hiver obligea les Hollandais à lever le siége. Louis de Mendoce revint alors à Goa. Son arrivée causa des troubles dangereux dans cette ville. Il se brouilla avec Barthélemi de Vasconcellos. Leurs amis prirent leur parti : on en vint aux mains, et bientôt les habitans de Goa se firent eux-mêmes une cruelle guerre. Cependant on étouffa ces dissensions domestiques; mais l'arrivée de Mendoce les fit renaître. Comme Vasconcellos se retirait chez lui à l'entrée de la nuit, on tira un coup de carabine sur lui; on le manqua, mais on tua à ses côtés un noir de ses esclaves. Aussitôt Vasconcellos, accompagné de dom Manuel Lobo, leva des gens de guerre à ses dépens, sortit de la ville, et livra à Mendoce, qui avait aussi armé de son côté, un combat dans lequel périrent plusieurs braves soldats de l'un et de l'autre parti.

Peu de jours après, on avertit dom Louis de Mendoce que Vasconcellos et Lobo s'étaient postés dans un endroit près de Rachol pour le combattre encore. Dom Louis y courut aussitôt avec ses troupes, qui étaient supérieures à celles de ses ennemis. A son approche, Vasconcellos et Lobo se retirèrent. Alors Mendoce marcha vers la rivière de Salé, d'où il envoya un lieutenant à Cocolim pour y enlever quelques amis de Lobo, avec ordre de les faire tous pendre. Le lieutenant exécuta ses ordres,

et pilla les maisons avec tant d'insolence et de cruauté, que Louis d'Abreu et Mélo s'opposa à ses fureurs avec le secours de la garnison, et fit dire à Mendoce que le Roi ne les avait pas envoyés dans les Indes pour s'entre-tuer les uns les autres, mais pour combattre les ennemis de l'État : ainsi qu'il le priait de consentir à un accommodement honorable pour les uns et les autres. Mendoce, méprisant ces offres, fit tuer quelques soldats de la garnison de Cocolim pour avoir osé s'opposer à son lieutenant. Ensuite il revint à Goa, où la fureur, la haine et la discorde augmentèrent de jour en jour. On se pillait, on se tuait, on se massacrait; les prêtres mêmes fomentaient cette horrible dissension, et les gouverneurs faibles, impuissans, ne donnaient des ordres que pour les voir mépriser et fouler aux piés. L'arrivée de la flotte portugaise ne servit qu'à augmenter le trouble. Cependant, comme ces dissensions domestiques pouvaient achever la ruine des Portugais dans les Indes, les gouverneurs travaillèrent à réunir les esprits. Enfin ils envoyèrent Mendoce dans la forteresse de Marmugao avec le titre de général, et Vasconcellos dans celle d'Aguada avec la même qualité. On fit ensuite partir Michel Grimaldi, chevalier de Malte, avec sept galères, pour aller chercher un vaisseau de guerre à Marmugao. Grimaldi donna à ses sept galères le nom des sept péchés mortels. En arrivant à la hauteur de

Notre-Dame du Cap et de la forteresse d'Aguada, il rencontra la flotte hollandaise composée de dix vaisseaux. Grimaldi ne pouvant conserver celui qu'il avait été chercher, y mit le feu pour empêcher que les ennemis n'en profitassent. Ensuite il gagna la côte à force de rames avec six de ses galères. Pantaléon Gomès avec la septième, ne pouvant se résoudre à fuir sans combattre, attendit les Hollandais dans le dessein d'aborder quelque vaisseau, de mettre le feu à sa galère, et de la faire sauter avec le vaisseau qu'il aurait accroché. Il allait exécuter ce terrible projet, lorsqu'il fut atteint d'un coup de mousquet au milieu de l'estomac. Ne pouvant se transporter dans l'endroit où étaient ses poudres, il sauta, tout blessé qu'il était, dans le vaisseau ennemi, où il fut massacré. Les Hollandais furent si frappés de son courage, qu'ils transportèrent son cadavre à leur factorerie de Venguéla, où ils lui rendirent les derniers honneurs avec toute la pompe et la magnificence imaginables.

Ce dernier malheur répandit une terreur générale dans la ville de Goa. En Europe, le Roi catholique avait déjà rassemblé une puissante armée pour porter la guerre dans le sein du Portugal. Malgré son Conseil, il en confia le commandement à dom Juan d'Autriche, son fils bâtard, grand-prieur de l'ordre de Malte en Castille, conseiller d'État, gouverneur et capitaine-général des Pays-Bas, et

grand-amiral. Toutes ces différentes charges, il les devait moins à sa naissance qu'au mérite personel qui le distinguait avec avantage du reste des hommes. Il avait porté les armes dans les royaumes de Naples, de Sicile et de Catalogne. Il s'était trouvé à plusieurs batailles, il avait défendu et attaqué plusieurs places, et avait éprouvé tour à tour les faveurs et les revers de la fortune. Il était dans sa trente-deuxième année, étant né à Madrid en 1629. Il avait déjà l'expérience d'un vieux capitaine par ses réflexions profondes sur l'art militaire. Au reste, il était aimé du soldat, et respecté de l'officier, dont il savait connaître et récompenser le mérite.

On conserva au duc de Saint-Germain la charge de gouverneur des armées de l'Estramadure. On choisit pour mestre-de-camp-général Louis Podérico, italien de nation, soldat d'expérience et de valeur; pour général de la cavalerie, dom Diègue Cavalhéro Hilhescas; pour commandant de l'artillerie, dom Gaspar de la Cuéva Enriquès; et dom Diègue Corréa, pour lieutenant-général de la cavalerie. Le choix de tant de braves officiers, et le grand appareil de guerre qui se fesait en Espagne, réveillèrent le comte d'Atougia, gouverneur-général des armées et de la province de l'Alentéjo. Il écrivit à la Reine et à ses ministres, afin qu'on se hâtât de pourvoir la province de troupes et de munitions, pour s'opposer efficacement aux desseins des Espagnols. On

envoya des ordres par tout le royaume, pour faire avancer vers l'Alentéjo les troupes destinées à la défense de cette province, où les Espagnols devaient porter toute la force de leurs armes.

Le comte de Schomberg, alors à Lisbonne, où la Reine l'avait comblé d'honneurs à son arrivée, partit aussi pour l'Alentéjo, où il devait servir en qualité de mestre-de-camp-général. Le comte d'Atougia parut charmé de son arrivée, et lui rendit tous les honneurs dus au mérite qui lui avait acquis une si grande réputation. Schomberg, sans perdre un moment, s'informa exactement des forces des Castillans, et ensuite de l'état où étaient les places de toute la province. Dans une conférence qu'il eut avec Alfonse Furtado de Mendoce, général de la cavalerie, et avec dom Pèdre Jacques Magallanès, général de l'artillerie, il convint avec eux de jeter dans toutes les places, des garnisons en état de soutenir un siége dans le besoin, et de se tenir avec le reste de l'infanterie et de la cavalerie, dans la ville d'Estrémos, pour observer de ce poste tous les mouvemens des Castillans, et de là courir dans tous les endroits où le péril serait le plus pressant.

Le comte de Schomberg, après cet arrangement, parcourut toute la province pour visiter les fortifications des places, reconnaître les postes avantageux, et observer les rivières qui arrosent les

campagnes fertiles de l'Alentéjo. Après cet examen, il revint à Elvas, où l'on tint un Conseil de guerre, dans lequel le comte de Schomberg représenta qu'il était impossible de conserver cette province sans une armée nombreuse de soldats aguerris. Pendant son séjour dans cette dernière ville, il se lia d'une étroite amitié avec le comte d'Atougia, avec dom Juan de Silva, lieutenant-général de la cavalerie, et dom Louis de Ménésès, mestre-de-camp. Il demanda même à celui-ci un enseigne dans son régiment, pour le baron de Schomberg son fils, voulant qu'il fît son apprentissage sous un homme aussi recommandable par les grâces de son esprit que par la grandeur de son courage.

Cependant dom Juan d'Autriche passa de Safra à Badajoz, avec les autres officiers généraux qui devaient servir dans son armée. Tous avaient promis, en partant de la Cour, au Roi catholique, de subjuguer le Portugal, et de laver dans le sang de toute la nation les injures qu'on en avait reçues. La première démarche de dom Juan d'Autriche fut d'aller reconnaître Campo-Major avec une escorte de trois mille chevaux et de six cens soldats. Les sentinelles d'Elvas ayant aperçu les Espagnols, en avertirent le comte d'Atougia, qui fit partir dans le moment, pour Campo-Major, quatre cens chevaux et quatre cens fantassins. Ils y entrèrent au moment où dom Juan d'Autriche parut

dans la plaine. Il s'avança, malgré le canon de la place, jusqu'au pié des remparts; et après les avoir examinés, il reprit la route de Badajoz, persuadé que son armée ne serait point assez forte pour entreprendre ce siége. Néanmoins, dom Juan Lète d'Oliveira, mestre-de-camp, et gouverneur de Campo-Major, pourvut la ville de toutes les munitions de guerre et de bouche nécessaires pour soutenir un siége. Le comte d'Atougia écrivit à la Reine, pour la prier de faire hâter les secours que Sa Majesté lui avait promis pour défendre la province.

Le comte d'Odémira mourut alors, et le comte de Cantanhède fut fait marquis de Marialva, et gouverneur-général des armées de la province de l'Estramadure. Comme il était à la tête du ministère, et que depuis la mort d'Odémira il ne partageait plus la faveur de la Reine, cette princesse jeta les ieux sur lui, pour le mettre à la tête du secours qu'elle destinait pour la province d'Alentéjo. Le marquis accepta cet honneur, à condition qu'on lui donnerait en même tems le commandement général, et que le comte d'Atougia prendrait les ordres de lui. La Reine y consentit. Le marquis d'Atougia en étant informé, et regardant la conduite de cette princesse, à son égard, comme un affront, se plaignit hautement; peut-être, dans les premiers transports de son ressentiment, se fût-

il laissé entraîner à quelque dangereuse résolution, sans dom Louis de Ménésès, son parent et son ami, qui le sauva, par les solides réflexions qu'il lui fit faire, du précipice où il était sur le point de se jeter. Néanmoins, il écrivit au comte de Soure, pour qu'il portât ses plaintes jusqu'au trône de Sa Majesté. Le comte de Soure, le duc de Cadaval, le marquis de Govéa, et dom Juan Nuñès d'Acugna, en parlèrent à la Reine, en lui représentant que la conduite du comte d'Atougia eût mérité un autre sort. Le marquis de Marialva en convenait lui-même: « Mais, » ajoutait-il, « si je ne commande point en » chef, je n'irai point dans l'Alentéjo. Il convien- » drait peu qu'on me vît marcher en second, dans » une province où j'ai commandé en premier. Je » ne quitterai point le gouvernement des armées » de Lisbonne et de l'Estramadure, pour aller obéir » à un autre dans l'Alentéjo. D'ailleurs, je suis con- » seiller d'État, ancien officier; j'ai rendu des ser- » vices qui méritent quelque considération. Le » comte d'Atougia a du mérite, il peut être utile à » sa patrie; mais il est jeune, et il a moins d'expé- » rience que moi. Ainsi je crois qu'il ne doit » point regarder comme une injustice, moins en- » core comme un affront, la préférence qu'on me » donne. »

Les amis du comte d'Atougia répliquèrent à ce discours: « Que le comte n'avait point demandé le

» gouvernement de l'Alentéjo; qu'il était content » de celui de la province de Tras-os-Montès, qu'il » occupait; qu'on savait qu'il n'avait été dans l'Alen- » téjo que pour obéir à la Reine; qu'il n'était donc » pas juste que sa promte obéissance, qui ne par- » tait que d'un zèle ardent pour les intérêts de » l'État, reçût aujourd'hui, pour toute récompense, » la mortification qu'on lui préparait; d'ailleurs, » qu'on n'avait jamais vu que l'officier qui com- » mandait un simple secours, commandât toute » l'armée qu'il secourait, au préjudice de celui qui » était général, surtout lorsqu'on n'avait rien à re- » procher à ce général; que la demande du mar- » quis de Marialva, était donc une nouveauté » inouïe et dangereuse qui pouvait avoir des suites » fâcheuses pour le service du Roi et celui de » l'État. Ainsi elle ne doit point être permise, » sous quelque prétexte et considération que ce » soit. »

Marialva, pour dissiper tout d'un coup toutes les oppositions, insinua à la Reine de déclarer capitaine-général du royaume l'infant dom Pèdre, frère du Roi, et de le nommer son lieutenant-général; ce qui lui donnerait le droit de commander en chef partout où il se trouverait. La Reine y consentit, et tint cependant la chose secrète. Marialva était même déjà parti, et arrivé à Aldéa Galléga avec les troupes auxiliaires de Lisbonne et de l'Estramadure,

avant qu'on fût informé de l'arrangement nouveau que la Reine venait de prendre en sa faveur. Dès qu'il fut public, Nuñès d'Acugna alla trouver la Reine, à qui il parla avec une fermeté digne de louange, puisque le bien public et le service du Roi dépendaient de ce qu on venait de faire. « Madame, » lui dit-il, « la nouveauté que vous avez établie va » devenir une source féconde de division entre vos » sujets. Le comte d'Atougia, tous ses amis et tous » ses parens deviendront les ennemis cruels de Ma- » rialva, et la haine qui va diviser ces deux maisons, » ne peut devenir que très-funeste aux intérêts de » l'État. D'ailleurs, Atougia, ses amis et ses parens » vont quitter l'armée. Vous allez perdre vos meil- » leurs officiers, et peut-être vos meilleurs soldats. » Ainsi donc prévenez de si grands malheurs, en » abrogeant la nouvelle dignité que vous avez créée » en faveur de l'Infant, ou plutôt de Marialva, dont » l'ambition commence à franchir les bornes de la » modération. »

La Reine, frappée de ce discours, expédia dans le moment des ordres au marquis de Marialva pour lui défendre de se servir des lettres-patentes qui le constituaient lieutenant-général de toutes les armées du royaume. Marialva, généreux et magnanime, répondit : « J'obéirai, et je marche pour servir mon » Roi et mon pays. » En effet, il se rendit dans l'A-lentéjo, et non-seulement il remplit son devoir en

homme courageux, mais même il eut une déférence si marquée pour le comte d'Atougia, que cette conduite redoubla l'estime et l'admiration qu'on avait déjà pour lui. On fut convaincu que l'intérêt public était son principal intérêt.

Cependant dom Juan d'Autriche reçut ordre de Philippe de commencer la campagne. On entrait dans le mois de juin de l'année 1661. Le duc de Médina Céli, voyant que dom Juan ne se hâtait pas d'obéir aux ordres qu'on lui avait envoyés, lui écrivit qu'il s'exposait à perdre les bonnes grâces du Roi son père, s'il ne réparait promtement tant de tems perdu, en agissant et entreprenant quelque chose d'important contre les ennemis du royaume. Dom Juan fit la revue générale de son armée. Elle se trouva composée de dix mille hommes d'infanterie et de cinq mille chevaux. Il partit de Badajoz le 13 de juin, et alla se camper, après deux jours de marche, dans le territoire d'Aronchès. Cette ville est située sur la Caya, environnée d'anciennes murailles, et éloignée de quatre lieues d'Elvas, de Campo-Major et de Portalègre. Au reste, on avait négligé de munir cette place de provisions de guerre et d'une bonne garnison, parce qu'on n'avait pu s'imaginer que les Espagnols se fussent arrêtés devant une ville si peu considérable. Lors donc que dom Juan s'y présenta, il n'y avait que cent hommes au plus en état de porter les armes. Il les somma de

se rendre, ce qu'ils firent. Dom Juan ordonna aussitôt qu'on réparât incessamment les fortifications. Cette conduite inquiéta les Portugais : ils ne doutèrent point que l'Infant ne voulût faire sa place d'armes de la ville d'Aronchès ; d'où, si une fois elle était bien fortifiée, il ne lui serait pas difficile d'inquiéter par ses courses la province d'Alentéjo, et d'y faire même d'autres conquêtes. De là il pouvait encore se jeter facilement dans l'Estramadure portugaise, et porter ses armes jusqu'à Lisbonne, parce qu'il n'y avait de ce côté aucune place forte qui pût arrêter un moment les Espagnols. Ces réflexions causèrent une grande consternation, et l'on sentit toute l'imprudence d'avoir ainsi laissé Aronchès sans défense.

On tint divers Conseils à Lisbonne pour délibérer sur le parti qu'on devait prendre dans les conjonctures présentes. On se détermina enfin à rassembler toutes les troupes en corps d'armée, et à tenir la campagne pour livrer bataille aux Castillans, et arrêter tout d'un coup leurs progrès. Le comte d'Atougia agit en conséquence, et entra en campagne le 24 de juillet, laissant pour gouverneur d'Elvas dom Louis de Ménésès, avec plein pouvoir de disposer de tout, selon que les circonstances l'exigeraient. Le comte de Schomberg servait dans l'armée en qualité de mestre-de-camp général; Alfonse Furtado était général de la cavalerie, Jacques Magalla-

nés général de l'artillerie, et le marquis de Marialva commandant les troupes auxiliaires de la ville de Lisbonne et de l'Estramadure.

L'armée fut renforcée à Alcaravizza de quelques régimens tirés des garnisons d'Elvas et de Campo-Major, et elle se trouva composée de dix mille hommes d'infanterie et de trois mille chevaux, sans les troupes auxiliaires qu'on attendait des provinces voisines. L'artillerie consistait en dix pièces de canon, le bagage était considérable, et l'on comptait parmi les volontaires Ayrès de Souza et plusieurs autres seigneurs des premières maisons de Portugal. Le comte de Schomberg, après avoir disposé la marche de l'armée d'une manière avantageuse, partit pour Elvas, qu'il avait choisie pour lieu de sa résidence. Il n'y fut pas plutôt arrivé, qu'il apprit que des officiers portugais, jaloux de sa réputation, s'efforçaient bassement d'en ternir l'éclat, en répandant dans l'armée que le comte de Schomberg s'était retiré à Elvas, parce qu'il ne se croyait pas capable de ranger une armée en bataille. Ce bruit injurieux, ouvrage de l'envie et de la calomnie, l'obligea à rejoindre promtement l'armée. A peine y fut-il arrivé, qu'il découvrit les auteurs des discours qu'on avait publiés contre lui. Il n'y répondit que par un silence méprisant, se rappelant qu'on lui avait dit, avant de partir de France, qu'il aurait

moins de peine à triompher de la valeur des Castillans que de l'envie des Portugais.

L'armée étant arrivée à la fontaine de Sapateiros, on tint un Conseil de guerre, où les avis furent extrêmement partagés sur ce qu'on devait faire. Enfin le comte d'Atougia prit la route de Barbacéna, et fit avancer le général de la cavalerie avec mille chevaux pour observer la marche des Castillans. Mais les ennemis étaient déjà près d'Albuquerque ; ce qui détermina le général de la cavalerie à rejoindre l'armée. On apprit que les Espagnols, en partant d'Aronchès, y avaient laissé dom Bonaventure Tarragona avec cinq régimens d'infanterie, un espagnol, deux italiens et deux allemands. Ils avaient fortifié la place, et l'avaient abondamment pourvue de toutes les munitions de bouche et de guerre nécessaires pour une vigoureuse défense. Le comte d'Atougia s'avança néanmoins de ce côté, accompagné du comte de Schomberg et du marquis de Marialva, pour en reconnaître les fortifications. A son approche, dom Juan d'Autriche ne fit aucun mouvement; il demeura tranquille dans son nouveau camp, sans rien entreprendre pendant tout le reste de la campagne.

Le comte d'Atougia renvoya son armée dans ses quartiers, et licencia les troupes auxiliaires. Le marquis de Marialva retourna à Lisbonne, et le comte

d'Atougia à Elvas, où il découvrit entre le fort de Sainte-Luce et la place une fontaine, dont l'eau était excellente et d'une grande utilité en cas de siége. Dom Juan d'Autriche se retira de son côté à Badajoz, sans pourtant séparer son armée. Le comte de Schomberg sortit d'Elvas avec huit cens chevaux pour insulter la cavalerie espagnole. D'abord il attaqua les gardes avancées, et ravagea la campagne. Dom Juan d'Autriche monta à cheval avec les principaux officiers de l'armée pour chasser les Portugais. On en vint aux mains; on combattit vigoureusement; et dom Pachéco, général de la cavalerie espagnole, officier d'un grand mérite, fut tué dans cette affaire. La mort de Pachéco causa un violent chagrin à dom Juan d'Autriche, qui rentra dans Badajoz, après avoir vu tailler sa cavalerie en pièces. Le comte de Schomberg, de son côté, qui avait dans cette occasion donné de grandes marques de valeur et de prudence, se retira à Elvas.

La reine de Portugal avait tant de confiance en lui, qu'elle lui avait accordé le pouvoir de choisir dans la cavalerie les plus braves soldats et les meilleurs officiers pour faire toutes les expéditions qu'il croirait utiles à l'État. Cette liberté, dont Schomberg usait souvent, mortifia vivement Alfonse Furtado de Mendoce, général de la cavalerie. Il s'en plaignit hautement, et il se fût ouvertement brouillé avec Schomberg sans le comte d'Atougia

et dom Louis de Ménésès, qui prévinrent par leur prudence les effets de son injuste ressentiment. Sur ces entrefaites, le comte d'Atougia obtint la permission de faire un voyage à Lisbonne, et en partant il laissa le commandement général au comte de Schomberg, qui se comporta avec tant de sagesse, de prudence et de modération, qu'il fut bientôt adoré du soldat et de l'officier.

Dom Juan d'Autriche avait quitté Badajoz, et s'était rendu à Safra. Il avait de vives inquiétudes sur son entreprise. Toute l'Europe avait ses regards fixés sur lui. Les Espagnols l'avaient préconisé dans leurs gazettes comme le conquérant du Portugal, et lui avaient fait prendre, par leurs exagérations, une espèce d'engagement avec le public, qui l'obligeait à tout entreprendre pour ne pas voir tomber sa réputation. Cependant il s'en fallait bien qu'il fût en état de faire ce qu'on attendait de sa valeur. Son armée n'était pas assez nombreuse; et, comme capitaine habile, il sentait qu'il ne pouvait se flatter d'aucun succès considérable, tant qu'on le laisserait dans l'état où il était. Il écrivait donc souvent à la Cour; mais Haro et les autres ministres, qui ne l'aimaient point, parce que ce prince ne pouvait se prêter à leurs indignes manœuvres, le déchiraient auprès du Roi, et empêchaient qu'on ne lui envoyât les secours qu'il demandait. Toutes ces contradictions causaient à dom Juan un chagrin vio-

lent. Néanmoins, se livrant entièrement à son courage, il fit partir dom Diègue Carvalhez, général de la cavalerie, pour investir le château d'Alconchel. Lui-même se rendit à Olivença avec les autres officiers généraux pour assembler le reste de ses troupes en corps d'armée. Le château d'Alconchel fut attaqué le 26 de novembre, et rendu cinq jours après par le gouverneur, qui n'avait pour toute garnison que soixante hommes. En arrivant à Elvas, on le mit aux arrêts, et il fut sévèrement puni pour s'être rendu sitôt. Les Espagnols firent sonner bien haut cette conquête, qu'ils ne durent, en effet, en partie qu'à la terreur qui s'empara du gouverneur. Le reste de la campagne se passa en quelques combats particuliers entre la cavalerie espagnole et la cavalerie portugaise; et la victoire, ne pouvant se fixer d'aucun côté, passait tour à tour d'un camp dans l'autre.

La guerre se fit plus vivement dans la province d'Entre-Douro-et-Minho. Avant que les Espagnols et les Portugais se missent en campagne, le comte de Prado ordonna à Pierre de Fur, et à La Barre, tous deux capitaines et tous deux Français, d'aller avec quatre cens soldats piller et brûler les magasins de fourrages que les Espagnols avaient faits sous le fort Gonzague. Dom Juan Corréa et dom Diègue Caldas Barbosa devaient les soutenir: le premier, avec cinquante mousquetaires, et le se-

cond avec cent chevaux. Ayant exécuté leurs ordres avec un grand succès, ils revinrent trouver le comte de Prado, qui marcha le 13 de juillet vers le quartier de Covra, pour couvrir avec son armée les places qui étaient de ce côté, et que les Espagnols, vraisemblablement, attaqueraient d'abord. En effet, le marquis de Viana, aussitôt que Rodrigue Moxica, son mestre-de-camp-général, à la place de Balthasar Pantoja, qu'on avait envoyé pour commander dans le Guipuscoa, eut joint l'armée; le marquis de Viana, dis-je, passa le Minho sur un pont de bateaux, sous le canon du fort Gonzague. Son armée était composée de dix mille hommes d'infanterie et de dix-huit cens chevaux, avec dix pièces de canon. Le comte de Prado se mit aussi en campagne avec son armée, qui montait à onze mille hommes d'infanterie, et à quinze cens chevaux, avec six pièces d'artillerie. Après deux jours de marche, les deux armées ne furent qu'à une lieue de distance l'une de l'autre. Les Espagnols étaient partis du fort Saint-Louis Gonzague, dans l'espoir de surprendre Valence. Le Minho couvrait leur gauche, et la cavalerie leur droite. Trompés dans leur attente, ils se déterminèrent à assiéger cette ville. Le marquis de Viana, pour cet effet, vint se camper à la portée du canon de la place, qu'il investit dans toutes les formes.

Le comte de Prado s'était porté sur une mon-

tagne voisine; mais comme il n'était point à portée de défendre Valence, les principaux officiers de l'armée lui conseillèrent de s'emparer d'une position appelée Villar-sur-Urgeyra, située à une égale distance de la place et de l'armée espagnole. Le succès dépendait de la diligence et du secret. Pour faire croire aux ennemis qu'il ne songeait point à décamper, il fit allumer, à l'entrée de la nuit, les feux ordinaires. Les Espagnols, qui les aperçurent, demeurèrent tranquilles. Cependant le comte de Saint-Jean marcha toute la nuit avec la cavalerie vers Villar. Il fut suivi du comte de La Torré, avec l'infanterie de l'avant-garde, et enfin du corps de l'armée, conduit par le comte de Prado lui-même. Les Espagnols en furent informés à la pointe du jour, comme le marquis de Viana allait donner des ordres à une partie de son armée, pour la poster dans le même endroit. Cette nouvelle le déconcerta; néanmoins il fit avancer sa cavalerie, que le comte de Saint-Jean repoussa avec beaucoup de valeur. Les Portugais se fortifièrent dans leur camp, sans obstacle, et les Espagnols perdirent l'espérance de conquérir Valence.

Les deux armées se trouvant donc à la portée du canon, commencèrent à faire jouer l'artillerie de part et d'autre. Comme celle des Portugais avait l'avantage du lieu, elle causait de grands ravages

dans le camp des Espagnols. D'ailleurs, l'infanterie se détachait par bandes, et il n'y avait point de moment dans la journée, et souvent dans la nuit, qu'il ne s'y passât quelque action où l'on répandait toujours beaucoup de sang. Le marquis de Viana fortifia de nouveau son camp pour se mettre à couvert des insultes des Portugais. Il ne laissait échapper aucune occasion de combattre; la nuit, le jour, il portait sans cesse la terreur parmi les ennemis.

Le comte de Saint-Jean, ayant observé qu'on avait fait camper quatre cens chevaux hors des retranchemens, résolut de les enlever, quoiqu'il fallût, pour l'exécuter, braver toute l'artillerie et la mousquéterie des ennemis. Il communiqua son dessein au comte de Prado et au comte de La Torré, qui l'approuvèrent l'un et l'autre. La veille donc de Saint-Jacques, le comte de Saint-Jean marcha pendant la nuit avec six cens chevaux et mille fusiliers, commandés par Antoine Soarès de La Costa. Ils arrivèrent à la portée des ennemis sans être aperçus. Le comte ne leur donna pas le tems de se reconnaître: il fit sonner la charge. Les Espagnols surpris, épouvantés, cèdent à la furie des Portugais; ils sont dans un moment dispersés et taillés en pièces. La garnison de Valence, qu'on avait avertie, fit en même tems une sortie sur les gardes avancées qui étaient du côté de la ville.

Elles furent toutes enlevées ou massacrées. On n'entendait de tous côtés que des cris confus de ceux qui fuyaient, ou de tristes gémissemens de ceux qui expiraient. L'alarme et l'épouvante régnaient dans tout le camp : on courait aux armes, et l'on ne savait où marcher. Les uns voulaient soutenir les gardes avancées, et les autres secourir les quatre cens chevaux qui étaient hors des retranchemens. Mais, tandis qu'ils délibéraient, leurs gardes furent enlevées, leurs quatre cens chevaux massacrés ou faits prisonniers, et les Portugais rentrèrent dans leur camp.

Ils perdirent dans cette occasion dom Diègue Péreira d'Arango, capitaine de cavalerie, homme d'une grande valeur, avec un lieutenant et trois soldats. Jérôme de Silva et Ménésès furent dangereusement blessés; François de Tavora, frère du comte de Saint-Jean, reçut une contusion au bras. Il n'avait alors que quinze ans, et donna une haute idée de son courage. Michel-Charles de Tavora fut fait prisonnier et conduit à la Corogne, où les Espagnols lui firent souffrir une dure captivité.

Ce nouveau succès redoubla l'ardeur des troupes portugaises, et abattit celle des troupes espagnoles. Le comte de Prado, voulant achever de rebuter ces dernières, fit approcher ses batteries du camp ennemi, sur lequel on tira sans discontinuer avec un grand succès. Le comte de Saint-Jean, en même

tems, arrêta tous les convois qu'on envoyait dans ce camp, et il empêcha qu'on en sortît pour aller au fourrage. Alors le marquis de Viana se détermina à se retirer. Cependant auparavant il en informa le Roi, qui le laissa le maître de faire ce qu'il jugerait à propos. Profitant de cette liberté, il abandonna son camp la nuit du 19 août, avec tant de secret, d'ordre et de diligence, que les Portugais n'en eurent connaissance que lorsqu'il fut arrivé au fort Saint-Louis-Gonzague. Le comte de Saint-Jean poursuivit l'arrière-garde, mais la poursuivit en vain.

Il rejoignit l'armée. Le comte de Prado, après avoir fait détruire les retranchemens du camp des Espagnols, alla attaquer le fort de Bethléem, que la garnison abandonna lâchement. La perte de ce fort causa un violent chagrin au marquis de Viana, non que ce fort fût de quelque importance, mais pour l'avoir, pour ainsi dire, perdu sous ses propres ïeux, et dans un tems où il se trouvait à la tête d'une armée si considérable, qu'il s'était flatté de conquérir toute la province d'Entre-Douro-et-Minho. Succombant à son chagrin, il repassa le Minho, et n'osa plus rien entreprendre pendant le reste de la campagne. Les Portugais, au contraire, demandaient qu'on passât aussi le Minho pour porter la guerre dans le pays ennemi; mais le comte, que les succès n'éblouissaient point,

content d'avoir purgé la province des Espagnols, et ne pensant plus qu'à mettre à couvert de leurs nouvelles insultes la ville de Valence, chargea Lascol, ingénieur, de construire un fort entre cette place et le camp abandonné par les Espagnols. Cet ouvrage fut bientôt achevé, et le comte de Prado y mit quatre cens hommes de garnison, sous les ordres d'Antoine Fernandès Carvalho, capitaine recommandable par son extrême valeur, par son expérience, et surtout par sa fidélité.

Ensuite, le comte de Prado mena son armée à Coura, où il trouva un courrier par lequel la Reine lui envoyait des ordres de se rendre incessamment à Porto, pour apaiser une sédition survenue à cause de l'imposition nouvelle qu'on venait de faire sur le papier marqué. Dom Louis de Souza, doyen du chapitre, avait tenté vainement de rappeler le peuple à son devoir. Nuño Barréto Fuseyro leva des troupes à ses dépens, résolu de tomber sur les rebelles; mais le doyen, craignant de les pousser à bout, suspendit l'exécution de son dessein, et manda en même tems à la Reine qu'il croyait que la seule présence du comte de Prado, avec quelques détachemens d'infanterie et de cavalerie, suffirait pour ramener le calme dans Porto. Le comte se rendit donc en diligence dans cette ville, châtia les mutins, établit l'impôt, et revint ensuite à Viana, d'où il renvoya son armée dans ses quartiers d'hiver.

Le comte de Mesquitella, gouverneur de la province de Tras-os-Montès, jouit pendant toute la campagne d'une profonde tranquillité. Cependant, pour ne pas laisser languir ses troupes dans la mollesse et l'oisiveté, il en envoya une partie dans la province d'Entre-Douro-et-Minho, au secours du comte de Prado. A leur retour, il les conduisit en personne dans la province de Beira, pour s'opposer, conjointement avec Juan Mélo Féyo, aux desseins du duc d'Ossuna, chargé par le Roi catholique d'y porter la guerre. Le duc d'Ossuna se rendit en diligence à Ciudad Rodrigo, d'où il partit le 23 de juillet avec son armée abondamment pourvue de tout ce qui était nécessaire pour la campagne. Il marcha d'abord vers le territoire appelé communément Ribacoa. Son premier effort tomba sur Val-de-la-Mula, où commandait, avec cent hommes, Bernard d'Acugna. Le duc le fit sommer de se rendre, en le menaçant, s'il ne se rendait point, de le faire passer au fil de l'épée, avec tous ceux qui l'accompagnaient. D'Acugna brava ses menaces. Les Espagnols l'attaquèrent, et emportèrent d'abord les premières défenses; mais ils furent repoussés avec une perte considérable, lorsqu'ils voulurent escalader les murailles. Ils se préparèrent à donner un second assaut. D'Acugna, considérant le danger auquel il s'exposait, battit la chamade et capitula. Val-de-la-Mula soumis, on marcha pour subjuguer

le fort Saint-Pierre. Cette entreprise n'eut pas lieu. Le duc d'Ossuna, ayant appris que Mesquitella avait joint Féyo avec quatre mille hommes et deux cens chevaux, et l'armée portugaise se trouvant ainsi supérieure à la sienne, il se retira, se contentant d'envoyer quelques troupes pour brûler et ravager les villages voisins.

Almofala fut le premier bourg que les Espagnols tentèrent de brûler. Les habitans, avec la garnison qu'on y avait jetée, se défendirent si courageusement, que les Castillans furent mis en fuite. Alors le duc d'Ossuna, laissant son armée à Galhégos sous les ordres de dom Ferdinand Michel de Texada, mestre-de-camp-général, partit pour Ciudad Rodrigo. Il y apprit que le comte de Mesquitella, après avoir fortifié Castel Rodrigo d'un ouvrage à cornes, était parti pour mettre la garde hors d'insulte. Le duc, sur cet avis, rejoignit son armée à Galhégos, et alla s'emparer du château d'Albégaria qu'Antoine Andréade ne défendit que quelques heures. Cette conquête le rendit maître de la campagne, qu'il dévasta de toutes parts; en sorte qu'on n'apercevait de tout ce canton que des maisons saccagées, des villages incendiés, et des villes pillées et plongées dans le sang et la désolation.

Le comte de Mesquitella revint promtement sur ses pas pour arrêter ou suspendre du moins la fureur des Castillans. Il se rendit d'abord à Almeyda,

d'où il passa à Castel Rodrigo. En y arrivant, il y apprit que Sanche Emmanuel revenait de l'Alentéjo avec quelques troupes, et que Tamérieur était déjà à Sabugal avec un corps de cavalerie. A cette nouvelle, le duc d'Ossuna, content de ce qu'il avait fait, reprit la route de Ciudad Rodrigo, où il ne fut pas plutôt arrivé, qu'il mit son armée en quartier d'hiver.

Alors le comte de Mesquitella retourna dans sa province de Tras-os-montès. Mais dom Sanche Emmanuel, que la Reine, en considération de ses services, avait honoré du titre de comte de Villaflor, inspira à Féyo le dessein de venger sur les terres des Castillans les ravages que le duc d'Ossuna venait de faire tout récemment sur les terres des Portugais. Ils joignirent donc les troupes de leurs départemens, se mirent en marche, passèrent l'Arrégo, firent le dégât dans les terres ennemies, taillèrent en pièces ceux qui voulurent leur opposer quelque résistance, et après avoir hautement vengé les insultes qu'on avait reçues dans la province de la part du duc d'Ossuna, revinrent glorieux et triomphans dans leurs départemens.

Tandis que toutes ces choses se passaient dans le Portugal, François de Mélo était toujours ambassadeur à Londres, où il travaillait avec beaucoup d'activité à terminer le mariage de Catherine, infante de Portugal, avec Charles II, roi de la Grande-

Bretagne. Après avoir, en quelque manière, réglé toutes les conditions, Mélo, avant de rien conclure, revint à Lisbonne pour les communiquer lui-même à la Reine. Cette princesse approuva beaucoup sa conduite, et ne respira plus que la conclusion de cette alliance, par le moyen de laquelle elle espérait maintenir son fils sur le trône de Portugal. En effet, outre les avantages du commerce, elle en attendait des secours efficaces pour réprimer les Espagnols, pour contenir les Hollandais, et enfin pour dissiper les fâcheuses idées que l'on avait conçues, en différentes Cours de l'Europe, de la situation de ses affaires. Elle prit donc avec Mélo toutes les mesures nécessaires pour achever heureusement cette importante négociation. Pour l'engager lui-même à travailler efficacement au succès, elle le fit comte de Pont, et le fit repartir pour Lisbonne. Dès qu'il y fut arrivé, le roi Charles le fit avertir par le père Roussel de venir le trouver pendant la nuit dans son appartement. Ils eurent une longue conférence; le Roi fut extrêmement content de tout ce que l'ambassadeur lui dit de la part de la reine de Portugal, et l'assura qu'il allait songer à tout disposer pour tenir la parole qu'il lui avait donnée.

La princesse de Portugal n'était pas la seule qu'on proposât au roi d'Angleterre : les Espagnols fesaient agir tous les ressorts imaginables pour le détourner de l'alliance des Portugais. Le cardinal Mazarin,

entrant toujours dans leurs desseins, offrit au roi d'Angleterre sa nièce, la fameuse Hortense Mancini, si célèbre par sa beauté, par les grâces de son esprit, et surtout par les incidens bizarres dont toute sa vie ne fut qu'un tissu. Charles II l'avait aimée lorsqu'il était fugitif en France. Dès ce tems-là, il avait voulu l'épouser; mais le cardinal s'y opposa, ne voulant point d'un roi fugitif pour son gendre. A son tour, Charles, étant remonté sur le trône, la refusa, malgré tous les avantages que le cardinal voulut lui faire. Hortense exclue, le comte de Bristol mit sur les rangs la sœur du duc de Parme, qui épousa plus tard le roi Jacques, frère de Charles. Le roi d'Espagne, de concert avec celui de Danemarck et la république de Hollande, proposa de son côté l'impératrice veuve, ou la fille du roi de Danemarck, ou Marie, princesse d'Orange, ou la princesse de Ligne. Il lui était indifférent que Charles épousât une des quatre, pourvu qu'il donnât l'exclusion à l'infante de Portugal. Le baron de Batteville, son ambassadeur à Londres, travaillait avec une ardeur incroyable à faire réussir cette négociation. Il ne sollicitait pas avec moins de vivacité les Hollandais d'envoyer une flotte dans les Indes pour faire la conquête de Goa.

Ses démarches inquiétèrent l'ambassadeur de Portugal : il en parla au Roi, qui le rassura, en lui disant qu'il serait fidèle à la parole qu'il lui avait

donnée. Ensuite il nomma son grand chancelier, le marquis d'Ormond, le comte de Southampton, et le comte de Manchester, son chambellan, pour achever de régler avec Mélo tout ce qui concernait ce mariage. Tandis qu'on travaillait à cette grande et importante affaire, l'ambassadeur d'Espagne, pour dégoûter le roi d'Angleterre de l'alliance du Portugal, fit publier dans Londres que la reine de Portugal avait envoyé à Madrid Antoine Andréade d'Oliva pour offrir au Roi catholique la restitution du royaume de Portugal, à condition qu'on accorderait de certains priviléges à la maison de Bragance. Ce discours ne fit aucune impression sur le roi d'Angleterre. Alors l'ambassadeur d'Espagne osa parler ouvertement, et menaça Charles II d'une guerre avec l'Espagne et la Hollande, s'il épousait l'infante de Portugal. Le Roi, plus indigné qu'intimidé de cette menace, persista dans son dessein. Après son couronnement, qui se fit le 3 de mai, il convoqua son Conseil privé, auquel il fit part du dessein où il était d'épouser Catherine, infante de Portugal. Tout le monde l'approuva ; on trouva que cette alliance ne pouvait être qu'honorable pour la maison royale, et utile pour toute la nation. Cette approbation générale causa une joie bien vive à l'ambassadeur de Portugal, et un dépit mortel à l'ambassadeur de Castille. Il remplit Londres d'intrigues et de cabales pour rompre le mariage.

Voyant qu'il perdait sa peine, il demanda qu'on suspendit seulement pendant deux mois la conclusion de cette alliance, promettant que le Roi son maître rétablirait sa domination dans le Portugal pendant ce court espace de tems; qu'alors le roi d'Angleterre pourrait épouser la princesse d'Orange, à laquelle le roi d'Espagne ferait des avantages considérables. On ne fit aucune attention à cette proposition, qui n'avait pour toute solidité que l'air d'assurance avec lequel elle était hazardée.

Aussi, bien loin de faire impression sur l'esprit de Charles II, il le détermina à écrire la lettre suivante à la reine de Portugal : « Madame, quoique » je sois certain que le comte de Pont, votre am» bassadeur, ait informé Votre Majesté de tout ce » qui s'est passé ici au sujet de l'importante affaire » dont il est chargé auprès de moi, néanmoins j'ai » l'honneur d'assurer Votre Majesté que je n'en ai » retardé la publication que pour mieux servir les » deux Couronnes. Tous les articles du traité d'al» liance ont été arrêtés par votre ambassadeur et » mes commissaires. Je les ai communiqués à mon » Conseil-d'État, et tous ceux qui le composent ont » applaudi à notre dessein. J'espère que cette al» liance sera une source féconde de bonheur et de » prospérités pour les deux nations. Dans peu de » jours, j'en ferai part à toutes les Cours de l'Eu» rope; et dès qu'on aura mis la dernière main au

» traité, votre ambassadeur, dont on ne saurait » trop louer la prudence et l'activité, partira pour » en rendre compte à Votre Majesté. Dès ce mo» ment, j'attendrai vos avis avec une impatience » extrême, pour faire partir la flotte destinée à trans» porter dans mes États la sénérissime Infante, ma » future épouse, à laquelle je prie Votre Majesté de » présenter mes respects, en l'assurant que mon » bonheur dépend de l'honneur de partager mon » trône avec elle. Je prie encore Votre Majesté » de tenir prêtes toutes les choses nécessaires » pour son embarquement, afin que, dès que ma » flotte sera arrivée à Lisbonne, elle puisse par» tir dans l'instant. Dieu ait en sa sainte garde la » royale personne de Votre Majesté, comme je le » désire. A Londres, le 14 mai 1661. »

Le roi d'Angleterre chargea Mélo de faire rendre cette lettre à la reine de Portugal. L'ambassadeur d'Espagne publia alors un long mémoire de tous les avantages que Philippe son maître voulait faire à Charles II, s'il épousait la princesse d'Orange. Après l'énumération de tous ces avantages, il fesait celle des dommages que l'alliance du Portugal pouvait causer aux Anglais, énumération qu'il terminait par une menace de guerre, si Charles épousait l'Infante Catherine. Après avoir fait imprimer ce mémoire, il eut l'impudence d'en présenter une copie au Roi, d'en donner aux principaux ministres,

et d'en répandre plusieurs exemplaires dans le public pour exciter le murmure de la multitude. Le Roi le communiqua à l'ambassadeur de Portugal, qui s'engagea à y répondre promtement et solidement. Cependant il fit signifier par Nicolas, secrétaire-d'état, à l'ambassadeur d'Espagne, combien il était choqué de la hardiesse qu'il avait eue de publier son mémoire, qu'il s'en plaindrait au Roi son maître, et qu'il lui interdisait toute communication avec ses ministres. Tous les ambassadeurs des autres puissances de l'Europe qui étaient à Londres, et surtout celui de Hollande, approuvèrent le ressentiment du Roi. Peu de jours après, les États s'assemblèrent, et l'ouverture se fit le 18 de mai avec les cérémonies ordinaires. Le Roi s'y rendit, et fit ainsi sa harangue : « Je n'oublierai jamais les obligations que j'ai à ceux qui composent » cette illustre assemblée ; et je commencerais à » être un ingrat envers vous, si je ne vous fesais » part du dessein où je suis de choisir incessamment » une princesse pour mon épouse. J'ai jeté les ieux » sur l'infante Catherine de Portugal, princesse » vertueuse, et dont l'alliance est la plus utile pour » le royaume que nous puissions faire dans les con- » jonctures présentes. Du moins mon Conseil l'a » jugé ainsi. J'espère que vous en jugerez de même. » Nous avons arrêté les conditions avec l'ambassa- » deur de Portugal. Elles sont toutes avantageuses à

» l'État. Enfin celle que je destine à partager le trône
» avec moi fera mon bonheur et votre félicité. »

Ensuite le chancelier du royaume exposa, dans un discours fort long, tous les avantages que l'Angleterre retirerait de ce mariage. Il réfuta le mémoire de l'ambassadeur d'Espagne, qu'il traita d'homme factieux, imprudent et brouillon, et ses propositions touchant le mariage de la princesse d'Orange, d'absurdes; « car, » ajouta-t-il, « cet » homme, pour nous engager dans cette alliance, » offre de nous donner des choses qui ne sont point » en son pouvoir, comme Dunkerque et la Ja- » maïque. » Le parlement approuva le Roi dans toute sa conduite, lui permit de disposer des troupes au gré de ses désirs, et condamna au feu tout ce qui pouvait conserver la mémoire du malheur arrivé au feu roi Charles Iᵉʳ. Le parlement d'Écosse et celui d'Irlande suivirent l'exemple du parlement d'Angleterre. Alors Charles II ne songea plus qu'à terminer bientôt son mariage, et à établir solidement sur le trône la famille royale de Portugal. Il travailla ensuite à renouer la bonne intelligence entre le roi de France et la reine-régente de Portugal; ce qui ne fut pas bien difficile. Le cardinal Mazarin n'était plus. Il était mort à Vincennes, le 9 mars, âgé de près de cinquante-neuf ans. C'était lui qui, pour complaire à la reine Anne, mère de Louis XIV, à qui il devait son élévation, avait engagé le roi de

France à sacrifier, contre ses véritables intérêts, le Portugal à l'Espagne. Mais, dès qu'il fut mort, Louis XIV en sentit toute l'importance, et changea de sistème, en prenant lui-même en main les rênes de son État. Au reste, le principal mérite du cardinal Mazarin consistait dans une profonde dissimulation, dans une constance à toute épreuve dans l'adversité, dans une grande fécondité d'expédiens pour parvenir au but qu'il se proposait par ses négociations, et dans une souplesse prodigieuse. D'ailleurs, on lui reproche une rapacité sordide, peu de bonne foi, beaucoup de facilité à promettre et peu d'exactitude à tenir. Il était né en Italie et d'une illustre famille de Rome, s'il en faut croire l'auteur des *Mémoires de madame la duchesse de Mazarin*, Hortense de Mancini, morte en Angleterre, où elle fut contrainte de se réfugier pour se mettre à l'abri des fureurs qu'inspirait au duc son mari une bizarre dévotion.

Pour revenir à Louis XIV, non-seulement il entra dans les vues que le roi d'Angleterre voulut lui inspirer, mais il déclara même peu de tems après la guerre à l'Espagne, pour faire valoir les droits de la Reine sa femme dans les Pays-Bas. A l'égard du roi d'Angleterre, voici le traité qu'il signa au sujet de son mariage avec l'infante de Portugal : « Que tous les traités passés depuis l'année 1641 » entre le Portugal et l'Angleterre seraient mainte-

» nus et confirmés dans toute leur force; que le roi
» de Portugal céderait la ville et forteresse de Tan-
» ger en Afrique au roi de la Grande-Bretagne, le-
» quel enverrait cinq vaisseaux de guerre dans le
» port de cette ville pour transporter en Portugal
» la garnison et les habitans qui ne voudraient pas
» demeurer dans cette place, s'engageant en même
» tems de permettre le libre exercice de la religion
» catholique à ceux qui y demeureraient; que le
» roi d'Angleterre enverrait en même tems une
» autre flotte pour faire passer l'infante Catherine
» sa femme à Londres; que le roi de Portugal don-
» nerait à l'Infante sa sœur, en dot, deux millions
» de crusades: l'un en argent comptant ou en ef-
» fets, et l'autre dans le terme d'un an; que le roi
» d'Angleterre permettrait à la Reine sa femme le
» libre exercice de la religion catholique et romaine
» ainsi qu'à toute sa maison, et que cette princesse
» aurait, partout où elle irait habiter, une chapelle
» à elle; qu'un an après l'arrivée de cette princesse
» en Angleterre, le Roi lui assurerait, pour son
» apanage, trente mille livres sterling de rente, et
» lui assignerait un palais meublé convenablement
» à son auguste rang, dans lequel il lui serait permis
» d'habiter même après la mort du Roi, si sa vie
» était plus longue que celle de son mari; que sa
» maison serait formée à l'exemple de celle de la
» Reine sa mère; que la Reine, étant veuve, pourrait,

» si elle le voulait, retourner en Portugal, et y emporter ses bijoux et ses meubles, sans qu'on pût l'en empêcher, et que le roi d'Angleterre s'engagerait, pour lui et ses successeurs, à lui faire payer ces trente mille livres sterling sur le pied que la monnaie aurait cours en Angleterre; que le roi de Portugal céderait au roi de la Grande-Bretagne l'île de Bombai dans l'Inde orientale avec tous ses droits, afin que de là le même roi d'Angleterre pût facilement secourir les places que les Portugais possédaient dans ces contrées; qu'il serait permis à tous les négocians anglais d'établir quatre familles dans chaque ville des Indes ou de l'Amérique; que si l'on venait à recouvrer l'île de Ceilan, le roi de Portugal abandonnerait le port de Gale, et que si l'île n'était reconquise que par le secours des Anglais, Colombo et tout le gouvernement de l'île demeureraient toujours au pouvoir du roi de Portugal; que le roi d'Angleterre, en faveur de son mariage, s'engageait, du consentement de son Conseil-d'État, à soutenir les intérêts du Portugal avec toutes les forces de son royaume tant par mer que par terre; qu'en conséquence, il avait fait partir deux régimens de cavalerie de cinq cens chevaux chacun, et deux régimens d'infanterie, fesant deux mille hommes, armés et payés à ses dépens jusqu'au jour de leur débarquement à Lisbonne, que le roi de Portugal com-

» mencerait à leur payer la solde ; que le roi de la
» Grande-Bretagne promettait de même, du con-
» sentement de son Conseil, d'assister le roi de Por-
» tugal avec dix vaisseaux de guerre du premier
» rang pour purger les côtes de Portugal des pirates
» qui les infestaient, et que tous les officiers, sol-
» dats, mariniers et matelots, seraient absolument
» soumis aux ordres du roi de Portugal ; que si ce
» prince avait besoin d'une flotte plus considérable
» pour se défendre des entreprises de ses ennemis,
» tous les vaisseaux qui seraient dans la Méditerra-
» née ou dans le port de Tanger, auraient ordre de
» lui obéir et de courir à sa défense, sans que le roi
» d'Angleterre ou ses héritiers successeurs pussent
» pour cela exiger jamais aucune rétribution ; qu'ou-
» tre la liberté que le roi de Portugal avait de lever des
» troupes en Angleterre en vertu des traités passés,
» le roi Charles s'engageait, en cas que les Castil-
» lans ou quelque autre nation assiégeât Lisbonne,
» Porto ou quelque autre place maritime, à le se-
» courir de toutes ses forces ; que le roi de la
» Grande-Bretagne promettrait solennellement de
» ne faire jamais directement ou indirectement au-
» cun traité de paix avec l'Espagne contre les inté-
» rêts du Portugal ; que la nouvelle reine d'Angle-
» terre renoncerait, conformément aux lois fonda-
» mentales du royaume, à tous les droits à la cou-
» ronne de Portugal, comme reine d'Angleterre ;

» qu'elle n'y pourrait prétendre que comme reine
» immédiate de Portugal, ni transférer que dans ce
» cas son droit d'hérédité à ses successeurs. » On
convint encore par un article particulier : « Que le
» roi de la Grande-Bretagne s'obligerait à servir de
» médiateur entre le roi de Portugal et les États des
» Provinces-Unies de Hollande, et que, s'il ne pou-
» vait réussir dans sa médiation, il enverrait une
» flotte dans les Indes pour y prendre possession de
» l'île de Bombai, et y faire la guerre aux Hol-
» landais. »

Ce traité fut signé avec la formalité, cérémonie et solennité que les rois d'Angleterre sont dans l'usage d'observer en pareille occasion. L'ambassadeur de Portugal, après l'avoir également signé au nom du Roi son maître, et de Louise de Gusman, reine et régente du royaume de Portugal, partit pour Lisbonne, où il fut reçu assez diversement. La Reine trouvant qu'il avait obtenu à bon marché ce qu'elle désirait ardemment, l'alliance de l'Angleterre, l'accueillit avec les marques les plus vives d'amitié et de reconnaissance. Les courtisans furent partagés suivant leur humeur ou leur intérêt; car voilà les pivots ordinaires sur lesquels tourne la volonté de cette espèce singulière d'hommes, qui, dans le sein de la mollesse et de l'oisiveté, se forgent à tous les instans quelque nouveau motif de peine et d'inquiétude. Les uns donc condamnaient la cession de

Tanger et de Bombai, de crainte que les habitans ne s'y laissassent infecter du poison de l'hérésie; car, on ne le croirait point, et cela est pourtant ainsi, les courtisans, en général, sont attachés à la religion : il est vrai qu'ils n'y tiennent ordinairement que par les superstitions, ce qu'ils ont de commun avec le peuple. Les autres blâmaient les deux millions de crusades qu'on avait promis à l'Infante, à cause de la guerre dans laquelle on était engagé. Quelques-uns enfin attaquaient le traité par d'autres endroits; mais le nombre de ces derniers était peu considérable, en comparaison de ceux qui l'approuvaient dans tous les points; car, disaient-ils, on ne saurait trop louer le comte de Pont d'avoir terminé une affaire de cette importance dans un tems aussi orageux, et où la maison d'Autriche est encore si puissante, même en Angleterre. A l'égard de ce qu'il a cédé, ajoutait-on, ce n'est rien en comparaison des avantages qu'il nous a procurés. D'ailleurs, si le roi d'Angleterre vient à mourir avant l'Infante, cette princesse pourra revenir dans son pays, et son douaire nous dédommagera au triple de l'argent qu'elle emporte. En effet, lorsque Charles II fut mort, cette princesse revint à Lisbonne, en 1693, où les Anglais lui payèrent exactement trente mille livres sterling chaque année, jusqu'en 1705, qu'elle mourut.

Elle fit héritier de tous ses biens qui étaient immenses, le roi dom Pèdre, son frère.

La paix étant donc confirmée avec l'Angleterre, la Reine renvoya une seconde fois en Hollande le comte de Mirande, en qualité de son ambassadeur. Il aborda d'abord au port de Guré, dans le voisinage de Rotterdam : de là, il envoya à Amsterdam Diègue Lopez Ulhoa, secrétaire de l'ambassade, pour commencer à sonder les esprits sur les propositions qu'il devait faire. Comme par l'article séparé du dernier traité passé avec le roi d'Angleterre, ce prince s'était engagé à servir de médiateur, on le somma de sa parole, et on le pria en même tems de permettre, en attendant, aux Hollandais, le commerce avec les Portugais, aux mêmes conditions qu'il le permettait aux Anglais, ou de mettre les Portugais en état de braver la guerre dont les Hollandais les menaçaient en Europe. Cependant on travailla toujours au traité de paix avec les députés des États, sans pourtant jamais se mettre en situation de finir entièrement, afin qu'on pût gagner le tems nécessaire pour recevoir des nouvelles de Londres et de Lisbonne. Cette conduite était difficile à tenir long-tems avec les Hollandais habiles et clairvoyans; aussi Ulhoa eut beaucoup de peine à justifier des délais. Gilbert de Witt le pressait vivement, au point même qu'un jour il voulait qu'il

s'expliquât nettement, ou que les États fissent partir une flotte pour chasser entièrement les Portugais des Indes. Ulhoa en écrivit au roi de la Grande-Bretagne, en le suppliant de lui faire une promte réponse, et de lui prescrire de quelle manière il devait se comporter; s'il devait, oui ou non, arrêter et signer le traité de paix avec les Hollandais, aux conditions qu'ils proposaient. En même tems il feignit une indisposition pour retarder son voyage à la Haie, où le traité devait se signer. Sur ces entrefaites, la province de Groningue fit mettre en prison son Député, prétendant qu'il avait signé contre ses ordres le premier traité passé avec les Portugais, et protestant qu'elle ne consentirait jamais à le ratifier, le regardant comme désavantageux au corps de la république. La province de Hollande, qui avait été la première motrice de ce qu'on avait fait pour parvenir à la paix, changea également de sentiment, et refusa de tenir les conditions qu'elle avait d'abord proposées. Ulhoa répondit qu'il ne pouvait rien statuer sur ces nouvelles difficultés, qu'il n'eût auparavant écrit à la Reine sa maîtresse, pour lui demander de nouvelles instructions sur ce qui se passait.

Dans ces circonstances difficiles, l'ambassadeur de Portugal se rendit à Amsterdam. Il trouva toutes les affaires si embrouillées, qu'il n'y avait que le roi d'Angleterre qui pût les arranger et les terminer.

définitivement, ou en consentant que les Portugais fissent la paix avec les Hollandais, aux mêmes conditions qu'ils l'avaient faite avec les Anglais, ou en déclarant, conjointement avec les Portugais, la guerre aux Hollandais. Il écrivit en conséquence au roi de la Grande-Bretagne et au chancelier du royaume, et il adressa ses lettres à Rodrigue Tellès de Ménésès, chargé des affaires à Londres pendant l'absence du comte de Pont, son beau-frère.

Le chancelier lui fit, par le même canal, une prompte réponse, en lui disant « que le Roi, son » maître avait donné des instructions suffisantes à » son envoyé auprès de leurs Hautes-Puissances, » pour qu'il procurât aux Portugais une paix so- » lide et avantageuse. » L'ambassadeur communiqua cette lettre à l'envoyé, qui lui dit « que le Roi » son maître lui avait également écrit de ne rien » négliger pour engager les Hollandais à faire la » paix, mais qu'il lui avait en même tems recom- » mandé de ne rien précipiter dans la négocia- » tion de cette paix, de crainte de quelque sur- » prise. » Ce n'était qu'une honnête défaite pour prolonger la négociation, et rebuter par-là les Hollandais, à qui les Castillans offraient de grands avantages, pour les déterminer à rompre entièrement avec les Portugais. Le comte de Mirande craignait sans cesse qu'ils n'acceptassent ses offres; cependant, dissimulant sa crainte, il remercia l'envoyé.

Peu de jours après, il alla le trouver pour lui dire que les commissaires des États-généraux lui avaient déclaré que la république ne consentirait jamais à la paix, qu'aux mêmes conditions qu'on l'avait conclue avec les Anglais. L'envoyé lui répondit qu'il ne s'alarmât point, qu'il lui donnerait en peu de jours une réponse satisfesante pour lui et pour les États-généraux. Mais Mirande s'apercevant que ce n'était qu'un nouveau prétexte pour l'amuser, écrivit une seconde fois au roi d'Angleterre et à son chancelier. Celui-ci répondit qu'il avait donné des ordres précis à l'envoyé, pour qu'il eût à se conformer à tout ce qu'il jugerait, lui comte de Mirande, nécessaire pour le service du roi de Portugal, son maître. L'envoyé lui avoua que cela était vrai; néanmoins il lui demanda de différer encore quelques jours la conclusion du traité, afin qu'il eût le tems de tout disposer pour améliorer, s'il se pouvait, les conditions, par rapport aux Anglais. Comme le comte de Mirande n'avait point encore reçu les nouvelles instructions qu'il avait demandées à la Reine, il n'eut pas de peine à consentir à ce qu'on désirait. Cependant il fit partir un courrier pour informer cette princesse de l'état où se trouvait la négociation.

Tandis qu'on négociait ainsi en Hollande, le comte d'Ericeira quittait Tanger, où l'on avait envoyé, pour occuper sa place, dom Louis d'Alméida.

Les Indes étaient toujours gouvernées par les mêmes officiers. Malgré leurs soins, les Hollandais y fesaient chaque jour quelque nouvelle conquête, et chaque jour y était signalé par quelque perte de la part des Portugais. Coulan leur fut enlevée. Tanor et Bracalor furent insultées, et Cranganor serait tombée sous la puissance des Hollandais, sans Corréa, qui les chassa de devant cette place. Les Arabes pillèrent Baçaim; et partout enfin les Portugais reçurent quelque échec dans cette partie du monde où ils avaient autrefois été si puissans et si redoutés.

L'an 1662, en Portugal, le marquis de Marialva se fit déclarer, à la fin de la campagne, généralissime des armées et provinces d'Alentéjo, et fit donner le généralat des forces maritimes au comte d'Atougia. Celui-ci, mécontent de ce changement, se rendit en diligence à la Cour, pour s'en plaindre; mais en y arrivant, il apprit que ses plaintes déplairaient à la Reine. Ainsi, il garda le silence, et accepta, sans balancer, le commandement qu'on lui donnait. Marialva demanda pour général de la cavalerie le comte de la Torré, qu'on fit revenir de la province d'Entre-Douro-et-Minho, où il exerçait la charge de mestre-de-camp-général. Cette préférence mortifia vivement Alfonse Furtado, homme d'un véritable mérite, et qui avait parfaitement bien servi.

Le comte de Schomberg commandait pendant l'absence du général dans la province d'Alentéjo. Ayant appris qu'une partie de la cavalerie espagnole était sortie de Badajoz pour marcher vers Estrémos, il la fit suivre par dom Juan de Silva, qui fit quelques prisonniers. Ils informèrent Schomberg des préparatifs que les Espagnols fesaient pour entrer en campagne au printems suivant. Le comte en écrivit à la Reine, en la suppliant de pourvoir la province de tout ce qui était nécessaire pour sa défense, et surtout d'envoyer de l'argent pour payer les troupes étrangères à qui l'on devait déjà cinq mois. La Reine lui répondit que le marquis de Marialva partirait incessamment, et qu'il pourvoirait à tout.

En attendant son arrivée, Schomberg découvrit par ses espions, qu'il passait presque tous les jours quelque convoi de Talavéra à Badajoz. Ayant choisi neuf compagnies de cavalerie dans les garnisons d'Elvas, de Campo-Major, et dans son régiment, il alla se mettre en embuscade dans un lieu appelé Sagragès, et il enleva un de ces convois, composé de cent chariots chargés d'armes, et de toute sorte de munitions. Peu de jours après la prise de ce convoi, dom Juan d'Autriche se rendit à Badajoz; et Marialva, de son côté, partit de Lisbonne pour l'Alentéjo, après avoir donné ses ordres, tant par rapport aux troupes des autres provinces qui de-

vaient servir dans son armée, que par rapport aux provisions de bouche et de guerre nécessaires pour l'entretien de cette armée. Dès qu'il fut arrivé à Estrémos, il travailla à la rassembler pour se mettre en campagne. La victoire qu'il avait remportée à Elvas le remplissait de confiance, et cette confiance lui fesait négliger des précautions que la conjoncture des tems rendait essentielles. Le comte de Schomberg, qui s'était trouvé à portée d'acquérir plus d'expérience dans l'art de la guerre, que Marialva, voulut lui donner quelques avis que celui-ci négligea. Il fit plus, il se défia de Schomberg; il ne le consulta plus pendant le reste de la campagne, et il eut lieu de s'en repentir.

Après avoir fait quelque séjour à Estrémos, Marialva partit pour Elvas. En retournant de cette dernière ville pour Estrémos, il passa par Juréména, dont il confia le commandement à dom Manuel Lobato Pinto, mestre-de-camp, plus soldat qu'officier; et cependant on lui confiait un poste où l'on avait besoin d'un bon officier, plutôt que d'un brave soldat.

Tandis que les généraux de part et d'autre rassemblaient leurs armées, il s'y passa quelques combats de cavalerie, qui ne décidèrent rien. Enfin, dom Juan d'Autriche, contre la coutume des Espagnols qui sont toujours les derniers à se mettre en campagne, fut le premier qui l'ouvrit cette année.

Deux jours avant de sortir de Badajoz, le père François Caldeira, Jésuite portugais, vint le trouver pour le supplier de lui faire restituer quelques mulets que les partis castillans avaient enlevés à sa maison. Dom Juan le reçut avec affabilité. Caldeira s'enhardit, et lui demanda la permission de lui parler en secret. Dom Juan y consentit. Étant seuls: « Seigneur, » lui dit Caldeira, « le Roi votre père » touche bientôt aux derniers instans de sa vie; » Charles son fils, et votre frère, a une santé » si mauvaise, qu'on peut hardiment assurer que « ses jours ne seront pas longs. Il serait donc de » votre prudence de vous assurer de sa succession; » et vous ne devez point vous flatter d'y parvenir, » qu'en ménageant le Portugal. Ainsi donc, au lieu » de lui faire la guerre, conduisez-vous de manière » que vous puissiez en espérer, dans le besoin, des » secours efficaces. » Ce discours hardi surprit dom Juan. Modérant cependant sa juste colère : « Re- » tirez-vous, » lui dit-il, « et amenez chez vous vos » mulets; mais ne vous présentez jamais devant » moi. Dites à ceux qui vous ont inspiré la hardiesse » de me tenir un langage aussi insolent, que je les » verrai bientôt en rase campagne, où je les punirai » de leur audace. »

On répandit bientôt dans le public que le marquis de Marialva avait envoyé ce jésuite à dom Juan d'Autriche, pour lui proposer une trève de quatre

mois, à des conditions extrêmement avantageuses pour ses intérêts : mais ce discours n'étant accompagné d'aucune preuve solide, ne fit aucune impression ni sur le roi d'Espagne ni sur ses ministres.

Le père Caldeira et dom Juan de Silva informèrent le marquis de Marialva de la marche de l'armée espagnole; ce qui le fit sortir d'Estrémos, et marcher vers Elvas avec cinq mille hommes d'infanterie et deux mille chevaux. En arrivant à la fontaine de Sapateyros, il apprit que dom Juan d'Autriche avait déjà passé la Caya. Cette nouvelle détermina Marialva à tenir un Conseil de guerre, dans lequel on résolut de continuer la route vers Elvas; ce qui s'exécuta le lendemain. Dom Juan, de son côté, s'arrêta sur les bords de la Caya, pour faire la revue générale de son armée, qui se trouva composée de neuf mille hommes d'infanterie et de cinq mille chevaux, avec seize pièces de canon, trois mortiers, et toute sorte d'instrumens propres à des siéges. Ses officiers-généraux étaient les mêmes que ceux de la campagne précédente, à l'exception de Nicolas Langrès, Français, qui, après avoir servi plusieurs années le roi de Portugal en qualité d'ingénieur, passa au service du Roi catholique, sans autre raison qu'une inconstance naturelle, assez ordinaire à sa nation.

Le neuvième jour de mai, dom Juan se remit en marche; il enleva sur son chemin trois gardes

avancées, et alla camper aux tours de Séqueyras. Ensuite il s'avança vers les oliviers du côté de Campo-Major; et le marquis de Marialva comprit alors qu'il avait trop légèrement abandonné Estrémos. Il forma dans l'instant le dessein d'y ramener l'armée; ce qu'il exécuta le lendemain qu'il eut pris cette résolution. Dom Juan d'Autriche le suivit, et vint se camper d'abord à la fontaine de Sapateyros, où l'on avait laissé un corps de garde, qui ayant fait mine de se défendre, fut massacré par les Espagnols; ce que les Portugais taxèrent d'une cruauté horrible. De Sapateyros, dom Juan d'Autriche envoya un détachement de cavalerie et deux régimens d'infanterie, l'un italien et l'autre espagnol, sous les ordres de dom Juan de Zuniga, pour brûler Villabouin; ce qui fut exécuté. L'armée castillane poursuivit son chemin, sur lequel elle arrêta un courrier de Marialva, que dom Juan d'Autriche lui renvoya, avec ordre de lui dire qu'il allait le trouver lui-même; qu'il se préparât à le bien recevoir. Marialva s'était campé à portée d'Estrémos, par le conseil du comte de Schomberg, qui avait lui-même choisi le terrain pour camper, et avait conservé la communication avec la ville, moyennant deux lignes qu'il avait fait tirer du camp jusqu'à la place. D'ailleurs, il avait muni le camp d'un bon retranchement, et tout disposé avec tant d'ordre, que les Portugais, mal-

gré la jalousie qu'ils avaient conçue contre lui, ne purent disconvenir qu'il n'entendît beaucoup mieux qu'eux l'art des campemens. En dix-sept heures, il mit ce camp en état de défense. A peine eut-il fini son ouvrage, que le courrier, renvoyé à Marialva par dom Juan d'Autriche, arriva, répandant partout la nouvelle de l'approche des Espagnols. On tint plusieurs Conseils pour délibérer si l'on devait abandonner le camp, ou si on devait y attendre les ennemis. Les uns voulaient qu'on partît, et qu'on allât se poster vers Évora : les autres, surtout le comte de Schomberg et dom Louis de Ménésès, qui, quoique malade, suivait l'armée, condamnèrent hautement ce sentiment, en disant que ce serait livrer Estrémos aux Espagnols. Marialva en convint, et suivit le conseil de ces derniers; il resta dans le camp.

Le 12 mai, l'armée espagnole parut vers le milieu du jour sur deux collines peu éloignées du camp des Portugais. On observa qu'une joie subite s'empara du soldat à la vue des Castillans : il ne demandait qu'à combattre : on n'avait jamais vu à des troupes ni plus d'ardeur ni meilleure volonté. On rangea l'infanterie en bataille derrière les retranchemens; la cavalerie se tenait aux ailes du camp; dom Juan de Silva resta au centre avec six cens chevaux, pour porter du secours dans les endroits où le danger serait le plus pressant. On plaça l'ar-

tillerie très-avantageusement. Celle des Castillans étant sur des hauteurs, causait quelque dommage dans le camp des Portugais, mais sans troubler en aucune manière les dispositions qu'on y avait faites. Chaque corps demeura dans son poste, sans faire le moindre mouvement dont les ennemis pussent tirer le plus léger avantage. Malgré cette grande fermeté, dom Juan d'Autriche, se confiant au nombre supérieur de ses troupes, excitait les siens à attaquer les Portugais. Il croyait même son honneur engagé à le faire, à cause de ce qu'il avait fait dire à Marialva. Mais dom Louis Podérico mestre-de-camp, lui dit avec la liberté d'un soldat honnête homme : « Seigneur, vous ne pouvez sans une ex-» trême témérité attaquer ces retranchemens. » Vous y verrez périr vos meilleurs soldats, sans » les forcer; et quand même vous les forceriez, » vous n'en retireriez aucun avantage : les Portu-» gais se sont ménagé une retraite; ils peuvent se » retirer dans Estrémos, ce qu'ils feront après » avoir fait périr une partie de votre armée, et vous » avoir mis hors d'état de rien entreprendre ensuite. » Ainsi donc, faites attention à ce que vous dit un » vieux soldat, plein de zèle pour le service de son » Roi, et d'affection pour votre Altesse Sérénis-» sime. »

Dom Juan se laissa persuader, d'autant plus qu'il ne voyait qu'une faible disposition dans toute son

armée pour l'attaque qu'il méditait. Il la fit décamper, et alla se poster hors de la portée du canon des Portugais. A la vue de cette retraite, Marialva, qui la prit pour une feinte, et qui craignit que les Castillans ne tombassent pendant la nuit sur Estrémos, du côté opposé à son camp, y fit entrer dom Louis de Ménésès, et dom Emmanuel de Caméra, avec leurs régimens, pour défendre cette ville en cas de surprise. Mais le lendemain, on ne douta plus que l'ennemi ne se retirât, puisqu'on apprit qu'il marchait vers Borba. Cette route y étant difficile et étroite, le comte de Schomberg en profita pour attaquer l'arrière-garde des Espagnols, auxquels il enleva trente maîtres.

La ville d'Estrémos étant délivrée, Marialva commença à craindre pour Villaviciosa, place qui n'avait qu'une simple muraille, avec un vieux château hors pour ainsi dire de défense. On tint Conseil à ce sujet, et il parut à tout le monde qu'on ne pouvait secourir Villaviciosa sans s'exposer à livrer une bataille; ce qui était d'une conséquence extrême dans les circonstances présentes. Cependant les Castillans arrivèrent à Borba; ils sommèrent dom Rodrigue d'Acugna Ferreira, gouverneur du château, de se rendre. Ferreira n'en voulut rien faire. On dressa une batterie de canon, et on fit dans un instant une brèche considérable. Alors Ferreira demanda à capituler, ce qu'on lui refusa : il fut

donc obligé de se rendre à discrétion, et dom Juan le fit pendre sur un balcon du palais, avec deux capitaines, et ce cartel : « On a exercé cette justice » par ordre de dom Juan d'Autriche, pour châtier » un rebelle contre la majesté du Roi catholique, » lequel, sous le nom de gouverneur, avait pris les » armes et occasionné la mort de plusieurs braves » soldats, et la dévastation du territoire de cette » ville, en voulant défendre un poste insoutenable » contre une armée royale. »

Après cette barbare exécution, on pilla la ville, on brûla les villages circonvoisins, on saccagea les campagnes, on y exerça toute sorte de brigandages, et on les remplit de meurtres et de viols. Ensuite dom Juan se mit en marche; et quoiqu'il passât dans le voisinage de Villaviciosa, il ne voulut pourtant pas tenter cette conquête, persuadé qu'il ne pouvait la conserver, qu'il ne se fût auparavant rendu maître de Juréména, d'où, à ce qu'il croyait encore, dépendait la conquête de toute la province de l'Alentéjo ; sentiment que le marquis de Caracène embrassa dans la suite à son préjudice.

Le marquis de Marialva, voyant que l'armée castillane laissait Villaviciosa à côté, crut qu'on allait assiéger Elvas, où il envoya sans différer dom Louis de Ménésès avec son régiment, et dom Juan de Silva, avec cinq cens chevaux. Mais dom Juan d'Autriche marcha droit à Juréména. Cette place est

fort ancienne : on prétend qu'elle a été bâtie et peuplée par les Celtes. Elle est située près de la Guadiana, sur une éminence qui commande à toutes celles qui s'élèvent dans ce district. Ayant été ruinée par les Maures, Denis, roi de Portugal, la fit rebâtir. Jean IV, immédiatement après sa proclamation, la fit fortifier à la moderne, et depuis la perte d'Olivença, on avait ajouté de nouveaux ouvrages, qui la rendaient une des meilleures places de Portugal. La garnison qui y était alors consistait en deux mille cinq cens hommes d'infanterie et une compagnie de cuirassiers. D'ailleurs, la place où commandait dom Manuel Lobato Pinto était abondamment pourvue de toute sorte de munitions.

Dom Juan d'Autriche, avant d'investir cette place, alla lui-même la reconnaître avec le commissaire Alexandre Moreyra; et il s'approcha si près des murailles, qu'on tua plusieurs soldats de son détachement à ses côtés. Malgré le péril évident auquel il était exposé, il continua d'observer les fortifications extérieures de Juréména avec un sang-froid qui donna de l'admiration aux soldats même les plus intrépides. Ses observations faites, il investit la place, disposa son camp avec beaucoup d'ordre, fit dresser ses batteries, et jeter un pont de bateaux sur la Guadiana, pour se conserver une communication avec Olivença.

Dom Manuel Lobato, qui avait plus de courage

et de bonne volonté que d'expérience et de prudence, se contenta de faire un grand feu pour incommoder et retarder les Espagnols dans leurs travaux. S'il avait un peu mieux connu son métier, il aurait pu faire quelques sorties, et causer de grands dommages aux ennemis. Heureusement pour lui, Marialva, ne craignant plus pour Villaviciosa, proposa aux principaux chefs de son armée d'aller secourir Juréména. Avant de faire aucune démarche, Augustin d'Andréade, mestre-de-camp, s'offrit d'aller reconnaître la situation du camp des Espagnols. Il partit d'Elvas pour cet effet la nuit suivante, avec cinq cens chevaux commandés par dom Juan de Silva. Pendant qu'Andréade partait d'Elvas, Marialva fesait sortir d'Estrémos, pour reconnaître les ennemis du côté de Villaviciosa, Gomès Figueirédo, Jérémie Giovet, colonel du régiment de Schomberg, et Sainte-Colomme, ingénieur français, avec deux cens chevaux d'escorte. Sainte-Colomme s'avança jusqu'au pié des retranchemens ennemis. Il fut découvert et fait prisonnier. Ses compagnons s'en retournèrent avec cinq Castillans qu'ils firent prisonniers, après avoir obligé dom Diègue Cavalhéro à rentrer dans son camp, d'où il était sorti pour brûler Landroal, bourg considérable, à une lieue et demie de Villaviciosa. Il craignit que les Portugais ne fussent informés de son dessein, et qu'ils ne lui tendissent quelque embuscade.

Sur le rapport d'Augustin d'Andréade, Marialva voulait absolument aller aux ennemis. Le comte de Schomberg était d'un sentiment contraire, sur le rapport de dom Juan de Silva, qui lui avait assuré qu'on ne pouvait, sans un danger manifeste, attaquer le camp des Espagnols. On tint un Conseil de guerre, où le sentiment d'Andréade et celui de Silva furent examinés avec un grand soin. Celui d'Andréade prévalut dans l'esprit du marquis de Marialva. Il méprisa les conseils de Schomberg, et ceux des autres officiers. Cependant, avant de déclarer sa dernière résolution, il voulut savoir ce qu'en pensait dom Louis de Ménésès, qui pour lors était à Elvas. Ménésès lui fit la réponse suivante : « Je ne saurais approuver l'attaque du camp des ennemis sous Juréména. Il est peu étendu, environné » de bons retranchemens, muni d'une bonne artillerie, et défendu par des troupes supérieures en » nombre à celles avec lesquelles vous pouvez » l'attaquer : il est donc de la dernière importance » de ne pas hazarder une pareille démarche. Dom » Juan d'Autriche vous en a donné lui-même un » exemple tout récent. Quoique supérieur aux Portugais, il n'a pas voulu s'exposer à les attaquer » dans leur camp d'Estrémos. Enfin la conservation » de Juréména me paraît moins importante que la » conservation d'une armée, d'où dépend celle de » toute la province, peut-être même celle de tout

» le royaume. Ainsi je crois qu'on devrait employer » d'autres moyens pour délivrer Jurémena. On » pourrait attaquer Albuquerque; dom Juan viendrait la secourir; s'il ne le fesait point, nous pourrions nous en emparer, et cette conquête nous » dédommagerait de la perte de Jurémena. »

Marialva ne fit pas plus d'attention aux conseils de Ménésès qu'à ceux des autres officiers. Le succès qu'il avait eu devant Elvas avait changé sa prudence ordinaire, en une confiance aveugle et téméraire. Cependant dom Juan poursuivait avec ardeur le siége de Jurémena, et le 26 mai, le chemin couvert fut en état d'être attaqué. Il nomma dom François d'Alarcon, Portugais, et attaché au service de la Castille, dom Ferdinand d'Escovédo, dom Juan Henriquès, et dom François Tello, pour faire cette attaque. Le signal pour partir était deux coups de canon. Aussitôt qu'il fut donné, les Castillans s'avancèrent avec une grande intrépidité; mais ils furent reçus de même, et après un long combat, ils furent contraints de se retirer. Dans ce même moment, les assiégés firent une sortie, et achevèrent de tailler en pièces les Castillans, que dom Juan d'Autriche tâcha en vain de soutenir.

Cependant ils renouvelèrent leurs attaques, et se logèrent enfin dans le chemin couvert. Sur ces entrefaites, Marialva partit d'Estrémos avec son armée: c'était le 12 juin. Elle était alors composée de dix

mille hommes, et de quatre mille chevaux; mais la plupart n'étaient que des paysans, ou des hommes sur qui l'on devait peu compter. Schomberg régla la marche de cette armée avec toute l'intelligence d'un habile capitaine. Dès la première journée, elle logea à Alcaravizza, et à la seconde, aux Oliviers d'Elvas, où la garnison de cette place et celle de Campo-Major vinrent la joindre. Deux jours après, elle alla camper sur la rivière de Juréména, à une lieue de la ville, d'où l'on donna le signal aux assiégés qu'on venait les secourir.

Dom Juan d'Autriche fit venir promtement dans son camp les garnisons d'Olivença et de Badajoz; ensuite il disposa tout pour bien recevoir les Portugais. Marialva, de son côté, alla reconnaître la disposition du camp ennemi avec Andréade. Il trouva les choses tout autrement disposées qu'Andréade ne lui avait rapporté. Ce dernier même avoua ingénument son erreur. Cependant on s'était engagé sur son rapport, et Marialva ne pouvait se résoudre à voir prendre Juréména sous ses ieux. On tint divers conseils pour chercher quelque moyen de secourir la place; mais tous ceux qu'on proposa, se trouvèrent impossibles dans l'exécution. Alors Marialva résolut d'attaquer les ennemis dans leur camp l'épée à la main. Ce projet parut d'une extrême témérité au comte de Schomberg; cependant il n'osa s'y opposer, de crainte qu'on ne l'accusât de trop de cir-

conspection, comme on avait déjà fait. Dom Louis de Ménésès, dont le mérite se développait de jour en jour d'une manière glorieuse pour lui, fut moins retenu : il dit hautement que c'était vouloir perdre l'armée, et le royaume avec elle, que de vouloir forcer les ennemis dans leurs retranchemens.

Dom Manuel de Caméra, Tristan d'Açugna, Jérôme Mendoce, et Antoine Galvan, tous mestres-de-camp, appuyèrent le sentiment de dom Louis de Ménésès. Mais rien ne put faire changer Marialva de résolution. Il voulut absolument tenter de jeter du secours dans Juréména, par l'endroit où la rivière de Mure se perd dans la Guadiana. Il choisit pour exécuter son dessein dom Louis de Ménésès avec son régiment, et celui de Pierre Opesfinga, qu'il fit soutenir par cinq cens chevaux, à la tête desquels il mit dom Juan de Silva. Tous devaient se rendre à l'embouchure du Mure, pour passer à gué cette rivière, et aller ensuite enlever un fort que les ennemis y avaient fait construire, pour couvrir leur camp de ce côté. Dom Louis de Ménésès, à qui on avait confié la conduite de cette entreprise, disposa tout pour l'exécuter : il distribua les échelles pour escalader le fort, aux plus braves soldats de son régiment. Il partit enfin : mais en arrivant à l'embouchure du Mure, il reçut ordre de s'arrêter. Marialva s'était transporté sur une éminence pour voir de quelle manière l'attaque

du fort se passerait. Un cavalier de sa garde lui dit: « Seigneur, à votre place je n'eusse jamais tenté le » secours de Juréména par l'endroit où vous vou» lez le tenter; il me semble qu'on a choisi l'expé» dient le moins sûr et le plus périlleux. » Ce discours surprit Marialva, et comme un général ne doit rien négliger, il tira à part le soldat qui lui parlait, et lui dit: « Quel parti auriez-vous donc » pris pour secourir Juréména? » — « J'eusse, » répondit le cavalier, « fait passer la Guadiana à cinq » cens chevaux, avec cinq cens fantassins qu'ils » eussent repassé à la nage vis-à-vis de Juréména. » Marialva vit de la possibilité dans ce qu'on lui proposait; il fit dire dans l'instant à dom Louis de Ménésès de suspendre l'attaque; ensuite il assembla le Conseil de guerre, et après y avoir examiné la proposition du soldat, on trouva qu'il était aussi dangereux de secourir Juréména en passant la Guadiana, qu'en passant le Mure : ainsi l'on rejeta l'un et l'autre parti.

Dans ce moment, le gouverneur de la place écrivit à Marialva, pour lui représenter qu'il lui était impossible de tenir plus long-tems, si on ne le secourait promtement : ce qu'on pouvait faire en passant la petite rivière de Fatalao. Marialva donna promtement ses ordres à dom Louis de Ménésès, pour marcher de ce côté. Ménésès obéit, et bientôt il fut suivi de toute l'armée. La cavalerie castil-

lane sortit de ses retranchemens et engagea avec la cavalerie portugaise une escarmouche extrêmement vive, dans laquelle François de Tavora se distingua d'une manière particulière. On arriva sur les bords du Fatalao. Là, Marialva assembla les officiers généraux à auxquels communiqua son dessein. Tous lui protestèrent qu'ils étaient prêts d'obéir à ses ordres; mais néanmoins qu'ils se croyaient obligés de lui représenter qu'on allait sacrifier tout le royaume pour Juréména. Enfin, ils parlèrent si fortement contre le dessein de Marialva, que ce général, profitant de leurs conseils, écrivit à dom Manuel Lobato de capituler à des conditions honorables, parce qu'il lui était impossible de le secourir.

Ensuite il partit avec l'armée pour Villaviciosa, où il fit construire une citadelle. Immédiatement après son départ, dom Juan d'Autriche fit sommer Lobato, par Alexandre Moreira, de rendre la place. Lobato, assuré qu'il ne recevrait aucun secours, assembla son Conseil, et capitula aux conditions que la garnison sortirait avec tous les honneurs militaires, et qu'on lui fournirait tout ce qui lui serait nécessaire pour transporter à Villaviciosa ses malades, ses blessés et tous ses bagages. Ayant obtenu ces conditions, il évacua la place le 9 juin, et se rendit auprès de Marialva. Peu de jours après, il se passa un combat de cavalerie, près de la rivière

de Cellas, où les Portugais, après une longue résistance, furent obligés de plier.

Pendant le reste de la campagne, la fortune seconda dom Juan d'Autriche dans tous ses desseins. Après avoir rétabli les fortifications de Juréména, il s'empara de Veyros, soumit Monforté, et tomba sur Crato, dont il fit mourir le gouverneur et pendre le sergent-major, pour avoir osé se défendre contre son armée victorieuse. Il continua sa marche par Alter Podéroso. Assumar et Onguella reconnurent ses lois; et après ses conquêtes, il se retira à Badajoz, pour laisser reposer ses troupes. Il arriva enfin un secours de cavalerie et d'infanterie anglaise, à Lisbonne, où Marialva, Schomberg, et le comte de Mesquitella se rendirent. Ce dernier n'y fut pas plutôt arrivé, qu'il mourut. Il était plein de mérite, et avait rendu de grands services à l'État pendant tout le cours de la guerre. Le comte de Prado défendit avec succès la province d'Entre-Douro-et-Minho, et le comte de Villaflor, celle de Beira. Vers cette époque, la Reine, dégoûtée du gouvernement, à cause des contradictions que lui opposaient sans cesse les favoris du Roi, résolut de se décharger de ce pesant fardeau, et de remettre toute l'autorité entre les mains d'Alfonse son fils.

Jamais prince ne fut moins capable de gouverner. Emporté par l'impétuosité de son tempéra-

ment, il se livra à tous ses caprices, qui insensiblement le conduisirent à sa perte. Dans les premiers instans de sa jeunesse, il ne connaissait point de plus grand plaisir que de voir battre à coups de fronde les enfans du petit peuple. Parmi ceux-là, Antoine de Conti Vintimiglia, natif de Libonne, et originaire de Vintimiglia, ville de l'État de Gênes, sut enchaîner toutes ses inclinations. Le Roi l'entretenait souvent. Conti, vif, hardi, lui fesait des présens de frondes de soie, de couteaux dorés, et d'autres choses semblables, proportionées à son âge. La Reine, craignant que cette familiarité n'eût des suites fâcheuses, fit défendre à Conti de se présenter davantage devant le Roi; mais Conti méprisa les ordres de la Reine, et tout ce qu'il put faire fut de se déguiser pour voir le Roi.

Cette contrainte ne servit qu'à affermir le prince dans l'attachement qu'il avait pour son favori. On fut obligé de lui permettre de le voir, et cette condescendance fut la source d'une partie de tous les égaremens où tomba depuis Alfonse. Cependant, pour le détourner du penchant qui l'entraînait, on l'occupa à de nouveaux exercices; et celui de monter à cheval paraissant propre à le détacher des puériles occupations qui l'avaient jusqu'alors arrêté, dom François de Souza, comte de Prado, grand-écuyer, et Galvan d'Andréade, premier

écuyer, furent chargés du soin de lui mettre les rênes à la main.

Il y avait une porte dans une cour du palais qu'on appelle la cour du Lion : c'était par cette porte qu'Alfonse avait coutume de faire venir à des heures extraordinaires Antoine Conti, Jean Conti son frère, avec d'autres jeunes gens, parmi lesquels se trouvaient quelques Maures et quelques Nègres, qui s'amusaient, en sa présence, à toute sorte d'exercices violens. Le Roi lui-même se mêlait quelquefois parmi eux, et tantôt il luttait, tantôt il lançait la barre, tantôt il se battait à coups de poing. Cette conduite, dont on fut informé, causait un violent chagrin à la Reine; et le comte d'Odémira qui n'ignorait point que l'on impute toujours les défauts des princes à ceux qui ont été chargés de leur éducation, en ressentit un vif chagrin. Résolu d'arracher ce prince, à quelque prix que ce fût, à un commerce si bas, il se rendit un jour dans la cour du Lion, où il défendit à Conti et à sa suite d'y revenir sous des peines rigoureuses. Alfonse fut outré de cette défense : il se retira en fureur dans son appartement, et laissa échapper quelques menaces contre le comte d'Odémira.

Rien n'égale le malheur des princes. Ils ne connaissent presque jamais ni les douceurs d'une amitié mutuelle, ni les avantages qu'on peut reti-

rer de la vérité. On ne s'attache ordinairement à eux que par intérêt ou par vanité. Ceux qui environnaient Alfonse, n'ayant en vue que ces deux objets, au lieu de l'apaiser, l'aigrirent encore davantage, en lui disant « que le comte d'Odémira voulait établir son autorité sur les débris de celle de Sa » Majesté; mais qu'il ne devait point le souffrir, s'il » ne voulait s'exposer à tomber dans le mépris et » dans l'oubli. » Ce discours fit une si grande impression sur son esprit, qu'il n'écouta plus qu'avec dédain les conseils salutaires du comte; d'ailleurs, il ne voulut ni boire ni manger qu'on ne lui eût rendu Conti, son favori.

Il recommença ses jeux ordinaires; et ses divertissemens devinrent même publics. Ceux dans lesquels il y avait du danger à courir avaient pour lui des attraits puissans. Il ne comptait s'être bien amusé que lorsqu'il y avait eu beaucoup de monde blessé ou estropié. Il fesait souvent lâcher des dogues dans la grande place du palais, et il arrivait fréquemment que ces animaux se jetaient sur le peuple, et mordaient dangereusement les passans. Le comte d'Odémira voulant lui faire apprendre à tirer des armes, lui donna pour maître Diègue Gomès Figueirédo, qui ne put l'obliger à se soumettre à aucune des règles pratiquées dans cet art. Il se jetait avec fureur sur ses adversaires, et tâchait toujours de leur porter des coups dangereux. Jean

Conti, frère d'Antoine, se trouvait à tous ces exercices, et devint bientôt aussi son favori. Jean était insolent, vain et audacieux, il ne respectait personne, et il osa même, jusque dans le palais, faire des violences dignes des plus honteux châtimens. Néanmoins le Roi les lui pardonna. Cette impunité enhardit les autres, et la ville bientôt ne devint qu'un lieu dangereux, où l'on n'osa plus marcher sans prendre des précautions, surtout pendant la nuit.

Cette conduite honteuse excita le murmure du peuple, et du murmure on vint à mépriser hautement le Roi: l'infant dom Pèdre, frère d'Alfonse, en devint plus cher à tout le royaume. On le regarda comme l'unique ressource qui restait pour soutenir la majesté du trône; on l'avait logé dans l'appartement du Roi, afin d'unir davantage ces deux princes : mais le Roi le contredisait en tout, il se plaisait à le mortifier, il saisissait avec une espèce d'avidité toutes les occasions de lui nuire. D'ailleurs, lorsque l'infant voulait s'appliquer à quelque chose de sérieux et de solide, Alfonse l'en détournait; et de là naissaient des querelles fréquentes, qui par la malice et la bassesse des favoris du Roi, qui l'aigrissaient sans cesse contre dom Pèdre, dégénérèrent enfin en une haine cruelle de la part d'Alfonse.

En entrant dans sa seizième année, il s'affranchit entièrement des soins que prenait son gouverneur

pour le détourner du penchant qui l'entraînait à toutes les actions les plus basses et les plus déshonorantes. Conti, son favori, lui avait fait envisager l'attachement du comte comme une gêne insupportable. Alfonse, qui ne voyait plus que par les ieux de ce favori, suivit en tout ses conseils pernicieux. Alors la faveur de Conti fut telle, qu'il disposait du Roi au gré de ses désirs; les courtisans, à qui les plus basses souplesses ne coûtent jamais rien, lorsqu'ils sont persuadés qu'elles peuvent les conduire à quelque degré de fortune plus élevé que celui où ils sont; les courtisans, dis-je, dès ce moment, firent de Conti, cet homme né, pour ainsi dire, dans la lie du peuple, l'objet de leurs viles adulations. Lui-même, enivré de sa fortune, se livra à tout l'orgueil qu'inspire presque toujours une grande faveur. Il ne voulut plus se contenter de sa naissance; il crut avoir besoin d'une illustre origine, pour faire passer plus facilement l'insolence de sa conduite. Il publia donc qu'il descendait d'une branche des Vintimiglia, ancienne et noble famille du royaume de Sicile; et il trouva des flatteurs assez effrontés pour appuyer cette lâche imposture.

La plupart de ceux qui approchaient le Roi réunissaient en eux tous les vices à la fois, le bas mensonge, la flatterie insolente, l'avarice sordide, l'indécence honteuse dans les discours, avec l'orgueil, l'ignorance et la sotte vanité. Les principaux minis-

tres, choqués de voir le Roi environné de cette foule d'hommes dissolus, conseillèrent à la Reine de faire passer ce prince dans l'appartement neuf du grand pavillon, appelé le Fort, où ces hommes qui corrompaient ses mœurs pourraient le voir avec moins de liberté. La Reine suivit leur conseil, et ordonna qu'il serait désormais servi par dom Juan de Silva, marquis de Govéa, grand-maître de sa maison, Garcie de Mélo, son grand-chambellan, le comte de Prado, son grand-écuyer, dom Juan d'Alméida, maître de sa garde-robe, et par Louis de Mélo, capitaine des gardes de la porte. Peu de tems après, le comte de Prado étant allé commander dans la province d'Entre-Douro-et-Minho, sa charge de premier gentilhomme de la chambre et celle de grand-écuyer furent données à dom Diègue de Lima, vicomte de Villeneuve de Cerveira, et à Louis de Vasconcellos et Souza, comte de Castel-melhor.

Tous ces officiers devaient servir par semaine, et coucher dans le palais; ils étaient relevés le jour par dom Vasco Mascarégnas comte d'Obidos, Nuño de Mendoce, comte de Valdéreïs; Louis de Silva Tello, comte d'Aveiras, et François de Souza Coutigno, conseiller d'État. On leur donna des clés pour entrer dans le palais à toutes les heures, et l'on tint la porte qui communiquait de l'appartement de la Reine à l'appartement du Roi, toujours ouverte;

mais toutes ces précautions furent inutiles. Le comte d'Odémira ayant dit au Roi qu'on avait fixé l'endroit par où il devait sortir désormais, le Roi répondit brusquement qu'il ne voulait jamais sortir que par la salle des gardes allemandes. « Il y a trop » de monde, Sire, « répliqua le comte. « Tant mieux, » ajouta le Roi. On ne douta point qu'on n'eût suggéré au prince de passer par cette salle, afin de se faire voir au peuple; dès-lors même on fut convaincu qu'il arriverait bientôt quelque changement dans le gouvernement, et chacun conçut des espérances ou des craintes, selon l'état de sa fortune.

Cependant, comme le Roi n'était plus environné que de personnes de la première qualité, et d'un mérite distingué, il cessa de voir pendant quelque tems Conti et ses compagnons. Mais cela ne fut pas long; ils se virent, et le Roi se replongea dans ses premiers excès. Un jour ayant été à Alcantara, pendant que les gentilshommes qui l'avaient accompagné étaient à dîner, il alla à Azeytaon, maison du duc d'Aveiro. Il rencontra un taureau sur son chemin; il l'irrita au point que cet animal se jeta sur son cheval, qui se cabra, et le renversa par terre avec tant de violence qu'il en perdit les sens. Il fallut le faire saigner cinq fois pour le rétablir de cet accident. On saisit cette occasion pour lui faire des remontrances; mais elles n'opérèrent aucun changement dans sa conduite. Au contraire, deve-

nant de jour en jour plus féroce, il insultait même les hommes qu'il rencontrait sur son passage, de la manière la plus brutale. Un soir, en revenant de Palhavam, il se détacha de sa suite pour attaquer deux hommes qu'il aperçut. Ayant renversé l'un des deux, il l'eût tué, si cet homme ne se fût mis en défense. Celui-ci allait porter un coup dangereux au Roi, qu'il ne reconnaissait point, sans l'arrivée du grand-veneur, qui se mit à crier : « Sire, il n'est pas raisonnable que Votre Majesté tue ses propres sujets. » A ce mot de Majesté, cet homme avec un respect mêlé de confusion et de crainte, se retira derrière un mur, où le Roi voulut le poursuivre. Peu de jours après, en passant devant le Noviciat des jésuites, il voulut faire enfoncer les portes de cette maison, pour entrer dans l'enclos où on lui avait dit qu'on entretenait des dogues terribles. La porte ayant heureusement été ouverte, le Roi ne se soucia plus d'y entrer; mais il s'écarta avec un seul valet de pié, et ayant rencontré trois hommes, il les chargea brusquement l'épée à la main. Étant botté il s'embarrassa de manière, qu'aux premiers coups qu'on lui porta, il tomba par terre, blessé dans l'aine. On courut à son secours, et on le ramena dans le palais, où on le pansa. A l'égard de ceux qui l'avaient blessé, deux s'enfuirent, et le troisième fut arrêté; mais le grand-veneur le fit remettre en liberté.

Lorsque le Roi fut guéri de cette blessure, le Conseil-d'État ordonna, du consentement de la Reine, qu'on irait en corps le supplier de prendre plus de soin de la conservation de sa personne royale. Dom Nuño Alvarès Péreira, duc de Cadaval, porta la parole et parla ainsi : « Sire, par ordre » de la Reine-régente votre mère, de l'Infant » votre frère, de l'Infante votre sœur; par ordre » enfin de tout le royaume, nous sommes ici tous » pour supplier Votre Majesté de conserver votre » vie, afin de prévenir la ruine de l'État. Il n'est pas » raisonnable que Votre Majesté coure après la fin » de ses jours, et il n'est pas juste qu'elle arrache la » vie à ses sujets. L'art principal de régner con» siste à savoir acquérir l'amour de ses peuples. » Devenez leur père, et non leur oppresseur; ils ne » respirent que le zèle de votre service; qu'ils éprou» vent à leur tour votre reconnaissance par des » bienfaits : bientôt la tranquillité régnera dans tout » le royaume. »

Ce discours ne produisit aucun effet sur son esprit; au contraire, Alfonse n'en devint, pour ainsi dire, que plus féroce, et il ajouta à cette férocité un libertinage honteux. Il s'affranchit de toute bienséance, et se livra avec impétuosité à tous les excès d'une débauche effrénée. Il sortait la nuit avec les deux Conti, et quelques autres braves armés comme lui. Il appelait les uns *fixos*, c'est-à-dire,

fermes, et les autres *porradas*, c'est-à-dire, goinfres. Il courait dans les rues avec eux, et entrait dans les lieux infâmes, où il exerçait toute sorte de violences sur les femmes qu'il y trouvait. Souvent il les fesait venir dans son palais, et il se vantait de faire avec elles des excès hors de toute vraisemblance.

Un jour il se transporta dans l'église de Notre-Dame du Rocher de France, pour y voir une jeune fille dont on vantait la beauté; elle était belle en effet, mais elle était encore plus coquette que belle. Ne l'ayant pas rencontrée dans cette église, il se fit transporter dans celle de Saint-Sauveur, où elle était. Il rencontra sur son chemin le carrosse de Martin Corréa de Sa, vicomte d'Asséca; ses gens crièrent aux gens du vicomte d'une manière indécente et grossière de s'arrêter. Les gens du vicomte d'Asséca, qui ne reconnurent point le Roi, y répondirent vivement; la dispute s'échauffa, on en vint aux mains. Le Roi, au lieu d'apaiser ce tumulte en se nommant, sortit de sa litière avec Jean Conti, et porta le pistolet à la gorge du vicomte déjà blessé, qu'il eût tué si le pistolet eût fait feu. Le vicomte l'ayant alors reconnu, baissa son épée, et se jeta aux genoux du Roi pour lui demander pardon; mais le Roi l'outragea cruellement. Tout le monde commença à craindre pour soi; le danger devint général; on tremblait, lorsqu'on était obligé de sortir, de rencontrer le Roi.

A mesure que ce prince croissait en âge, ses mœurs se corrompaient de plus en plus, et la corruption gagnait insensiblement toute la Cour. On craignait de paraître vertueux devant un prince qui embrassait aveuglément tous les vices. La Reine, dans l'espérance d'arrêter ce torrent qui entraînait les plus fermes, songea à donner de solides occupations au Roi son fils. Elle le menait aux audiences publiques, elle le fesait assister à tous les Conseils d'État et à toutes les dépêches; elle n'oubliait rien enfin pour l'arracher à son naturel féroce et dangereux, et pour le mettre en état de commander. Mais ses soins, ses peines, tout devint inutile. On lui avait persuadé que ce n'était point être roi, que de se conduire par les idées et les conseils d'autrui : d'après cela, bien loin d'écouter les avis et les instructions salutaires qu'on voulait lui donner, il les rejetait avec dédain; il conçut même des soupçons injurieux contre la Reine sa mère, et il publia hautement qu'il était d'âge à gouverner par lui-même.

Il quitta l'appartement qu'on lui avait donné, et s'abandonna entièrement à Conti, qu'il accabla de bienfaits, en le nommant gentilhomme de sa maison, chevalier de Christ et valet de garde-robe, garde-clés, honneurs qui ne s'accordaient qu'à des personnes illustres par la naissance et par le mérite. Il ajouta à ces grâces un appartement dans le palais

qui communiquait avec le sien, et l'archidiaconé de Sobrédello pour Jean Conti, son frère.

Une faveur si déclarée acheva de rendre Conti l'objet des adulations et des respects des courtisans. Ils couraient en foule chez lui, pour encenser cette nouvelle idole du caprice de leur Roi. Ils étaient souples et rampans devant cet indigne favori, qu'ils daignaient à peine regarder quelque tems auparavant. La Reine elle-même eut besoin de son crédit sur l'esprit du Roi, pour terminer quelques affaires; et si Conti n'eût été un sujet médiocre, il eût profité de cette circonstance pour ménager cette princesse et mériter sa protection; mais enivré de sa fortune, son éclat l'éblouit, et toute sa conduite fut celle d'un homme vain et borné, qui ne devait son élévation qu'au hazard et au caprice d'un prince plus borné qu'il n'était lui-même.

Les grandes et fréquentes maladies dont le Roi avait été attaqué dans son enfance, lui avaient laissé des infirmités, dont ce prince se ressentait toujours. Les médecins lui conseillèrent d'aller prendre les bains d'Obidos. Il s'y rendit; mais au lieu de prendre les bains, il s'y livra aux derniers excès de débauche et de cruauté. Il ravagea, en chassant, tout le pays; et les habitans se tenaient enfermés pour se dérober à ses fureurs. Tant d'excès, et une conduite si pitoyable, causèrent de si violens chagrins à la Reine, qu'elle en tomba malade. Le comte

d'Odémira vint aussi à mourir vers le 15 mars 1661; et par sa mort le Roi n'ayant plus personne qui osât lui parler assez librement, acheva de se livrer entièrement à toute l'impétuosité de ses passions. Dès-lors aucun frein ne put le retenir. Au reste, tout le monde fit l'éloge d'Odémira, par les regrets qu'on témoigna sur sa mort.

Ce fut vers ce tems qu'on traita du mariage de l'infante Catherine avec Charles II, roi d'Angleterre. La Reine ne désirait rien avec tant d'ardeur que l'accomplissement de cette alliance, et de voir l'infant dom Pèdre déclaré prince, afin de remettre les rênes du gouvernement entre les mains du Roi, et de se retirer dans un couvent pour y jouir de quelque tranquillité. Ce dessein l'engagea à écrire de sa propre main un mémoire, où elle expliquait les motifs, qui l'avaient déterminée à former cette résolution. Elle y réfutait aussi les calomnies dont ses ennemis avaient voulu noircir sa réputation, en publiant qu'elle avait conçu le dessein d'ôter la couronne au Roi pour la donner à l'infant. Au reste, elle y descendait dans de bas détails, qui nous empêchent de rapporter cette pièce, la regardant comme indigne d'une si grande princesse.

Pendant qu'on travaillait à cette espèce de manifeste, on disposait tout pour l'embarquement de la reine d'Angleterre : elle partit enfin pour Londres le 23 avril, sous la conduite de François de Mélo de

Torrès, qu'on avait fait depuis peu marquis de Sande. Immédiatement après le départ de cette princesse, la Régente sépara l'Infant d'avec le Roi, pour lui donner une éducation convenable, et le mettre en état de gouverner le royaume, à la place de son frère, qui de jour en jour devenait moins capable de soutenir la majesté et le poids d'une couronne. Elle forma la maison de l'Infant, qu'on logea dans le palais de Christophe de Moura, marquis de Castel-Rodrigo, situé dans Corté-Réal. On nomma pour gentilshommes de sa chambre Martin Alfonse de Mélo, comte de Saint-Laurent, dom Juan de Costa, comte de Soure, Rui de Moura Tellès, dom Rodrigue de Ménésès, George de Mélo, Juan Nunès d'Acugna, comte de Saint-Vincent; pour aumônier, Rodrigue d'Acugna de Saldagne, chantre de l'église cathédrale de Lisbonne, et pour secrétaire Antoine de Tavarès.

Une maison si considérable par le nombre, et plus encore par le mérite et la qualité de ceux qui la composaient, donna de l'ombrage au roi Alfonse. Ses flatteurs ne manquèrent pas de saisir cette occasion pour déclamer contre la Reine et contre l'Infant. Ils firent entendre au Roi que toutes les vues de la Reine ne tendaient qu'à élever ce prince sur le trône, où elle ne le voyait placé qu'avec peine. Le Roi en témoigna son mécontentement, et bientôt une partie de ceux qui fesaient

leur cour à l'Infant, l'abandonnèrent, pour ne pas déplaire à Alfonse. L'Infant, de son côté, fit plus assiduement sa cour au Roi, il le suivait partout, il était de tous ses plaisirs, mais en observant toujours beaucoup de modération et de circonspection. On lui fit un crime de cette retenue: on taxa sa modestie de politique, et d'un orgueil caché, qui ne tendait qu'à persuader au peuple qu'il était plus digne de régner que son frère.

Cependant la conduite d'Alfonse devint si déréglée, que la Reine n'en pouvant plus soutenir le débordement, résolut, pour n'être plus témoin de tant d'excès, de lui remettre le gouvernement, et de se retirer. Elle ordonna pour cet effet à Pèdre Vieira de Silva, secrétaire d'État, de faire toutes les dépêches nécessaires pour cela. Ce ministre représenta à la Reine qu'avant de faire cette démarche, il était de sa prudence de la communiquer au Conseil-d'État, ce qu'elle fit. Le Conseil fit dire à la Reine: « Qu'à la vérité, l'âge du Roi lui donnait le droit de » gouverner l'État, mais que la faiblesse de sa santé » l'en rendait incapable; qu'il ne fallait donc pas » s'arrêter aux années, mais à l'incapacité où ce » prince était de pouvoir encore tenir les rênes du » gouvernement; que lui laisser la conduite de la » monarchie, ce serait l'abandonner à l'imprudence » de ses favoris, qui ne manqueraient pas de s'em-

» parer de toute l'autorité, et de disposer de tout
» au gré de leurs caprices; que si elle exécutait son
» dessein, et qu'elle abandonnât son fils au fort de
» la tempête, elle rendrait inutiles toutes les pré-
» cautions du feu Roi, et ne répondrait pas à ce que
» tout le monde attendait de sa prudence et de son
» zèle; que quand le Roi aurait même plus d'âge,
» plus d'expérience, et de plus nobles inclinations,
» il aurait toujours besoin de ses conseils : ainsi,
» qu'elle ne devait point quitter le gouvernement,
» à moins qu'elle ne voulût que le royaume éprouvât
» la désolation dont l'Écriture menace un peuple
» qui est sous la domination d'un jeune Roi. »

Toutes ces raisons ne purent ébranler la Reine. Les ministres la conjurèrent d'en différer au moins l'exécution jusqu'à ce qu'on eût chassé d'auprès du Roi ceux qui l'entretenaient dans ses débauches, et qu'on eût rendu ce Prince plus capable d'écouter les conseils des personnes sages et instruites des affaires du royaume; qu'elle devait y consentir, et en même tems prendre des précautions pour assembler les États, afin de trouver quelque remède promt et efficace pour faire entendre raison au Roi sur ses débauches et ses emportemens, qui l'avaient mis plusieurs fois en danger de perdre la vie; qu'au reste, ce ne serait point manquer au Roi, que de recourir à cet expédient; qu'aux maladies extrêmes et opiniâtres, il fallait des remèdes violens; que comme

on avait autrefois travaillé avec succès au recouvrement de la liberté publique, il fallait maintenant travailler avec la même vigueur à sauver l'État de la ruine dont il était menacé : mais comme l'assemblée générale des États était difficile à convoquer, à cause des oppositions que pouvaient y apporter les favoris du Roi, il fallait se contenter d'une assemblée du Conseil-d'État, des tribunaux, de la Justice, de la Noblesse et du peuple de Lisbonne, ainsi qu'on l'avait pratiqué en tout tems dans les cas urgens.

Tout le monde approuva cet arrangement; et l'on résolut que pendant que le Roi assisterait aux dépêches avec la Reine, on arrêterait tous ceux qui contribuaient à corrompre ses mœurs, et qu'ensuite on irait en corps trouver ce prince, pour le conjurer d'approuver cette démarche, nécessaire pour les intérêts et le service de Sa Majesté, et le bien public. On communiqua ce projet au duc de Cadaval, au marquis de Govéa, à dom Antoine de Ménésès, marquis de Marialva, à dom Francisco Soto-Major, évêque de Targa, au comte de Saint-Laurent, au comte de Soure, à dom Rodrigue de Ménésès, à George de Mélo, au docteur Nicolas Monteiro, au secrétaire Pierre Vieira de Silva, au Père Antoine Vieira, jésuite, et à beaucoup d'autres personnes de la Cour.

Antoine Conti possédait toujours la faveur du

Roi, et prenait connaissance des affaires les plus importantes du royaume. Gaspar de Faria Sévérim, secrétaire des grâces, lui communiquait tout par ordre du Roi, et Conti se mêlait de tout: ce fut même lui qui fit toutes les dispositions pour le départ de la flotte d'Angleterre. Édouard de Montaigu, comte de Sandwich, ambassadeur de Sa Majesté Britannique, et général de la flotte qui devait conduire la Reine, eut plusieurs conférences avec ce favori, qu'il traita magnifiquement sur son vaisseau. Conti, qui avait ses espions, fut informé du péril qui le menaçait, car c'est à lui qu'on en voulait principalement. Il ne sortit donc plus qu'avec le Roi, ou bien accompagné par des gens entièrement dévoués à sa fortune. Alors on résolut de l'arrêter même dans le palais; et pour faciliter cette entreprise, la Reine mena le Roi avec elle à la chambre des dépêches, un samedi 16 juin 1662. Dès qu'il y fut entré, le duc de Cadaval, Louis de Mélo, capitaine de la porte, et son fils Emmanuel, avec Édouard Vas d'Orta Osorio, l'un des grands prévôts de la Cour, se rendirent au bas de l'appartement du Roi. Le duc de Cadaval posta des gardes à la porte, et Louis de Mélo, avec son fils, se rendit à la porte des deux antichambres du Roi. Conti qui était dans la première antichambre, se retira dans la seconde, et s'y enferma. Dans cet instant le duc de Cavadal rejoignit Mélo, et voulut se servir

d'une clé secrète qu'il avait pour ouvrir la porte; mais Conti l'en empêcha, en mettant la sienne dans la serrure. On craignit alors que Conti ne se sauvât par la porte qui servait de communication aux appartemens du Roi et de la Reine; ce qui aurait fait avorter le projet médité. Mélo courut promtement pour s'emparer de cette porte, et le duc de Cadaval passa par la terrasse qui regarde sur la chambre des Indes, pour voir si Conti ne se sauverait point de ce côté-là. Il le vit s'efforcer de passer à travers les grilles d'une fenêtre. Le duc le saisit par les cheveux. Alors Conti lui demanda pourquoi on exerçait cette violence: — « Parce que » j'ai ordre de vous arrêter de la part du Roi. » — « Voulez-vous me tuer? » ajouta Conti. — « Non, » répliqua le duc. — « Eh bien! laissez-moi, je vais rentrer, et vous ouvrir la porte. » Le duc le laissa; mais Conti, se voyant libre, ne voulut plus répondre.

Le duc prit le parti de faire apporter des haches pour briser les portes. Le comte de Castelmelhor, ayant été informé de ce qui se passait, alla à la chambre des dépêches, pour avertir le Roi du danger où était Conti. N'ayant pu lui parler, il se rendit sur la terrasse où était le duc, et lui dit qu'il manquait de respect au Roi, dont le palais devait être un asile sacré et inviolable. Le duc ne fit aucune attention à son discours, et les haches

ayant été apportées, il dit à Conti que s'il l'obligeait à rompre la porte, il n'y aurait plus de quartier pour lui. Cette menace produisit un bon effet: Conti ouvrit, et sortit avec un air grave et fier. Le grand-prévôt l'arrêta dans le moment, avec Balthazar Rodrigue de Matos, valet de la garde-robe. Il les mena tous deux par la terrasse, sur le bord du Tage, où il les fit entrer dans une chaloupe, pour être conduits dans un vaisseau prêt à faire voile pour le Brésil. On arrêta aussi Jean de Matos, Francisco Bernardo de Tavira et Jean Conti; mais il n'y eut qu'Antoine et Jean Conti et Jean de Matos qui allèrent au Brésil. Rodrigue de Matos fut remis en liberté, parce qu'il n'était pas si coupable que les autres; et Tavira, parce qu'il avait pensé se tuer, en voulant se sauver lorsqu'on l'avait arrêté.

Dès que la Reine eut appris que le projet médité avait été heureusement exécuté, elle fit dire aux conseillers d'état, aux tribunaux, à la maison de ville, à la chambre des Vingt-Quatre, aux Grands et aux gentilshommes de venir à l'instant dans la chambre où le Roi était avec elle. Lorsque tout le monde fut arrivé, on fit lire par le secrétaire d'état un discours adressé à l'assemblée, qui disait: « Que » la Reine ne s'était chargée du gouvernement de » l'État que pour obéir aux ordres du feu Roi, » par amitié pour le Roi son fils et par amour pour

» ses sujets; que, touchée des malheurs qui mena-
» çaient la monarchie, elle les avait tous assem-
» blés pour déclarer au Roi, en leur présence, le
» remède qu'elle voulait employer pour prévenir
» ces malheurs; que la justice étant le plus ferme
» appui du trône, son dessein était d'examiner tous
» les tribunaux, afin de réformer et punir ceux
» qui n'auraient pas exactement rendu cette jus-
» tice; qu'elle voulait encore que tout le monde
» conjurât le Roi de s'appliquer aux affaires, pour
» se préparer à gouverner par lui-même; de ne
» plus exposer sa vie, en se livrant à des exercices
» violens; de songer à se marier, pour laisser des
» successeurs, et assurer la tranquillité publique, et
» de se rendre enfin lui-même aussi recomman-
» dable par son propre mérite, qu'il l'était par sa
» naissance et le trône qu'il occupait. »

Voilà sur quoi roulait le discours adressé à l'assemblée. Ensuite le secrétaire reprenant la parole, parla ainsi au Roi au nom de toute l'assemblée :

« Seigneur, par la reconnaissance que Votre Ma-
» jesté doit à Dieu, auteur de votre puissance, par
» celle que vous devez à la Reine votre mère, et aux
» services de vos sujets, qui se jettent à vos piés, pé-
» nétrés d'une vive douleur de voir Votre Majesté
» livrée au torrent des plus vives passions, on vous
» conjure de leur opposer enfin un frein salutaire,
» et de nous délivrer par votre bonté royale des

» craintes que l'amour que nous avons pour votre » personne royale nous cause continuellement. » Votre Majesté, Seigneur, doit mieux employer » son courage, sa générosité, et ses autres vertus, » qu'elle ne le fait : qu'elle imite l'exemple de ce » grand Roi, l'auteur de notre liberté, dont le sou» venir sera éternellement gravé dans nos cœurs; » que Votre Majesté écoute sans s'offenser nos re» montrances, quoique contraires, peut-être, à ses » sentimens. Si nous nous conformions à ses senti» mens, cette lâche complaisance serait une infidé» lité envers notre Roi. La nation portugaise est in» capable de tant de bassesse : elle s'est toujours » distinguée par l'amour de la vérité, et par le zèle » qu'elle a pour le service de ses princes; quoiqu'elle » ait déjà juré, elle jure encore, Seigneur, et elle » jurera mille fois, humblement prosternée aux » piés de Votre Majesté, de lui rendre une vérita» ble obéissance, et de mourir pour son service. »

Ce discours fut suivi d'un troisième, prononcé encore par le secrétaire, et adressé à toute l'assemblée. On entrait dans un grand détail contre ceux qui, par leurs conseils pernicieux, corrompaient les mœurs du Roi, semaient la discorde parmi les Grands, troublaient l'ordre du gouvernement et de la justice, commettaient nuit et jour des crimes atroces, violant tous les droits de la société, et causant un scandale général, digne du dernier châ-

timent. Après cette énumération, on s'adressait encore au Roi; et on l'assurait que tout ce qu'on venait de dire était conforme à la raison et à la justice, et qu'on espérait que Sa Majesté l'honorerait de son approbation, en reconnaissant la juste intention de ceux qui osaient porter la vérité jusqu'au pié de son trône, devant lequel ils étaient tous prosternés avec un profond respect et une très-grande humilité.

Après qu'on eut achevé de prononcer tous ces discours, on alla, selon la coutume du pays, baiser la main du Roi et de la Reine, et l'on sortit de la chambre. Le Roi demanda au grand-veneur si tout ce concours de monde était une assemblée d'États. Le grand-veneur lui répondit que sitôt que Sa Majesté serait de retour dans son appartement, il l'informerait de tout. Il lui dit en effet « que, pour » satisfaire aux plaintes qu'on fesait contre Antoine » Conti, et ceux qui diminuaient son autorité, en » exposant tous les jours sa vie, la Reine avait or- » donné qu'on s'emparât de leurs personnes, et » qu'on les éloignât de celle de Sa Majesté; que la » chose ayant été exécutée par le conseil de ses » plus zélés sujets, elle lui en avait rendu compte » par le discours que le secrétaire venait de lui pro- » noncer en présence des tribunaux. »

Alors le Roi, qui comprit de quoi il s'agissait, se leva en fureur de son siége, et alla chercher Conti

qui il avait le plus de confiance, convoqua la noblesse, et donna avis aux gouverneurs des places et des provinces qu'il avait pris possession du gouvernement de l'État.

La Reine ayant été informée de ce qui se passait, assembla son Conseil, où il fut arrêté qu'elle écrirait au Roi, pour le prier de revenir à Lisbonne, étant résolue de déposer entre ses mains l'autorité dont elle était revêtue. Cette lettre, qui fut portée au Roi par l'évêque de Targa, était conçue en ces termes:

« Très-haut et très-puissant prince, moi la Reine, » j'envoie saluer Votre Majesté comme celui que » j'aime et que j'estime sur tous mes enfans. Je » viens d'apprendre que vous êtes allé à Alcantara » dans le dessein d'y établir votre demeure, et que » vous avez mandé à des gentilshommes et à des » officiers de votre maison de vous aller trouver. » Comme vous avez fait cette démarche sans m'en » avertir, on s'imagine que vous êtes dans le dessein » de vous séparer de moi; mais comme je n'ai ja- » mais manqué aux devoirs de mère, je ne puis » croire que vous manquiez à ceux de fils. Je vous » conjure donc, pour faire cesser les bruits qui se » répandent dans le peuple, de vouloir promtement » revenir auprès de moi; personne n'ayant pour » vous un amour aussi tendre, et personne ne fe- » sant des vœux aussi sincères que moi pour votre » conservation et votre agrandissement. Si vous

» n'avez d'autre dessein que de prendre en main le » gouvernement du royaume, Dieu m'est témoin » que je le désire autant et plus que vous. A l'égard » de ce qui s'est passé en dernier lieu, et dont vous » avez du ressentiment, c'est avec moi que vous » devez traiter, mais sans bruit et sans éclat. C'est » avec moi que vous devez vous éclaircir, du moins » si vous voulez témoigner l'obéissance que vous » devez à Dieu et à vos père et mère. Ce royaume » est à vous; je ne le gouverne que sous votre nom; » s'il était à moi, ce serait seulement pour vous que » je le conserverais. Nous convoquerons ici les » États du royaume comme nous pourrons, afin » qu'ils remettent le gouvernement entre vos mains, » comme ils l'avaient remis entre les miennes. En- » fin il faut étouffer toutes nos divisions, pour pré- » venir nos ennemis qui nous menacent avec trois » armées. Si une guerre domestique allait s'allumer » dans le sein même du royaume, nous serions » perdus sans ressource. Ainsi donc, pour l'amour » que vous portez à votre peuple, et pour celui » que je dois espérer de vous, faites attention à » cette affaire. Que Dieu conserve Votre Majesté, » très-haut et très-puissant prince, sur tous mes » enfans très-aimé et très-estimé fils. A Lisbonne, » ce 20 juin 1662. Votre bonne mère la reine. »

Le Roi répondit à cette lettre le lendemain, et il

envoya sa réponse par Thomas de Norogna, comte d'Arcos. Elle était conçue en ces termes :

« Très-haute et très-puissante princesse, Reine » de Portugal et des Algarves, en-deçà et au-delà » de la mer en Afrique, Souveraine de Guinée, et » des conquêtes de la navigation, du commerce » d'Éthiopie, d'Arabie, de Perse et des Indes ; celle » que j'estime sur toutes les autres, très-aimée et » très-chère dame et mère; moi le Roi, j'envoie » saluer Votre Majesté. Ayant égard à l'état où le » royaume se trouve, par le voisinage des armées » de l'ennemi, et ayant dessein d'y apporter remède, » comme un fils obéissant de Votre Majesté, touché » de la fatigue continuelle avec laquelle, depuis la » mort du feu Roi, mon seigneur et père, elle gou» verne ce royaume, qui doit sa conservation aux » soins et à la prudence de Votre Majesté, j'ai ré» solu de la soulager. Comme selon les lois du » royaume, j'ai passé de beaucoup le tems qui rend » les princes sujets aux tuteurs, j'espère qu'avec » l'assistance divine, l'approbation de Votre Majesté, » et l'union qui est entre moi et le sérénissime infant » dom Pèdre, mon frère, je satisferai mon peuple, » et triompherai des ennemis de la couronne de » Portugal, très-haute et très-puissante princesse, » Reine de Portugal et des Algarves, etc.; celle qui » est de moi sur toutes les autres très-aimée et très-

» chère mère et dame. Notre-Seigneur ait votre
» Majesté en sa sainte garde. A Alcantara, ce 21
» juin 1662. Votre très-obéissant fils, qui baise les
» mains royales de Votre Majesté. Le Roi. »

Ce prince écrivit une lettre à peu près semblable à l'infant dom Pèdre, qu'il lui fit rendre par Antoine de Mirande Henriquès, à laquelle l'infant fit réponse, pour exhorter Sa Majesté à revenir à Lisbonne. Mais le Roi demeura toujours à Alcantara. Ceux qui lui avaient persuadé de s'y retirer, lui répétaient sans cesse que la Reine ne voulait le faire revenir à Lisbonne que pour le tromper, et le dépouiller entièrement de toute autorité. Frappé de cette idée, il ne fit aucune réponse à une seconde lettre que la Reine lui écrivit, pour l'assurer qu'elle ne demandait pas mieux que de lui remettre en main les rênes du gouvernement. Cependant il envoya des ordres au secrétaire d'État, pour qu'il le vînt trouver à Alcantara; ce qu'il fit, du consentement de la Reine. Le roi l'avait mandé pour lui faire expédier des provisions pour six conseillers d'état qu'il venait de créer, et qu'il voulait ce jour-là même admettre au Conseil. Le secrétaire d'état, étonné de cette création extraordinaire, le supplia « de vou-
» loir surseoir cette expédition, parce qu'encore
» que tous les gentilshommes qu'il avait choisis fus-
» sent dignes de cet emploi, le tems n'était pas
» propre à cela; d'ailleurs, que c'était avilir cette di-

» gnité, que de la conférer à tant de personnes à la » fois; que le Roi son père employait six ans à » choisir un conseiller d'état, et que Sa Majesté en » créait six dans une nuit; que la chose s'étant faite » avec trop de précipitation, et sans le consente- » ment de la Reine, encore chargée du gouverne- » ment, elle serait généralement blâmée; qu'il était » d'ailleurs à craindre que l'honneur que Sa Majesté » voulait faire à ses gentilshommes ne leur attirât » du mépris, par une circonstance qui rendrait ri- » dicule une chose qui était raisonnable en elle- » même; qu'il plût donc à Sa Majesté de retourner » auprès de sa mère, qui lui remettrait avec les cé- » rémonies ordinaires ce qu'il prétendait obtenir » par des moyens injustes et violens; qu'il n'était » pas de la bienséance que Sa Majesté prît comme » une dépouille ce qui lui était dû comme une lé- » gitime succession; que cette manière d'agir ferait » voir qu'il y avait de la précipitation dans le con- » seil qu'on lui avait donné, et soupçonner que la » Reine, par ambition, ne voulait pas lui remettre le » gouvernement, quoiqu'elle ne désirât rien avec » tant d'ardeur, comme elle l'en avait assuré par ses » lettres; que la parole des souverains étant sacrée, » elle ne pouvait y manquer qu'en se manquant à » elle-même et à ce qu'elle lui devait. »

Le Roi ne fit nulle attention à tout ce que le secrétaire put lui dire. Il n'en fit pas davantage aux

conseils que l'infant dom Pèdre, qui était venu le trouver, lui donna. Cependant, pressant le secrétaire de dresser les provisions dont il était question, il entra un ministre dans la chambre du Roi, qui demanda au secrétaire ce qu'il lui semblait de cette affaire. « Je la trouve très-fâcheuse, » répondit le secrétaire. « Et moi aussi : » répliqua le ministre. « Quel remède pourrait-on y apporter? » ajouta l'autre. « On n'a qu'à assembler le Conseil, et si le Roi » veut m'écouter, je m'expliquerai librement. » On dit au Roi qu'il ne pouvait se dispenser de le faire; il le fit, et le secrétaire parla ainsi :

« Quoique les royaumes appartiennent aux Rois » par droit de succession, ils n'en peuvent cependant » prendre en main le gouvernement, qu'en obser- » vant les anciennes lois et les cérémonies de chaque » nation par un acte public. La puissance leur » est communiquée en vertu de cet acte qui » leur sert de titre envers les présens, et envers » ceux qui viendront à l'avenir; en vertu du tes- » tament du Roi, les États avaient donné le gou- » vernement à la Reine, et lui avaient mis entre » les mains les sceaux, auxquels est attachée la » puissance royale; Sa Majesté se trouvant sans » eux, ferait violence aux lois et à la justice; » ceux qui lui rendraient obéissance le feraient » plutôt par crainte que par raison; quoique » la couronne lui appartînt, la Reine sa mère

» avait néanmoins, comme régente, la puissance
» royale entre les mains; et quoique l'on dût éga-
» lement respecter la majesté en tous deux, on ne
» devait cependant de l'obéissance qu'à la Reine;
» il ne devait pas changer une coutume qui
» avait été toujours inviolablement observée; il
» n'était pas raisonnable que Sa Majesté prît par
» force le gouvernement que la Reine voulait lui
» rendre de bonne volonté. Cette violence, si
» contraire aux heureuses espérances qu'on avait
» conçues de son règne, ternirait sa réputation, non-
» seulement dans ses propres États, mais encore
» parmi les étrangers. Si Sa Majesté doutait de
» la sincérité de la Reine, elle pouvait envoyer un
» de ses gentilshommes voir dans un cabinet du se-
» crétariat tous les ordres expédiés pour les for-
» malités de cette cérémonie; ces ordres fesant
» connaître manifestement la volonté de la Reine,
» Sa Majesté devait suivre son conseil, et retourner
» au palais, où la cérémonie pourrait se faire, non-
» seulement avec la bienséance nécessaire, mais en-
» core aux acclamations universelles; cette ma-
» nière d'agir serait même utile à tout le monde,
» particulièrement à ceux qui approchaient de plus
» près sa personne royale, qui sont obligés plus que
» tous les autres de donner de bons conseils à Sa
» Majesté. »

Tout le monde applaudit à ce discours, à l'ex-

ception d'un seul, qui dit que Sa Majesté n'avait qu'à envoyer demander les sceaux par le secrétaire, et que les ayant une fois entre les mains, il gouvernerait, sans qu'on pût y trouver à redire. Le secrétaire répliqua « qu'il n'avait pas assez d'au-» torité pour les demander ; que la Reine ne devait » pas non plus les rendre, si ce n'était au Roi même, » sans qu'aucun ministre s'en mêlât ; que Sa Ma-» jesté ne devait rien entreprendre contre la jus-» tice, ni contre la bienséance ; ce qu'il ferait pour-» tant, s'il suivait ce conseil. »

L'assemblée se sépara sans rien décider ; mais le Roi demanda au secrétaire, en particulier, s'il était bien assuré que la Reine voulût en effet lui remettre le gouvernement ? Le secrétaire lui répondit qu'il n'en doutait point, pourvu que Sa Majesté retournât à Lisbonne. Cette réponse ne contenta point les favoris du Roi : ils craignaient, si ce prince allait à Lisbonne, que la Reine ne se réconciliât avec lui, et qu'ils ne fussent sacrifiés dans ce raccommodement. Ils conseillèrent néanmoins au Roi de renvoyer le secrétaire, avec ordre de lui écrire, dès qu'il serait arrivé à la Cour, une lettre de la part de la Reine, par laquelle cette princesse s'engageât solennellement à remettre les rênes de l'État entre les mains du Roi à son retour à Lisbonne.

Le secrétaire ayant reçu cet ordre, partit dans le moment pour informer la régente de tout ce qui

se passait à Alcantara, et lui parler de la lettre que le Roi lui demandait. Cette princesse, qui agissait de bonne foi, ordonna au secrétaire d'aller l'écrire au moment même. Il obéit; mais à peine l'avait-il commencée, que le comte de Pombeiro arriva d'Alcantara, pour lui dire que le Roi l'attendait avec impatience. Le secrétaire acheva la lettre, la fit signer à la Reine, et la remit ensuite au comte, qui alla la porter au Roi. Elle était conçue en ces termes :

« Très-haut et très-puissant prince, etc. Demain » sur les dix heures, tous les tribunaux de justice » seront assemblés par mes ordres. Je vous remet- » trai en leur présence les sceaux du royaume, et » le gouvernement de tous vos États dans la forme » et coutume ordinaires. Je vous prie très-instam- » ment de vouloir vous y trouver, très-haut et » très-puissant prince, etc. »

Après le départ du comte de Pombeiro, la Reine chargea le secrétaire de tenir tout prêt pour la cérémonie. Elle fit aussi avertir tous les Grands du royaume de s'y trouver. Le 23 juin 1662, le Roi, en conséquence de cette lettre, vint d'Alcantara à Lisbonne, accompagné de toute la noblesse, et suivi d'un grand concours de peuple. Il se rendit avec l'infant dom Pèdre, qui l'avait joint dans la chambre où était la Reine. Le Roi se plaça à sa droite, et l'infant à sa gauche. Tous les tribunaux avec les

ministres d'État, les titulaires ou seigneurs du royaume, les conseillers, les gouverneurs des châteaux, les seigneurs des terres, les gentilshommes, les ecclésiastiques et les chefs des ordres étant assemblés, le grand-maître de la garde-robe plaça devant le Roi une chaise de velours cramoisi avec un coussin de même étoffe, sur lequel le secrétaire d'État posa la bourse où étaient les sceaux. Un moment après, il les reprit et les remit entre les mains de la Reine, qui les présenta au Roi, en lui disant: « Voilà les sceaux dont j'ai été chargée par » les États du royaume, en vertu du testament du » Roi mon seigneur qui est devant Dieu. Je les » remets entre les mains de Votre Majesté, avec le » gouvernement, dont j'avais aussi été chargée par » les mêmes États. Dieu veuille que toutes choses » prospèrent sous votre conduite, comme je le » souhaite! »

Le Roi les prit, et les donna en même tems au secrétaire. Ensuite tout le monde ayant baisé les mains du Roi, de la Reine et de l'infant dom Pèdre, l'assemblée se sépara. La Reine, déchargée du gouvernement, ne songea plus qu'à exécuter le dessein qu'elle avait formé de se retirer dans un couvent. A l'égard des courtisans, tous s'empressèrent à faire assidument leur cour au Roi. Ce prince, qu'ils méprisaient auparavant, et qu'ils disaient incapable de gouverner, dès qu'ils le virent revêtu

de toute l'autorité, devint à leurs ieux un prince parfait. Son esprit était haut et lumineux, sa capacité et son intelligence immenses et prodigieuses, son courage grand, élevé, digne de régner sur les empires les plus vastes. Ce n'était plus cet Alfonse faible, borné, qui devait causer la ruine du royaume; c'était un prince doué de rares talens, c'était un don précieux du ciel, accordé pour faire le bonheur et la gloire du Portugal. Enfin les courtisans ne se démentirent point dans cette occasion : toujours soumis et rampans, ils applaudirent à l'envi à tous les caprices et à tous les travers du Roi. Mais personne ne porta cette indigne flatterie si loin que les comtes d'Atougia, de Castelmelhor et Sébastien de Ménésès : aussi s'emparèrent-ils de son esprit; et se louant sans cesse devant ce prince, ils lui persuadèrent qu'ils possédaient les plus rares qualités: en conséquence, il se reposa sur eux de toutes les affaires de l'État. Au lieu d'instruire le Roi, et de lui inspirer de l'amour pour le travail, ils l'abandonnèrent à la dissipation et à l'oisiveté; ils régnèrent seuls : Alfonse n'était qu'un fantôme, qui servait de prétexte à leur tirannie, dont le gouvernement se ressentit bientôt, et dont Alfonse devint enfin lui-même la victime.

Le Roi étant maître absolu du gouvernement, nomma pour capitaine-général des armées et pro-

vince de l'Alentéjo, dom Sanche Emmanuel, qu'on avait fait comte de Villaflor. Villaflor, après avoir eu une longue conférence avec le comte de Castelmelhor, se rendit en diligence à Estrémos. Il y apprit en arrivant que dom Juan d'Autriche fesait de grands préparatifs à Badajoz pour continuer vivement la guerre au printems suivant. Villaflor en écrivit au Roi, et ce prince envoya des ordres à toutes les troupes qui devaient composer l'armée de l'Alentéjo de s'y rendre incessamment. Ses ministres y firent transporter toutes les munitions et tous les vivres nécessaires.

Dom Juan d'Autriche entra en campagne vers le 6 mai, avec douze mille hommes d'infanterie, six mille cinq cens chevaux, dix-huit pièces d'artillerie, trois mortiers, et trois mille chariots chargés de toute sorte de munitions et de vivres. Villaflor, craignant qu'il ne tombât sur Évora, envoya dans cette ville, pour renforcer la garnison, les régimens d'Algarve et de Lisbonne. En effet, dom Juan s'étant contenté de se montrer à la vue d'Estrémos, marcha directement vers cette place, dans le dessein d'en faire le siége. Le comte de Schomberg sortit d'Estrémos avec deux cens chevaux, pour observer son armée qui marchait sur deux lignes : la première était composée de neuf bataillons, et la seconde de huit. La cavalerie était répandue dans les ailes, à l'exception de dix escadrons qu'on avait

laissés dans le corps de réserve et dans l'arrière-garde. Les Espagnols, ayant aperçu Schomberg à leur gauche, y firent passer toute la cavalerie de leur droite, croyant que ce général venait pour l'attaquer. Ils continuèrent leur marche dans cette disposition, et allèrent camper à Ameyxial; ce qui acheva de convaincre que les ennemis allaient à Évora.

Schomberg étant rentré dans Estrémos, Villaflor tint un Conseil de guerre, où l'on résolut d'envoyer un nouveau secours à Évora: il y arriva heureusement sous les ordres d'Opessinga. En sortant d'Ameyxial, dom Juan alla camper de l'autre côté du Téra, rivière qui prend sa source dans les montagnes voisines d'Arrayolos, arrose de ce côté-là les fertiles campagnes de l'Alentéjo, passe à Évora-Monté, et va perdre son nom dans la Sorraya qui se jette dans le Tage. Un orage, accompagné d'un vent furieux, obligea les Espagnols à séjourner deux jours dans ce nouveau camp; mais cet orage s'étant apaisé, ils l'abandonnèrent, se rendirent le 14 mai devant la ville d'Évora, que dom Diègue Cavalhéro avait déjà investie avec deux mille chevaux. Dom Juan d'Autriche ayant visité tous les dehors de la place, choisit pour son quartier le couvent de Notre-Dame d'Espinheyro, éloigné d'une demi-lieue de la ville. Le reste de l'armée se plaça dans les postes qu'on lui avait assignés; et sans

perdre un moment, on prépara tout ce qui était nécessaire pour commencer les attaques.

Dès que le comte de Villaflor eut appris que l'armée espagnole avait passé le Téra, il envoya des ordres dans toutes les places de la province où les troupes étaient en garnison, afin qu'elles vinssent le joindre promtement à Estrémos. Les assiégés l'informèrent en même tems qu'il était impossible de sauver la place, à cause de la division qui régnait entre Louis de Mesquita et Louis de Mirande, division à laquelle Villaflor lui-même avait donné lieu, en ôtant à Mesquita le gouvernement de la ville pour le donner à Mirande. Le comte de Vimioso, qui était pour lors à Évora avec toute sa famille, avait fait de vains efforts pour dissiper la discorde et réunir les esprits. Cependant le péril pressait, et on avait besoin d'un promt secours. Villaflor ayant assemblé un Conseil de guerre à ce sujet, Schomberg proposa d'envoyer à Évora le général de la cavalerie, homme sage et de mérite, ne doutant point qu'il n'étouffât les principes de la discorde et qu'il ne sauvât la place. Villaflor approuva d'abord ce choix, mais il changea ensuite d'avis, se contentant d'y envoyer, avec cent chevaux, Jérémie Jovet, qui fut pris et amené prisonnier dans le camp des Espagnols. Alors Villaflor fit dire au gouverneur d'Évora qu'il allait se mettre en marche avec toute l'armée pour le secourir.

Il partit en effet le 22 mai d'Estrémos. Son armée montait à onze mille hommes d'infanterie et à soixante-quatre escadrons de cavalerie, avec un train d'artillerie proportioné. Il avait résolu de combattre les Espagnols, et il se flattait que son audace serait suivie d'un heureux succès. Mais toutes ses espérances s'évanouirent dans un moment : il apprit en arrivant à Évora-Monté que Mirande, saisi de crainte et de terreur, s'était lâchement rendu, et que les Espagnols étaient maîtres d'Évora. Dom Juan y avait fait son entrée en triomphe, et avait en même tems traité les vaincus avec beaucoup de politesse et de douceur. Cependant une partie des habitans abandonna la ville, et le comte de Vimioso fut du nombre, malgré les avantages que dom Juan lui offrit de la part du Roi catholique. Dom Louis de Souza, abbé d'Alcobaça, et archevêque de la ville, oncle du comte de Castelmelhor, imita son exemple.

La nouvelle de la perte d'Évora consterna Villaflor et toute son armée. On assembla dans le même moment un Conseil de guerre pour délibérer sur le parti qu'on devait prendre dans les conjonctures présentes. Les uns proposèrent d'aller sans différer attaquer l'ennemi devant Évora ; les autres, c'étaient les plus sages, après avoir fait voir le danger qu'il y avait à risquer une bataille, soutinrent qu'il suffisait de se poster avantageusement, et d'observer avec

soin les mouvemens des ennemis. Dom Juan de Silva proposa d'aller à Landroal, d'où l'on pouvait facilement arrêter tous les convois qu'on envoyait aux Espagnols, et couvrir en même tems Monçaraz, Villaviciosa et Téréna, places importantes. On applaudit à cet avis, on partit pour Landroal; on y trouva pour les fourrages et pour les vivres des commodités qu'on n'avait osé espérer.

Cependant dom Juan d'Autriche profitait de la conquête d'Évora en mettant à contribution tout le pays circonvoisin. Il envoya même trois mille chevaux et deux mille hommes d'infanterie pour s'emparer d'Alcaçar-do-Sal, ville située sur la rivière de Sado, et peu éloignée de Sétubal. Cette nouvelle répandit le trouble et la confusion dans Lisbonne. Le peuple se répandit dans les rues et dans les places publiques, en se plaignant hautement du nouveau gouvernement, auquel il attribuait tous les malheurs qui le menaçaient. Les ministres et les favoris n'oublièrent ni prières ni menaces pour l'apaiser, et pour se mettre en même tems en état de repousser l'ennemi. Antoine de Souza de Macédo, homme livré à la faction de Castelmelhor, qui l'avait élevé à la dignité de secrétaire-d'état, s'étant transporté dans la place, s'avisa de tirer une ligne, en criant que tous ceux qui la passeraient seraient choisis pour être les défenseurs de la patrie. Cette singularité fut si peu goûtée,

que le peuple, s'imaginant qu'on ne cherchait qu'à l'amuser, devint furieux, obligea Macédo à s'enfuir promtement, et alla forcer les maisons de quelques autres ministres, qu'il pilla, en y commettant les dernières indignités.

Ce tumulte apaisé, Castelmelhor envoya des ordres à Villaflor pour qu'il eût à combattre l'ennemi avant que les troupes qu'on rassemblait à Badajoz l'eussent joint. Villaflor en conséquence quitta Landroal le premier juin et passa la Dégèbe, rivière qui prend sa source dans la montagne d'Ossa, et qui, après avoir fertilisé de ses eaux les campagnes voisines, va perdre son nom dans la Guadiana près de Monçaraz. Après le passage de cette rivière, Villaflor entra en ordre de bataille dans la plaine *de Régo de Vargéa*, à demi-lieue d'Évora. Les Espagnols ne firent aucun mouvement: dom Juan envoya seulement plusieurs courriers à Massacan, lieutenant-général de cavalerie, et commandant des troupes qui avaient été à Alcaçar, pour lui ordonner de revenir promtement le rejoindre. Massacan obéit après avoir exercé des barbaries inouïes parmi des chrétiens dans la ville d'Alcaçar. Son retour rendit dom Juan supérieur en forces à Villaflor, qui le lendemain repassa tranquillement la Dégèbe, et plaça son camp sur les hauteurs qui dominaient sur cette rivière.

Dom Juan se mit aussi en marche avec son ar-

mée, et alla se camper sur les bords de la même rivière. Le comte de Schomberg reconnut, à la disposition de son camp, qu'il était dans le dessein de canoner celui des Portugais, et de tenter ensuite le passage de la Dégèbe. Schomberg aussitôt monta à cheval, avec dom Louis de Ménésès, général de l'ar tillerie, et fit dresser trois batteries de canon sur trois éminences d'où l'on pouvait découvrir tout le camp ennemi. Pour rendre inutile toute son artillerie, il changea toute la disposition du camp, plaça cinq cens mousquetaires, avec la meilleure partie de la cavalerie, à l'aile droite, renforça l'aile gauche de deux régimens anglais et de cinq cens chevaux, et fit éteindre tous les feux de l'armée et observer un profond silence.

Les Espagnols ne s'aperçurent que le lendemain de tous ces mouvemens, qui, quoique faits pendant la nuit, furent exécutés avec autant d'ordre que de diligence. Néanmoins ils se présentèrent pour tenter le passage de la rivière. Dom Juan de Silva s'y opposa à la droite, avec George Furtado de Mendoce, Jacob de Mélo et Manuel de Pachéco; et à la gauche, Manuel Freyre, avec Denis de Mélo et quelques autres officiers. Les Espagnols furent partout repoussés, et contraints d'abandonner leur entreprise, laissant morts sur les bords de la rivière leurs plus braves soldats.

L'armée castillane se retira en suivant le cours de

la Dégèbe; et l'armée portugaise, que le succès avait remplie de confiance, la poursuivit de l'autre côté. La castillane alla poser son camp près du pont qui est sur la rivière, et la portugaise se plaça de l'autre côté, sur des éminences. Schomberg, qui prenait soin de ses campemens, les disposait d'une manière que tous les quartiers pouvaient facilement se communiquer, et faire toutes leurs évolutions sans trouble et sans confusion. Dom Juan d'Autriche, qui l'observait avec un soin extrême, et qui sentait vivement le vrai mérite, ne put s'empêcher de donner de grands éloges à la conduite de Schomberg. Enfin, désespérant de pouvoir l'attaquer avantageusement, il se détermina à retourner à Badajoz avec son armée; ce qu'il se mit en devoir d'exécuter, après avoir envoyé pour commander à Évora le comte de Sertirana, italien, avec trois mille hommes et huit cens chevaux.

Villaflor, ignorant le dessein de dom Juan d'Autriche, permit à Schomberg, et aux généraux de la cavalerie et de l'artillerie de passer la rivière avec quelques soldats d'élite, pour enlever quelques-unes des gardes avancées de l'ennemi. Schomberg l'exécuta avec autant de courage que de bonheur, et se retira sans perte avec plusieurs prisonniers. Pendant ce tems, le peuple d'Évora, impatient de subir le joug castillan, murmura, et du murmure passa à la révolte. Dom Juan y accourut, punit les plus

mutins, et ramena les autres à l'obéissance par la douceur et l'espoir des récompenses.

Lorsque le tumulte fut apaisé, dom Juan rejoignit son armée, dans le dessein de continuer sa marche vers Badajoz. Il fit d'abord partir son bagage qui était considérable. Pour en dérober la connaissance aux Portugais, il donna plusieurs fausses alarmes à leur camp pendant la nuit; et lorsqu'il se crut hors d'insulte, il décampa avec son armée. Alors les Portugais tinrent un Conseil de guerre, dans lequel il résolurent de quitter le quartier de Landroal, de suivre l'ennemi, et de chercher encore une fois l'occasion de le combattre avec avantage. On prit donc la route qui conduit à Évora-Monté, et le capitaine Salomon se mit avec un détachement de cavalerie à la queue de l'arrière-garde des Castillans, qu'il harcela pendant toute la journée.

Les deux armées marchaient pour ainsi dire l'une à côté de l'autre, et toutes deux prétendaient passer le Téra avant la nuit; ce qu'elles firent. On ne douta plus qu'il ne s'y passât encore quelque vigoureuse action : les soldats et les officiers de l'une et l'autre armée s'animaient et s'encourageaient respectivement. Dom Juan, que la prise d'Évora consolait du dernier échec, eût voulu éviter la bataille, pour ne pas hazarder sa conquête, car il était persuadé qu'on la perdrait s'il était vaincu.

Il résolut donc de l'éviter, et de gagner Aronchès, où son armée devait être considérablement augmentée par des troupes nouvellement arrivées à Badajoz, de Ciudad-Rodrigo, de la Galice, et d'autres endroits de l'Espagne. Villaflor ne souhaitait pas trop non plus d'en venir à une action générale, parce que si la victoire se fût déclarée pour l'ennemi, toute la province de l'Alentéjo serait demeurée exposée aux courses de la garnison d'Évora, qu'elle aurait pu pousser jusqu'aux portes de Lisbonne; ce qui eût été de la plus haute conséquence. Malgré ces réflexions qui eussent dû l'arrêter, il suivit le lendemain les Castillans, et à mesure qu'il avançait, il s'approchait d'eux; en sorte que la nuit suivante il se trouva à une demi-lieue de l'armée ennemie, qui s'était arrêtée à Ameyxial. Le comte de Schomberg, à son ordinaire, prit soin du campement de l'armée portugaise. Il était infatigable, et prévoyait tout. Cette supériorité de génie, au lieu d'exciter l'émulation et la reconnaissance dans les Portugais, fit naître l'envie et la jalousie, qui se répandirent contre lui en discours injurieux : mais rien ne pouvait ébranler son âme dans ses devoirs. Antoine d'Almeyda, et Philippe d'Azévédo, qui étaient de garde, et qui s'étaient avancés jusque sur une éminence pour mieux observer les mouvemens des ennemis, vinrent l'avertir que la cavalerie de leur avant-garde marchait vers Souzel. Ce mouvement

détermina Villaflor à combattre; il ordonna à Manuel Freyre d'Andréade d'aller avec cinq cens chevaux et le régiment d'infanterie de Juan Furtado de Mendoce, et un régiment anglais, chasser quelques troupes castillanes qui occupaient une éminence peu éloignée de l'endroit où il voulait ranger son armée en bataille.

Freyre partit, et marcha à travers les vignes. Dom Louis de Ménésès l'ayant aperçu, envoya son aide-de-camp, pour dire à Villaflor de faire retirer Freyre, parce qu'il était impossible, à cause du terrain, qu'il pût exécuter son entreprise. Villaflor laissa faire Freyre, qui, étant parvenu sur la colline, attaqua et délogea dans un instant les Espagnols. Animé par ce promt succès, il descendit dans la plaine, et engagea une escarmouche des plus vives avec la cavalerie ennemie qui défilait sur deux colonnes. Il se serait peut-être laissé entraîner trop loin, sans le général de l'artillerie qui lui fit dire de se retirer. Il obéit en gagnant les hauteurs, d'où il avait chassé les Espagnols. Au reste, son audace répandit tant de terreur parmi ces derniers, que Schomberg, s'en étant aperçu, dit à Villaflor qu'il répondait de la victoire, si l'on profitait de cet instant pour les charger. C'était un de ces instans décisifs, dont Villaflor ne sut point profiter. Devenu tout d'un coup circonspect et timide, il ne voulut point qu'on chargeât, ce qui causa un violent chagrin à Schomberg.

Cependant l'armée monta sur l'éminence dont Manuel Freyre s'était emparé. Le comte de Schomberg l'y rangea en bataille, ayant à la droite deux petites collines qu'on occupa. Dom Juan d'Autriche, de son côté, profitant de la faute de Villaflor, conduisit son infanterie sur deux autres collines séparées de celles que les Portugais occupaient, par une petite vallée si étroite, que les paysans de la contrée l'appelaient le canal. Dom Juan y posta sa cavalerie avec son bagage; et il fit en même tems dresser deux batteries : une sur la partie inférieure de chaque colline. Les Portugais en firent autant sur celles qu'ils occupaient. On se canona, et l'on demeura dans cette situation jusqu'à trois heures après midi. Alors dom Louis de Ménésès, général de l'artillerie, s'aperçut que le feu des batteries castillanes se ralentissait. Persuadé que l'armée ennemie allait encore faire quelque mouvement, il monta à cheval, et se rendit auprès de Villaflor, pour l'avertir de ce qui se passait. Se déterminant enfin à livrer la bataille aux Espagnols, il ordonna au général de la cavalerie d'aller promtement faire passer la cavalerie de l'aile droite à l'aile gauche, et de laisser, pour couvrir la première, cinq escadrons sous les ordres de Mathias d'Acugna.

Toute l'armée étant disposée pour combattre, dom Antoine d'Almeyda et Philippe d'Azévédo, soutenus par dom Juan d'Alencastro, allèrent char-

ger les Espagnols. Le combat fut bientôt engagé de toutes parts. Les Espagnols se défendirent avec beaucoup de valeur; et les Portugais, malgré cette défense qui fut opiniâtre, les attaquèrent avec tant de furie, qu'ils les rompirent, les taillèrent en pièces, et les mirent en fuite. Les troupes étrangères qui étaient au service du roi de Portugal, se distinguèrent dans cette journée. Les Anglais surtout firent des prodiges de valeur; et s'il en faut croire leurs relations, on leur dut en partie cette grande victoire qui sauva le Portugal, et fit avorter les superbes desseins que les Espagnols avaient formés depuis la prise d'Évora. Schomberg donna dans cette occasion tant de preuves de valeur, de courage, d'intrépidité, et surtout de prudence, que ses ennemis mêmes convinrent qu'il réunissait en sa personne toutes les qualités qui concourent à former les plus grands capitaines.

La nuit sépara les combattans; et ce ne fut que le lendemain qu'on connut toute la perte qu'avaient faite les Espagnols. La campagne était couverte de leurs morts ou de leurs blessés, dont les cris et les gémissemens excitèrent même la pitié des ennemis. Ils perdirent, outre les soldats et les cavaliers, quatre mestres-de-camp espagnols, deux colonels allemands, quatre commissaires-généraux de cavalerie, un mestre-de-camp-général, onze capitaines de cavalerie, soixante-cinq d'infanterie, avec plu-

sieurs officiers subalternes et plusieurs personnes de la première qualité, entre autres le marquis de Liche, héritier de deux favoris, et cinq fois Grand d'Espagne; dom Aniélo de Gusman, fils du duc de Médina de las Torrès, dom Juan Henriquès, comte d'Escalante, le comte de Fiesque, étranger; le comte de But, et le comte de Locesquein. La victoire fut complète: on prit huit pièces d'artillerie, un mortier, quantité d'armes, quatorze cens chevaux, deux mille chariots chargés de munitions, et de richesses immenses en or, en argent et en pierreries. On enleva aussi plusieurs drapeaux et étendards, avec celui de dom Juan d'Autriche, représentant d'un côté les armes du royaume de Castille, et de l'autre un soleil communiquant sa lumière à la lune environnée d'étoiles, avec cette devise : *Si no es sol, sarà deidad.*

Cette grande victoire coûta quelques personnes de mérite aux Portugais, comme Manuel Freyre d'Andréade, général de la cavalerie de la province de Beira, homme d'une grande valeur, d'une activité infatigable, et d'un zèle extraordinaire pour le service du Roi et de l'État; Diègue Soarès d'Alméida, mestre-de-camp du régiment de Crato; Martin de Seyxas, maréchal de camp, mille soldats Portugais, trois cens Français, et beaucoup d'Anglais, avec leurs meilleurs officiers. Le fils du comte de Schomberg y fut blessé.

Dom Juan d'Autriche se retira d'abord vers Aron-

chès, d'où il passa à Badajoz, laissant quinze cens hommes de garnison à Aronchès. Dès qu'il fut arrivé à Badajoz, il écrivit au Roi catholique une lettre dans laquelle il lui fesait le détail de la bataille d'Ameyxial, ou du Canal; il s'y plaignait hautement des officiers-généraux, et des troupes de la nation, à qui il ôta le privilége de servir dans les avant-gardes des armées. Villaflor, de son côté, un instant après le gain de la bataille, fit partir Jérôme de Mendoce pour en porter la nouvelle au Roi. Il arriva le lendemain neuf du mois de juin, sur les onze heures du soir, à Lisbonne. La joie y fut universelle; on la fit éclater par des illuminations et des réjouissances publiques. Cette victoire affermissait sur le trône la maison de Bragance, et semblait assurer pour jamais la liberté des Portugais. Le Roi et l'Infant se transportèrent au même moment dans une chapelle du palais, où l'on chanta le *Te Deum;* et le comte de Castelmelhor inspira au Roi de faire dire le lendemain dans toutes les églises de Lisbonne des messes pour ceux qui avaient été tués dans la bataille; attention pieuse, qui ne pouvait manquer d'être généralement approuvée.

Cependant Villaflor voyant la province de l'Alentéjo délivrée de l'oppression des Castillans, partit pour Estrémos, afin d'y préparer tout pour le siége d'Évora. Il se mit en marche le quatorze de juin pour investir cette place, laissant pour commander

dans Estrémos Alfonse Furtado de Mendoce. Le marquis de Marialva joignit Villaflor au passage de la Dégèbe avec un corps considérable de troupes, dans lesquelles servaient plusieurs personnes de la première qualité, entre autres les comtes de Sarcédas, de Santa-Crux, de Vidigueira, et de Mesquitella, avec dom Laurent de Lancastre, dom Francisque de Mascarégnas, dom Louis de Saldagne, et dom Juan de Castro.

On arriva devant Évora, et le comte de Schomberg ayant reconnu la place, prit soin du campement de l'armée, qu'il sépara en deux quartiers. On ouvrit la tranchée, et les ennemis ne s'en aperçurent qu'après qu'on l'eût considérablement avancée. Alors ils firent un feu terrible qui dura pendant tout le siége; on le poussa avec tant de vigueur, que les Espagnols furent bientôt contraints de capituler, aux conditions que le gouverneur et la garnison sortiraient par les brèches avec tous les honneurs militaires; qu'on leur assignerait quelque endroit dans le Portugal pour s'y retirer d'abord; qu'on empêcherait les soldats espagnols d'entrer au service de Portugal; qu'on permettrait aux officiers d'aller à Badajoz, sans qu'on pût les inquiéter en chemin, et qu'on y ferait transporter les blessés et les malades, avec les vivandiers de la garnison. De leur côté, ils promirent de livrer toutes les munitions, provisions, armes et instrumens propres à

faire la guerre, avec une porte de la ville, par laquelle les Portugais pourraient introduire leurs troupes dans la place. Cette capitulation fut signée par dom Sanche Émanuel, comte de Villaflor, et par dom François de Gatèrana comte de Sertirana.

Dom Laurent de Souza et Ménésès, se trouvant de tranchée le jour que cette capitulation fut signée, alla s'emparer, à l'heure dont on était convenu, de la porte désignée dans le traité. Le comte de Sertirana sortit avec sa garnison, composée de trois mille deux cens hommes et de huit cens chevaux. Ils défilèrent tous devant le comte de Villaflor, qui trois jours après revînt à Estrémos, d'où il écrivît au Roi qu'il était impossible de continuer les opérations de la guerre, à cause de l'ardente chaleur de l'été. Le Roi lui permit de laisser reposer les troupes. Peu après, le feu prit au magasin des poudres du château d'Aronchès. Deux mille Castillans périrent sous les ruines du château, ou des maisons de la ville qui furent abîmées. Villaflor y envoya le comte de Schomberg, pour voir si à la faveur de la désolation causée dans cette place par cet accident, on ne pourrait pas s'en emparer. Schomberg s'acquitta de cette commission, et trouva qu'il n'y avaît eu que les fortifications intérieures qui eussent souffert de l'accident; ce qui l'obligea de retourner à Estrémos sans rien entreprendre.

Pendant le siège d'Évora, dom Juan d'Autriche

fit une entreprise sur Elvas ; mais le comte de Sabugal, qui commandait dans cette place, l'ayant repoussé avec perte, ce prince se retira à Badajoz, d'où il se rendit à Madrid, laissant pour commander sur la frontière le duc de Saint-Germain. Villaflor partit aussi pour Lisbonne, et Schomberg demeura dans la province. Il forma le dessein d'enlever aux Castillans le port d'Ayamonté dans l'Andalousie, et demanda à la Cour quelques vaisseaux pour attaquer cette place par mer et par terre. Avant d'exécuter cette entreprise, Castelmelhor souhaita que Schomberg eût à Elvas une conférence avec Gil-vas-Lobo. Schomberg y consentit. Lobo entra dans toutes ses vues ; mais lorsqu'il fut de retour à Lisbonne, il détourna la Cour de l'entreprise, sans qu'on ait pu savoir la cause de ce changement. Schomberg, qui reçut ordre de retourner à Estrémos, l'attribua à une basse jalousie de la part de Lobo, homme vain et médiocre. En arrivant à Estrémos, on l'appela à la Cour : il s'y rendit promtement, et retourna avec la même promtitude dans l'Alentéjo, où il visita Portalègre et Castelvidé, et fit réparer les retranchemens d'Alter, de Veiros, de Fronteira et de Monforté.

Le comte de Prado commandait toujours dans la province d'Entre-Douro-et-Minho, et s'y maintenait avec honneur. Dans celle de Beira, le duc d'Ossuna tenta vainement de s'emparer d'Alméida,

et tout se passa tranquillement dans celle de Tras-os-Montès.

Tandis que les troupes se battaient ainsi sur les frontières, les courtisans déchiraient l'État par leurs divisions à la Cour. D'ailleurs, la conduite du Roi était déplorable. Le comte de Castelmelhor, César Sébastien de Ménésès et le comte d'Atougia s'étaient entièrement emparés de son esprit. Il s'éleva un quatrième favori, nommé Henri Henriquès de Mirande. On crut d'abord qu'il ruinerait Castelmelhor dans l'esprit du Roi; mais il arriva tout le contraire: il fut son défenseur et son appui. Mirande était vain, et n'avait presque point d'ambition. Castelmelhor, souple, flatteur, dévoré du désir de commander, subjugua son esprit comme il avait subjugué celui du Roi; et bientôt des trois premiers favoris il devint le plus puissant. Alors il se logea dans le palais même, pour être à portée de parler au Roi à toutes les heures, demanda la charge de secrétaire de la Pureté, qu'il obtint malgré les remontrances du secrétaire d'état qui voulut s'y opposer, et fit donner à Henri Henriquès, qui le secondait dans toutes ses vues, la charge de lieutenant général de l'artillerie, à laquelle il réunit celle d'intendant des magasins du royaume, que possédait Louis César de Ménésès. On disposa également de toutes les autres charges en faveur des parens ou des amis des favoris.

Ensuite ils travaillèrent à éloigner d'auprès du Roi tous ceux de qui ils pouvaient craindre quelque chose, et ils commencèrent par les gentilshommes de la chambre, qu'ils dispensèrent du service. Bientôt après, on leur interdit toute communication avec le Roi, qui, dès ce moment, mangea seul dans sa chambre, où il n'était servi que par ceux que le hazard y conduisait. Ainsi on vit anéantir les anciennes cérémonies avec lesquelles on servait les Rois de Portugal : tout fut confondu, personne n'exerça plus sa charge; la même personne en exerçait plusieurs à la fois, sans en avoir aucune en propre.

Ce désordre fut suivi d'un désordre plus grand encore. Les favoris, poussant leur insolence jusqu'au dernier période, pour achever d'éloigner de la Cour tous ceux qui leur fesaient ombrage, leur imputèrent des crimes chimériques, ou réveillèrent contre eux de vieilles affaires. Ils en voulaient surtout à ceux qui avaient été attachés aux intérêts de la Reine : on leur fit un crime de la remontrance que l'on avait faite au Roi, et qu'on a rapportée. On exila en conséquence le Père Antoine Vieira, le secrétaire d'état, à qui on substitua Souza de Mendoce, le duc de Cadaval, le grand-veneur Manuel de Mélo, le comte de Soure, et le comte de Pombeiro. On imputait au Père Vieira d'avoir écrit la remontrance, au secrétaire de l'avoir lue, et aux

autres de l'avoir dictée. Ceux qui s'étaient réconciliés avec les favoris évitèrent l'exil.

Quelque tems après, le marquis de Govéa, grand-maître de la maison du Roi, demanda la permission de se retirer à Govéa, parce qu'on avait supprimé une partie des droits et prééminences de sa charge. Nicolas Monteiro ne pouvant plus soutenir l'insolence des favoris et les emportemens du Roi, se retira aussi à son prieuré de Cédofeita. Castelmelhor donna à sa place, pour confesseur au Roi et à l'infant dom Pèdre, dom Pèdre de Souza, son oncle paternel, religieux de Saint-Benoît, nommé à l'évêché d'Angra, dans les Tercères.

Jusqu'alors on avait épargné la Reine; mais on ne ménagea plus cette princesse. Le Roi n'eut plus pour elle et pour l'infant son frère que des manières inégales et impérieuses. Cependant les favoris voulant dominer sur l'infant dom Pèdre comme ils dominaient sur le Roi, travaillèrent à faire revenir ce prince dans le palais, en disant qu'il serait logé plus convenablement et plus à portée de faire sa cour au Roi. Ils ajoutaient qu'on épargnerait beaucoup d'argent dont l'État avait besoin pour soutenir la guerre. L'infant, jeune et vif, mais rempli de modération et de sagesse, démêlant à travers ces vains prétextes leur véritable motif, refusa constamment d'aller loger au palais. Les favoris, pour se venger de ce refus, insinuèrent au Roi que l'infant le tra-

hissait, et qu'il fallait veiller à sa conduite. En le rendant ainsi suspect, ils fesaient agir en secret divers ressorts pour gagner ce prince et pour le détacher de la Reine sa mère. Enfin ils l'attirèrent à Alcantara, où Henri Henriquès lui fit sa cour avec tant d'assiduité, qu'il parvint à gagner sa confiance. Il fallut alors effacer de l'esprit du Roi les fâcheuses idées qu'ils lui avaient données de l'infant, et ils y travaillèrent avec plus ou moins d'ardeur, selon que ce prince leur témoignait plus ou moins de confiance. Le Roi, de son côté, ne se déterminant plus que par la volonté de ses favoris, agissait en conséquence, traitant l'infant tantôt bien, tantôt mal, selon que lui-même traitait bien ou mal les favoris.

Tous les officiers que la Reine lui avait donnés avaient été écartés. Le comte de Saint-Laurent exerçait sa charge d'intendant des finances; le comte de Soure était relégué dans le royaume des Algarves; Rui de Moura Tellès s'était retiré, et dom Juan Nuñès d'Acugna était à l'armée de la province d'Entre-Douro-et-Minho, où on l'avait envoyé pour couvrir son exil d'un prétexte honorable. On substitua à leur place dom Fernand de Ménésès comte d'Ericeira, Pèdre César de Ménésès, Rui Fernandès d'Almada, Rui Figueyrédo d'Alarçaon, Antoine de Mirande Henriquès, et dom Diègue de Ménésès, tous parens des favoris, et tous chargés d'inspirer

des sentimens de haine à l'infant contre la Reine. On n'épargna plus aucune mortification à cette princesse, afin de l'obliger de se retirer dans un couvent, ou dans la ville d'Alanquer, destinée de tout tems à servir de retraite aux reines veuves de Portugal. Le Roi lui écrivit même un billet pour l'y déterminer. D'ailleurs, ce prince souffrit qu'on parlât de cette princesse avec la dernière indécence. On lui imputa tous les malheurs arrivés pendant le tems de sa régence. Quelques-uns poussèrent l'insolence jusqu'à s'assembler pendant la nuit sous les fenêtres de son appartement, dont ils cassèrent les vitres, en lui disant les injures les plus grossières. Le Roi lui-même s'oublia jusqu'à lui manquer de respect. L'ayant rencontrée, le jour de la Conception, dans la chapelle du palais, il passa devant elle sans la saluer, et sans lui rendre les honneurs accoutumés. Cette incivilité obligea la princesse à aller demeurer quelques jours au palais de Xabrégas; mais le Roi, inspiré par Castelmelhor, la força de revenir dans le palais.

Immédiatement après son retour, le Roi fit un voyage à Salvatierra avec l'infant dom Pèdre. Ce prince était encore sous la tutèle de la Reine. Henri Henriquès lui dit qu'il devait travailler à s'affranchir de ce joug en se fesant émanciper, et en prenant pour son secrétaire Antoine Cavide à la place d'Antoine Souza de Tavarès. L'infant se prêta à ce

qu'on désirait. On l'émancipa à Salvatierra même, et son secrétaire fut congédié.

Au retour de Salvatierra, le Roi ne visita plus la Reine que rarement. Cependant, comme cette conduite prenait sa source dans la haine des favoris, et non dans son cœur, ce prince revenait quelquefois à sa mère. Ces retours inquiétaient les favoris. Pour s'affranchir de ces inquiétudes, ils résolurent d'éloigner absolument cette princesse, dont ils redoutaient l'esprit et la sagesse. Le Roi, pour leur complaire, lui envoya des ordres pour qu'elle eût à se retirer dans un couvent. Elle partit le 17 mars 1663, et rencontra sur son chemin un concours extraordinaire de peuple. On bénissait son ministère, on répétait ses louanges. Sa modestie, son air noble et imposant, excitaient l'admiration et la pitié tout ensemble. Étant arrivée dans le couvent qu'on lui avait destiné, le Roi et l'infant la quittèrent brusquement sans lui rien dire; ce qui remplit d'indignation tous les honnêtes gens contre les favoris, qu'on regardait comme les auteurs de cette conduite indécente.

Le Roi, en retournant de ce couvent à Lisbonne, parut d'une extrême gaîté; et s'approchant des litières et des carrosses qu'il rencontra, il entretint les dames qui y étaient, de matières plus libres que galantes. On ne douta point, à des manières si peu convenables dans ce moment, qu'il ne vînt de con-

duire la Reine plutôt dans une prison que dans une retraite honorable. On en demeura si persuadé, que Richard Franschow, ambassadeur d'Angleterre, avant de retourner à Londres, le marquis de Sande, qui était revenu pour traiter de son mariage avec la sérénissime Marie-Françoise-Isabelle de Savoie, princesse de Nemours, et M. de Fouché, envoyé du duc de Vendôme, n'osèrent aller lui rendre leurs respects sans la permission du Roi.

Enfin ce prince, depuis la retraite de la Reine, n'observa plus aucune bienséance. Il sortait toutes les nuits avec deux troupes, l'une à pié, l'autre à cheval, qu'il appelait basse et haute patrouille, composée de ces braves de profession qui ne sont, à proprement parler, que de vrais scélérats dignes, si on leur rendait justice, d'expirer sur l'échafaud. Ils attaquaient indifféremment tous ceux qu'ils rencontraient, et le Roi les imitait en leur donnant des louanges excessives lorsqu'ils rapportaient leurs épées teintes de sang. Le désordre régna bientôt dans Lisbonne; le crime demeura impuni; celui qui était chargé de la police n'osait faire aucune information, craignant de déplaire au Roi.

Ce monarque porta l'extravagance jusqu'à vouloir faire assassiner le marquis de Fontès, son grand-chambellan; jusqu'à vouloir faire périr le comte d'Ériceira, dans son carrosse, avec sa femme, sa fille

et son frère; jusqu'à faire charger le peuple dans une procession solennelle; jusqu'à souffrir que ses braves assassinassent près de son palais Pèdre Sévérim de Norogna, secrétaire des grâces; et enfin jusqu'à dire des injures à une comète qui parut vers ce tems-là, et à lui tirer un coup de pistolet, en lui donnant mille noms infâmes, parce qu'elle présageait, lui avait-on dit, la mort des rois, ou quelque révolution dans leurs États.

Ses égaremens étaient toujours accompagnés de débauches honteuses. Pour détruire les bruits qui couraient de son impuissance, il allait dans ces lieus infâmes que la pudeur nous défend même de nommer, mais où elle est toujours immolée au plus vil intérêt. Il fesait souvent venir dans une maison de campagne qu'il avait près d'Alcantara, ces femmes indignes, la honte de leur sexe, qui ne vivent que du trafic humiliant de leurs faveurs. Il feignit d'avoir eu un enfant d'une d'entre elles; et pour rendre la chose plus vraisemblable, il la fit cruellement fouetter, sous prétexte d'infidélité, et fit en même tems assassiner un homme, comme l'objet de sa jalousie. Après avoir ainsi déshonoré l'objet de son amour, il eut la bassesse de revoir cette femme à son ordinaire, et de se montrer impudemment avec elle dans les assemblées publiques. Tantôt il en parlait avec estime, et tantôt avec mépris.

Enfin, on eût dit qu'il en était éperdûment amoureux; mais on découvrit bientôt la vérité de cette ridicule et cruelle comédie.

Les trois favoris avaient jusqu'alors vécu dans une parfaite intelligence; mais Castelmelhor, plus ambitieux que les deux autres, se lassant d'avoir des compagnons, forma le dessein de les perdre comme ses rivaux. Il se servit contre eux des mêmes artifices dont ils s'étaient servis tous les trois contre leurs ennemis communs. Il chassa le comte d'Atougia, sous prétexte qu'il avait accepté un duel, et Sébastien César de Ménésès, en réveillant d'anciennes affaires ensevelies dans un profond oubli. En perdant ce dernier, il ne fit que le prévenir, car Sébastien avait formé le dessein de le perdre lui-même; et pour y parvenir, il avait engagé le Roi à écrire une lettre à Conti, pour lui ordonner de revenir en Portugal, espérant, par ce moyen, ruiner Castelmelhor dans l'esprit de ce prince. Aussi on ne blâma point Castelmelhor de l'avoir prévenu; on ne le blâma que de son peu de reconnaissance envers le comte d'Atougia, à qui il devait sa fortune: mais que peut la reconnaissance sur le cœur d'un courtisan! il immole tout à son ambition.

Antoine et Juan Conti, en conséquence de la lettre que le Roi leur avait écrite, quittèrent le Brésil, et partirent pour Lisbonne, où ils furent reçus

au bruit de l'artillerie, des fanfares et des trompettes. Ces honneurs furent suivis d'un promt exil de la Cour. Néanmoins le Roi allait de tems en tems voir Antoine, à qui on voulut persuader de revenir au palais; mais il n'osa s'y montrer, dans la crainte de déplaire à Castelmelhor. En effet, le favori, pour détourner le Roi de tout attachement contraire à ses vues, lui fit croire qu'on tramait une conjuration pour lui ôter la couronne, et qu'Antoine Conti en était l'auteur avec la Reine, le duc de Cadaval, le comte d'Atougia, et Sébastien César de Ménésès. On chargea dom Juan Cabral Barros d'informer sur cette prétendue conjuration. L'enquête dura longtems, et on nomma des commissaires : malgré les sourdes pratiques de Castelmelhor, qui n'épargnait rien pour ébranler leur intégrité, ils renvoyèrent les accusés absous du crime qu'on leur imputait.

Cependant son crédit ne fit qu'augmenter de jour en jour, et bientôt son antichambre fut remplie de courtisans, et celle du Roi demeura déserte. Ce prince faible et imbécille n'était qu'un vain fantôme paré des apparences de la royauté : Castelmelhor en possédait la réalité, en disposant souverainement de tout. Son frère, Simon de Vasconcellos et Souza, s'empara également de l'esprit de l'Infant, et chassa d'auprès de lui tous ses gentilshommes; mais le Roi les rappela tous du consentement de Castelmelhor,

et tous reçurent leurs ordres pour revenir, à l'exception du comte d'Ériceira, dont le favori redoutait la vertu.

Tandis que tout cela se passait à la Cour de Portugal, dom Juan d'Autriche ne songeait dans celle de Madrid qu'à réparer l'affront qu'il avait reçu dans la bataille du Canal. Après avoir eu une conférence avec le Roi son père, il partit pour Badajoz, avec l'espoir de faire de grands progrès dans la campagne suivante. Les Portugais, que le dernier succès avait rempli de confiance, se flattaient des mêmes espérances. Castelmelhor, qui haïssait le comte de Villaflor, lui avait fait ôter le commandement de l'Alentéjo pour le donner au marquis de Marialva. Cette injustice excita l'indignation du comte de Schomberg, d'autant plus que le commandement général lui avait été promis, en cas qu'on l'ôtât à Villaflor. Don Juan de Silva, son ami, l'apaisa. Marialva se rendit à Estrémos, et assembla l'armée, qui se trouva forte de six mille hommes d'infanterie et de cinq mille chevaux.

Immédiatement après, il tint un Conseil de guerre pour délibérer sur les opérations de la campagne. Il ne voulut admettre dans ce Conseil qu'un certain nombre d'officiers généraux qu'il nomma. Ceux qui en furent exclus s'en plaignirent; Marialva les apaisa, en les assurant qu'il était plein d'estime pour leurs talens et pour leurs lumières; mais qu'il était

impossible qu'un Conseil, d'où dépendait le salut de l'État, se passât tranquillement, en y admettant tout le monde. Ceux qu'on y admit furent partagés sur ce qu'on devait faire. Les uns voulaient qu'on tînt la campagne, et les autres, comme le comte de Schomberg, le comte de Saint-Jean, et dom Louis de Ménésès, général de l'artillerie, qu'on allât d'abord s'emparer de la ville de Codiceira, d'où l'on pouvait facilement enlever tous les convois qu'on envoyait de Badajoz à Aronchès. Après cette conquête, ils proposaient de faire celle d'Onguella, et d'aller ensuite se poster entre la Caja et la Cajola, lieu commode, couvert de tous côtés, à portée d'Elvas et de Campo-Major, abondant en fourrages, et propre enfin, par son voisinage de Badajoz, dont il n'était éloigné que d'une lieue, à observer commodément tous les mouvemens de l'armée espagnole.

Marialva envoya ce plan au Roi, qui assembla le Conseil de guerre et d'État pour l'examiner. On l'approuva en partie, et on manda à Marialva de l'exécuter promtement, c'est-à-dire d'aller se poster entre la Caja et la Cajola, sans entreprendre la conquête de Codiceira. L'armée se mit donc en marche et d'abord campa à Alcaravizza, où se rendirent toutes les troupes répandues aux environs; elle passa à Sapateyros, ensuite aux tours de Séqueiras, et, le 8 de juin, elle arriva enfin

entre la Caja et la Cajola. Là, pour donner de la réputation aux armes portugaises, Marialva résolut d'assiéger Valence d'Alcantara. Cette ville est une des plus riches et des plus considérables de l'Estramadure espagnole. Elle est située sur une éminence; on y respire un air pur et sain, et son territoire, arrosé par plusieurs rivières, est un des plus agréables de l'Espagne. Elle est à trois lieues de Castelvide et de Portalègre, et à cinq d'Alcantara, où l'on voit ce fameux pont que l'empereur Trajan fit construire sur le Tage. Entre cette ville d'Alcantara et Valence, coule la rivière de Solor, et règnent les fertiles campagnes de la ville de Brossas. Valence a mille maisons, et elle est environnée d'une vieille muraille avec quelques demi-lunes et quelques autres ouvrages de cette espèce. Dom Juan d'Ayala Mexia, soldat d'une excellente réputation, y commandait ainsi que dans le château, situé dans la partie supérieure de la ville. La garnison consistait en trois régimens d'infanterie, avec les paysans du voisinage qui s'y étaient retirés.

La place ayant été investie, dom Louis de Ménésès, général de l'artillerie, dressa les batteries, qui furent bientôt en état de servir. Vers le 17 de juin, dom Diègue Corréa, lieutenant-général au service du Roi catholique, parut avec cinq mille chevaux pour couvrir Alcantara et Brossas des insultes des Portugais, et pour se mettre à portée de

jeter quelque secours dans Valence. La vue des Espagnols causa quelque trouble parmi les Portugais; mais le comte de Schomberg, Gil-vas-Lobo, le comte de Saint-Jean et Alfonse Furtado ayant visité les postes, doublé les gardes et renforcé tous les quartiers, Corréa prit le parti de se retirer; et sa retraite, en rassurant les Portugais, répandit une consternation générale parmi les assiégés qui s'étaient flattés d'être secourus.

Peu de jours après, la cavalerie espagnole se présenta une seconde fois, et se retira de même sans oser tenter le secours de Valence. Les assiégés continuèrent néanmoins à se défendre avec courage, et les assiégeans à les attaquer avec vigueur. La place étant ouverte de tous côtés, Marialva fit sommer le gouverneur par Manuel de Rocha Péreira, lieutenant-général d'artillerie, de se rendre incessamment, s'il ne voulait s'exposer aux suites fâcheuses d'un assaut. Le gouverneur demanda qu'on lui envoyât quelqu'un pour traiter de la capitulation. Diègue Gomés Figueyrédo s'étant rendu dans la place, le gouverneur lui déclara qu'il ne se rendrait point qu'on ne lui eût accordé préalablement quatre jours de trêve, pour voir si pendant cet espace de tems on ne viendrait point à son secours. Marialva, informé que les Espagnols fesaient avancer de toutes parts des troupes pour secourir la place, refusa ce qu'on lui demandait, et se prépara à don-

ner un assaut à la place la nuit suivante; mais dom Louis de Ménésès le lui fit différer jusqu'au lendemain.

Le régiment de la province de Tras-os-Montès, ayant à la tête Manuel Pachéco de Mélo, le régiment de la province de Beira, commandé par Balthazar Laurent Tavarès, le régiment du comte de Schomberg anglais, et celui du colonel Pinzon, avec deux cens Français volontaires, furent nommés pour monter à l'assaut. Ils partirent au signal convenu de six coups de canon. Malgré tout le feu de la mousquéterie de la place, malgré un déluge de feux d'artifice et de grenades, les troupes parvinrent jusqu'au haut des remparts avec une intrépidité admirable. Les Anglais montèrent et plantèrent leur drapeau sur le haut de la brèche. Les Portugais et les Français ne se comportèrent pas avec moins de courage: cependant tous furent repoussés et obligés de se retirer. Le plus grand nombre des morts tomba sur les Anglais, qui dans toutes les occasions combattaient avec un courage et une valeur qui furent souvent funestes aux Castillans.

La nuit suivante, on canona la place avec plus de furie qu'auparavant. La brèche fut considérablement augmentée, et une bombe, étant tombée sur un magasin à poudre, cet accident causa une perte

si grande aux assiégés, qu'ils battirent la chamade. Ils demandèrent encore quatre jours, au bout desquels ils promirent de livrer la place. Marialva les leur accorda enfin. Pendant ce tems, le gouverneur envoya un officier à dom Juan d'Autriche pour l'informer de la situation où il se trouvait. Dom Juan ne pouvant le secourir, le gouverneur, au quatrième jour, celui de la fête de saint Jean-Baptiste, abandonna, à quatre heures après-midi, la porte de Saint-François, qu'on fit garder par le régiment de Cascaès, dont Joseph de Souza Cid était colonel. Dom Manuel de Souza et Castro s'empara de la brèche avec le régiment d'Algarve, et dom Louis de Ménésès entra dans la place pour prendre possession de l'artillerie, des armes, des munitions et des vivres, et pour faire sortir la garnison. Dom Juan de Carréra, mestre-de-camp d'un des régimens qui la composaient, s'était trouvé l'année précédente à la prise d'Évora par les Portugais. Les Castillans avaient évacué cette place le jour de la Saint-Jean, par les soins du même dom Louis de Ménésès. Carréra lui dit en sortant : « Dom Louis, » dites-moi, je vous prie, où vous voulez que je me » trouve à la Saint-Jean prochaine, afin que vous » veniez m'en faire sortir. » Au reste, la capitulation ayant été observée exactement, Marialva entra dans la place, accompagné des principaux officiers

Il chargea Simon de Vasconcellos, frère du comte de Castelmelhor, d'aller porter la nouvelle de cette conquête au Roi.

Valence soumise, le comte de Schomberg voulut quitter le service du Portugal, à cause des préférences affectées que le comte de Marialva eut, pendant toute la campagne, pour Gilles-vas-Lobo. Sans dom Louis de Ménésès qui le retint, il eût exécuté son dessein. Marialva haïssait Schomberg, d'abord à cause de son mérite, et ensuite à cause du comte de Soure, avec qui Schomberg était lié d'une étroite amitié. Sur la fin de la campagne, ce dernier partit pour Lisbonne, où Marialva le suivit. laissant le gouvernement général de la province à Gilles-vas-Lobo, qui, depuis le mois de juillet jusqu'au mois de septembre, demeura sans rien faire. Vers ce tems-là, les Espagnols, par le conseil du comte de Marsin, Français, qui avait passé au service de l'Espagne, et à qui on avait confié le commandement sur la frontière pendant l'absence de dom Juan d'Autriche, démantelèrent Aronchès, les garnisons d'Elvas, de Campo-Major, de Portalègre et de Montforté, enlevant tous les convois qu'on y envoyait. Le comte de Marsin s'y rendit en personne avec quatre mille hommes d'infanterie et trois mille chevaux pour en ramener l'artillerie, et en rapporter les munitions. Peu de jours après, les Espagnols démantelèrent encore Codiceira.

Vers le mois de septembre, Gilles-vas-Lobo, voulant se rendre digne des marques de distinction qu'il avait reçues de Marialva, résolut, pendant son absence et celle de Schomberg, de tenter quelque action qui pût lui faire honneur. Il se détermina à conquérir Freyxenal, à cinq lieues de Mourao, ville riche et opulente, du côté de Xérès. Il était sur le point de partir pour cette expédition, lorsqu'il en fut détourné par la désertion d'un soldat, ne doutant point qu'il n'eût été avertir les Castillans de son dessein. Il se borna donc à envoyer sans cesse des partis pour ravager les terres des Castillans. Ces partis rencontraient souvent des partis ennemis. On se battait, et la victoire passait tantôt d'un côté et tantôt d'un autre.

La comte de Schomberg était toujours à Lisbonne, où il se plaignait hautement de Marialva, qui, de son côté, pour faire valoir Gilles Lobo sa créature, fesait tous ses efforts pour faire sortir Schomberg du royaume. Lobo y travaillait aussi de son côté, en publiant que le comte de Schomberg embarrassait plus qu'il n'était utile; que, s'arrogeant tout le commandement, il distribuait des ordres, disposait des troupes, réglait les marches, choisissait les quartiers au gré de ses désirs, et empêchait que les soldats étrangers n'obéissent aux officiers-généraux portugais: « Je fais tout cela, il » est vrai, » répondait Schomberg, « et j'ai droit

» de le faire, comme premier mestre-de-camp-gé-
» néral. Ccpendant dans quel tems l'ai-je fait? dans
» quel tems ai-je donné des ordres, réglé les mar-
» ches, choisi les quartiers, disposé des troupes, pris
» soin de eurs campemens? lorsque tous les autres
» officiers-généraux refusaient de le faire; lors-
» qu'on avait fait quelque fausse démarche, et qu'il
» en fallait prévenir les dangereuses conséquences;
» lors enfin qu'il y avait non-seulement du péril à
» essuyer, mais même une espèce de certitude
» que le succès ne répondrait point à mon zèle.
» A l'égard des Français et des Anglais, il est natu-
» rel qu'ils m'obéissent, lorsqu'ils sont dans leurs
» quartiers, préférablement à tout autre officier,
» puisque leurs maîtres, leurs Rois, m'en ont confié
» le commandement. Mais hors de leurs quartiers,
» ils obéissent à leur général, et aux officiers qu'on
» met à leur tête. Ont-ils jamais refusé de combat-
» tre Marialva? Le sergent-major de bataille, tous
» les officiers, Lobo lui-même savent le contraire.
» Qu'on se rappelle le passage de la Dégèbe,
» Ameyxial, le siége de Valence; on verra qu'ils
» obéissaient avec promtitude, et combattaient
» avec valeur. » En effet, dans toutes ces occasions,
les Français et les Anglais avaient infiniment con-
tribué aux victoires qu'on avait remportées. Dom
Louis de Ménésès, pénétré de cette vérité, leur
rendit la justice qu'ils méritaient.

Le comte de Prado commandait toujours dans la province d'Entre-Douro-et-Minho pour le roi de Portugal; et dom Louis Podérico dans le royaume de Galice, pour le Roi catholique. Il se passa peu de chose dans cette partie de l'Espagne, ainsi que dans la province de Tras-os-Montès. La guerre se fit plus vivement dans celle de Beira.

Le duc d'Ossuna fesait bâtir dans Aldéa-d'O-bispo, où il était en quartier, un fort, dont, à ce qu'il croyait, dépendait la ruine totale de cette province. Pierre-Jacques Magalhaès étant tombé dangereusement malade à Almeyda, Alfonse Furtado de Mendoce rassembla les troupes, et marcha pour interrompre la construction de ce fort. Il le trouva en état de défense, et gardé par l'armée castillane, montant à sept mille hommes d'infanterie et à deux mille cinq cens chevaux. Mendoce se retira prudemment sans l'attaquer, forma le projet de couper les vivres à l'armée ennemie, et d'aller brûler les faubourgs de Ciudad-Rodrigo. Le duc d'Ossuna ayant été informé de ses desseins, fit sortir toute sa cavalerie pour assurer ses convois. Elle rencontra, combattit, et mit d'abord en désordre la cavalerie portugaise. Mendoce l'envoya soutenir par son infanterie, qui força l'espagnole à se retirer, laissant plusieurs morts et plusieurs prisonniers sur la place. Mendoce, content de ce succès, reprit la route d'Almeyda.

Le duc d'Ossuna ayant achevé de perfectionner le fort d'Aldéa-d'Obispo, alla rompre le pont qui était sur le Ribacoa, ravagea le pays circonvoisin, et se retira ensuite à Ciudad-Rodrigo. Jacques Magalhaès, qui avait recouvré sa santé, partit aussitôt pour rétablir le pont, que le duc d'Ossuna tenta vainement de rompre encore. Quelques jours après, ce général partit avec trois mille hommes d'infanterie, mille chevaux et sept pièces d'artillerie, pour détruire les maisons de campagne situées sur le Ribacoa, et démolir tous les forts qui les défendaient. Magalhaès, de son côté, alla avec deux mille cinq cens hommes et quatre cens chevaux brûler la ville de Sobradillo. Pour se venger de cette perte, le duc d'Ossuna tomba sur Castel-Rodrigo avec une armée assez forte. Antoine Ferreira-Ferrao commandait dans cette place, qui n'avait pour toute défense qu'une vieille muraille et cent cinquante hommes de garnison. Le duc l'attaqua vivement, et Ferreira la défendit de même. Cependant sa troupe diminuant chaque jour, il demanda à Magalhaès un promt secours. Magalhaès rassembla à la hâte deux mille cinq cens hommes d'infanterie et cinq cens chevaux, avec lesquels il marcha pour secourir Castel-Rodrigo.

Il arriva dans le voisinage de cette place, au moment où le duc d'Ossuna donnait un assaut. Le gouverneur le soutint avec tant de vigueur, que les

Espagnols furent contraints de l'abandonner, laissant leurs meilleurs soldats étendus sur la brèche. Ce revers répandit la consternation dans leur camp. Magalhaès, quoiqu'inférieur à eux de plus de moitié, se détermina à les attaquer pour se jeter dans la place. Avant d'exécuter son dessein, il représenta à ses soldats que le salut de la province dépendait de la conservation de Castel-Rodrigo, qu'il fallait vaincre, sauver cette ville, ou mourir. « Qu'on nous » mène à l'ennemi » répondit le soldat, « nous mour- » rons, ou la victoire sera à nous. » Magalhaès marcha sans différer. Le duc d'Ossuna, lorsqu'il apprit cette nouvelle, ne pouvait la croire. Il ne pouvait s'imaginer que Magalhaès pût tenter une pareille entreprise sans le comte de Saint-Jean et sans Alfonse Furtado de Mendoce, qui n'avaient pu le joindre encore. Cette témérité lui parut inouïe; néanmoins il songea à disposer ses troupes à le recevoir. Le désordre et la confusion régnaient dans son camp; la terreur s'était emparée des Castillans. Magalhaès arrive, il attaque, presse, enfonce, taille en pièces les ennemis, couvre la campagne de morts, fait quantité de prisonniers, délivre Castel-Rodrigo, et force le duc d'Ossuna à s'enfuir à Saint-Félix, d'où il passa à Ciudad-Rodrigo, furieux et désespéré.

Magalhaès retourna triomphant à Almeyda, d'où il fit partir Henri Jacques, son fils, qui n'avait que

quatorze ans, et qui s'était déjà trouvé à la bataille du Canal, pour porter la nouvelle de sa victoire au Roi. Peu de jours après, il marcha avec deux mille hommes et sept cens chevaux pour brûler la ville de Serralvo dans la Vieille-Castille, à sept lieues d'Almeyda; il la pilla, la brûla et se retira ensuite sans obstacle. Après avoir laissé reposer ses troupes pendant quelques jours, il reprit les armes, et conduisit trois mille hommes d'infanterie et huit cens chevaux contre Freyxénéda, ville riche, qui n'était défendue que par un fort, où il y avait quelques compagnies de cavalerie en garnison. On força ce fort. Les Castillans se réfugièrent dans l'église. Ayant refusé le quartier que Magalhaès leur offrit, le soldat en fureur rompit, enfonça les portes. Alors les prêtres se présentèrent revêtus de leurs habits sacerdotaux, pour implorer la clémence du vainqueur. Magalhaès, le comte de Vidigueira et le duc de Cadaval, qui, depuis son exil de la Cour, suivit Magalhaès dans toutes ses expéditions, eurent bien de la peine à contenir le soldat. On rasa le fort et on brûla la ville. Cette perte répandit une telle terreur parmi les Castillans, qu'ils abandonnèrent le fort de Fiel de la Mula, où ils laissèrent une quantité prodigieuse de munitions de bouche et de guerre.

Le comte de Soure, qui avait été exilé à Loulé dans le royaume des Algarves, fut alors rappelé à

Lisbonne. A peine y fut-il arrivé qu'il y mourut. Dom Juan de Costa, comte de Soure, était fils de Julien de Costa et de Françoise de Vasconcellos. Il perdit ses père et mère dans son extrême jeunesse; il ne dut son éducation, et les grandes qualités qui le distinguèrent dans le monde, qu'à l'excellence de son naturel. Il passa son enfance à Madrid, au service de la reine Isabelle, femme de Philippe IV; il se fit aimer par la vivacité et les grâces de son esprit. Il revint à Lisbonne à l'âge de quatorze ans, et prit en main le maniement des affaires de sa maison, qu'il conduisit avec une grande sagesse. Étant passé à Tanger pour y porter ses premières armes, il se distingua par de belles actions et beaucoup de valeur. A son retour à Lisbonne, il se battit en duel avec François Moniz, qu'il blessa, et dont il devint ensuite l'intime ami. Il s'appliqua de bonne heure aux arts et aux sciences, surtout aux mathématiques. Bon et utile citoyen, il voyait avec douleur l'esclavage de sa patrie; ce qui l'engagea à entrer dans la conjuration qui mit le duc de Bragance sur le trône. Il le servit utilement à la guerre, et contribua beaucoup au gain de la bataille de Montijo. Après être parvenu au poste de mestre-de-camp-général, il fut élevé à la dignité de gouverneur de la province et des armées de l'Alentéjo. Son mérite lui suscita bientôt de puissans rivaux, qui parvinrent, par leurs cabales et leurs intrigues,

à le faire rappeler; cependant on le créa conseiller du Conseil de guerre, et on le fit président du Conseil de delà la mer. Ensuite on l'envoya en qualité d'ambassadeur en France, où il se fit généralement estimer. Ayant été fait gentilhomme de la chambre de dom Pèdre, son attachement pour ce prince, pour l'État et pour la Reine, le firent exiler par Castelmelhor et ses partisans. Au reste, le comte de Soure, à la vivacité de l'esprit, joignait une manière noble, élégante et simple de s'exprimer; il donnait de la grâce à tout ce qu'il disait. Ami fidèle, généreux et constant, il ne fit cependant presque jamais que des ingrats. Plein de religion, il pardonnait facilement à ceux qui voulaient l'offenser ou lui nuire, et trouvait dans sa pieuse vertu des consolations qu'il n'eût pas éprouvées dans la vengeance. Quelque injustice qu'il essuyât de la part de la Cour, il ne se refusa jamais au service de l'État; et il s'employa à tout ce qu'on voulut, persuadé qu'on appartient plus à sa patrie qu'à soi même, et qu'il faut toujours se sacrifier à cette patrie, au préjudice de ses propres intérêts. Il avait épousé dona Françoise de Norogna, troisième fille de dom Pèdre de Norogna, seigneur de Villaverdé; il mourut à l'âge de 57 ans, laissant sept enfans, qui succédèrent à ses biens et à ses vertus.

Le comte de Soure fut généralement regretté, surtout par l'infant dom Pèdre, en qui l'on décou-

vrait chaque jour d'excellentes qualités. Ce prince avait fait un voyage avec le Roi à Santarem, où Alfonse devait poser la première pierre d'une église qu'on voulait y bâtir à l'honneur de Notre-Dame de Piété, en reconnaissance de la bataille du Canal, dont on lui attribuait le gain. On avait gravé sur cette pierre l'inscription suivante :

Deiparæ Virgini à pietate denominatæ
Alfonsus VI, Lusitaniæ rex,
Quod ejus ope ad miraculum insigni
Joannem Austriacum Philippi IV, Castellæ
Regis filium pugnâ Canalensi
Sexto idus junias an. Dei MDCLXIII.
Circà Estremontium commissâ
Profligaverit,
Multos hostium interfecerit, plures cæperit
Tormentis, armis, impedimentis
Potitus sit :
Hoc sacellum
Impensis suis faciendum curavit,
Primumque fundamentum lapidem
Propriâ manu
In æternum, grati, devotique animi monumentum posuit!
Seq. anno octavo kalend. februar.

Quelque tems après cette cérémonie, le marquis de Sande laissant le Père Roussel à Londres pour veiller aux intérêts de sa patrie contre les entreprises des Castillans, partit pour Paris, afin d'y trai-

ter du mariage du roi Alfonse. Il amena avec lui François de Sà Ménésès, secrétaire de l'ambassade, Rui Tellez et François d'Azévédo; il laissa à Londres le reste de sa maison, pour dérober aux Espagnols la connaissance de son voyage. Par le conseil de M. de Turenne, qui avait toujours été attaché aux intérêts du Portugal, Sande alla débarquer en Normandie, passa à Rouen, se rendit à Pontoise, et de là à Saint-Denis, où M. de Turenne avait envoyé un de ses gentilshommes pour le conduire à Paris en son hôtel. Y étant arrivé, M. de Turenne lui apprit que les Castillans fesaient tous leurs efforts pour faire épouser à mademoiselle de Nemours le prince Charles duc de Lorraine; mais il lui promit en même tems d'employer tout son crédit pour empêcher ce mariage.

Il agit en conséquence; mais madame de Nemours fit dire au Roi, par M. le Tellier secrétaire-d'état, qu'elle ne consentirait jamais au mariage de mademoiselle de Nemours qu'avec le prince Charles de Lorraine. Cette déclaration déconcerta le marquis de Sande; et ayant voulu en informer son Roi et le marquis de Castelmelhor, M. de Turenne l'en empêcha, en lui disant qu'il fallait voir auparavant si on ne trouverait point dans le royaume quelque autre princesse dont la qualité, la beauté et les richesses pussent consoler de la perte de mademoiselle de Nemours. Mademoiselle, fille de

vrait chaque jour d'excellentes qualit[illegible] mais
avait fait un voyage avec le Roi à S[illegible] cesse.
fonse devait poser la première p[illegible] après
qu'on voulait y bâtir à l'hon[illegible] eur des
de Piété, en reconnaissance d[illegible] onne et
dont on lui attribuait le g[illegible] tres que
cette pierre l'inscription [illegible] ance; qu'il
[illegible] oyaume contre

Deiparæ Vir[illegible] [illegible] charmé qu'à la
Alfons [illegible] mours, le roi de Por-
Quod ej[illegible] ademoiselle d'Elbœuf sa
Joannem [illegible] rincesse étant plus jeune que
R[illegible]
S[illegible] emours, aurait moins de peine à
[illegible] anières portugaises, et que son père
[illegible] rneur des provinces de Picardie et d'Ar-
[illegible] rrait facilement faire passer en Portugal des
[illegible] pes sans que la Cour parût y participer, et sans
que la Castille eût lieu de se plaindre. « Ainsi donc, »
continua-t-il en s'adressant à M. de Turenne,
« le duc d'Elbœuf n'a qu'à vous donner une procu-
» ration pour que vous régliez avec le marquis de
» Sande les conditions de ce mariage : lorsque
» vous les aurez réglées, et que vous aurez fait
» comprendre au même marquis de Sande les
» avantages que son maître trouvera dans cette al-
» liance, il pourra en informer sa Cour, en l'assurant
» que si elle n'approuve point ce projet, il demeu-
» rera nul, comme s'il n'en eût été jamais question. »

ıt du Conseil, M. de Turenne alla rendre rquis de Sande de tout ce que le Roi ; et en même tems il lui proposa dom Pèdre, frère d'Alfonse, Bouillon, sa nièce, fille de ne cette alliance pouvait e à la maison royale de Bouillon jouissant d'ailleurs ême considération que l maison elle de Lorraine.

quis de Sande goûta toutes ces propositions, régla avec M. de Turenne les conditions de un et l'autre mariage, et se disposa à faire partir François de Sà, son secrétaire, pour les communiquer à la Cour de Portugal. On lui fit connaître auparavant les deux princesses, et on lui donna leurs portraits pour les faire voir au Roi et à l'Infant. A peine fut-il parti pour Lisbonne, que Louis XIV reçut une lettre de l'Empereur, par laquelle ce prince lui demandait du secours contre les Turcs qui lui fesaient vivement la guerre. Louis XIV consentit à lui envoyer un corps de troupes, à condition que le Roi d'Espagne lui en enverrait autant de celles qu'il entretenait en Italie. Le roi de France exigea cette condition pour que les troupes d'Italie ne passassent point en Espagne contre le Portugal, ainsi qu'on le publiait. Cependant François de Sà arriva à Lisbonne, où l'on blâma tout ce

que le marquis de Sande avait fait avec M. de Turenne. On lui envoya en même tems des ordres pour reprendre la négociation qui regardait le mariage de mademoiselle de Nemours, et pour assurer M. de Turenne que s'il pouvait le faire réussir, on lui promettait de travailler ensuite à faire réussir celui de l'infant dom Pèdre avec mademoiselle de Bouillon. Sande obéit, et parla au vicomte, qui s'engagea d'employer tous ses soins pour satisfaire les désirs de la Cour de Portugal. Sa première démarche fut de gagner le maréchal d'Estrées, pour que celui-ci obligeât son fils l'évêque de Laon à porter le Tellier, sur lequel il avait beaucoup de crédit, à parler à madame de Nemours en faveur du roi de Portugal. L'affaire demeura quelque tems dans cette situation.

Pendant cet intervalle, Louis XIV voulant savoir positivement en quel état étaient les affaires des Portugais, tant par rapport à la guerre que par rapport au gouvernement, fit partir pour le Portugal un nommé Torront, parent de Colbert, pour aller s'en informer sur les lieux mêmes, par Schomberg et Fromont, chargés alors des affaires de France en Portugal. Le marquis de Sande agissait toujours par le canal de M. de Turenne auprès du Roi et des ministres, afin de faire réussir le mariage de son maître avec mademoiselle de Nemours. Il gagna le duc de Guise; il fit entrer le marquis de Chouppe

dans ses vues, et mit, par le moyen de ce dernier, Lionne dans ses intérêts. Lionne lui apprit le voyage de Torront, et le sujet de ce voyage, en l'assurant qu'on ne pourrait rien conclure que ce Torront ne fût de retour.

Pendant ces délais, madame de Nemours, mère de mademoiselle de Nemours, vint à mourir. Cette mort imprévue releva les espérances du marquis de Sande. Il redoubla ses intrigues; il pressa ses amis d'agir, et engagea l'évêque de Laon à parler au duc de Vendôme, oncle et tuteur de mademoiselle de Nemours. Le duc de Vendôme écouta favorablement l'évêque de Laon, et promit d'engager mademoiselle de Nemours à épouser le roi de Portugal, à condition que le marquis de Sande s'engagerait à faire épouser mademoiselle d'Aumale, sœur de mademoiselle de Nemours, à l'infant dom Pèdre. Cette condition embarrassa beaucoup le marquis de Sande, par rapport aux engagemens qu'il avait pris avec M. de Turenne en faveur de mademoiselle de Bouillon. Le marquis de Ruvigny, le duc de Guise, le marquis de Chouppe, l'évêque de Laon, le comte d'Estrées et M. de Turenne s'assemblèrent pour chercher quelque expédient qui pût concilier les intérêts de tout le monde; mais ils y travaillaient en vain. Pendant qu'on était extrêmement occupé de ces affaires, survint un nouvel obstacle. Emmanuel, duc de Savoie, demanda mademoiselle de Nemours

en mariage. L'évêque de Laon en parla au marquis de Sande, en lui disant qu'on ferait bien de laisser là mademoiselle de Nemours qui penchait pour le duc de Savoie, et de faire épouser au roi de Portugal mademoiselle d'Aumale, princesse jeune, aimable, belle et remplie de vertus. Sande goûta cette proposition, parce qu'elle conciliait les intérêts de mademoiselle de Bouillon avec les intérêts du Roi. Cependant il n'osa s'engager qu'il n'eût auparavant reçu de nouvelles instructions de sa Cour. Il écrivit donc au Roi pour lui demander « quel parti il devait prendre, en cas que made- » moiselle de Nemours se déclarât pour le duc de » Savoie, comme il y avait apparence; quelle dé- » marche il devait faire par rapport au mariage que » le duc de Lorraine prétendait avoir contracté » avec cette princesse, et en conséquence duquel il » demandait qu'elle allât habiter avec lui pour le » consommer; si, en cas que ce mariage demeurât » nul, il devait conclure le sien avec cette prin- » cesse, en vertu de la procuration dont il était » pourvu; si enfin mademoiselle de Nemours ne » voulant point aller en Portugal, il devait écouter » les propositions qu'on lui fesait sur mademoiselle » d'Aumale, sœur de mademoiselle de Nemours, » ou s'il devait, sans attendre de nouveaux ordres, » sortir de France? »

En attendant la réponse à cette dépêche, le mar-

quis de Sande employa ses soins pour engager le roi de France à envoyer quelque nouveau secours en Portugal. Les circonstances étaient favorables. L'Empereur venait de prendre des mesures pour faire la paix avec les Turcs, sans y comprendre le roi de France qui l'avait secouru. C'était le roi d'Espagne qui avait engagé l'Empereur à cette démarche pour mortifier le roi de France. Ce dernier ne cherchait qu'un prétexte de rompre : il déclara donc qu'il voulait s'assurer de la Flandre, en vertu des droits qu'avait sur ce pays la Reine sa femme. Sande ne pouvait qu'être bien écouté dans ces circonstances; M. de Turenne, et M. de Colbert, ce ministre célèbre, sous lequel le commerce devint si florissant en France, le secondèrent avec zèle pour lui faire accorder ce qu'il demandait. Mademoiselle de Nemours ayant déclaré qu'elle ne voulait point aller en Portugal, Sande reçut ordre de sortir de France, et de retourner à Londres; ce qu'il fit, laissant M. de Turenne, M. de Colbert, et le marquis de Ruvigny remplis d'estime et d'admiration pour lui. En arrivant à Londres, il y apprit que le Pape paraissait enfin disposé à rendre justice aux Portugais, en fesant rendre à leur ambassadeur à Rome les honneurs accoutumés, et que les Anglais allaient envoyer un nouveau secours en Portugal.

En 1665, on se préparait dans ce royaume à

continuer la guerre avec vigueur. Dès le commencement du mois de mars, on reprit les armes sur la frontière de la province de l'Alentéjo, où Gilles-vas-Lobo commandait à la place de Marialva, en qualité de mestre-de-camp-général. Alexandre Farnèse, prince de Parme, général de la cavalerie étrangère en Espagne, partit d'Albuquerque avec quatre mille cinq cens hommes d'infanterie et de cavalerie pour enlever Valence aux Portugais, où quelques Castillans qui étaient établis dans cette place devaient l'introduire. Il échoua dans son entreprise, et fut contraint de se retirer honteusement à Membrillo. Peu de jours après, le comte de Schomberg revint de l'Alentéjo; et la Cour, pour lui donner quelque satisfaction au sujet de Gilles-vas-Lobo, rappela ce général, et l'envoya commander dans la ville de Sétubal.

Marialva le suivit de près, et se rendit aussi dans l'Alentéjo avec tous les officiers généraux qui devaient servir dans son armée. Les Portugais se flattaient de faire vivement la guerre dans le pays ennemi, et les Castillans de réparer les pertes qu'ils avaient essuyées dans la dernière campagne. Leur armée était composée des meilleures troupes d'Italie, de Flandre et d'Allemagne, dont on avait confié le commandement général, qu'on avait ôté à dom Juan d'Autriche, à dom Louis de Bénavidès, marquis de Caracène. On le fit revenir de Flandre

où il était : en passant à Paris, il assura qu'il marcherait droit à Lisbonne, et qu'il espérait, en se rendant maître de cette place, subjuguer en peu de tems le reste du Portugal. Il osa tenir le même langage à Madrid, et engagea le Roi à faire armer une flotte dans le port de Cadix pour attaquer Lisbonne et Sétubal par mer, pendant qu'il les attaquerait par terre. Le Roi chargea de cet armement le duc d'Aveyro, qui partit pour Cadix, où il ne trouva rien de ce qui était nécessaire pour équiper la flotte qu'on destinait contre sa patrie.

Caracène partit pour Badajoz, où il arriva au commencement de mai. Il visita toutes les places frontières de cette partie de l'Espagne, et passa toutes ses troupes en revue. Ensuite il s'informa quels étaient les caractères, la capacité et l'expérience des chefs qui devaient commander l'armée portugaise; si les troupes étaient bien disciplinées, les places bien fortifiées, les magasins remplis, le pays difficile, les rivières fréquentes et aisées à passer. Après cette exacte information, il changea de langage. Il trouva la conquête du Portugal plus difficile à faire qu'il ne se l'était imaginé; il trouva dans les officiers généraux de l'armée portugaise du courage, de la valeur, de l'expérience, avec beaucoup d'audace; et dans les soldats, de l'intrépidité, de l'obéissance, et une patience admirable à sup-

porter la soif, la faim, et toutes les fatigues de la guerre.

Il entra néanmoins en campagne, et alla, le 22 de mai, à une lieue de Badajoz, entre les rivières de Xévora et de Botavà, pays abondant en fourrages. Il apprit, dans ce premier camp, que la flotte castillane qu'on armait à Cadix, et que le duc d'Aveyro devait commander, ne serait pas sitôt en état de tenir la mer. Alors, au lieu de marcher droit à Sétubal ou à Lisbonne, comme il l'avait d'abord projeté, il marcha vers Villaviçosa, dans le dessein d'assiéger cette ville, dont Christoval de Brito Péreira était gouverneur. Villaviçosa passe pour une des plus anciennes villes de Portugal, et nous avons déjà dit qu'on en attribue la fondation à Maherbal, qui commandait pour les Carthaginois dans cette partie de l'ancienne Lusitanie. Cette ville, après avoir gémi pendant l'espace de plusieurs siècles sous la domination des Maures, fut conquise, en 1217, par Alfonse II, second roi de Portugal, et Alfonse III la fit rebâtir en 1270. Alfonse V l'érigea en marquisat en faveur de dom Ferdinand, second fils du duc de Bragance, un des glorieux ancêtres du Roi régnant. La situation de Villaviçosa est charmante; le territoire est fertile en blés, en vins, en toute sorte de fruits. La ville est bien bâtie, le palais vaste et magnifique, avec un parc qui a trois lieues de circonférence.

Telle était la ville que Caracène allait assiéger. Son armée montait à quinze mille hommes d'infanterie, et à six mille sept cens chevaux, avec quatorze pièces d'artillerie et deux mortiers. Il avait pour officiers généraux dom Diègue Cavalhéro, mestre-de-camp-général; dom Diègue Corréa, général de la cavalerie espagnole, et Alexandre Farnèse, frère du duc de Parme, général de la cavalerie étrangère; dom Louis Ferrer, général de l'artillerie, et dom François d'Alarçao, fils de dom Juan Soarès; dom Manuel Caraffa, et dom François Rose, l'un et l'autre Italiens, pour sergens-majors de bataille. Le comte de Marsin n'ayant point voulu servir sous Caracène, s'était retiré à Madrid, et dom Juan d'Autriche à Consuégra.

Cependant Christoval de Brito se prépara à se défendre vigoureusement, et Marialva à rassembler son armée pour le secourir. Aussitôt qu'il fut en état de tenir la campagne, il alla se poster dans un endroit appelé Montès-Claros, à une lieue de Villaviçosa. Caracène abandonna le siége, et marcha pour le combattre. Les deux armées étant en présence commencèrent par se canonner. On en vint ensuite aux mains. On se chargea de part et d'autre avec beaucoup de valeur. La victoire balança longtems; mais enfin elle pencha du côté des Portugais. Ils la durent, comme la précédente, à l'habileté du comte de Schomberg, et à la valeur des Fran-

çais et des Anglais. Qui eût osé dire à Philippe II, conquérant en quinze jours le Portugal, que ses armées seraient un jour vaincues par les Portugais toutes les fois qu'elles en viendraient aux mains avec eux? Dix mille hommes tués sur le champ de bataille, quatre mille prisonniers, l'artillerie, les équipages et les drapeaux de l'armée, signalèrent cette grande victoire remportée à Montès-Claros. Elle ne coûta aux Portugais que sept cens hommes et deux mille blessés. Marialva mena son armée victorieuse à Villaviçosa, d'où il fit partir Simon de Vasconcellos pour Lisbonne, où il arriva le lendemain sur les sept heures après midi. Le Roi et l'Infant se transportèrent à l'instant dans la chapelle royale pour rendre grâce à Dieu de la bataille qu'on venait de gagner. Ensuite le comte de Castelmelhor dépêcha un courrier avec une lettre du Roi pour Marialva. On l'exhortait à profiter des avantages que la victoire lui offrait, et de poursuivre vivement la guerre.

La bataille de Montès-Claros fut la sixième gagnée sur les Espagnols depuis la proclamation de Jean IV. Celle-ci dura huit heures, et toutes les troupes s'y comportèrent avec une valeur incroyable. Les Espagnols se retirèrent vers Juréména. Marialva, de son côté, tint Conseil de guerre. Le comte de Schomberg, le comte de Saint-Jean, dom Louis de Ménésès, et Michel Charles de Tavora, sergent-

major de bataille, y proposèrent d'aller assiéger Mérida. Les autres, condamnant cette entreprise, soutinrent qu'il fallait renvoyer les troupes dans leurs quartiers, pour les y laisser reposer; ce que Marialva fit, après en avoir pourtant demandé la permission à la Cour.

Caracène s'était rendu à Badajoz, où il ramassait les débris de son armée, qu'il envoyait à mesure dans les places frontières. Il informa en même tems le Roi son maître de sa défaite, en l'assurant néanmoins que la victoire avait coûté aux Portugais la plus grande partie de leurs plus braves soldats, et qu'il espérait, si on lui envoyait de nouvelles troupes, rentrer dans le Portugal, et y faire de rapides conquêtes. Philippe, après avoir lu cette lettre, la laissa tomber par terre, en disant : « Dieu » le veut. » Ensuite il garda un profond silence.

La nouvelle de la défaite de Caracène s'étant répandue dans la ville, chacun en parla selon ses craintes, ses désirs ou ses intérêts. D'abord qu'on fut bien informé de la vérité, le désespoir et la consternation régnèrent dans Madrid. On se déchaîna ouvertement contre Caracène; on blâma le comte de Castello, alors favori du Roi, pour s'être opposé aux négociations que l'Angleterre avait proposées, pour terminer à l'amiable avec le Portugal une guerre si longue et si ruineuse. On se plaignait

enfin vivement de ce que le Roi avait ôté le commandement à dom Juan d'Autriche.

L'armée portugaise étant entrée dans ses quartiers, Marialva partit pour Lisbonne, et Schomberg demeura chargé du commandement général de la province. Il fut obligé d'aller avec quelques troupes secourir le comte de Prado dans la province d'Entre-Douro-et-Minho, où les armes portugaises triomphèrent, ainsi qu'elles avaient triomphé dans la province de l'Alentéjo. Les affaires rétablies, Schomberg rentra avec ses troupes dans le territoire de Villaviçosa. Pendant son absence, Caracène y fit une course, dont Denis de Mélo et Castro, mestre-de-camp-général, tira une haute vengeance, en entrant dans la Castille, et en y portant le fer et le feu.

En 1666, le comte de Schomberg, au retour de la province d'Entre-Douro-et-Minho, fut fait gouverneur général de la province de l'Alentéjo. Il mit à contribution le comté de Niébla dans l'Andalousie; il soumit Saint-Lucar, sur la Guadiana, porta la terreur des armes portugaises dans toute cette province espagnole, ravagea les campagnes, et causa des pertes immenses aux ennemis. Ceux-ci travaillaient depuis plus d'un an à armer une flotte dans le port de Cadix. Dès qu'elle fut en état de mettre à la voile, le duc d'Aveyro, qui en avait obtenu le com-

mandement, se mit en mer, et alla s'emparer du fort de Baléyeyra. Ensuite il se présenta devant Sagrès, d'où il fut repoussé, ce qui le détermina à faire voile vers la petite île de Berlinga, à trois lieues du cap de Péniche, où il n'y avait que trente hommes pour la garder, et qui se soumirent.

Tandis que cette flotte s'employait à de si médiocres exploits, Schomberg avait quitté l'Andalousie, et s'était rendu à Aronchès, dans le dessein de faire fortifier cette place. Le Roi, alors pour le récompenser des grands services, qu'il lui avait rendus, le fit comte de Mertola. Ses affaires l'ayant appelé à Lisbonne, il laissa le commandement à Denis de Mélo, qui ne cessa pas de faire des courses dans le pays ennemi. Par son ordre, dom Juan de Silva de Souza, nouvellement élevé au poste de général de l'artillerie, alla se mettre en embuscade entre Campo-Major et Badajoz. De là, il envoya Coelho et François Galvan pour enlever avec cent chevaux les bestiaux qui paissaient dans les campagnes. Les Espagnols s'en étant aperçus, firent sortir cinq escadrons de Badajoz pour chasser les Portugais. Silva fit alors avancer la moitié de son détachement pour soutenir Coelho et Galvan. A peine le combat fut-il engagé, que le prince de Parme parut avec quinze cens chevaux, pour soutenir aussi les siens. A son approche, Silva ordonna aux commissaires généraux, Antoine de Siqueyra Pestana, Bernard de

Faria, Juan de Sémila, Manuel Lobo et François Cabral, de le charger. Ils partirent en bon ordre; mais en arrivant à la portée des Castillans, la terreur s'empara des Portugais, et ces mêmes soldats qui avaient donné plusieurs preuves de courage, qui avaient tant de fois battu ces mêmes Castillans qu'ils allaient attaquer, prirent tout d'un coup la fuite, et se retirèrent vers Campo-Major, quelques efforts que fit Silva pour les arrêter. Le prince de Parme les poursuivit vivement, et en fit trois cent cinquante prisonniers.

Mélo, désespéré de leur lâcheté, en fit part à la Cour. On tint Conseil de guerre; et l'on ordonna à Schomberg qui retournait dans la province, de punir sévèrement les officiers qui commandaient ces troupes. Schomberg se contenta de dégrader les plus coupables, et de faire passer quelques soldats par les armes.

Le comte de Prado s'opposait vigoureusement dans la province d'Entre-Douro-et-Minho, à dom Iniguès Fernand de Vélasco, connétable de Castille, et gouverneur-général du royaume de Galice. Il s'était flatté que son seul nom devait rétablir les affaires de son pays dans cette partie de l'Espagne; mais malgré la supériorité de ses troupes, le comte de Prado non-seulement l'empêcha d'entrer dans la province d'Entre-Douro-et-Minho, mais il alla, à sa vue, ravager la Galice jusqu'à Baïonne. Les Espa-

gnols furent plus heureux du côté de la province de Tras-os-Montès. Pantoya, leur général, passa la Tamaga, et ravagea les campagnes voisines. Antoine Soarès de Costa, commandant dans la province de Beira, à la place d'Alfonse Furtado de Mendoce, réprima les Castillans dans cette partie de l'Espagne. Dans les Indes, dom Juan Nuñès d'Acugna occupait la vice-royauté, et gouvernait avec autant de fermeté que de prudence. Il répara tous les malheurs qu'on avait essuyés pendant la guerre avec les Hollandais. La mort termina ses jours au milieu de ses travaux : il mourut à l'âge de quarante-neuf ans, comme il se préparait à faire une grande expédition contre les Arabes. Lorsqu'on eut célébré ses funérailles, on ouvrit les lettres de succession. Le Roi y déférait le commandement à dom Antoine de Mélo de Castro, à Louis de Mirande Henriquez et à dom Manuel Cortéréal de Sampayo. Ils répondirent par leurs services aux vues de la Cour.

Tels furent les principaux événemens militaires qui se passèrent en Portugal pendant les années 1666 et 1667. Les affaires de la Cour s'embrouillaient de plus en plus, par l'aversion du Roi contre l'infant dom Pèdre. L'arrivée du marquis de Sande à Lisbonne acheva de tout perdre. Nous avons vu comment il avait projeté de marier cet Infant avec mademoiselle de Bouillon. Castelmelhor s'était en quelque manière engagé à faire réussir ce mariage,

en reconnaissance des bons offices que M. le vicomte de Turenne rendait aux Portugais auprès du roi de France; mais lorsqu'il proposa sérieusement à l'Infant de remplir les engagemens qu'il avait pris, ce prince le refusa, et demeura inébranlable dans son refus. Castelmelhor lui fit parler par le Roi. Alfonse ayant trouvé l'Infant dans la tribune de la chapelle, lui ordonna d'une manière grossière de donner son consentement pour le mariage qu'on lui proposait, et que s'il ne le fesait point, il le ferait enfermer dans une tour. L'Infant répondit froidement qu'il n'épouserait jamais mademoiselle de Bouillon; qu'au reste le Roi était maître de le faire arrêter, mais qu'il espérait qu'il n'en ferait rien, comptant à cet égard sur sa justice et son équité.

Le lendemain le Roi, en sortant de la messe, fit appeler Simon de Vasconcellos, dom Rodrigue de Ménésès, et le secrétaire d'état: il leur ordonna de déterminer l'Infant à consentir au mariage proposé. Ils le promirent, et parlèrent à l'Infant, qui persista constamment dans son refus. Le marquis de Sande alors repartit pour Paris, où il fit part au vicomte de Turenne de tout ce qui venait de se passer à Lisbonne. Cette nouvelle mortifia le vicomte, qui s'était flatté par ce mariage de voir monter sa nièce sur le trône de Portugal, persuadé qu'Alfonse mourrait sans enfans, ou qu'on lui ôterait la couronne, à cause de sa mauvaise conduite.

Le marquis de Sande, en apprenant au vicomte de Turenne le refus que fesait l'Infant d'épouser mademoiselle de Bouillon, lui remit deux lettres, l'une de la part du roi Alfonse, et l'autre de la part de Castelmelhor, par lesquelles l'un et l'autre lui témoignaient le chagrin qu'ils ressentaient du refus de l'Infant. Ces lettres ne purent consoler M. de Turenne. Persuadé que l'Infant n'avait fait ce refus qu'à la persuasion des Anglais, il en parla à Sande, en lui disant que les Portugais avaient trop de déférence pour cette nation. « Elle vous fait, » ajoute-t-il, « espérer la paix « avec l'Espagne, mais cette paix ne sera so- « lide qu'autant que la France y contribuera. » Sande lui répliqua qu'il ignorait si l'Anglais se mêlait, ou non, de faire la paix entre le Portugal et l'Espagne, que pour lui il n'était chargé que de conclure le mariage du Roi son maître avec mademoiselle d'Aumale, et que toutes ses instructions se bornaient là; ainsi qu'il ne pouvait lui répondre rien à cet égard.

On apprit alors à Lisbonne la mort de Philippe IV, roi d'Espagne. Il y avait plus de six ans que ce prince traînait une vie languissante. Il mourut le 7 septembre 1665, âgé de soixante ans cinq mois neuf jours, dont il avait régné quarante-quatre ans cinq mois dix-sept jours sur l'Espagne, et dix-neuf ans sept mois sur le Portugal. Il possédait plutôt

les qualités d'un courtisan que celles d'un roi : il était affable, poli, complaisant, discret; il avait de l'esprit, il aimait les arts, et composait des vers; mais il était faible, indolent et irrésolu. Il fut toujours gouverné ou par ses ministres, ou par ses favoris. Le comte d'Olivarès, dom Louis de Haro, le comte de Castello, partagèrent successivement ses faveurs et son autorité. Il fut d'abord marié avec Isabelle de Bourbon, dont il eut plusieurs enfans, entre autres, Marie-Thérèse d'Autriche, mariée à Louis XIV, roi de France; ensuite il épousa dona Marie-Anne d'Autriche, dont il eut trois fils et une fille, Marguerite d'Autriche, première femme de l'empereur Léopold I. La Reine fut nommée régente pendant la minorité de Charles I, son fils.

La reine de Portugal mourut l'année suivante 1666; elle tomba malade vers le mois de février. Lorsqu'elle se fut préparée à la mort, elle écrivit au Roi et à l'infant dom Pèdre, qui étaient l'un et l'autre à Salvatierra, les lettres suivantes. Elle disait au Roi : « Mon fils, je suis dans un état tel que les » médecins doutent de ma vie, et je sens moi-même » que j'approche à chaque instant de la mort. J'en » informe donc Votre Majesté, dans l'incertitude » où je suis si je pourrai vous voir, surtout dans » ces momens où je ne dois songer qu'au salut de » mon âme. Je crois vous dire tout, en vous disant » que je suis votre mère, et j'espère toutes choses

» de vous, si vous n'oubliez pas les devoirs de » votre naissance. J'attends la mort au milieu des » larmes de ceux qui m'ont toujours servie; et » comme la perte qu'ils vont faire est une de mes » plus grandes douleurs, je vous demande qu'a- » près vous être acquitté de ce que vous devez à » mon âme, vous reconnaissiez pour moi les bons » services qu'ils m'ont rendus, et que vous ache- » viez ce que j'ai commencé pour mes fondations, » car Dieu le veut ainsi. Si je meurs sans vous voir, » je vous laisse ma bénédiction, qui est la seule » chose qui me reste à vous donner, en vous assu- » rant que Dieu ne me demandera point compte de » n'avoir pas toujours traité Votre Majesté comme » mon fils. A Xabrégas, le 20 février 1666. »

Celle de l'Infant était conçue en ces termes : « Mon fils, le tems que j'ai à vivre est si court qu'à » chaque instant je crois expirer. Je suis votre » mère, et me voyant sur le point de paraître de- » vant Dieu, je ne veux pas vous laisser sans ma » bénédiction. Je vous recommande toujours la » crainte de Dieu et l'obéissance que vous devez à » votre frère, en qui sont toutes vos espérances, et » afin qu'après ma mort vous vous souveniez de mon » âme, puisque vous devez toutes choses à mon » amour. »

Ces deux lettres produisirent des effets bien différens sur l'esprit du Roi et sur celui de l'Infant.

Celui-ci fondait en larmes en lisant la sienne; et le Roi, après avoir lu froidement celle qui le regardait, poussa la dureté jusqu'à railler l'Infant de la douleur dans laquelle il paraissait plongé. Il s'opposa même au dessein que ce prince avait de partir sur-le-champ pour se rendre auprès de la Reine, se contentant de lui répondre par des lettres qu'il lui fit porter par le marquis de Govéa, son majordome, et par Simon de Vasconcellos, intendant de la maison de l'Infant. Voici celle du Roi:

« J'ai appris avec douleur le triste état où se » trouve Votre Majesté. Je me mettrai bientôt en » chemin pour aller vous voir, et je prie le Seigneur » qu'il m'accorde la consolation de baiser vos mains » royales. Le marquis de Govéa, mon majordome, » que je vous envoie, se jettera à vos genoux pour » vous en assurer, et vous dire en même tems que » je n'oublierai jamais les obligations que j'ai à Votre » Majesté. Je reconnaîtrai également les services » de ceux qui vous sont attachés; et je n'épargnerai » rien pour achever de porter à leur perfection » les fondations que vous avez faites. Que » Dieu tienne en sa sainte garde la royale personne » de Votre Majesté. A Salvatierra, le 20 février, etc. » Le Roi. » Celle de l'Infant était conçue en ces termes:

« Ma mère et ma Souveraine, je ne saurais vous » exprimer la profonde douleur qui s'est emparée

» de mon cœur depuis l'instant que j'ai reçu la lettre » que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire. Rien » n'égale mon désespoir, lorsque je considère » quelle serait la grandeur de ma perte en perdant » une mère si illustre. Au reste, soyez assurée que » comme votre fils très-obéissant, je ne perdrai ja- » mais de vue les sentimens que vous m'avez ins- » pirés, et par rapport à Dieu, et par rapport à » l'obéissance que je dois au Roi mon seigneur. » J'espère que Dieu, par sa divine Providence, » conservera Votre Majesté un long espace d'an- » nées pour faire mon bonheur et ma félicité, etc. »

La Reine, après avoir lu ces deux lettres avec beaucoup d'attention, dit : « Mais ne verrai-je » point mes enfans avant de mourir? » Le Roi ne vint la trouver que deux jours après, accompagné de l'Infant, du comte de Castelmelhor et de Simon de Vasconcellos. Le comte de Santa-Crux l'introduisit dans l'appartement de la Reine, qui touchait déjà à ses derniers instans. Le Roi lui demanda sa bénédiction; mais l'Infant, saisi de douleur, fondait en larmes à genoux au pié de son lit. La Reine, trop faible pour parler, jeta et fixa ses regards sur eux; et Isabelle de Castro lui ayant découvert la main, le Roi et l'Infant la lui baisèrent; ensuite le comte de Castelmelhor fit sortir le Roi. L'Infant le suivit tout baigné de larmes; et trois heures après la Reine expira entre les bras d'Isa-

belle de Castro : c'était le samedi 27 février 1666.

Le lundi suivant on fit sa pompe funèbre ; l'Infant et le Roi furent jeter de l'eau bénite sur son corps, qu'ils accompagnèrent jusqu'à la litière qui le porta au couvent des Carmes-Déchaussés, pour y être en dépôt, jusqu'à ce que celui des religieuses du même ordre, dont elle était fondatrice, et où elle avait souhaité d'être inhumée, fût achevé. Cette princesse réunissait en sa personne des vertus solides et des qualités brillantes. Étant duchesse de Bragance, par son courage et par sa fermeté, elle détermina son mari à accepter la Couronne que les Portugais lui offrirent. Devenue Reine, elle entra dans les affaires les plus importantes de l'État avec tant d'intelligence, que les plus grands politiques ne pouvaient cesser de l'admirer. Son génie pour le pénible et grand art de conduire les peuples, acheva d'éclater durant sa régence. Elle domta au dedans ses ennemis, et au dehors ceux de l'État. Ce qu'elle avait conquis par son activité, elle sut le conserver par son courage. Quoique Espagnole, le sang ni les cris de sa patrie ne purent l'ébranler dans ce qu'elle devait au Portugal : elle devint la plus ferme, la plus inflexible ennemie des Castillans. L'Angleterre, la Hollande, la France, furent les théâtres où sa politique s'exerça constamment pour soulever ou maintenir ces trois puissances contre les intérêts de l'Espagne. Modeste dans la prospérité,

elle fut un modèle de constance dans les disgràces qu'elle essuya de la part du Roi son fils. Sa charité s'étendait sur tous les malheureux, et sa générosité, soutenue par de grands principes de religion, lui fesait aisément pardonner à ceux qui lui manquaient.

L'infant dom Pèdre supportait avec moins de modération les injures que les favoris fesaient à sa mère, et il les menaça même plus d'une fois d'en tirer une haute vengeance; ce qui les détermina à le brouiller tout-à-fait avec le Roi, en fesant croire à ce dernier que l'Infant aspirait à la Couronne. On examina soigneusement toutes ses actions, on les interpréta malignement; on maltraita ceux qui s'attachaient à lui, et la persécution tomba particulièrement sur dom Rodrigue de Ménésès, premier président du parlement. On commença par lui ôter sa charge; ensuite, pour l'éloigner de l'Infant, on voulut l'envoyer vice-roi dans les Indes: mais il refusa l'honneur qu'on lui fesait, et se consola de la perte de sa charge par le plaisir qu'il ressentit à demeurer auprès de dom Pèdre.

Il ne restait plus à ce prince que trois gentilshommes, dom Rodrigue de Ménésès, Simon de Vasconcellos et Souza, et Christophe d'Almada. Il demanda au Roi la permission d'en augmenter le nombre, ce qu'il lui accorda. L'Infant nomma dom Louis de Sylveira comte de Sarcédas, dom Vasco-

Lobo baron d'Alvito, Michel-Charles de Tavarès général de l'artillerie de la province de Tras-os-Montès, et Laurent de Lancastre. Le Roi condamna ce choix qui déplaisait au favori, qui, s'étant réconcilié avec une partie des gentilshommes qu'on avait ôtés à l'Infant, désirait qu'il les reprît, ce que l'Infant refusa constamment.

Cependant le marquis de Sande était toujours à Paris. Ayant surmonté tous les obstacles qu'on avait opposés au mariage du Roi son maître avec mademoiselle d'Aumale, il le termina enfin heureusement. Cette princesse s'embarqua à La Rochelle, et la flotte qui l'escorta, dont le marquis de Ruvigny était amiral, parut au cap de Roque le 2 août 1666. L'amiral sur lequel elle était mouilla au-dessus de Bélem. Elle débarqua en présence de tout le peuple de Lisbonne, qui, par des acclamations vives et réitérées, témoigna son contentement, et fit éclater l'admiration que lui causaient la beauté et les grâces de la princesse. Le Roi fut le seul qui ne se rendit point à son bord pour la recevoir.

Dès que le marquis de Ruvigny, général de la flotte, eut débarqué, il alla saluer l'infant dom Pèdre, qu'il trouva seul avec dom Rodrigue de Ménésès, Simon de Vasconcellos et Souza. Christophe d'Almada était absent. L'Infant saisit cette occasion pour demander encore les gentilshommes qu'on

lui avait refusés. Il fit dire au comte de Castelmelhor, qu'il était de l'honneur du Roi, pendant que la Cour se trouvait remplie d'étrangers, d'avoir une suite convenable à sa naissance et à sa qualité. Castelmelhor lui fit faire une réponse insolente; mais avant de la recevoir, l'Infant rencontra par hazard dans une grande place, appelée *Campo-Grande*, le Roi, qu'il pressa de lui accorder les gentilshommes qu'il demandait, ou du moins qu'on lui dît les raisons pour lesquelles on les lui refusait. Le Roi ne lui répondant rien de positif, l'Infant lui demanda la permission de se retirer de la Cour. « Vous pouvez vous retirer, » lui dit le Roi; « mais » je ne vous ordonne rien là-dessus. » Alors l'Infant lui baisa les mains et prit congé de lui. Cependant il différa son départ jusqu'à ce que le Roi eût fait son entrée dans Lisbonne avec la Reine. Le Roi le railla sur ce qu'il avait différé de partir. L'Infant répondit qu'il sortirait de la Cour immédiatement après que Sa Majesté aurait fait son entrée.

Dom Pèdre était persuadé que les manières désobligeantes que le Roi avait pour lui lui étaient inspirées par les favoris. Il s'en plaignit à dom Rodrigue de Ménésès et à Simon de Vasconcellos et Souza, ajoutant que ses soupçons tombaient surtout sur le comte de Castelmelhor, dont il assurait qu'il se vengerait hautement si ses soupçons se tournaient en certitude. Simon de Vasconcellos et

Souza, perdant tout respect à l'Infant, justifia insolemment son frère, et menaça ce prince d'abandonner son service s'il continuait d'en parler ainsi. L'Infant, conservant toute sa modération, lui ordonna froidement de se taire; mais Simon, poussant son insolence jusqu'à l'extrémité, sortit et quitta l'Infant, malgré le pardon que lui offrit ce dernier; Simon eut lieu de s'en repentir dans la suite.

Castelmelhor ayant été informé de la colère de l'Infant contre lui et de la disgrâce de son frère, travailla, pour l'apaiser, à lui faire avoir les gentilshommes qu'il avait demandés. Ses efforts furent inutiles : les idées qu'on avait données contre eux étaient trop fortes, on ne put les effacer; le Roi persista dans son refus. Alors le favori se détermina à aller trouver l'Infant pour se justifier et pour lui offrir ses services. « J'ajouterai foi à vos paroles, » lui dit le prince, « lorsque les effets y seront con» formes. Je ne jugerai de la sincérité de vos discours » que par les traitemens que j'éprouverai désormais » de la part du Roi. » Cette réponse piqua vivement Castelmelhor: il sortit outré et résolu de se venger.

Le prince avait toujours le dessein de se retirer. La plus grande partie des Seigneurs de la Cour, s'attachant à sa personne, le suivaient et l'accompagnaient partout. Cette nouveauté épouvanta Castelmelhor, d'autant plus qu'on publiait que l'Infant n'abandonnait Lisbonne que par rapport à lui. Il se tint

donc sur ses gardes, répandit de tous côtés des espions, et vécut dès ce moment dans une mortelle inquiétude. Cependant l'Infant, immédiatement après l'entrée du Roi et de la Reine à Lisbonne, qui se fit le 29 août, sortit de cette ville, suivi de dom Rodrigue de Ménésès et de la noblesse qui était ordinairement près de lui. Ce prince alla coucher à Quinta de Quélus, l'une de ses maisons de plaisance, située à une demi-lieue de Lisbonne.

Quelques-uns condamnèrent cette retraite, parce que c'était, disaient-ils, céder au favori. Quelques autres l'approuvèrent, la regardant comme l'unique moyen de dérober l'Infant à la persécution qu'on lui préparait, et qui ne pouvait se terminer que d'une manière dangereuse pour l'État. En effet, la retraite de l'Infant donna de grandes espérances aux Castillans: ils ne doutèrent point qu'ils ne pussent, à la faveur des troubles qui agitaient la Cour de Lisbonne, reconquérir le Portugal. Ils publièrent même que l'Infant avait déjà pris les armes; et ce bruit inquiéta les favoris, surtout lorsqu'ils apprirent que ce prince s'était retiré à Almada pour y passer l'hiver. Ils sollicitèrent vivement son retour, d'autant plus que le peuple murmurait ouvertement de la manière dont on traitait ce prince.

Sur ces entrefaites, l'an 1667, la Reine tomba malade. L'Infant se rendait à Lisbonne toutes les nuits pour voir cette princesse, qui l'engagea à y

demeurer pendant sa maladie, pour s'éviter la peine d'aller et de venir. Il y consentit, résolu, dès que la Reine se porterait bien, de s'en retourner, à moins que le Roi ne lui permît de prendre les gentilshommes qu'il avait choisis, ce qu'on lui refusa; mais on lui accorda la permission d'en choisir d'autres. L'Infant nomma sans différer Louis de Silva Tello, comte d'Aveiras; dom Juan Mascarégnas, comte de la Torré; Louis Alvarès de Tavora, comte de Saint-Jean, et Emmanuel Tellès de Silva, comte de Villamajor. Ce choix déplut encore plus que le premier aux favoris. Néanmoins, pour retenir l'Infant à Lisbonne, ils l'approuvèrent.

Le Roi saisissait toutes les occasions de contredire et de mortifier l'Infant. Cette conduite fut bientôt suivie d'une haine implacable. Tout ce que l'Infant disait ou fesait paraissait criminel aux ieux du Roi. On en vit une preuve dans la querelle qu'eut la marquise de Castelmelhor avec dom Juan Mascarégnas, comte de Santa-Crux, sur les fonctions de leurs charges. Le Roi dit, à cette occasion, qu'il voulait désormais gouverner lui-même sa maison. L'Infant, croyant lui dire quelque chose de flatteur, ajouta : « Gouvernez aussi votre royaume, vous as-» surerez le bonheur de vos peuples. » Ce discours mit en fureur le Roi, et il eût frappé l'Infant sans la Reine.

Dans une autre occasion, le Roi, la Reine et l'In-

fant, regardant l'essai d'une course de cannes, dans laquelle le marquis de Marialva et le comte de Castelmelhor étaient chefs de quadrille, l'Infant loua la bonne grâce du marquis. Le Roi, s'imaginant que l'Infant ne cherchait qu'à rabaisser le mérite de son favori, entra en fureur, et tira son épée pour le tuer; mais la Reine l'arrêta et modéra sa colère. On n'eut plus aucun ménagement pour l'Infant, et l'on persécuta même ceux qui s'attachaient à sa personne; ce qui détermina ce prince à sortir encore de la Cour.

Voulant couvrir sa retraite d'un prétexte, il fit dire au Roi, par son secrétaire, qu'étant connétable du royaume, il était dans le dessein d'aller se mettre à la tête des armées pour remplir les fonctions de sa charge, fuir l'oisiveté et le reproche de ne rien faire pour la défense de l'État. Ce dessein fit trembler les favoris; ils persuadèrent au Roi que la charge de connétable était le degré par lequel l'Infant prétendait s'élever jusqu'au trône; que lui mettre les armes à la main, c'était le rendre maître de tout, et que, sous prétexte de défendre l'État, il ne manquerait point de s'emparer de la couronne; ainsi, qu'il devait s'opposer à son dessein: ce qu'il fit, en éloignant d'auprès de lui le comte de la Torré et le comte de Saint-Jean, qu'on regardait comme les auteurs de ce conseil.

On envoya le premier lever des troupes dans

la province de l'Estramadure, et le second commander dans celle de Tras-os-Montès. Ainsi l'Infant demeura presque seul. Peu de tems après, le Roi fit un voyage à Salvatierra. Le comte de la Torré, qui était à Santarem, crut qu'il était de son devoir d'aller baiser la main du Roi et de l'Infant ; mais on le fit repartir dans l'instant, et ses levées étant achevées, on l'eût envoyé dans le royaume des Algarves, sans le comte d'Aveiras qui obtint son retour à Lisbonne.

La Reine n'était pas mieux traitée que l'Infant. Insensible à sa beauté et à ses grâces, le Roi la fuyait, et n'avait pour elle que des manières dures et désobligeantes. Il ne se plaisait qu'avec ses braves. Tout le monde en murmura. On s'attacha à l'Infant, on plaignit la Reine, on causa de vives inquiétudes aux favoris, qui éloignèrent tous ceux qui leur fesaient ombrage, comme dom Louis de Souza et dom Louis de Ménésès. On refusa même à ce dernier les appointemens de général de l'artillerie qu'il avait exercée.

Comme on n'espérait pas que le Roi eût des enfans, on songea à marier l'Infant sans délai. Les marquis de Niza et de Sande en parlèrent vivement au favori, et celui-ci au Roi, qui fit dire à l'Infant qu'il n'avait qu'à indiquer la princesse de l'Europe pour laquelle il se sentait le plus de penchant. L'Infant écrivit au Roi pour le remercier de ses bontés,

et pour l'assurer qu'il se soumettrait à ses volontés; que cependant il le priait, avant de rien ordonner pour son mariage, d'envoyer consulter le roi et la reine d'Angleterre, et de charger de tout le reste Jean de Roxas d'Azévédo son secrétaire. Le Roi approuva tout; mais il arriva bientôt de nouveaux incidens qui remplirent la Cour de trouble et de confusion. Un voiturier tua un Français, officier de la Reine, et le comte de Santa-Crux, grand-maître de sa maison, se brouilla avec dom Pèdre d'Almeydà d'Amaral, secrétaire de cette princesse. Elle demanda justice du premier, et qu'on remît l'intelligence entre les deux derniers. Le secrétaire, après plusieurs délais, dit à la Reine d'en parler à Castelmelhor. La Reine, qui avait sujet de se plaindre du favori, assura qu'elle n'en ferait rien; elle ajouta qu'on la traitait indignement, et qu'il semblait qu'elle fût venue en Portugal moins pour être Reine que pour être esclave. Le secrétaire excusa Castelmelhor, en l'assurant qu'on ne pouvait pas faire autrement, et que ceux qui lui disaient le contraire étaient mal informés et la trompaient. Jusque-là il lui parlait en français; mais en voulant lui répondre à l'article de l'esclavage, il se servit de la langue portugaise, en lui disant avec emportement qu'elle n'était environnée que de gens turbulens et factieux, qu'elle ferait bien d'écouter moins leurs conseils pernicieux, et que les Portu-

gais n'avaient jamais eu pour une Reine autant de respect que pour elle. « Je sais distinguer, » lui répondit la Reine, « les Portugais qui me rendent » ce qui m'est dû, d'avec ceux qui ne le font point. » Au reste, qu'on cesse de persécuter ceux qui s'at» tachent à moi, et qu'on me laisse jouir tranquil» lement des revenus qui me sont assignés pour » mon entretien. » Le secrétaire éleva la voix pour répliquer; mais la Reine lui ordonna de parler plus bas. « Je parle haut, » répondit-il insolemment, « afin que tout le monde m'entende. » Alors elle lui imposa silence, et voulut le faire retirer; ce qu'il refusa de faire. La Reine se leva de son siége pour sortir; le secrétaire eut la hardiesse de l'arrêter par sa robe. La Reine se mit à crier, et alla trouver le Roi, qui lui promit de châtier le secrétaire; mais il lui manqua de parole : ce qui mortifia si vivement cette princesse, qu'elle refusa d'assister à la course de taureaux que la ville de Lisbonne donne toutes les années pour célébrer la fête de Saint-Antoine son patron. Ce refus obligea le Roi d'éloigner le secrétaire.

A peine jouissait-on de quelque tranquillité, que le comte de Castelmelhor fit tout à coup doubler la garde du palais au dedans et au dehors, ordonna à la cavalerie qui était dans Lisbonne de se tenir prête, plaça partout des sentinelles des braves de la basse patrouille, fit armer tous les officiers qui étaient

auprès du Roi, et posta ses amis depuis l'appartement du Roi jusqu'à la cour de la Chapelle, et le tout pour faire tuer le comte de Villaflor et Louis de Mendoce, sur ce qu'ils avaient, prétendait-il, conseillé à l'Infant de faire massacrer le favori dans le palais même. Cette conduite de Castelmelhor parut insolente et déplorable tout à la fois à l'Infant. S'en plaindre au Roi était inutile et indigne de lui, et d'ailleurs le palais lui était interdit. Il résolut donc de faire châtier le comte, pour satisfaire à sa vengeance et à celle du public, qui ne pouvait plus supporter la tirannie de ce favori.

Néanmoins, avant d'en venir aux extrémités, l'Infant voulut encore tenter une fois les voies de la douceur. Cependant il se tint sur ses gardes, d'autant plus qu'on l'avait menacé du poison. Les partisans de Castelmelhor, pour le forcer à quelque violence, disaient publiquement : « Si l'Infant » craint quelqu'un, que ne le prévient-il ? » Ce piége était trop grossier; l'Infant sut l'éviter, et profitant d'une absence que fit Castelmelhor, il écrivit une lettre au Roi, que Jean de Roxas d'Azévédo lui rendit. Il s'y plaignait de l'audace du comte, qui avait osé remplir le palais d'hommes armés pour le perdre avec ceux qui lui étaient attachés; et il assurait le Roi que s'il ne le chassait pas de la Cour, il serait obligé de le punir, ou de sortir lui-même du royaume, pour mettre sa vie en

sûreté. Le Roi remit cette lettre entre les mains du comte, qui pour toute réponse renforça les gardes. Ensuite il assembla un Conseil d'État, dans lequel on lut la lettre de l'Infant. Cette lettre causa un grand embarras à ceux qui composaient le Conseil. On se sépara sans rien conclure.

Le favori fesant réflexion sur son état, et considérant combien l'Infant était cher à tout le royaume, pour prévenir le danger qui le menaçait, conçut d'abord le dessein d'écrire au Roi, pour lui demander la permission de se retirer. Bientôt après, envisageant l'immense crédit qu'il avait, il se détermina à demeurer à la Cour, et à s'y maintenir malgré ses ennemis. Cependant, pour donner quelque satisfaction à l'Infant, il pria le Roi de faire dire à ce Prince, par le marquis de Marialva, qu'il avait eu des raisons, qui ne le regardaient point, pour doubler les gardes du palais. Le Roi y consentit. Marialva fut chargé de cette commission, avec celle de lui demander, de la part du comte, la permission d'aller se jeter à ses piés et lui baiser les mains. L'Infant ne fit aucune réponse à Marialva. Ce silence tint les esprits en suspens; quelques-uns même en auguraient mal contre l'Infant: mais on ne demeura pas long-tems dans ces pensées. Il fit dire au Roi qu'il ne serait satisfait que lorsque Castelmelhor serait exilé de la Cour. Castelmelhor voulant faire un coup d'autorité, tâcha de persuader au Roi de faire

enlever l'Infant dans son palais même, de faire arrêter ses gentilshommes, et de les faire périr sur un échafaud, comme les auteurs de la rébellion de l'Infant. Ce dessein était hardi, et peut-être le seul qui eût pu sauver Castelmelhor; il échoua par l'inconstance et l'imbécillité du Roi, qui se contenta d'écrire à l'Infant, espérant que sa lettre suffirait pour le ramener au point où il le souhaitait. Mais il se trompa, l'Infant protesta qu'il ne serait point satisfait, que le comte et toute sa famille ne fussent éloignés de Lisbonne, et qu'il n'irait plus au palais faire sa cour au Roi comme frère et sujet tant qu'ils y seraient.

Le trouble et la consternation augmentaient de moment en moment dans la capitale. On craignait que la querelle ne se terminât par quelque grande effusion de sang. La place du palais était remplie de gens de guerre; les gardes étaient toujours doublés; tout semblait disposé à une guerre civile. L'Infant saisit cet instant pour informer tous les tribunaux de justice, la maison de ville et le corps des vingt-quatre du sujet de ses plaintes. Il invita en même tems les conseillers d'état, les grands seigneurs et tous les gentilshommes du royaume à le venir trouver. Ils le firent, et l'Infant leur ayant appris jusqu'à quel point Castelmelhor avait porté l'audace, la témérité

et la tirannie, tous convinrent qu'il était coupable et digne de châtiment.

Le Roi écrivit à l'Infant une seconde lettre, que lui portèrent les marquis de Marialva et de Sande avec Rui de Mourra Tellez. Il demandait par cette lettre de faire connaître celui qui accusait le comte d'en vouloir à sa personne royale, afin de punir le comte, si l'accusation était vraie, ou l'accusateur, si l'accusation se trouvait fausse. L'Infant répondit qu'il ne pouvait satisfaire le Roi à cet égard, que le comte préalablement n'eût été interdit de ses charges, afin que ceux qui l'accusaient pussent librement déposer contre lui. En conséquence de cette réponse, le Roi assembla les conseillers d'état, le grand chancelier, les conseillers du parlement, deux ministres de chacun des autres tribunaux, et les juges de la Couronne, pour examiner la proposition de l'Infant. La nuit qui précéda cette assemblée, Castelmelhor fit agir ses créatures pour tâcher de corrompre les juges. On en fut informé; les ministres s'en plaignirent, et refusèrent de délibérer en présence du comte. S'étant retiré, on opina; et comme la plupart s'étaient servilement vendus à Castelmelhor, ils soutinrent que la déposition de l'Infant ne suffisait point, quoique prince, pour condamner le comte, ni même pour le déposer de ses charges, n'étant pas convenable

qu'on crût qu'un premier ministre eût été capable de concevoir seulement le crime dont on l'accusait. Ils conclurent qu'il fallait laisser les choses dans l'état où elles étaient, et se contenter seulement désormais d'admettre l'Infant au gouvernement, pour le convaincre qu'il ne s'y passait rien contre ses intérêts.

Tel fut le sentiment de la plupart de ces juges dévoués à l'insolence de Castelmelhor. Martin Alfonse de Mélo, député de l'inquisition, Pédro Fernandès Monteiro, conseiller au parlement, et Jean de Roxas d'Azévédo soutinrent courageusement qu'il fallait ou éloigner ce favori, ou le dépouiller de ses charges, afin de pouvoir procéder contre lui sans intérêt ni sans crainte. Le Roi se déclara pour le premier avis, et, sans délibérer davantage, il annonça aux gentilshommes de l'Infant, à la noblesse, et à tous les chefs des ordres religieux, que son Conseil n'était point d'avis qu'on dépouillât le comte de ses charges, ni qu'on l'éloignât de la Cour, ainsi que l'Infant le requérait. Ensuite il défendit à quelques gentilshommes d'aller au palais de l'Infant. Quelqu'un osa lui demander la raison de cette défense; mais le Roi ne répondit rien de plausible. Outre les démarches que le Roi venait de faire en faveur de son favori contre l'Infant, il fit appeler le juge, et le juge du peuple, pour leur recommander ses intérêts, les menaçant de son indignation

s'ils entreprenaient rien qui y fût contraire. Il fit aussi partir des courriers pour toutes les provinces, afin d'avertir les gouverneurs des places que Castelmelhor avait été pleinement justifié de l'accusation intentée contre lui par l'Infant. Il ordonna à l'armée navale de rentrer dans le port de Lisbonne, et écrivit au comte de Saint-Jean et à tous les partisans de l'Infant, ou du moins crus tels, de ne point sortir des provinces où ils se trouveraient. Toutes ces précautions convainquirent l'Infant qu'on était dans le dessein de procéder violemment contre sa personne : mais au-dessus du péril qui semblait le menacer, il écrivit une lettre au Roi, pour le prier de faire examiner une seconde fois son accusation contre Castelmelhor. Après avoir envoyé cette lettre, il se prépara à sortir de Lisbonne, et à se retirer dans la province de Tras-os-Montès, où commandait le comte de Saint-Jean, premier gentilhomme de sa chambre.

Le Roi ne fit réponse à sa lettre que deux jours après l'avoir reçue. Il lui témoigna beaucoup d'amitié et de confiance dans cette réponse, en l'assurant qu'il ne demanderait pas mieux que de pouvoir lui rendre justice, pourvu qu'il pût lui fournir des preuves suffisantes pour constater le crime dont il accusait Castelmelhor. Le reste de la lettre contenait les sentimens les plus vifs et les plus tendres, si éloignés enfin du caractère d'Alfonse, qu'ils con-

firmèrent l'Infant dans sa défiance. Cependant, dissimulant à son tour, il remercia le Roi de toutes les bontés qu'il avait pour lui, en l'assurant toutefois qu'il n'irait pas au palais tant que le comte de Castelmelhor y serait.

La Reine, qui s'était acquis un grand crédit sur l'esprit de l'Infant, par l'estime et le respect qu'elle lui avait inspirés pour son mérite, fit proposer à ce prince par le père François de Ville, son confesseur, de servir de médiatrice entre Sa Majesté et Son Altesse. L'Infant y consentit, et en conséquence de ce consentement, la Reine lui écrivit un billet, pour le remercier de la confiance qu'il avait en elle, et pour le prier de différer sa retraite, et de donner quelque sûreté pour le comte de Castelmelhor. L'Infant la satisfit, et l'assura en même tems que le favori éloigné de la Cour, il suivrait aveuglément tous les ordres que Sa Majesté voudrait lui prescrire. Cette assurance ne suffisant point par rapport à Castelmelhor, la Reine lui en demanda une par écrit, et signée de sa main, que l'Infant lui envoya. Alors Castelmelhor parut disposé à sortir de la Cour; il publia qu'il était prêt à tout sacrifier pour mériter les bonnes grâces de l'Infant; et pour qu'on n'en doutât point, il commença par se démettre de sa charge de secrétaire de la pureté. Si ces discours et cette démarche eussent été sincères, Castelmelhor aurait mérité quelqu'indulgence; mais

tandis qu'il cherchait à amuser l'Infant par cet extérieur d'obéissance et de modération, il n'oubliait rien pour persuader au Roi d'aller se mettre à la tête de son armée de la province de l'Alentéjo, afin de rompre par cette démarche toutes celles de ses ennemis. Ses efforts pour déterminer le Roi à ce voyage furent inutiles, il ne put l'arracher aux plaisirs de Lisbonne. Alors, perdant toute espérance, il partit accompagné des gardes-du-corps du Roi, et se retira à Arabida, couvent des Capucins, à sept lieues de Lisbonne. On dit que dans la dernière conférence qu'il eut avec le Roi, il sortit indigné d'auprès de ce prince, en disant qu'il ne s'en allait que faute d'avoir un Roi pour lui.

Sa retraite ne ramena point le calme à la Cour. Le Roi traita l'Infant avec la même dureté : il la poussa même si loin, que la Reine, craignant qu'il n'arrivât quelque malheur, fit dire à l'Infant de ne plus se présenter devant le Roi. Henri Henriquès de Mirande avait succédé à toute la faveur. Occupant donc la place de Castelmelhor, on l'accusa d'entretenir le Roi dans son aversion pour l'Infant; ce qui le détermina à quitter volontairement la Cour. Il laissa le Roi entre les mains de Manuel Antunès, et d'Antoine de Macédo de Souza, secrétaire d'état, qui, quoique supposé exilé, avait toujours demeuré caché dans le palais. Macédo s'était élevé par son mérite au poste qu'il occupait; ce qui l'avait rendu

insupportable à ses égaux, et redoutable à ses supérieurs. Il était rempli d'un zèle passioné pour sa patrie; il avait une grande expérience et une grande capacité pour les affaires. Au reste, il était chagrin, farouche, intraitable, peu capable de ménager la multitude, que la moindre chose rebute, en sorte qu'on se retirait plus satisfait du refus obligeant du comte de Castelmelhor, que des désagréables grâces d'Antoine de Souza. En effet, autant Castelmelhor était doux, poli, insinuant, flatteur, autant Macédo était austère, rigoureux, dur, inflexible.

Ce ministre, voulant absolument faire revenir l'Infant au palais, lui fit dire, de la part de la Reine, par le comte de Santa-Crux, qu'elle le priait de venir un tel jour au palais, pour assister à un Conseil d'État. L'Infant s'en défendit par un billet à la Reine, disant qu'il ne s'y trouverait jamais, à moins que le Roi ne prît en sa faveur des sentimens plus favorables. Macédo, sentant qu'il était de son intérêt que l'Infant vînt au palais, inspira au Roi de lui écrire pour l'y engager, et cette lettre fut portée à l'Infant par Antoine de Mendoce, archevêque de Braga. Elle était tendre et pressante, et le Roi la terminait en le priant que si désormais il arrivait quelque altercation entre eux, de se servir de l'entremise de la Reine pour s'expliquer l'un et l'autre, la Reine étant sa très-aimée et estimée femme.

L'Infant crut qu'il ne pouvait plus s'empêcher d'aller au palais : il y alla donc, et le Roi l'y reçut avec sa froideur ordinaire.

Cet orage apaisé, il en survint un nouveau, dont les suites furent de la dernière importance. Le Roi voulut qu'Antoine de Souza de Macédo reparût enfin à la Cour publiquement, moyennant une requête qu'il présenterait à la Reine pour lui en demander la permission. La Reine ayant rejeté sa requête, pour se débarrasser de ses pressantes sollicitations, dit que le Roi pouvait le rétablir par son pouvoir absolu, mais qu'elle n'y donnerait jamais son consentement. Alors le Roi envoya un ordre du Conseil à la Reine, par lequel on rétablissait Macédo. Ce procédé irrita la Reine; elle s'en plaignit vivement par une lettre au Roi, qui la mit dans sa poche sans la lire. La Reine alors s'enferma, et ne voulut plus voir personne. Le Roi, n'observant plus aucun ménagement, témoigna pour cette princesse le dernier mépris, par des discours injurieux et grossiers.

Cependant Macédo se montra publiquement, mais armé et escorté pour se défendre contre ceux qui oseraient l'insulter. Enfin, il fit courir le bruit que le Roi allait quitter la Cour à la tête de ses gardes, avec ordre à tous les gentishommes et seigneurs qui étaient auprès de l'Infant de le suivre, sous peine, s'ils contrevenaient à ces ordres, d'avoir

la tête tranchée. Le bruit se répandit qu'on ne les appelait que pour les massacrer : on dit même qu'on devait tuer l'Infant. Le peuple furieux s'assembla et courut pour défendre ce prince contre Macédo, et même contre le Roi. L'Infant fut conduit au palais suivi du peuple, de la noblesse et de quelques conseillers d'état. C'était le premier d'octobre, le matin. Il entra ainsi accompagné dans la chambre du Roi, à qui il se plaignit vivement des nouveaux attentats de Macédo. Le Roi, pour toute réponse, demanda en furie son épée. L'Infant lui présenta la garde de la sienne. « Sire, » lui dit-il, « si vous avez » besoin d'une épée contre moi, servez-vous de la » mienne; si c'est contre quelque autre, elle suffira » entre mes mains pour défendre Votre Majesté. »

La Reine, attirée par les cris du Roi, arriva en cet instant dans sa chambre. Elle fit ses efforts pour l'apaiser; mais tout était inutile, il n'écoutait personne, parce qu'il était persuadé qu'on avait tué Macédo. On l'assura qu'il était en vie; mais il n'en voulut rien croire qu'il ne l'eût vu de ses propres ieux. Le duc de Cadaval, rappelé de son exil par les soins de la Reine, partit pour le chercher dans une chambre où on l'avait enfermé. Le peuple, en le voyant passer, voulut se jeter sur lui pour le mettre en pièces; mais le duc de Cadaval s'y opposa. Sa présence calma le Roi. La Reine et l'Infant se retirèrent. Le bruit que le peuple fesait dans les cham-

bres et les antichambres qu'il remplissait les firent revenir sur leurs pas, et le Roi les joignit dans son antichambre, et par les conseils de Macédo il les mena à une des fenêtres regardant dans le *Terreiro de Paço,* qui est une grande place carrée devant le palais, pour se faire voir au peuple qui y était. En les voyant ainsi tous les trois, on crut que l'intelligence était rétablie dans la famille royale, et on salua le Roi par des cris de joie. Ensuite, comme le Roi se retirait, quelqu'un dit : le Roi pardonne à tout le monde. Dom Juan Mascarégnas, comte de Sabugal, dit, en s'adressant au Roi même, « qu'on ne voulait point de pardon, mais de la reconnaissance. » Le Roi ayant mal entendu, répéta qu'il pardonnait à tout le monde. Le comte répliqua « qu'on ne voulait point de pardon, mais de la reconnaissance. » — « Eh bien! » ajouta le Roi, « je pardonne et je remercie tout ensemble. » Ce qui parut extraordinaire, c'est que le Roi, au milieu d'un débat aussi important, jouait par intervalles d'un flageolet, et invitait un grave personnage à en jouer aussi. On regarda cette action comme une preuve certaine du déréglement de son esprit.

On avait conçu un si grand mépris pour ce prince, qu'on disait hautement qu'il fallait lui ôter la couronne et la donner à l'Infant. Quelqu'un même s'étant avisé de dire, *achevons, saisissons-nous de lui,* l'Infant jeta un regard sévère sur lui et lui

imposa silence. Cependant désirant que Macédo sortît dans le même instant du palais, il résolut d'y coucher. Macédo, comprenant ce que cela signifiait, fit prier l'Infant de lui permettre de ne sortir du palais qu'à l'entrée de la nuit, afin d'éviter toute insulte de la part du peuple. L'Infant eut la bonté d'y consentir, et il accorda la même grâce à Emmanuel Antunès qui demandait aussi à se retirer. Cet Antunès était fils d'un sonneur de cloches de l'église de la Miséricorde de Villaviçosa. D'abord il parvint à être valet de chambre, et le Roi l'honora de l'ordre de Saint-Jacques, en lui confiant la direction de sa dépense secrète : il la porta jusqu'au luxe. D'ailleurs, il était l'ordonnateur de tous les plaisirs du Roi, ce qui rendait son crédit immense. Dès que Macédo et lui furent sortis du palais, l'Infant retourna en triomphe dans le sien, accompagné du peuple et de la noblesse.

Le Roi n'apprit la retraite d'Antunès et de Macédo que le lendemain matin. Cette retraite lui causa un violent chagrin, et le transporta de colère contre ceux qu'il croyait en être les auteurs. L'Infant, par le conseil de la Reine, s'abstint de nouveau d'aller au palais. Cependant le Roi n'avait plus auprès de lui aucune personne de confiance. Sa conduite était remplie de contradiction; il n'était jamais d'accord avec lui-même; il approuvait, il condamnait la même chose dans le même moment.

On ne pouvait compter sur lui un seul instant. Tout languissait cependant : les finances étaient épuisées, le commerce n'allait plus, toutes les affaires étaient suspendues. La chambre de Lisbonne, voulant prévenir la ruine totale de la monarchie, s'assembla pour prier Alfonse de convoquer les États du royaume, ce qu'il refusa nettement et constamment. On tint un Conseil d'État en présence du Roi, de la Reine et de l'Infant. On y conclut unanimement qu'il était absolument nécessaire d'assembler les États pour remédier aux désordres du royaume. Le Roi, regardant ce projet comme une conspiration contre lui, s'y opposa de nouveau en injuriant grossièrement, dit-on, ceux qui étaient de cet avis; ce qui acheva d'aliéner les esprits.

Continuant à maltraiter la Reine, le marquis de Sande lui représenta par écrit qu'il devait avoir plus de considération pour cette princesse et pour l'Infant, les faire venir auprès de lui, et gouverner l'État conjointement avec eux, enfin non avec des favoris que l'ambition rendait insupportables à la noblesse, et l'intérêt odieux au peuple; que c'étaient eux qui avaient causé tous les malheurs du royaume, qu'il fallait réparer en convoquant incessamment les États. Cette remontrance déplut au Roi, et excita sa haine contre l'auteur. Cependant après plusieurs refus, ce prince promit de convoquer les

États pour le 19 janvier 1668. Lorsque les lettres de convocation furent écrites, il refusa de les signer. On ne sait si c'était par faiblesse ou à dessein qu'il fesait paraître tant d'irrésolution et d'inconstance. On prétend que c'était pour gagner du tems, et se mettre en état d'exécuter le projet qu'il avait conçu de sortir de Lisbonne à la tête de ses braves et d'aller joindre ses favoris. Quoi qu'il en soit, l'Infant sut par sa prudence faire avorter ce projet, s'il est vrai toutefois qu'il l'eût formé.

Jusqu'alors la Reine avait supporté avec une modération et une fermeté extraordinaires tous ses mépris. Mais sa patience ayant été portée à son comble, elle résolut d'éclater à son tour, et de faire connaître une vérité importante qu'elle avait cru devoir jusqu'alors dérober à la connaissance du public. Le 21 novembre, elle sortit donc du palais avec sa suite ordinaire, et elle alla au couvent des religieuses de l'Espérance de l'ordre de Saint-François, d'où elle écrivit au Roi la lettre suivante :

« J'ai laissé mon pays, ma maison, mes parens,
» et j'ai vendu tout mon bien pour venir être la
» compagne de Votre Majesté, dans l'espérance
» que j'aurais le bonheur de lui plaire. Je vois avec
» un violent chagrin que j'ai tenté de vains efforts
» pour y parvenir. Ainsi donc j'ai résolu, pour la
» tranquillité publique et celle de ma conscience,
» de retourner en France avec nos vaisseaux

» de guerre qui sont dans le port. Je prie Votre
» Majesté de permettre que j'exécute mon dessein,
» et d'ordonner en même tems qu'on me rende ma
» dot, puisque Votre Majesté sait très-bien que je
» ne suis point sa femme. J'espère de Votre Gran-
» deur qu'à ces grâces vous ajouterez celle que
» mérite une Reine étrangère abandonnée de tout
» le monde, etc. »

Le Roi, après avoir lu cette lettre, transporté de colère, monta en carrosse et courut au couvent de l'Espérance, dans le dessein de le forcer et d'en arracher la Reine. En effet, dès qu'il y fut arrivé, il demanda des haches pour rompre les portes; mais l'Infant étant survenu, obligea le Roi de s'en retourner sans avoir exécuté son dessein. Après qu'ils se furent retirés, la Reine envoya prier l'Infant de la venir trouver; ce qu'il fit avec la permission du Roi. Elle lui expliqua les motifs de sa retraite, qui ayant été rapportés au Roi, jura en termes grossiers, qu'il était plus homme qu'on ne croyait. Cependant ce que la Reine avait découvert à l'Infant, elle le découvrit aux ministres et aux conseillers d'État. Elle écrivit aussi en ces termes aux chanoines du Chapitre de Lisbonne, « qu'elle s'était retirée de la compa-
» gnie du Roi, parce que le mariage qui avait été
» contracté entre eux n'avait point été consommé;
» que la délicatesse de sa conscience ne lui permet-
» tait point de taire plus long-tems une vérité aussi

» importante, sur laquelle elle leur demandait une » promte justice, les assurant qu'en quelque lieu du » monde qu'elle allât, elle conserverait une longue » reconnaissance pour toutes leurs bontés. » Le Chapitre lui fit dire qu'on n'oublierait rien pour lui donner satisfaction, mais qu'ils priaient cependant Sa Majesté de leur accorder du tems, pour examiner mûrement une affaire d'une conséquence aussi délicate.

Cependant cette princesse informa la France de ce qui se passait, par le canal de M. de Vergus, qui, ne pouvant douter de l'impuissance d'Alfonse, en rendit compte au cardinal de Vendôme, légat *à latere* en France pour Clément IX. Il l'assura en même tems que les Portugais souhaitaient que l'Infant épousât la Reine, en cas que son mariage avec le Roi fût déclaré nul.

Quoique le Roi eût connaissance de toutes ces négociations, il ne se donna aucun mouvement pour en arrêter le cours. Au contraire, il agissait, il parlait avec tant d'indiscrétion et si peu de bienséance, que les conseillers d'État, la noblesse et le peuple de Lisbonne conjurèrent l'Infant de vouloir prendre en main les rênes du gouvernement. La maison de ville et les vingt-quatre lui envoyèrent aussi des députés pour lui demander la permission de le proclamer régent dans le palais, résolus, s'il ne le leur permettait pas, de le faire malgré lui.

Le lendemain matin, le marquis de Cascaës se rendit au palais avec les autres conseillers d'État, et en entrant dans l'antichambre du Roi, il dit à ceux qui y étaient de service qu'il avait à lui parler. On lui répondit que le Roi n'était point levé. Il heurta à la porte, et réveilla ce prince, en lui disant qu'il n'était plus tems de dormir; que s'il ne se réveillait de la léthargie dans laquelle il avait vécu, il serait en peu d'heures dépouillé de son royaume qu'il avait presque ruiné; qu'étant incapable de gouverner, et hors d'état d'avoir des enfans, il lui conseillait de faire de son propre mouvement ce qu'il faudrait faire par force; qu'il remît donc le gouvernement entre les mains de son frère, ne lui restant que ce moyen pour conserver la couronne.

Cette remontrance fut suivie de celle des conseillers d'État qui lui firent la leur publiquement. Le Roi ne fut touché ni de l'une ni de l'autre; ce qui obligea le duc de Cadaval à presser l'Infant, de la part des conseillers d'État, d'aller au palais pour y commencer sa régence. Ainsi donc, le 23 novembre 1667, après midi, l'Infant, accompagné de la maison de ville, de la chambre des vingt-quatre, de la noblesse, d'un concours innombrable de peuple, entra dans la galerie du palais, qui joint la salle des allemans, où les conseillers d'État l'attendaient. De là il entra dans l'antichambre du Roi, qu'on arrêta dans

sa chambre, sans que ce prince y parût sensible. L'Infant nomma d'abord pour secrétaire d'État le docteur Pédro Vierra de Silva, qui l'avait été sous le roi Jean IV et la Reine-mère. Il rédigea les motifs du changement qu'on venait de faire dans l'État; et ils furent lus et approuvés dans une assemblée du Conseil; ensuite on délibéra sur le lieu où l'on pourrait mettre le Roi. On convint de le retenir dans son appartement, où on lui procurerait toutes les commodités de la vie et les jouissances mêmes que ne condamnent ni la religion ni les mœurs, et qui peuvent s'accorder avec la majesté du trône et la dignité royale.

Ce qu'il y a d'extraordinaire dans les circonstances de cette révolution, et ce qui distingue ce grand événement de tous ceux de ce genre, c'est qu'il ne fut point occasionné par un mécontentement général de la nation, par un abus des lois, par l'usage odieux du pouvoir arbitraire, par le mauvais succès d'une guerre, le dérangement des affaires publiques, la stagnation du commerce, les murmures enfin ou les plaintes du peuple. La nation portugaise jouissait, au contraire, alors, d'une tranquillité profonde, et de tous les avantages de sa situation commerciale; on n'y remarquait aucune de ces dispositions pertubatrices qui font pressentir des troubles et des commotions dans les empires. Alfonse VI, à la vérité, par ses emporte-

mens, ses fureurs, et ses débauches, par la bassesse de ses inclinations et les déréglemens de sa conduite, par tout ce qui peut avilir et dégrader un prince, s'était attiré le mépris de ses sujets, et particulièrement de la population entière de la ville de Lisbonne; mais, au fond, peu de personnes, si l'on excepte le duc de Cadaval, quelques autres Grands du royaume, et un petit nombre de gentilshommes que l'on avait privés de leurs emplois, et dont une pareille disgrâce avait fait des mécontens, peu de personnes avaient lieu de se plaindre du Gouvernement; de si petites causes ne paraissaient pas produire de si grands événemens : précipiter Alfonse VI du trône, et en ouvrir toutes les barrières à l'infant son frère.

Dom Pédro, du moment qu'il fut proclamé régent, prit les rênes du gouvernement, et n'attendit pas la tenue des États pour exercer l'autorité que venait de lui confier la ville de Lisbonne. Il se montra dès-lors dans toute sa puissance, comme si elle eût été sanctionnée par une assemblée nationale. Dom Pédro était dans sa vingtième année lorsqu'il parvint au pouvoir. Jeune, bien fait, d'une bonne constitution, ce prince s'était fortifié par les exercices du corps et les travaux de l'esprit; sa capacité et son caractère auraient pu l'égaler aux hommes les plus distingués de son tems, s'il avait eu cette éducation première sans laquelle on arrive si rarement à une grande supériorité : mais il sut

suppléer par son expérience, son application, et les bons conseils dont il s'entoura, à tout ce qui lui manquait d'ailleurs.

Il informa les provinces de tout ce qui se passait, et signa les lettres qui avaient été écrites au nom du Roi, pour la convocation des États; mais avant de les envoyer, il ordonna, par un décret, qu'on examinât la cession qu'on venait d'exiger du monarque en sa faveur. Pédro Fernandès Monteiro, conseiller du parlement, Martin Alfonse de Mélo, député du tribunal de conscience, Joseph Pinheiro, conseiller des finances, Louis Fernandès Teixeira, Jean Lampréa de Vargas, l'un des quatre prévôts, et Jean Rosendo d'Azévédo, s'assemblèrent à cet effet dans la chambre de dom Rodrigue de Ménésès, gentilhomme de l'Infant et son grand-écuyer, et décidèrent qu'il ne fallait point faire valoir la renonciation du Roi, et que dom Pédro devait se borner à prendre le titre de régent du royaume. Rien n'était plus conforme aux intentions du prince; et sa conduite jusqu'à la mort de son frère ne cessa jamais de prouver combien elles étaient franches et pures.

Lorsque le malheureux Alfonse fut arrêté, à peine s'en aperçut-il; mais quand il se vit seul et abandonné de tout le monde, il sentit enfin qu'il était prisonnier, et il fit prier le régent de lui envoyer Jean, garde de ses chiens, pour lui tenir com-

pagnie. Cette situation d'un Roi précipité du trône, et réduit à mendier la société d'un de ses derniers sujets, ce grand et terrible exemple des vicissitudes humaines, fit fondre en larmes dom Pédro au moment où on lui apporta le message de son frère, et il ordonna à ceux qui étaient les plus agréables au roi de s'attacher plus encore à ce prince, et de ne point quitter sa personne. Les choses restèrent dans cette situation jusqu'à la réunion des États.

Le nouveau gouvernement ne se ressentit point de la faiblesse et du peu de stabilité qui suivent presque toujours les premiers momens d'une révolution; et sa fermeté, sa sagesse, sa prévoyance le mirent à l'abri des troubles et des commotions populaires au dedans, et de toute entreprise ennemie au dehors. Le comte de Castelmelhor, dès qu'il apprit la nomination de dom Pédro à la régence, quitta le Portugal, se rendit d'abord à Turin, bientôt après en France, et se fixa enfin en Angleterre, où il trouva une nouvelle patrie. Henri Henriquès, moins heureux, chargé de la haine publique, fut renfermé dans une obscure et étroite prison; Antoine Souza de Macédo se retira dans sa maison de campagne, se livra à l'étude et jouit d'une tranquillité d'autant plus douce, qu'il reçut souvent dans sa solitude des marques de bienveillance et de faveur. Le comte de Schomberg, qui avait le commandement en chef de l'armée portugaise, tenait

en respect les Espagnols. Ces derniers étaient si affaiblis par leurs divisions intestines, si occupés de la guerre qui venait de se déclarer entre eux et la France, qu'ils n'aspiraient qu'au moment de voir cesser les troubles du Portugal, pour faire une paix solide avec cette puissance.

Les États du royaume s'assemblèrent enfin au mois de janvier 1668. Tous les députés des provinces et des villes, arrivés à Lisbonne, se réunirent dans la grande salle des gardes. L'Infant fut solennellement reconnu prince par un acte public et authentique, dans lequel on déclarait pour véritable prince et seigneur le très-haut et très-excellent prince dom Pédro, fils légitime du roi dom Jean IV et de la reine dona Louise, sa femme, et frère du roi Alfonse VI. On promettait et on jurait foi et obéissance à dom Pédro. Les trois corps qui composaient l'assemblée se séparèrent après ce serment, pour se réunir, chacun en particulier, dans des salles séparées, destinées à leurs séances. L'Infant leur communiqua alors la renonciation d'Alfonse; et cette abdication fut à peine connue, qu'on voulut le proclamer Roi dans l'assemblée du Tiers-État. Le marquis de Marialva et Pédro Monteiro Fernandès, procureurs de la ville de Lisbonne, annoncèrent même cette volonté du peuple à la noblesse et au clergé; mais cette proposition fut également repoussée par les deux corps, et l'on

crut devoir, dans les circonstances, se borner à confirmer la régence sur la tête du prince.

Ce fut vainement que le peuple tenta de forcer dom Pédro d'accepter le titre de *Roi;* il s'y refusa constamment, ne voulut que celui de régent; et pour donner encore plus de force à son opposition, il employa tous les seigneurs de la Cour et toutes les personnes de distinction qui avaient quelque influence dans les assemblées populaires, pour empêcher qu'on ne le proclamât Roi malgré lui. Cette conduite si sage et si modérée acheva de lui gagner les cœurs de la nation entière.

Pendant que les Cortès travaillaient à assurer la tranquillité intérieure, on s'occupait au dehors à terminer par une paix solide la guerre désastreuse qu'on avait depuis si long-tems à soutenir contre l'Espagne. Charles II, roi d'Angleterre, avait, dès l'an 1663, donné ordre au chevalier Richard Transhaw de faire tous ses efforts pour la conclure. Après avoir disposé les esprits à Madrid, le diplomate britannique partit pour le Portugal, où des victoires récemment remportées avaient rendu les ministres beaucoup plus difficiles qu'il ne s'y était attendu. Le chevalier Southwel arriva en même tems avec de nouvelles instructions, tendant au même but, mais plus conformes à l'état présent des affaires. Les deux ministres anglais agirent de concert; mais l'envoyé de la Cour de France par-

vint à faire avorter leurs négociations par une ligue offensive et défensive qu'il proposa, et qui fut acceptée.

Ce fâcheux contretems ne rebuta point le chevalier Southwel; il ne se laissa point arrêter par les obstacles : il sut si bien ménager tous les intérêts, se plier à tous les caractères, il fit si bien sentir aux deux partis le besoin d'une paix nécessaire à l'un et à l'autre, qu'il parvint à surmonter toutes les difficultés, et à réunir les Portugais et les Espagnols par un traité également avantageux et honorable pour les deux puissances.

Parmi les prisonniers qu'on avait faits à Ameixial et à Montès-Claros, on comptait le marquis d'Éliche, dom Aurèle de Gusman, dom Juan Henriquès, comte d'Escalanté, et dom Diègue Corréa, général de la cavalerie. Southwel les visita dans leur prison, se lia d'une étroite amitié avec eux, et leur fit enfin entendre qu'ils n'avaient d'espoir de recouvrer leur liberté que lorsque la paix serait conclue entre les deux nations. « Vous devriez donc, » ajouta-t-il, » contribuer vous-mêmes à terminer la guerre, en » engageant vos familles qui jouissent du plus » grand crédit à la Cour, à disposer les ministres à » écouter favorablement les propositions de paix » que j'ai à leur faire; écrivez-leur, je me charge » de leur faire passer vos lettres par le gouverneur » d'Elvas, mon intime ami. »

L'amour de la liberté l'emporta sur toute autre considération : les prisonniers acceptèrent les offres du négociateur anglais, et lui confièrent leurs dépêches pour l'Espagne. Southwel, de son côté, voulant avoir les réponses à ces lettres, fit partir pour Cadix une frégate anglaise qui se trouvait dans le Tage, avec un homme à lui, chargé de prendre la poste à Cadix pour Madrid, et après avoir exécuté sa commission, de revenir par la même route. Tout cela fut exécuté avec le plus heureux succès.

Il ne suffisait pas de déterminer la Cour d'Espagne à faire des propositions de paix, il fallait encore disposer celle de Lisbonne à les entendre et à les accepter. Cette Cour était divisée en trois partis : les amis de la France; ceux qui avaient des emplois dans les armées, et qui, par conséquent, désiraient la guerre; et le peuple qui ne savait pas bien ce qu'il voulait, mais auquel il fallait faire connaître ses véritables intérêts. Quoique le moins éclairé, ce dernier parti était très-puissant : il avait eu la principale influence sur les changemens qui venaient de s'opérer; ou plutôt toute cette révolution était son ouvrage. Southwel, pour l'attirer à lui, sentit la nécessité de gagner d'abord le *Juiz do Povo*, c'est-à-dire le premier magistrat de la capitale, dont la popularité était si grande, qu'il ne proposait jamais rien qui ne fût sur-le-champ accepté et résolu. On pouvait aspirer à cette charge

dans quelque rang que l'on fût né. Celui qui l'occupait alors était un homme honnête, sincèrement attaché au bien de l'État, et capable, par ses lumières, de conduire une affaire avec autant de sagesse que d'intelligence. Dès que Southwel l'eut mis dans ses intérêts, il se vit secondé par les députés des villes et des provinces qui s'étaient rendus à Lisbonne pour l'assemblée des États-généraux.

Tout se réunissait ainsi pour assurer à Southwel le prix de ses travaux et l'heureux effet de ses négociations, lorsque la réponse aux lettres des prisonniers espagnols vint réaliser toutes ses espérances. La Reine, régente en Espagne, donnait au marquis d'Éliche un plein pouvoir pour conclure la paix, et en signer le traité avec le prince-régent du Portugal. On eut soin de faire publier ces propositions du cabinet de Madrid dans toutes les provinces portugaises, et ce fut avec un élan général d'enthousiasme que le peuple reçut la nouvelle d'une paix qui allait enfin mettre un terme à ses misères. Quelques hommes dont la guerre entretenait la fortune, tentèrent vainement de diminuer les avantages que l'on attendait de ce traité; ils ne convainquirent personne. M. de Saint-Romain publia un mémoire, dans lequel il voulut prouver que le projet de paix était contraire à la ligue qu'on avait faite avec la France. Le marquis d'Éliche y opposa des raisons si fortes et si péremptoires, que le

ministre français n'eut rien à répondre. Le clergé, les membres du Parlement et le peuple, se déclarèrent hautement pour mettre fin à la guerre. Dans les chaires, dans les rues, on entendait dire de tous côtés que, quoique la Castille offrît et désirât la paix, il serait injuste de s'y refuser. La Cour cependant s'obstinait dans sa résistance, et éludait constamment les propositions de Southwel.

Il fallut enfin céder, lorsque le comte de Sandwich arriva de Madrid à Lisbonne avec pleins pouvoirs de la part du roi d'Angleterre et de la reine-régente d'Espagne de traiter d'une pacification si vivement et si généralement désirée. Cet ambassadeur aplanit toutes les difficultés. Les *Cortès* présentèrent trois requêtes successives au prince-régent pour le prier de se rendre aux vœux de la nation, et le *Juiz do Povo* employa tout son crédit pour seconder les États-généraux : on assure même qu'il se rendit chez l'envoyé de France pour lui protester que, dans le cas où il s'obstinerait à mettre des entraves à la pacification de la Péninsule, il ne lui répondait pas que le peuple n'allât l'en punir jusque dans son palais.

Le prince-régent ne voulut pas retarder plus long-tems la conclusion d'un traité également désiré par les deux puissances; il nomma des commissaires pour en régler les articles. Ce furent le duc de Cadaval, Vasco Louis de Gama, marquis de

Niza, les marquis de Gouvéa et de Marialva, Henri de Souza, Tavarès da Silva, comte de Miranda, tous conseillers d'État et Pédro Vieira da Silva, secrétaire d'État. Ils s'assemblèrent avec le marquis d'Éliche et le comte de Sandwich, qui avaient pouvoir, l'un de faire le traité de paix, et l'autre pour en être le médiateur. Après plusieurs conférences, ils la conclurent enfin par le traité du 13 février 1668.

Ce traité fut signé et ratifié par les puissances contractantes, et l'on vit enfin se terminer une guerre qui durait depuis vingt-six ans. Le Portugal redevint libre et indépendant, et le Roi catholique, qui venait de renoncer aux droits que ses prédécesseurs avaient usurpés sur ce royaume, en ôta les armes qu'il avait sur l'écu des siennes, et cessa de prendre le titre de Roi de Portugal et des Algarves. Cette paix, quelque glorieuse qu'elle fût pour le régent dom Pédro, ne le rendit ni moins modéré, ni moins modeste. Le peuple fit de vains efforts pour l'engager à monter sur le trône; il refusa constamment une couronne qu'il ne voulut porter qu'après la mort de son frère.

La pacification de la Péninsule fut une heureuse époque pour les deux puissances qui venaient enfin de se réunir; et rien ne semblait devoir en abréger la durée. Les États-généraux du Portugal s'empressèrent de remédier aux abus qui s'étaient introduits dans l'ancien gouvernement; ils ne négligèrent rien

pour augmenter les revenus publics, et secondèrent de tout leur pouvoir le prince dont l'ambition n'avait pour unique but que la prospérité et la gloire de la nation. Dom Pédro s'était entouré des principaux seigneurs de sa Cour, des ministres d'État et des généraux; il les consultait dans tout ce qui pouvait intéresser le bien de l'État et des sujets. Il nomma pour secrétaire-d'état Pierre Vieira, qui l'avait été sous le règne du Roi son père et pendant la régence de la Reine sa mère; il rappela un grand nombre de personnes qui avaient été exilées sous le précédent ministère, et prit en général les mesures les plus propres à se faire aimer du peuple et des soldats. Il ne lui fut pas difficile de se concilier l'amour d'une nation si connue par son dévoûment pour ses Rois : on le désapprouva néanmoins d'avoir trop appuyé le crédit des villes dont l'excessive influence, avant qu'il prît les rênes du gouvernement, n'avait pas été sans danger.

On n'avait pas cessé de travailler à la cassation du mariage de la Reine par-devant François de Sottomajor, évêque de Targa, coadjuteur de l'archevêque de Lisbonne, et plusieurs autres tant docteurs que prélats nommés par le Chapitre. Cette importante affaire fut soumise au plus scrupuleux examen; et après une longue et profonde discussion, le mariage fut déclaré nul et invalide par une sentence du 24 mars 1668. La Reine aussitôt la

fit signifier aux trois États, en demandant la restitution de sa dot pour retourner en France. Les Cortès ne purent se résoudre à voir sortir du royaume une princesse qui jouissait de la plus haute estime dans tout le Portugal, et qui était également chérie dans la capitale et dans les provinces. Les représentans de la nation la supplièrent, au nom du peuple entier, de ne point l'abandonner, de rester dans le royaume, et d'en devenir encore la souveraine, en épousant le prince-régent. La maison de ville joignit ses prières à celles des trois États, et tous allèrent ensemble la trouver, pour la déterminer à leur accorder la grâce qu'ils lui demandaient.

Touchée de tant de marques d'amour et de tant d'empressement, la princesse ne put se refuser à serrer de nouveaux liens, et consentit à tout ce qu'on désirait. Le Conseil-d'État ne trouva pas plus d'obstacles à ce mariage, et l'on pressa le régent et la Reine de l'acomplir.

Cette union si désirée par les Portugais ne l'était pas moins par les deux époux, si l'on en croit les mémoires de Southwel, de Colebats et d'Ablancourt : à en juger par les écrits du tems, elle fut l'effet d'une mistérieuse intrigue dont on ne démêla jamais bien tous les ressorts, mais d'où l'on pourrait conclure que la princesse d'Aumale, ou, comme on l'appelait plus généralement, la princesse de Savoie, épouse du Roi déposé, fut l'âme et le

véritable auteur de la révolution qui fit descendre Alfonse VI du trône.

La princesse d'Aumale était, comme on l'a vu, la seconde fille du duc de Nemours et de la fille du duc de Vendôme, et conséquemment arrière-petite-fille de Henri IV. On l'avait d'abord destinée à dom Pédro, et sa sœur aînée devait épouser le Roi; mais ce dernier mariage n'ayant pu se réaliser, le comte de Castelmelhor détermina son souverain à couronner mademoiselle d'Aumale. Cette princesse ne tarda pas à se repentir d'avoir cédé aux instances du monarque portugais, comme on le sait déjà; et elle ne fut pas moins indignée de la manière dont était traité l'infant dom Pédro que des outrages sans nombre auxquels elle était à chaque instant exposée.

Cet intérêt de la Reine toucha vivement le prince: il était jeune, et la beauté de l'arrière-petite-fille d'Henri IV l'avait vivement frappé. Il se laissa sans peine dominer par les attraits d'une passion naissante, et la Reine, un peu plus âgée et bien plus propre que lui aux intrigues politiques, régla bientôt toutes ses démarches, asservit toutes ses volontés, et le soumit absolument à son empire. Dès-lors la déposition du Roi et la cassation du mariage de ce monarque devinrent l'unique affaire des deux amans : leurs confesseurs furent leurs premiers ministres dans une intrigue qui finit par dé-

pouiller Alfonse de son autorité, et par chasser ses favoris. La Reine, pendant tout ce tems, travaillait à faire casser son mariage par le Chapitre de Lisbonne, ne parlait que de la restitution de sa dot; et, sans en avoir nullement le projet, avec le désir bien formel de rester en Portugal, elle fesait répandre partout le faux bruit de son prochain départ pour la France.

Pendant que le procès était encore indécis, on obtint une dispense du cardinal de Vendôme, oncle de la princesse et légat *à latere* du Pape, à la Cour de France, dignité dont il avait été revêtu pour une cérémonie extraordinaire, et en vertu de laquelle il accorda une dispense pour le mariage de sa nièce avec le prince-régent. L'affaire fut bien concertée et fort habilement conduite : néanmoins la date ne fut pas heureuse; elle était du 13 mars, et la sentence qui déclara la nullité du mariage à Lisbonne n'intervint que le 24 du même mois. Malgré ce retard, elle devint d'autant plus décisive, que, par un écrit signé de sa main, le Roi reconnut la vérité de tous les faits allégués par la Reine, qu'il ne mit aucune opposition à la décision du Chapitre, et qu'il n'en appela jamais.

Quoi qu'il en soit de tous ces antécédens, dont rien n'atteste l'authenticité, le mariage fut résolu à la grande satisfaction des parties, et à celle du peuple, des Grands et du clergé. On nomma pour

procureurs du prince le marquis de Niza et dom Rodrigue de Ménésès, et pour la princesse, le duc de Cadaval et le marquis de Marialva, qui réglèrent avec les deux premiers les articles du contrat. Le lundi de Pâques, le régent alla en cérémonie chercher la Reine dans son couvent, et la conduisit à Alcantara, où fut sanctionnée et consommée l'union conjugale.

Il y eut à cette occasion de grandes réjouissances dans la capitale; on sonna les cloches et on tira le canon. Le Roi, prisonnier, demanda quel heureux événement donnait lieu à ces marques de la joie publique. Lorsqu'on lui eut appris la cause, il parut, comme cela était assez naturel, étourdi de la nouvelle; mais ceux qui étaient auprès de lui ne furent pas peu surpris lorsqu'il leur expliqua la cause de cette espèce de stupeur. Loin de se plaindre de l'affront qu'on lui fesait, il témoigna un vif chagrin du sort malheureux que se préparait son frère. « Ce pauvre prince, » leur dit-il, « sera bientôt las » de la Française, et ne se repentira pas moins que » moi d'avoir eu quelque chose à démêler avec elle.» Il envoya cependant complimenter les deux époux sur leur mariage.

Ceux qui désiraient que l'infant fût proclamé roi, saisirent ce moment de l'allégresse publique pour presser ce prince de s'emparer entièrement de la couronne; mais leurs efforts furent inutiles : dom

Pédro demeura inébranlable dans sa résolution de ne monter sur le trône qu'après la mort du Roi. Cependant il promit aux trois États qu'au mois de juin prochain il leur ferait serment de maintenir les lois du royaume, et qu'il recevrait d'eux le serment de fidélité à cette époque. En effet, cette grande solennité eut lieu dans les formes ordinaires, et dès ce moment toutes les dépêches commencèrent à s'expédier au nom du régent, comme gouverneur du Portugal.

Quoique le prince et la princesse eussent consommé le mariage d'après les lois de l'église, puisqu'ils avaient agi en vertu de la dispense du cardinal de Vendôme, pour éviter jusqu'à l'ombre du scrupule, on envoya le père François de Ville, jésuite, vers le pape Clément IX, pour le supplier de confirmer cette dispense par un bref du saint-siége. Le souverain pontife, regardant cette prière comme une preuve de respect pour la chaire de Saint-Pierre, expédia le bref qu'on lui demandait, et l'adressa à dom Diégo de Souza, premier inquisiteur; à Antoine de Mendoce, commissaire général de la bulle de la croisade et député de l'inquisition; à Martin Alfonse de Mélo, doyen de l'église métropolitaine d'Évora, autre député de l'inquisition; à Louis de Souza, doyen de l'église de Porto, et à Manuel de Magalhaëns de Ménésès, archidiacre de l'église métropolitaine d'Évora. Tous ces délégués, après avoir examiné le

bref et la requête qui l'avait motivé, l'admirent et le firent exécuter.

La paix enfin rétablie au dedans et au dehors par les soins du régent, le Portugal retrouva toute sa tranquillité, et l'abondance succéda dans ce royaume aux longues misères dont sa guerre avec l'Espagne l'avait accablé. Pendant le règne de Jean IV, la maison d'Autriche, par ses intrigues, avait empêché que les ambassadeurs portugais fussent reçus aux audiences des papes, et leurs saintetés refusaient même des bulles de confirmation aux prélats nommés aux siéges épiscopaux par les souverains du Portugal, de manière que ce royaume n'avait qu'un évêque *in partibus*, chargé seul des fonctions épiscopales : c'était l'évêque de Targa, qui mourut le 2 septembre 1669, et qui, par sa mort, laissa le Portugal sans évêque sacré. Un des premiers soins de dom Pédro fut de veiller au maintien de la foi, et de chercher tous les moyens de rendre à la religion la pompe de ses solennités. Il sentit la nécessité d'une haute administration dans le clergé, et envoya un ambassadeur à la Cour de Rome pour exposer au saint-siége la situation des églises du Portugal, et le prier d'en rétablir les siéges épiscopaux.

Le comte de Prado fut chargé de cette ambassade. Il parut au Vatican avec une magnificence extraordinaire. Clément IX venait de mourir, et le siége

était vacant. Le sacré-collége, assemblé en conclave, donna audience au comte. Ce fut le cardinal Altieri qui obtînt tous les suffrages pour succéder à Clément IX. Il monta sur le saint-siége sous le nom de Clément X. Il ne fut pas moins bienveillant pour l'ambassadeur portugais que le sacré-collége, et dans une première audience, lui accorda des bulles pour tous les évêques nommés en Portugal. Le nouveau pontife suivait l'exemple de son prédécesseur : l'intérêt du saint-siége le fesait agir; il n'y avait plus rien à risquer, puisque la paix était faite avec l'Espagne.

Au retour de son ambassade, le comte de Prado fut chargé d'une mission non moins importante. Alfonse VI était toujours prisonnier à Lisbonne, ou tout au moins renfermé dans un palais de cette capitale où il ne pouvait jouir d'aucune liberté. Les États-généraux, avant de se séparer, décidèrent que, dans la situation présente des affaires, il importait à la sûreté du régent et à la tranquillité du royaume de mettre, en l'éloignant, le Roi déposé dans l'impuissance de nuire et d'exciter de nouveaux troubles : ils ne crurent pas devoir aggraver la situation du prince en le soumettant à une surveillance et à une plus étroite captivité indigne de la majesté du trône. Cependant, comme sa présence à Lisbonne, dans son palais, qui n'était au fond qu'une véritable prison, n'était pas sans danger,

qu'elle blessait également les deux frères, qu'elle était un reproche continuel pour l'un, et une constante humiliation pour l'autre, que l'orgueil national pouvait enfin être blessé de voir si indignement traiter un de ses rois, les États, de concert avec le régent, proposaient à Alfonse VI d'aller fixer son séjour dans l'île de Tercère. Là, le monarque serait libre, pourrait se livrer à tous ses goûts, et l'on serait assuré de sa personne mieux encore que sur le continent.

Alfonse ne balança pas à accepter la proposition des États : on prépara un vaisseau pour lui, et une escadre sous les ordres du comte de Prado, pour l'escorter. On nomma aussi des personnes de la plus haute distinction pour l'accompagner; mais le lieu de son exil fut un secret pour tout le monde. Ce mistérieux silence fit naître des soupçons peu honorables pour le régent : on l'accusait hautement d'une rigueur impardonnable. « N'était-ce donc « pas assez, » disait-on, « de lui avoir enlevé son » sceptre et son épouse? Fallait-il le reléguer dans » la Guinée, et livrer peut-être un roi de Portugal » à la garde des Nègres? » Dom Pédro n'avait jamais conçu l'horrible pensée qu'on lui supposait : ces bruits populaires l'affligèrent sensiblement, et pour les faire cesser, et prévenir même ce qu'une calomnie plus odieuse encore pourrait répandre, il écrivit une lettre circulaire à tous ses ambassadeurs

près les différentes Cours de l'Europe, dans laquelle il leur fit part des mesures qu'il venait de prendre pour assurer la tranquillité de l'État, et rendre au Roi son frère une liberté sans bornes dans l'île de Tercère que Sa Majesté elle-même avait choisie. Cette lettre du Régent est datée du 23 mai 1669.

Elle eut tout son effet sur les Portugais, et elle n'en produisit pas moins dans les pays étrangers. La France, l'Allemagne et l'Angleterre, que l'on supposait avec assez de fondement être déjà initiées dans le secret de cette intrigue politique, manifestèrent publiquement toute la satisfaction qu'elles éprouvaient de la conduite sage et mesurée du Régent. Ce prince cependant n'eut pas également l'approbation des hommes les plus pénétrans, et l'on s'étonnait, avec quelque raison, que le séjour du Roi eût été placé dans une île qui n'était qu'un lieu d'exil, et où il y avait alors un grand nombre de proscrits. Quoi qu'il en soit, dès que le peuple sut que l'on n'envoyait le Roi que dans l'île de Tercère, et qu'il avait cette grande colonie pour prison, toute son effervescence se calma; il approuva le choix du Régent, et tout le monde fut d'avis qu'il eût été difficile de trouver un endroit où l'on pût placer plus convenablement le Roi captif.

Si le coup d'état qui relégua Alfonse aux Açores laissa encore, malgré les spécieux motifs qui l'avaient motivé, quelques ennemis à dom Pédro, ce

prince sut au moins les forcer à l'estimer, par la manière dont il usa de son autorité : il gouverna avec autant de sagesse que de bonheur. Il rendit la vie au commerce, s'attacha à la réforme des abus, et l'État lui dut un calme profond. Il s'entoura des hommes les plus éclairés du royaume. Le duc de Cadaval, qui avait tant contribué à le faire nommer à la régence, eut toute sa confiance, n'en abusa jamais, et la conserva tant qu'il vécut. Dom Pédro ne fut ni moins heureux dans le choix des hommes qu'il admit dans son Conseil, ni moins constant dans son attachement pour eux, et il céda toujours sans réserve à leurs avis, toutes les fois qu'ils eurent pour objet la gloire du trône et la prospérité du peuple. Cette déférence aux lumières et à la sagesse des hommes d'état est indispensable aux souverains qui veulent se former au grand art de régner; ils seront toujours, au contraire, inhabiles à gouverner tant qu'ils éloigneront d'eux le mérite et la vertu, pour se livrer à des ministres ambitieux, ignorans et perfides.

Dom Pédro, en prenant les rênes de l'administration, ne s'était point dissimulé la pesanteur du fardeau qu'il s'imposait : ce fut par un travail constant, par son application aux affaires et à l'étude des lois, qu'il acquit peu à peu toute la force dont il avait besoin pour le supporter. Il fut bientôt en état de gouverner par lui-même, et son Conseil

n'eut plus qu'à applaudir à ses décisions. Personne ne connaissait mieux que lui les institutions du Portugal, et il fut un des souverains qui s'attacha le plus à les maintenir et à les faire observer. Il n'ordonnait rien qui n'eût pour principal objet de faire respecter le trône, la religion et les mœurs.

Il fut instruit que l'éloignement d'Alfonse n'avait point fait cesser les courses nocturnes et scandaleuses qui avaient été une des principales causes de la déposition du monarque : il résolut de mettre un terme à des désordres qui avaient coûté la couronne à son frère, de quelque rang que fussent les personnes qui s'y livraient. Il parvint bientôt, à l'aide de quelques agens secrets, à la connaissance des coupables, les punit, sans aucune distinction de naissance ou de fortune, avec autant de fermeté que de justice, et rétablit dans la capitale une tranquillité qui en était depuis long-tems bannie. Les moines, qui imitaient et surpassaient souvent la jeune noblesse dans les honteuses débauches de ces saturnales, furent consignés dans leurs cloîtres, et forcés de passer les nuits d'une manière plus conforme à leur caractère et à la sainteté de leur état.

Il diminua autant qu'il le put les dépenses de l'administration publique, licencia la plus grande partie des troupes, mit l'ordre le plus parfait dans les finances, donna lui-même l'exemple de la fru-

galité et des privations, et bannit de sa Cour le luxe qui ruine les États et qui corrompt les mœurs. Les Portugais avaient long-tems été dépouillés, sous une domination étrangère, des richesses que leur procurait leur commerce exclusif dans l'Amérique et les deux Indes; ils avaient à réparer les malheurs d'une guerre destructive, mais nécessaire pour chasser leurs tirans, relever le trône de leurs princes, les y affermir, et reprendre leur rang parmi les nations. Ce n'était qu'avec une sage économie qu'ils pouvaient rétablir leur crédit, et recouvrer l'empire commercial, auquel ils avaient si long-tems dû leur puissance dans les colonies, et leur prépondérance sur le continent. Dom Pédro le sentait, et il voulait servir de modèle à ses *sujets*, en se dépouillant de tout le faste de la grandeur.

Le Régent portait partout une main réparatrice, et pendant qu'il rouvrait de nouveaux canaux à l'industrie, qu'il ravivait les ateliers et les manufactures, qu'il ramenait enfin l'abondance dans l'intérieur de ses États, il renouvelait au dehors les traités avec la plupart des puissances de l'Europe, particulièrement avec l'Angleterre et la Hollande, avec assez de sagesse et de ménagement dans ses négociations, pour éviter de contracter toute espèce d'engagement qui aurait pu l'obliger à prendre une part active dans les troubles qui agitaient alors la chrétienté. Sans ambition pour lui-même, uni-

quement occupé du bonheur de la nation qu'il commandait, il ne voulait point s'immiscer dans les querelles de ses voisins.

Avec des mesures aussi sages, autant de modération, et le calme d'une longue paix, on devait croire que le Portugal reprendrait bientôt une face nouvelle, et que ses affaires se rétabliraient, au moins en grande partie; mais le génie malfesant de la nation détournait le bien qu'opérait le Régent, et les plaies de l'État ne se cicatrisaient pas. Le besoin d'augmenter la population se fesait de plus en plus sentir tous les jours; les provinces étaient désertes; on traversait d'immenses étendues de terrain sans y rencontrer d'habitans; les terres étaient incultes; tout languissait; il fallait absolument repeupler le pays, ou désespérer de le rendre jamais à son antique splendeur. Mais comment attirer des étrangers où règnent le fanatisme et la superstition, où un zèle indiscret, une fureur religieuse, intolérante et persécutrice, cherchent sans cesse des victimes et dressent partout des bûchers? Les étrangers fuyaient ce sol ensanglanté, et ceux qui l'habitaient cherchaient une patrie où l'on n'assassinât pas au nom d'un Dieu de paix. Il restait à peine dans le Portugal quelques Français, que l'on accusait même de n'être pas assez catholiques, parce qu'ils abhorraient les persécutions et qu'ils ne maudissaient personne.

Les impôts qui surchargeaient le peuple, et dont

il était impossible dans les circonstances de le dégrever, étaient une autre source de calamités. Ainsi, malgré toute l'économie, toute l'activité du Régent, le commerce languissait, l'industrie était découragée, et la Couronne dans le besoin. Mais ce qui accablait le plus la nation, le fardeau le plus pesant qu'elle avait à porter, c'étaient les sommes prodigieuses que les agens du Pape levaient annuellement pour Rome, sous de spécieux prétextes, qu'en tout autre pays catholique et romain on aurait sûrement traités de ridicules et dignes de mépris. Les Portugais n'étaient pas seulement enchaînés par les censures ecclésiastiques dont ils étaient sans cesse menacés, par la faiblesse qu'ils avaient de les craindre; ils l'étaient encore par une autorité *civile* et des raisons politiques qui devaient nécessairement paraliser tout ce qu'on pouvait faire pour rendre leur pays riche et florissant. Leur puissance aux Indes s'affaiblissait de jour en jour; les deux mers n'étaient plus, comme autrefois, couvertes de leurs vaisseaux; la marine du royaume était tellement tombée, qu'il n'y avait pas au-delà de trois cens matelots d'enrôlés.

Lorsque Louis XIV voulut déclarer la guerre à la Hollande, et qu'il prévit que l'Espagne et l'Allemagne prendraient parti pour les États, il engagea le Régent à entrer dans ses desseins et à rompre avec l'Espagne, pour faire par-là une grande diversion. Il

fit suggérer au prince des prétextes plausibles de rupture, et ne manqua pas de lui faire les plus magnifiques promesses. Dans les débats qu'occasionnèrent les propositions du roi de France, dom Pédro eut à combattre tout son Conseil; la Reine son épouse, et la majorité de ses ministres, étaient dans les intérêts du Roi très-chrétien; l'antipathie nationale contre les Espagnols commençait même à revivre; et si l'imprudente politique de la princesse et du Conseil eût prévalu, le peuple eût vu avec plaisir cette rupture. Mais dom Pédro fut ferme dans ses desseins; il sentait tout le prix de la paix, et voulut la maintenir : il répondit au roi de France que ses sujets se ressentaient trop encore des calamités de la dernière guerre, pour en tenter une nouvelle.

Ces dispositions du régent furent heureuses pour l'Espagne, qui reconnut mal un si important service. Dom Pédro alla, en 1674, avec son épouse, prendre les bains d'Obidos. On découvrit, pendant son absence de Lisbonne, une conjuration, dont le but était d'assassiner à la fois le Régent, la Reine et l'Infante. On accusa les Espagnols d'être les auteurs de cet attentat, et en particulier le marquis d'Humann, leur ambassadeur en Portugal. Dom François de Mendoça et Antoine Carise, qui avaient conduit cette intrigue, furent arrêtés et pendus avec leurs complices. On craignit que cette affaire ne rallumât la guerre entre les

deux Cours; mais le marquis d'Humann et le cabinet de Madrid se justifièrent, et prouvèrent qu'ils n'avaient eu aucune part à la conjuration. Cependant la grande intelligence qui avait régné entre les deux puissances après le dernier traité de paix, n'était plus la même, et la plus grande froideur présageait une prochaine rupture.

Peu de tems après, le marquis de Gouvéa, ambassadeur de Portugal à Madrid, fut insulté par la populace dans son hôtel; et comme il ne reçut pas une satisfaction aussi promte qu'il avait le droit de l'exiger, il demanda ses passeports, et partit pour Lisbonne. Ce nouvel outrage força le gouvernement à prendre des mesures propres à y mettre un terme. Les États-généraux s'étant assemblés peu de jours après, ordonnèrent une levée de quinze mille hommes avec un régiment de cavalerie pour la garde du prince. Le Régent, de son côté, sans trop faire éclater les marques de son mécontentement, fit réparer les fortifications des places frontières, et renforça les garnisons. Il prit une autre précaution qui n'était pas moins nécessaire, et fit servir à sa politique les bruits que l'on fesait circuler parmi le peuple, que le Roi était maltraité dans la Tercère, et qu'il fallait en accuser la haine du prince contre son frère. Dom Pédro envoya une escadre pour ramener le Roi en Portugal, et le fit enfermer, à son arrivée, en 1675, dans le château

de Cintra, à cinq lieues de Lisbonne, où il passa le reste de ses jours.

Malgré les intrigues et les outrages de l'Espagne; quoique l'on osât publier hautement, et même par des écrits imprimés, que le traité conclu par la reine-régente d'Espagne avec le Portugal, était nul, et qu'il n'était pas en son pouvoir, en qualité de tutrice de son fils, de céder un royaume, non-seulement au préjudice de ce prince, mais à celui de ses descendans, dom Pédro offrit néanmoins sa médiation, pour faciliter la conclusion de la paix à Nimègue, procédé plein de générosité, et digne d'un grand prince. On accepta sa médiation en apparence; mais Louis XIV y attacha trop peu d'importance, et parut au fond la refuser. Ce monarque manqua alors à sa politique; car dom Pédro, croyant voir dans sa conduite quelque mépris pour sa personne ou pour le Portugal, donna l'ordre à son ambassadeur à Paris de cesser toute entremise dans cette affaire, et d'attendre que le Roi très-chrétien vînt demander à Lisbonne une médiation, s'il en avait besoin. Dom Pédro conserva même un tel ressentiment de l'affront qu'il prétendait avoir reçu, qu'il ne l'oublia jamais. La France eut lieu de s'en repentir; et cette injure ne fut pas une des moindres fautes du ministère de ce grand Roi.

Les offres de dom Pédro ne furent guère mieux

accueillies à Madrid qu'à Versailles; le prince s'en plaignit si hautement, et exprima son mécontentement avec si peu de ménagement, que le ministère espagnol, craignant avec assez de raison qu'une rupture avec le Portugal ne changeât la face des affaires, et ne compromît essentiellement ses intérêts, revint à de nouvelles assurances d'amitié et de bonne intelligence, protesta de son innocence dans l'attentat auquel on l'accusait d'avoir pris part, donna toute satisfaction sur l'outrage fait à l'ambassadeur portugais à Madrid, et répéta au Régent les assurances les plus fortes que Sa Majesté catholique n'avait rien tant à cœur que de s'unir par les liens les plus étroits avec la couronne de Portugal. Dom Pédro, sans trop compter sur toutes ces protestations, en parut satisfait; il montra néanmoins la même fermeté à l'occasion d'un démêlé qui eut lieu entre les sujets des deux couronnes, par rapport à leurs colonies sur les côtes de la rivière de la Plata.

Cette grande querelle, souvent assoupie, souvent renouvelée et long-tems indécise, fut l'objet de divers traités; mais étant toujours rédigés par la raison d'état bien plus que par la nature des choses, ils n'eurent jamais que des effets momentanés, loin d'étouffer la jalousie et les divisions entre les deux nations, et ne servirent qu'à les alimenter et à les nourrir. Il importe peut-être de mettre cette affaire dans son vrai jour, parce qu'elle

devint plus tard un point assez embarrassé du sistème politique de l'Europe.

Le Portugal possédait les vastes contrées du Brésil au nord de l'Amérique méridionale; et l'Espagne était en possession du Paraguai, ou tout au moins de tout ce qui est au long de la rivière de la Plata, à droite de cette rivière. Les Espagnols regardaient leurs droits sur les deux côtés de la rivière comme incontestables, et prétendaient en avoir joui à ce titre pendant plus de deux siècles. Les Portugais, de leur côté, assuraient n'avoir rien fait dans cette affaire qui ne fût autorisé par le droit des gens. Au mois de janvier 1680, dom Emmanuel Lobo, gouverneur de Rio-Janeiro, envoya un petit corps de Portugais prendre possession d'un terrain commode derrière l'île Saint-Gabriel, et vis-à-vis de Buénos-Airès, établissement considérable des Espagnols, et il donna le nom de Saint-Sacrement au petit bourg qu'il y fonda. Le gouverneur espagnol de Buénos-Airès, homme de résolution, qui connaissait toute la faiblesse de son gouvernement, se détermina à faire ce qui lui paraissait le plus juste dans cette circonstance, et, sans attendre des ordres de sa Cour, déposséda les Portugais de leur établissement, au mois d'août de la même année, ruina la place, fit la garnison prisonnière, et la traita assez mal.

Lorsqu'on reçut la nouvelle de cette affaire en

Europe, dom Pédro, avec une fierté qu'il ne démentit plus dans le cours de cette négociation, exigea du cabinet de Madrid une promte réparation de la conduite du gouverneur de Buénos-Airès, rappela son ambassadeur, et signifia au ministre espagnol que si dans vingt jours de la date de la signification, la réparation la plus complète de cette injure n'était pas faite, la guerre était déclarée sans autre manifeste. L'Espagne, si violemment menacée, envoya sur-le-champ un ambassadeur extraordinaire à Lisbonne, pour donner telle satisfaction qu'exigerait la régence. Ce fut le fameux duc de Giovinazzo que l'on chargea de cette mission : il avait déconcerté toutes les ruses de la France en Italie. Il fit à Lisbonne tout ce que les ministres espagnols pouvaient raisonnablement attendre de lui.

Le duc de Giovinazzo mit tant d'adresse dans sa négociation, qu'il parvint à apaiser le Régent, et à lui faire conclure un traité provisoire, daté du 7 mai 1681. Par ce traité, on donnait une ample satisfaction à la couronne de Portugal, on restituait la place, on élargissait la garnison, on donnait toute la liberté de rétablir la colonie, le droit d'y faire des fortifications équivalentes à celles qui avaient été démolies, et l'on punissait le gouverneur de Buénos-Airès; mais on laissait le principal point à décider. Les Portugais devaient rester tranquilles possesseurs de Saint-Sacrement, jusqu'à ce que les

droits fussent réglés à l'amiable par les commissaires des deux Couronnes. C'était là néanmoins un article de la plus haute importance; car bien qu'alors le préjugé fût en faveur des Espagnols, on ne doutait point que si dom Pédro eût montré à Lisbonne la même fermeté que ses ambassadeurs à Madrid, il l'aurait infailliblement emporté et assuré pour toujours cette colonie au Portugal.

Le Régent sentit bien toute la faiblesse dont il n'avait pu se défendre dans cette circonstance, et il avoua que quoiqu'il comprît bien le but du duc de Giovinazzo, dans les louanges qu'il prodiguait à la modestie, à la modération et à l'équité de son Altésse Royale, il n'avait pu s'empêcher d'y être sensible, et n'avait pas eu le courage de préférer l'intérêt de l'État au désir de justifier les éloges que cet adroit ministre lui avait donnés. Pour remédier au vice du traité provisoire, il fallut en faire successivement trois autres, mais au fond tous aussi inutiles que le premier, parce qu'on laissait toujours à la Cour de Madrid la faculté de proposer un équivalent pour la place qui était en litige; place dont les Espagnols désiraient aussi ardemment de se voir les maîtres, que les Portugais avaient peu d'envie de la céder. Il eût donc été de l'intérêt des deux Couronnes de nommer, d'après les clauses du traité provisoire, des commissaires pour décider la question. C'était l'unique moyen d'éviter un siècle de débats.

Lorsque dom Pédro eut assuré la paix entre le Portugal et l'Espagne, il s'occupa uniquement de l'administration intérieure du royaume et des intérêts particuliers de sa famille. Le mariage de l'Infante devint l'objet de toutes les sollicitudes; mais les négociations qui eurent lieu à ce sujet n'offrirent pour résultat qu'un événement sans exemple dans les Cours de l'Europe pendant le siècle dernier.

La princesse-douairière de Savoie était la sœur aînée de la princesse épouse du Régent de Portugal. Elle pensa qu'elle ferait un mariage avantageux pour Victor-Amédée son fils, en lui fesant épouser l'Infante de Portugal, héritière présomptive de la couronne. La Régente, de son côté, dont l'empire sur son époux était sans bornes, désirait vivement l'union de sa fille avec son neveu. La Cour de France entra dans ce projet, et le fit appuyer par ses créatures à Lisbonne. Cependant un obstacle insurmontable semblait s'opposer à ce mariage; il était tout-à-fait contraire à la constitution du royaume : mais dom Pédro était si tendrement aimé de tous ses sujets, il avait tant d'empire sur les États, qu'il parvint à aplanir cette grande difficulté : les États consentirent, sans que cet exemple pût tirer à conséquence pour l'avenir, que l'Infante épousât un prince étranger, sans préjudicier au droit qu'elle avait à la couronne. Ce point capital

emporté, on régla les articles du mariage, et l'on fit les préparatifs nécessaires pour la célébration, avec une magnificence digne des parties intéressées, et conforme au génie d'une nation qui aime passionnément ces sortes de fêtes.

Les préparatifs furent longs et les dépenses qu'ils occasionnèrent immenses. On équipa à grands frais une escadre de douze vaisseaux peints et dorés avec beaucoup de soin. Le vaisseau amiral était plus brillant encore, et les ornemens de la chambre de poupe étaient l'ouvrage des plus habiles artistes de Lisbonne. Le parquet était d'ébène et d'ivoire, le lit d'une incroyable somptuosité, et l'étendard royal de la plus riche étoffe, orné des armes de Portugal artistement brodées : il flottait au-dessus des mâts. Ce bâtiment réalisait, par le luxe qui y régnait, le nom qui lui fut donné, de *Monte d'ouro*, montagne d'or. Le duc de Cadaval eut le commandement de l'escadre; l'élite de la jeune noblesse l'accompagna; et comme il n'y avait point en Portugal de matelots pour former l'équipage des vaisseaux, on fut obligé d'en prendre d'étrangers, qu'il fallut payer fort cher. Le duc de Cadaval avait ordre d'aller prendre le duc de Savoie, et déjà, avant son départ, une partie des équipages du prince était arrivée à Lisbonne; enfin l'escadre mit à la voile, et arriva heureusement à Villefranche, grand port sur la Méditerranée, à une lieue au sud-est de Nice.

Le duc de Cadaval ne fut pas peu surpris d'y apprendre que la Cour de Savoie renonçait à l'union qu'elle-même avait sollicitée. La mère de Victor-Amédée avait changé de pensée. Son fils, âgé de quinze ans, lui obéissait aveuglément. Ce jeune prince feignit d'être malade, et ne parut point en public; malgré le traité conclu entre les deux puissances, le mariage fut rompu. La flotte se remit en mer pour Lisbonne. Le Régent et la Reine furent très sensibles à cet affront, et la nation se plaignit amèrement d'avoir fait inutilement d'aussi énormes dépenses, dans un moment où elle était si peu en état de les supporter. Quelques intrigues de Cour, de fausses craintes, des vues d'intérêt et d'ambition tout-à-fait étrangères à la maison de Bragance, furent les uniques causes d'une injure que la reine de Portugal parut supporter avec beaucoup de courage et de grandeur d'âme, mais qui laissa dans son cœur une profonde plaie, et la précipita bientôt après au tombeau.

La Cour et la ville n'avaient pas encore calmé l'agitation causée par ce singulier événement, lorsque l'on apprit la mort du roi Alfonse VI. Ce prince fut frappé d'apoplexie au château de Cintra, et succomba le 12 septembre 1683, à l'âge de 40 ans, après avoir porté le titre de roi 27 ans, dont quinze avaient été passés en prison. Alfonse s'était rendu odieux par une carrière souillée de vices. Ses assas-

sinats, ses débauches et sa bassesse lui avaient fermé tous les cœurs : sa tombe se ferma sans avoir été arrosée d'une seule larme. Colbath, dans ses mémoires, prétend que ce mauvais prince dit dans ses derniers momens : « Je m'en vais ; la Reine me « suivra bientôt pour rendre compte, devant le plus « redoutable tribunal, des maux qu'elle m'a faits. »

Cette anecdote est du nombre de celles que l'on peut reléguer parmi les fables : il est fort douteux, pour ne pas dire impossible, que l'on puisse ainsi prédire les événemens, et plus rare encore qu'une attaque d'apoplexie en laisse le tems.

On peut dire que toutes les infortunes d'Alfonse VI viennent de ce que, parvenu à la couronne dès l'âge de treize ans, il fut trop tôt entouré de flatteurs qui corrompirent ses mœurs et son caractère. Tel est le malheur d'un gouvernement absolu, dans lequel rien n'avertit le souverain de ses fautes. Nous en sommes heureusement garantis par le gouvernement représentatif et la liberté de la presse, sages institutions dont les bienfaits sont inappréciables.

FIN DU NEUVIÈME VOLUME.